

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA LÉGISLATION RÉPRESSIVE

DES

FRAUDES ET FALSIFICATIONS

SUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 6 juin 1908, à 1 heure

PAR

Maxime TOUBEAU

Président : M. BERTHÉLEMY.

*Suffragants : } MM. SOUCHON, professeur.
 HITIER, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

THESE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA LÉGISLATION RÉPRESSIVE

DES

FRAUDES ET FALSIFICATIONS

SUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 6 juin 1908, à 1 heure

PAR

Maxime TOUBEAU

Président : M. BERTHÉLEMY.

*Suffragants : } MM. SOUCHON, professeur.
 HITIER, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908





Digitized by the Internet Archive
in 2026

A Monsieur E. ROUX

CHEF DU SERVICE DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES

Témoignage de respectueux attachement

M. T.

LA LÉGISLATION RÉPRESSIVE
DES
FRAUDES ET FALSIFICATIONS
SUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES

INTRODUCTION

LA NÉCESSITÉ DE RÉPRIMER LES FRAUDES SUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES : LE POINT DE VUE DES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES ; CELUI DE L'HYGIÈNE ; RAISONS QUI ONT RETARDÉ L'OEUVRE DE RÉPRESSION DES FRAUDES EN GÉNÉRAL.

Les raisons pour lesquelles il est particulièrement nécessaire d'assurer la répression des fraudes sur les produits alimentaires ont été si souvent développées, en ces derniers temps, qu'il faut se borner, ici, à les énumérer très brièvement.

Deux points de vue doivent être successivement envisagés : celui des intérêts économiques, celui de l'hygiène, tous deux, d'ailleurs, étroitement unis, en fait, comme dans la législation.

1^o LES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES. — Les gains illicites qui sont réalisés, chaque année, par les fraudeurs, sur toutes les classes de la société, mais particulièrement sur la

classe laborieuse, se chiffrent à plusieurs centaines de millions. C'est dire, qu'indépendamment des considérations d'hygiène que nous examinerons plus loin, la masse des consommateurs a un intérêt économique puissant à la répression des fraudes.

Mais ces dernières sont également préjudiciables aux diverses branches de la production et du commerce.

Par l'abaissement des prix, elles rendent, en effet, la concurrence insoutenable aux producteurs et aux intermédiaires honnêtes ; par la surproduction qui, dans certains cas, en est la conséquence, elles répandent la misère sur des régions entières : la crise viticole du Midi de la France en est le plus récent et le plus douloureux exemple ; enfin, par la dépréciation des marchandises, à l'étranger, elles portent atteinte au bon renom commercial d'un pays et risquent de fermer à l'exportation d'importants débouchés.

Assurément, en France, les fraudeurs ne sont pas plus nombreux qu'ailleurs, mais dans quelques magasins anglais, on pouvait voir, durant ces dernières années, des affiches destinées à prévenir le public qu'on ne lui vendrait pas certains produits français prétendus suspects ; et la campagne, menée de la sorte, a eu des résultats fâcheux pour nous (1).

Aussi, convient-il de veiller, avec soin, sur l'intégrité de nos produits ; à l'heure actuelle, les syndicats de producteurs et d'intermédiaires sont les premiers à réclamer une application rigoureuse des textes nouveaux. Car, si l'individu, pris isolément, peut céder à la tenta-

(1) *Tableau indiquant la baisse de nos exportations de produits alimentaires en Angleterre* (extrait des Documents statistiques réunis

tion mauvaise d'édifier, en peu de temps, une fortune scandaleuse, sans s'inquiéter de la répercussion de ses actes sur l'ensemble de la société et l'avenir du groupement économique auquel il appartient, une collectivité permanente d'intérêts durables (telle qu'un syndicat comprenant une partie notable des producteurs ou des intermédiaires d'une région déterminée) ne peut tenir des raisonnements de ce genre.

Il est vrai que la question ne se pose pas toujours d'une manière aussi simple.

par l'administration des Douanes sur le commerce de la France, 1907, p. 151).

Années 1907, 1906 et 1905.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	VALEURS		
	1907	1906	1905
	mille francs.		
Viandes fraîches, salées ou autrement préparées.....	7.895	9.441	9.732
Margarine et substances similaires.....	2.682	3.358	2.994
Œufs de volaille et de gibier.....	8.651	12.779	13.503
Beurre frais et salé.....	34.915	42.318	49.909
Poissons conservés, marinés ou autrement préparés.....	3.109	4.200	7.344
Céréales (grains et farines).....	2.267	1.389	1.244
Fruits de table.....	23.811	24.089	25.893
Sucres { bruts.....	37.122	25.630	39.746
{ raffinés.....	9.253	7.395	13.173
Glucoses, sirops et bonbons, fruits confits au sucre, biscuits sucrés.....	3.800	3.567	3.182
Huiles fixes, pures et essences végétales.....	10.708	10.489	8.988
Légumes verts, salés, confits ou conservés.....	11.196	13.398	12.225
Levure de bière.....	1.486	1.887	2.898
Vins.....	39.524	38.905	40.823
Eaux-de-vie.....	22.510	18.164	23.112
	218.929	217.009	254.766

D'une part, le groupement est également un moyen de résistance pour les fraudeurs menacés (1).

D'autre part, des groupements, des régions entières, peuvent être intéressés au maintien d'une pratique que d'autres groupements, d'autres régions considèrent comme frauduleuse ; par exemple, en ce qui concerne

(1) Exemple d'une circulaire adressée aux commerçants pour les exhorter au bon combat (!) (Voir document lu par le ministre de l'agriculture, *J. off.* du 19 novembre 1907, p. 2282).

« Il ne vous échappera pas que, en présence des excitations contre la liberté du commerce, il s'impose pour nous tous de nous défendre collectivement et individuellement.

« Toute investigation policière, tout prélèvement d'échantillon, sont une atteinte grave à la réputation de la maison où elles se produisent, et la presse ne manquera pas, pour exciter l'opinion publique emballée, de citer ces faits.

« Dès qu'une indiscretion de ce genre est commise, avisez-nous en, nous intenterons en votre nom, aussitôt, contre le journal délateur, une action au civil et demanderons aux tribunaux des dommages et intérêts en proportion des termes dans lesquels l'information aura été publiée.

« Ces exemples répétés feront promptement taire les journaux.

« A l'égard des particuliers, dès qu'il sera à votre connaissance que l'un d'eux se sera fait délateur, assurez-vous de témoins nous l'actionnerons dans les mêmes conditions que les journaux.

« Ce procédé de prévention ne tardera pas à décourager les dénonciateurs et nous ferons ainsi cesser l'action dite de répression des fraudes qui n'est qu'une atteinte odieuse contre la liberté du commerce.

« Faites également toutes réserves et au besoin faites faire, par ministère d'huissier, les constatations chaque fois qu'un agent de la force publique, sous prétexte d'appliquer la loi, exerce des investigations ou fait des prélèvements qui pourraient vous causer préjudice. Nous ferons toutes diligences auprès de personnalités influentes, par l'entremise de nos hautes relations, pour obtenir l'atténuation du zèle et au besoin rappeler les fonctionnaires à la discrétion sans laquelle leur situation peut être compromise en haut lieu.

« Dans certains cas, nous poursuivrons même ces fonctionnaires en justice. »

le sucrage des vins, on a beaucoup discuté, ces derniers mois, autour de l'opposition profonde d'intérêts qui existe entre le Nord et le Midi. Les conflits de ce genre apparaissent nombreux, lorsqu'il s'agit de produits dont la dénomination, au dire des uns, indique une provenance locale, et au dire des autres, un simple mode de fabrication.

En présence de ces dernières difficultés, c'est à l'Etat qu'il appartient d'intervenir, et, après avoir permis à toutes les revendications de se faire jour, d'introduire dans la législation les dispositions utiles. A ce sujet, l'exemple le plus frappant nous est certainement offert par la grande consultation qui se poursuit dans toute la France et qui doit aboutir à la délimitation des principales régions viticoles.

2° L'HYGIÈNE. — Il est bien difficile de donner le chiffre approximatif des enfants qui meurent, chaque année, en France, par suite de la fraude du lait ; on peut seulement affirmer qu'il est considérable, comme celui des adultes qui, par l'usage constant d'aliments falsifiés, deviennent progressivement malades, comme celui des malades eux-mêmes, dont la guérison est singulièrement retardée ou compromise par les fraudes dont tous les produits, même médicamenteux, sont l'objet.

Encore, ne parlons-nous pas de ces trafics éhontés qui consistent à jeter dans la circulation des produits manifestement nuisibles : pois de Java (contenant de l'acide prussique), huîtres conservées dans des eaux contaminées, lait susceptible de transmettre des maladies contagieuses, viandes avariées, provenant, parfois, d'animaux enterrés à la suite de l'abatage, comme ayant été

reconnus impropres à la consommation par un vétérinaire sanitaire.

Dernièrement, l'administration compétente était saisie du rapport suivant :

« Le 20 décembre 1907, la police d'Annecy, avertie que depuis quelque temps des individus déterraient près d'Annecy de la viande provenant des abattoirs de la ville et reconnue tuberculeuse par le vétérinaire, arrêtait quatre individus transportant 130 kilogrammes de cette viande qu'ils venaient d'exhumer. Interrogés, ils furent forcés de reconnaître qu'à diverses reprises déjà, ils s'étaient livrés à cette opération, mais ils prétendirent n'avoir employé cette viande que pour leur consommation personnelle ou familiale. A ce moment, rien ne permettait de croire que ces individus eussent vendu ou tenté de vendre de cette viande.

« Dans ces conditions, malgré la gravité du fait, le Parquet se trouvait désarmé.....

« Toutefois, un supplément d'enquête officieuse a permis de mettre l'affaire à l'instruction ; il en résulta en effet que ces individus avaient tout au moins tenté d'offrir en vente de cette viande, ce qui les rendait passibles des pénalités prévues par la loi du 1^{er} août 1905. »

Les faits de ce genre, dont l'opinion publique est saisie de temps à autres et dont elle s'émeut à bon droit, ne sont qu'un grossissement brutal d'autres faits, plus obscurs, moins révoltants en apparence, mais journaliers ceux-là et par leur répétition, tout aussi dangereux peut-être (1).

(1) En ce qui concerne les antiseptiques notamment :

Au Congrès international de médecine légale de 1900, à la suite du rapport présenté par MM. Brouardel et G. Pouchet, le Congrès a

C'est pour ces raisons que les considérations d'hygiène tiennent une si grande place dans les législations contemporaines sur les fraudes et falsifications de produits alimentaires.

On a pu, même, se demander si le point de vue de l'hygiène ne devait pas l'emporter sur tout autre dans l'œuvre législative à accomplir.

M. Vaillant, député, se fit le défenseur de cette conception, au cours de la discussion de la loi du 1^{er} août 1905 dont il eût voulu faire, avant tout, une loi d'hygiène de l'alimentation publique.

Ladite conception doit être rapprochée de la législation italienne qui se contente d'annexer aux dispositions générales sur l'hygiène des dispositions spéciales sur les fraudes.

émis le vœu suivant :

« Le Congrès, étant donnés les accidents signalés par les auteurs des différents pays, résultant de l'usage habituel des aliments et des boissons dont la conservation a été assurée par des agents chimiques, émet le vœu que l'emploi de ces produits (borax, acide salicylique, formol, saccharine) soit interdit dans les matières alimentaires. »

La même question est revenue en discussion au Congrès international d'hygiène de 1900 à la suite d'un rapport du Dr Bordas, et le vœu suivant fut adopté :

« Il y a lieu d'interdire l'emploi de tout antiseptique pour la conservation des aliments ou des boissons. »

D'une manière générale, l'emploi des antiseptiques est regardé par tous les hygiénistes comme dangereux, même si la dose en est faible, à cause de l'usage continu qui peut être fait des aliments conservés par ces produits, et en raison de la réceptivité particulière de chacun des consommateurs.

En conséquence, l'administration considère l'addition d'antiseptiques aux aliments comme une falsification par addition de substances nuisibles et la jurisprudence est de plus en plus en ce sens.

Mais, dans la plupart des législations étrangères, de même que dans notre loi du 1^{er} août 1905, les textes relatifs aux fraudes intéressant l'hygiène sont incorporés aux dispositions d'ensemble sur les fraudes commerciales, considérées comme une matière spéciale et distincte.

Seulement, il faut reconnaître que les rapports sont étroits, par certains côtés, entre les deux législations (hygiène et fraudes), notamment, quand il s'agit de déterminer, pour l'exécution de la loi du 1^{er} août 1905, si tel ou tel produit est nuisible ou non, c'est le conseil supérieur d'hygiène, au ministère de l'intérieur, qui étant le mieux qualifié pour répondre, est consulté, sur l'initiative du service de la répression des fraudes (ministère de l'agriculture).

Il convient, semble-t-il, d'ajouter que presque toutes les grandes lois étrangères sur les fraudes accordent aux considérations d'hygiène une place plus grande que la nôtre, et réglementent, avec le commerce des produits alimentaires, celui des « objets » destinés à la préparation des aliments.

*
* *

Si nécessaire qu'elle soit, à tous les points de vue, la répression des fraudes commerciales a été longue à s'organiser sur des bases sérieuses.

Cela tient à vrai dire à des causes très générales (on pourrait dire philosophiques) :

Il était admis naguère que le commerce était, par essence, une profession dont la ruse, la dissimulation et le mensonge étaient les moyens d'action en quelque sorte normaux.

L'esprit populaire, dans l'antiquité, avait exprimé ses

sentiments, à cet égard, dans un symbole bien connu : Mercure n'était pas seulement le dieu des marchands, il était aussi le patron « des fraudeurs ».

Quant au jurisconsulte, ne disait-il pas, en parlant des contractants en général, cette phrase qui trouvait notamment son application en matière commerciale : *Naturaliter licet contrahentibus se circumvenire* (Il est naturellement permis aux contractants de s'induire mutuellement en erreur).

Le droit romain, en matière de tromperie, avait établi des distinctions subtiles : il distinguait, en effet, deux sortes de dol ; le premier (*dolus malus*) était seul une cause de nullité, s'il portait sur la substance même du contrat : il consistait en *manœuvres* nettement caractérisées ; le second (*dolus bonus*) était sans influence sur la validité de la convention : il comprenait toutes les tromperies d'usage courant (sur le prix de vente, sur la valeur réelle d'une marchandise), tromperies destinées à procurer à leur auteur un honnête avantage (*conditionem suam facere meliorem*).

Cependant, lorsqu'il s'agissait de produits ayant une valeur sérieuse, les Ediles Curules qui avaient à Rome la police des marchés et un pouvoir de juridiction en ce qui concerne certaines fraudes, prirent coutume d'obliger le vendeur à promettre indemnité, par voie de stipulation, à raison des vices qui viendraient à se révéler dans la chose et cela, alors même qu'il les aurait ignorés lors de la vente.

Mais il est permis de considérer ces tentatives comme destinées seulement à garantir l'acheteur contre les fraudes particulièrement graves, préjudiciables, et qui sortaient des limites généralement admises.

Cette idée que le droit n'a pas à intervenir pour sanctionner certains écarts en matière de loyauté dans les transactions a survécu au monde antique.

« Dans le for intérieur, disait Pothier, on doit regarder comme contraire à la bonne foi, tout ce qui s'écarte tant soit peu de la sincérité la plus exacte, la plus scrupuleuse ; la seule dissimulation sur ce qui concerne la chose faisant l'objet du marché, et que la partie avec qui je contracte aurait intérêt à savoir, est contraire à la bonne foi.

« Dans le for extérieur, une partie ne serait pas écoutée à se plaindre de ces légères atteintes que celui avec qui elle a contracté a donné à la bonne foi. Autrement il y aurait un trop grand nombre de conventions qui seraient dans le cas d'être rescindées.

« Il n'y a que ce qui blesse ouvertement la bonne foi qui soit, dans ce for, regardé comme un vrai dol, tel que toutes les mauvaises manœuvres et tous les mauvais artifices qu'une partie aurait employés pour engager l'autre à contracter. »

Ce sont encore ces principes qui se sont fait jour dans nos codes : le dol n'est une cause de rescision que dans les conditions étroites fixées par l'article 1166 du Code civil et jusqu'à la loi du 27 mars 1851, les tromperies commerciales étaient soumises au régime de l'article 423 du Code pénal, lequel ne réprimait que les formes les plus grossières de la fraude.

Nous trouvons, dans le « Traité du dol et de la fraude en matière civile et commerciale » les raisons que l'on pouvait donner de cette réserve du législateur (Bédarride, vol. 3, p. 23) :

« Le vendeur à l'en croire, vend toujours ce qu'il y a

de meilleur au monde ; chacun sait cela. Mais on ne doit l'admettre qu'après s'en être assuré. L'acheteur qui ne prend aucune précaution, qui ajoute une foi trop aveugle à des allégations intéressées, se trompe lui-même autant qu'il est trompé. La faute étant commune, la responsabilité ne peut appartenir à un seul. »

Mais une réaction devait se faire un jour, contre ce libéralisme excessif qui, avec les procédés nouveaux de fabrication, avec l'arrivée, sur le marché, de produits exotiques, aboutissait à favoriser des trafics audacieux devant lesquels l'acheteur le plus attentif et le plus perspicace se trouvait désarmé.

Aussi, dans le courant du xix^e siècle, en raison de ces agissements intolérables, de violentes attaques furent-elles dirigées par les philosophes sociaux contre l'institution commerciale elle-même.

Fourier, dans son ouvrage intitulé : *Le Monde nouveau* (page 396), écrivait :

« L'altération de toutes les matières est à tel point qu'on doit désirer le monopole général comme préservatif contre le commerce. Une régie serait bien moins fausse ; elle donnerait, au moins, des denrées naturelles à qui y mettrait le prix, tandis qu'il est impossible aujourd'hui d'obtenir du commerce rien de naturel : on ne trouverait pas dans Paris un pain de sucre qui ne fut mélangé de betterave(1), pas une tasse de lait pur, pas un verre d'eau de vie pure, chez tous les crémiers et cafetiers de Paris. »

Sous l'action des critiques, sous l'influence, surtout, des abus dont souffrait le corps social tout entier, la con-

(1) Exemple curieux ; il ne s'agit guère là d'une pratique frauduleuse.

ception du commerce et des obligations professionnelles qu'il impose s'est profondément modifiée.

En même temps, une révolution économique dont les conséquences peuvent être incalculables, s'esquissait avec l'intervention des syndicats professionnels reprenant, sous une forme infiniment élargie, l'œuvre disciplinaire des anciennes corporations.

La notion d'*honneur commercial*, qui jusque-là n'était qu'embryonnaire, s'affirma de plus en plus : ces hommes qui, dans les expositions et dans les concours internationaux se faisaient gloire de triompher en faisant reconnaître, par des jurés compétents, la bonne qualité de leurs marchandises, qui, pour prix de leurs victoires économiques, recevaient des gouvernements étrangers et de leur propre gouvernement toutes les distinctions honorifiques, ne pouvaient plus admettre qu'une défaveur quelconque subsistât dans l'opinion publique à l'égard de leur profession.

Dans ces conditions, avec le concours moral et matériel, parfois sous la pression des commerçants eux-mêmes, il devint possible, en s'appuyant sur des principes nouveaux, d'entreprendre l'œuvre d'assainissement nécessaire et de fixer les bases des relations commerciales de l'avenir.

PREMIÈRE PARTIE

LES TEXTES

- I. — *Historique.* Aperçu rétrospectif ; la législation sur les fraudes, depuis le Code pénal ; la dualité de régime (*boissons opposées à substances alimentaires*) jusqu'en 1855 ; l'article 423 du Code pénal et la loi du 27 mars 1851 ; la situation au moment du vote de la loi du 1^{er} août 1905 ; les anciennes contraventions de l'article 475 du Code pénal ; le vide causé par leur disparition.
- II. — *Les textes en vigueur.* Le texte général (la loi du 1^{er} août 1905) ; conditions dans lesquelles ce texte a été voté ; les lois spéciales à divers produits alimentaires.
- III. — *Les pouvoirs conférés à l'administration par la loi du 1^{er} août 1905.* La loi du 1^{er} août 1905 n'a fait que préciser sur certains points et codifier les dispositions générales antérieures (art. 423, loi du 27 mars 1851) ; en quoi, elle a profondément innové ; son article 11 ; les règlements d'administration publique ; ce qu'ils sont ; ceux qui ont déjà paru ; ceux qui se préparent.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE.

Aperçu rétrospectif ; la législation sur les fraudes depuis le Code pénal ; la dualité de régime (*boissons* opposées à *substances alimentaires*) jusqu'en 1855 ; l'article 423 du Code pénal et la loi du 27 mars 1851 ; la situation au moment du vote de la loi du 1^{er} août 1905 ; les anciennes contraventions de l'article 475 du Code pénal ; le vide causé par leur disparition.

Au point de vue rétrospectif, on trouve dans le rapport (1) de M. Trannoy, député, sur le projet qui est devenu la loi du 1^{er} août 1905, des souvenirs historiques qu'il est permis de rappeler.

« Dès 1396 (remarque M. Trannoy), nous voyons le prévôt de Paris publier une ordonnance pour préserver le beurre des mixtions artificieuses.

« En 1662, on défendait de préserver le poisson de la corruption par des substances aussi dangereuses que la corruption elle-même.

« En 1735, intervenait une ordonnance qui imposait aux bouteilles l'indication de leur contenance. »

Mais avant la Révolution, ainsi que nous l'indiquons au début de la troisième partie du présent ouvrage, c'était surtout dans les règlements corporatifs que se

(1) *J. off.*, Chambre des députés, session ordinaire, séance du 12 mai 1899 ; annexe, n° 940.

trouvaient les dispositions de nature à prévenir ou à réprimer les fraudes de toute sorte. *

Depuis la publication du Code pénal jusqu'à la loi du 1^{er} août 1905, on peut distinguer trois périodes dans l'œuvre législative qui nous intéresse :

1^o De la publication du Code pénal à la loi du 27 mars 1851 ;

2^o De la loi du 27 mars 1851 à la loi du 5 mai 1855 ;

3^o De la loi du 5 mai 1855 à la loi du 1^{er} août 1905.

Aspects généraux.

A. — *Boissons et autres produits alimentaires.*

Les deux premières périodes ont pour caractère commun la coexistence de deux régimes de répression : l'un spécial aux « substances alimentaires », l'autre spécial aux « boissons », sans d'ailleurs que l'on ait pu établir, entre les deux catégories de produits, une ligne de démarcation bien nette, et sans que rien, au point de vue logique, ne justifiait cette distinction.

Tout d'abord, les boissons — dont la falsification est plus facile que celle des substances solides (du moins, en général) — furent traitées plus sévèrement que les autres produits alimentaires. En effet, tandis que ces derniers, jusqu'en 1851 (exclusivement régis par les art. 423, 475, § 14, et 477 (1), § 4, C. pén.), pouvaient être falsifiés impunément (à moins que la falsification ne changeât la *nature* du produit et ne le rendit impropre à sa destination auquel cas l'article 423 s'appliquait), les boissons, au contraire étaient soumises non seulement

(1) Le paragraphe 4 de l'article 477 ne date que de 1832.

au régime de l'article 423 du Code pénal (*tromperie sur la nature*), mais encore à des textes spéciaux réprimant la *falsification* (art. 318, C. pén. pour la falsification nuisible : 6 jours à 2 ans de prison ; 16 fr. à 500 fr. d'amende ; art. 475, 6°, pour la falsification simple : 6 à 10 fr. d'amende, et art. 477, § 2, confiscation).

A partir de la loi du 27 mars 1851, la situation changea et ce furent les « substances alimentaires » qui l'emportèrent sur les boissons au point de vue de la sévérité des sanctions.

En vertu de cette loi, la falsification des « substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses » était toujours considérée *comme un délit*, de même que le fait de mettre sciemment en vente de telles marchandises falsifiées.

Et, comme ladite loi ne s'appliquait pas aux boissons, la falsification de ces dernières restait soumise aux textes précédemment indiqués de sorte que, si elle n'était pas nuisible, elle ne constituait qu'une contravention.

C'est alors que, pour les nécessités de la répression, la liste des « substances alimentaires » parut s'augmenter et que certains produits, quoique liquides (le lait et le vinaigre) furent considérés par les tribunaux comme des « substances alimentaires » proprement dites et non comme des boissons.

Toutes ces anomalies cessèrent avec la loi du 5 mai 1855 qui, en abrogeant les dispositions spéciales aux boissons, unifia toute la législation répressive des fraudes et falsifications sur les produits alimentaires ; elle décida que, désormais, les boissons seraient soumises aux dispositions de la loi du 27 mars 1851 qui, avec l'article 423 du Code pénal, devint, jusqu'à la loi du 1^{er} août 1905, le texte général, en la matière.

B. — Article 423 du Code pénal ; Loi du 27 mars 1851.

1. — A la veille de la loi du 1^{er} août 1905, toutes les fois qu'un produit alimentaire, sans être falsifié (altéré volontairement) ou corrompu, donnait lieu à une tromperie commerciale, l'article 423 du Code pénal était encore seul applicable.

Si nous laissons de côté les dispositions qui ne pouvaient s'appliquer aux produits alimentaires, nous voyons que l'article 423 (1) ne permettait de réprimer la tromperie que lorsqu'elle portait sur la *nature* de la chose *vendue*, ce qui impliquait une vente consommée.

Sauf pour les tromperies sur la quantité (régies par la loi du 27 mars 1851), lorsqu'un produit alimentaire, qui n'était ni *falsifié*, ni *corrompu*, tout en étant soit nuisible, soit l'objet d'une fraude quelconque, était simplement *mis en vente*, aucune sanction ne pouvait être appliquée, sous réserve toutefois des dispositions relatives au commerce des substances vénéneuses (textes sur la pharmacie) et des dispositions des lois du 28 juillet

(1) Texte de l'article 423 du Code pénal, abrogé par la loi du 1^{er} août 1905 :

Quiconque aura trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toutes marchandises ; quiconque, par usage de faux poids ou de fausses mesures, aura trompé sur la quantité des choses vendues, sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de 50 francs.

Les objets du délit ou leur valeur, s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués, les faux poids et les fausses mesures seront aussi confisqués et de plus seront brisés.

Le tribunal pourra ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désignera, et son insertion intégrale ou par extrait dans tous les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné.

1824 et du 23 juin 1857 (sur la contrefaçon de certaines marques).

D'autre part, même en cas de vente consommée, la tromperie, pour être punissable, devait porter sur la *nature* de la chose et non pas seulement sur ses *qualités*.

Mais le mot « nature » étant un terme vague, la jurisprudence en avait profité pour élargir le champ de la répression. C'est ainsi que les tromperies sur l'espèce et sur l'origine du produit vendu étaient généralement punies comme des tromperies sur la nature, lorsque la considération de l'espèce ou de l'origine avait été la cause déterminante du contrat.

Quoi qu'il en soit, au moment du vote de la loi du 1^{er} août 1905, un grand nombre de fraudes réalisées sur des produits alimentaires (ni falsifiés, ni corrompus) pouvaient échapper à toute répression.

2. — Quant à la loi du 27 mars 1851 (1), dans son appli-

(1) Texte de la loi du 27 mars 1851, abrogée par celle du 1^{er} août 1905 :

ART. 1^{er}. — Seront punis des peines portées par l'article 423 du Code pénal :

1^o Ceux qui falsifieront des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses destinées à être vendues ;

2^o Ceux qui vendront ou mettront en vente des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues ;

3^o Ceux qui auront trompé ou tenté de tromper sur la quantité des choses livrées, les personnes auxquelles ils vendent ou achètent, soit par l'usage de faux poids ou de fausses mesures, ou d'instruments inexacts servant au pesage ou au mesurage, soit par des manœuvres ou procédés tendant à fausser l'opération du pesage ou mesurage, ou à augmenter frauduleusement le poids ou le volume de la marchandise, même avant cette opération, soit enfin par des indications frauduleuses tendant à faire croire à un pesage ou mesurage antérieur et exact.

ART. 2. — Si, dans les cas prévus par l'article 423 du Code pénal

cation aux produits alimentaires, elle assurait, dès avant la loi du 1^{er} août 1905, la répression des faits suivants :
1° la tromperie ou la tentative de tromperie sur la quan-

ou par l'article 1^{er} de la présente loi, il s'agit d'une marchandise contenant des mixtions nuisibles à la santé, l'amende sera de 50 à 500 francs, à moins que le quart des restitutions et dommages-intérêts n'excède cette dernière somme ; l'emprisonnement sera de trois mois à deux ans. Le présent article sera applicable même au cas où la falsification serait connue de l'acheteur ou consommateur.

ART. 3. — Sont punis d'une amende de 16 à 25 francs et d'un emprisonnement de 6 à 10 jours, ou de l'une de ces deux peines seulement, suivant les circonstances, ceux qui, sans motifs légitimes, auront dans leurs magasins, boutiques, ateliers, ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, soit des poids ou mesures faux, ou autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage, soit des substances alimentaires ou médicamenteuses qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues. Si la substance falsifiée est nuisible à la santé, l'amende pourra être portée à 50 francs et l'emprisonnement à 15 jours.

ART. 4. — Lorsque le prévenu, convaincu de contravention à la présente loi ou à l'article 423 du Code pénal, aura dans les cinq années qui ont précédé le délit, été condamné pour infraction à la présente loi ou à l'article 423, la peine pourra être élevée jusqu'au double du maximum ; l'amende prononcée par l'article 423 et par les articles 1 et 2 de la présente loi pourra même être portée jusqu'à 1.000 francs, si la moitié des restitutions et dommages-intérêts n'excède pas cette somme ; le tout sans préjudice de l'application, s'il y a lieu, des articles 57 et 58 du Code pénal.

ART. 5. — Les objets dont la vente, usage ou possession constitue le délit seront confisqués conformément à l'article 423 et aux articles 477 et 481 du Code pénal. S'ils sont propres à un usage alimentaire ou médical, le tribunal pourra les mettre à la disposition de l'administration pour être attribués aux établissements de bienfaisance. S'ils sont impropres à cet usage, ou nuisibles, les objets seront détruits ou répandus aux frais du condamné. Le tribunal pourra ordonner que la destruction ou effusion aura lieu devant l'établissement ou le domicile du condamné.

ART. 6. — Le tribunal pourra ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désignera, et son insertion intégrale ou par ex-

tité (lorsque la tromperie était effectuée avec faux poids, instruments inexacts, manœuvres, etc.) ;

2° La falsification, prise en elle-même ;

3° La vente, la mise en vente ou la détention sans motifs légitimes de produits alimentaires falsifiés ou corrompus, ainsi que la détention sans motifs légitimes de faux poids et objets analogues.

Mais la loi du 27 mars 1851, pas plus que l'article 423 du Code pénal, ne concernait :

a) Les produits nuisibles, sans être corrompus, dont la *mise en vente* était sans pénalités (depuis l'abrogation de l'article 475, § 14, du Code pénal par la loi de 1851 elle-même) et dont la *vente* ne tombait sous le coup de l'article 423 que si l'acheteur avait ignoré la nature nuisible du produit.

b) La tromperie simple sur la quantité, c'est-à-dire la tromperie qui se réalise indépendamment des circonstances prévues à l'article 1^{er}, § 3, de la loi précitée (27 mars 1851).

c) La provocation à la falsification au moyen de produits spéciaux et de réclames diverses.

C'est la loi du 1^{er} août 1905 qui a, pour la première fois, prévu ces différents cas.

trait dans tous les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné.

ART. 7. — L'article 463 du Code pénal sera applicable aux délits prévus par la présente loi.

ART. 8. — Les deux tiers du produit des amendes sont attribués aux communes dans lesquelles les délits auront été constatés.

ART. 9. — Sont abrogés les articles 475, n° 14, et 479, n° 5, du Code pénal.

C. — *Disparition depuis 1851 et 1855, des anciennes contraventions relatives à la mise en vente de certains produits.*

Avant de terminer cet historique, il convient d'indiquer que, jusqu'aux lois du 27 mars 1851 et du 5 mai 1855, il y eut, en dehors des *délits* prévus par les articles 423 et 318 du Code pénal, toute une catégorie d'infractions dont la répression n'exigeait pas la constatation d'un élément frauduleux ; ce sont celles qui étaient visées par les articles 475, §§ 6 et 14, du Code pénal.

Ces dispositions permettaient de punir d'une amende de 6 à 10 francs :

1° Les vendeurs ou débitants de boissons falsifiées (art. 475, § 6).

2° Ceux qui exposent en vente des comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles (art. 475, § 14). L'avantage des textes dont il s'agit était grand, car, même en cas de bonne foi, un commerçant qui, par une négligence quelconque, fait courir un risque à l'acheteur, mérite d'être puni, et, en outre, il importe de retirer de la circulation les produits nuisibles qui peuvent s'y trouver.

Or, sous le régime de l'article 475 (§ 14), les tribunaux de simple police prononçaient la confiscation et la destruction de ces produits en vertu de l'article 477 du Code pénal.

Tandis que, depuis l'abrogation, par la loi du 27 mars 1851, de l'article 475 (§ 14) du Code pénal, les tribunaux de simple police ne semblent plus appliquer l'article 477 (§ 4) du Code pénal (lequel a survécu à toutes les abrogations), à moins toutefois qu'un arrêté municipal ou préfectoral n'ait fait revivre sous une forme nouvelle les anciennes contraventions disparues.

Il y a lieu d'ajouter que, le 23 mars 1908, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi, sur rapport de M. Chavoix, complétant la loi du 1^{er} août 1905 par des dispositions contraventionnelles ; ce texte est en instance devant le Sénat ; son article 1^{er} est ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. — L'article 13 de la loi du 1^{er} août 1905 est complété ainsi qu'il suit :

« Les infractions prévues par la présente loi ou par les règlements d'administration publique intervenus ou à intervenir pour son exécution ne seront passibles que des peines de simple police quand la bonne foi de l'auteur de ces infractions aura été admise par le tribunal.

Au cas de récidive constaté dans les conditions prescrites par l'article 483 du Code pénal, la peine d'emprisonnement de un à cinq jours pourra être prononcée.

Dans tous les cas, la confiscation ou la destruction pourra être ordonnée conformément à l'article 6 de la présente loi.

L'affichage du jugement ne sera ordonné qu'au cas de récidive. »

CHAPITRE II

LES TEXTES EN VIGUEUR.

Le texte général (la loi du 1^{er} août 1905) (1) ; conditions dans lesquelles ce texte a été voté ; les lois spéciales à divers produits alimentaires.

Dans la séance du 6 avril 1898, au Sénat, M. Méline, président du conseil et ministre de l'agriculture, dépo-

(1) Texte de la loi du 1^{er} août 1905 :

ART. 1^{er}. — Quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant :

Soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises ;

Soit sur leur espèce ou leur origine lorsque d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuées aux marchandises devra être considérée comme la cause principale de la vente ;

Soit par la quantité des choses livrées ou sur leur identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat ;

Sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende de cent francs (100 fr.) au moins, de cinq mille francs (5.000 fr.) au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 2. — L'emprisonnement pourra être porté à deux ans, si le délit ou la tentative de délit prévus par l'article précédent ont été commis :

Soit à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts ;

Soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations de l'analyse ou du dosage, du pesage ou du mesurage, ou bien à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le

sait le projet qui devint la loi du 1^{er} août 1905 et qui était inspiré de projets antérieurs, lesquels n'avaient pas abouti

volume des marchandises, même avant ces opérations ;

Soit enfin, à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte.

ART. 3. — Seront punis des peines portées par l'article 1^{er} de la présente loi :

1^o Ceux qui falsifieront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons et des produits agricoles ou naturels destinés à être vendus ;

2^o Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels qu'ils sauront être falsifiés ou corrompus ou toxiques ;

3^o Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des substances médicamenteuses falsifiées ;

4^o Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront, sous forme indiquant leur destination, des produits propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels et ceux qui auront provoqué à leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques.

Si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué. Il sera de trois mois à deux ans et l'amende de cinq cents francs (500 fr.) à dix mille francs (10.000 fr.).

Ces peines seront applicables même au cas où la falsification nuisible serait connue de l'acheteur ou du consommateur.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits frais et légumes frais fermentés ou corrompus.

ART. 4. — Seront punis d'une amende de cinquante francs (50 fr.) à trois mille francs (3.000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours au moins et de trois mois au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement :

Ceux qui, sans motifs légitimes, seront trouvés détenteurs dans leurs magasins, boutiques, ateliers, maisons ou voitures servant à leur commerce ainsi que dans les entrepôts, abattoirs et leurs dé-

(pour l'exposé des motifs, voir *J. off.* du 19 juin 1898, annexe, n° 248).

pendances et dans les gares ou dans les halles, foires et marchés ;

Soit de poids ou mesures faux ou autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage des marchandises ;

Soit de denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, de boissons, de produits agricoles ou naturels qu'ils savaient être falsifiés, corrompus ou toxiques ;

Soit de substances médicamenteuses falsifiées ;

Soit de produits, sous forme indiquant leur destination, propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, ou des produits agricoles ou naturels ;

Si la substance alimentaire falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué.

Il sera de trois mois à un an et l'amende de cent francs (100 fr.) à cinq mille francs (5.000 fr.).

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits frais et légumes frais fermentés ou corrompus.

ART. 5. — Sera considéré comme étant en état de récidive légale quiconque ayant été condamné par application de la présente loi ou par application des lois sur les fraudes dans la vente :

1° Des engrais (loi du 4 février 1888) ;

2° Des vins, cidres et poirés (loi des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897) ;

3° Des sérums thérapeutiques (loi du 25 avril 1895) ;

4° Des beurres (loi du 16 avril 1897) ;

5° De la saccharine (art. 49 et 53 de la loi du 30 mars 1902) ;

6° Des sucres (loi du 28 janvier 1903, art. 7 ; loi du 31 mars 1903, art. 32),

Aura, dans les cinq ans qui suivront la date à laquelle cette condamnation sera devenue définitive, commis un nouveau délit tombant sous l'application de la présente loi ou des lois susvisées.

Au cas de récidive, les peines d'emprisonnement et d'affichage devront être appliquées.

ART. 6. — Les objets dont la vente, usage ou détention constituent le délit, s'ils appartiennent encore au vendeur ou détenteur seront confisqués ; les poids et autres instruments de pesage, mesurage ou dosage, faux ou inexacts, devront être confisqués et, de

Le projet fut rapporté par M. Thévenet (date du dépôt du rapport : 15 novembre 1898 ; annexe, n° 324, *J. off.* du 18 janvier 1899, p. 641).

plus, seront brisés.

Si les objets confisqués sont utilisables, le tribunal pourra les mettre à la disposition de l'administration, pour être attribués aux établissements d'assistance publique.

S'ils sont inutilisables ou nuisibles, les objets seront détruits ou répandus aux frais du condamné.

Le tribunal pourra ordonner que la destruction ou effusion aura lieu devant l'établissement ou le domicile du condamné.

ART. 7. — Le tribunal pourra ordonner, dans tous les cas, que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extraits dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné, le tout aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de cette publication puissent dépasser le maximum de l'amende encourue.

Lorsque l'affichage sera ordonné, le tribunal fixera les dimensions de l'affiche et les caractères typographiques qui devront être employés pour son impression.

En ce cas et dans tous les autres cas où les tribunaux sont autorisés à ordonner l'affichage de leur jugement à titre de pénalités pour la répression des fraudes, ils devront fixer le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu, sans que la durée en puisse excéder sept jours.

Au cas de suppression, de dissimulation ou de laceration totale ou partielle des affiches ordonnées par le jugement de condamnation, il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions du jugement relatives à l'affichage.

Lorsque la suppression, la dissimulation ou la laceration totale ou partielle aura été opérée volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, elle entraînera contre celui-ci l'application d'une peine d'amende de cinquante francs (50 fr.) à mille francs (1.000 fr.).

La récidive de suppression, de dissimulation ou de laceration volontaire d'affiches par le condamné, à son instigation ou par ses ordres sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de cent francs (100 fr.) à deux mille francs (2.000 fr.).

Lorsque l'affichage aura été ordonné à la porte des magasins du

La première délibération, la discussion et l'adoption du projet eurent lieu le 24 janvier 1899 (*J. off.* du 25,

du condamné, l'exécution du jugement ne pourra être entravée par la vente du fonds de commerce réalisée postérieurement à la première décision qui a ordonné l'affichage.

ART. 8. — Toute poursuite exercée en vertu de la présente loi devra être continuée et terminée en vertu des mêmes textes.

L'article 463 du Code pénal sera applicable même au cas de récidive, aux délits prévus par la présente loi.

Le tribunal, en cas de circonstances atténuantes, pourra ne pas ordonner l'affichage et ne pas appliquer l'emprisonnement.

Le sursis à l'exécution des peines d'amende édictées par la présente loi ne pourra être prononcé en vertu de la loi du 26 mars 1891.

ART. 9. — Les amendes prononcées en vertu de la présente loi seront réparties d'après les règles tracées à l'article 11 de la loi de finances du 26 décembre 1890, modifiée par l'article 45 de la loi de finances du 29 avril 1893 et par l'article 83 de la loi de finances du 13 avril 1898.

Les délinquants condamnés aux dépens auront à acquitter, de ce chef, en dehors des frais ordinaires et au profit des communes, les frais d'expertise engagés par ces dernières lorsqu'elles auront pris l'initiative de déceler la fraude et d'en saisir la justice (laboratoires municipaux).

La commission départementale peut, sur la proposition du préfet, accorder aux communes qui auront organisé une police municipale alimentaire, des subventions prélevées sur le reliquat disponible du fonds commun.

ART. 10. — En cas d'action pour tromperie ou tentative de tromperie sur l'origine des marchandises, des denrées alimentaires ou des produits agricoles et naturels, le magistrat instructeur ou les tribunaux pourront ordonner la production des registres et documents des diverses administrations, et notamment celles des contributions indirectes et des entrepreneurs de transports.

ART. 11. — Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

1^o La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi ;

p. 32) ; la deuxième délibération, discussion et adoption, le 2 février 1899 (*J. off.* du 3, p. 88).

2° Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente ;

3° Les formalités prescrites pour opérer des prélèvements d'échantillons et procéder contradictoirement aux expertises sur les marchandises suspectes ;

4° Le choix des méthodes d'analyses destinées à établir la composition, les éléments constitutifs et la teneur en principes utiles des produits ou à reconnaître leur falsification ;

5° Les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la présente loi, ainsi que les pouvoirs qui leur seront conférés pour recueillir des éléments d'information auprès des diverses administrations publiques et des concessionnaires de transports.

ART. 12. — Toutes les expertises nécessitées par l'application de la présente loi seront contradictoires et le prix des échantillons reconnus bons sera remboursé d'après leur valeur le jour du prélèvement.

ART. 13. — Les infractions aux prescriptions des règlements d'administration publique, pris en vertu de l'article précédent, seront punies d'une amende de seize francs (16 fr.) à cinquante francs (50 fr.).

Au cas de récidive dans l'année de la condamnation, l'amende sera de cinquante francs (50 fr.) à cinq cents francs (500 fr.).

Au cas de nouvelle infraction constatée dans l'année qui suivra la deuxième condamnation, l'amende sera de cinq cents francs (500 fr.) à mille francs (1.000 fr.) et un emprisonnement de six jours à quinze jours pourra être prononcé.

ART. 14. — L'article 423, le paragraphe 2 de l'article 477 du Code pénal, la loi du 27 mars 1851 tendant à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises, la loi des 5 et 9 mai 1835 sur la répression des fraudes dans la vente des boissons sont abrogés.

Néanmoins, les incapacités électorales édictées par la loi du 24 janvier 1889 continueront à être appliquées comme conséquence

Le projet adopté par le Sénat fut présenté à la Chambre le 25 février 1899 (annexe, n° 760, *J. off.* du 26 mars 1899) ; après un rapport de M. Trannoy (annexe, n° 910,

des peines prononcées en vertu de la présente loi.

ART. 15. — Les pénalités de la présente loi et ses dispositions en ce qui concerne l'affichage et les infractions aux règlements d'administration publique rendus pour son exécution sont applicables aux lois spéciales concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais, des vins, cidres et poirés, des sérums thérapeutiques, du beurre et la fabrication de la margarine. Elles sont substituées aux pénalités et dispositions de l'article 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1834 dans tous les cas où des lois postérieures renvoient aux textes desdites lois, notamment dans les :

Article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824 sur altérations de noms ou suppositions de noms sur les produits fabriqués ;

Articles 1 et 2 de la loi du 4 février 1888 concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais ;

Article 7 de la loi du 14 août 1889, 2 de la loi du 11 juillet 1891 et 1^{er} de la loi du 24 juillet 1894 relatives aux fraudes commises dans la vente des vins ;

Articles 3 de la loi du 25 avril 1895 relative à la vente de sérums thérapeutiques ;

Article 3 de la loi du 6 avril 1897 concernant les vins, cidres et poirés ;

Articles 17, 19 et 20 de la loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine.

La pénalité d'affichage est rendue applicable aux infractions prévues et punies par les articles 49 et 53 de la loi de finances du 30 mars 1902, 7 de la loi du 28 janvier 1903, 32 de la loi de finances du 31 mars 1903 et par les articles 2 et 3 de la loi du 18 juillet 1904.

ART. 16. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 1^{er} août 1905.

Signé : EMILE LOUBET,

Le Ministre de l'Agriculture,

Signé : RUAU.

J. off. du 18 juin 1899) et deux rapports supplémentaires du même député (annexe, n° 1017, *J. off.* du 29 juin 1899 ; annexe, n° 2453, *J. off.* du 16 juillet 1901), le projet fut adopté après une première délibération, le 23 décembre 1901 (*J. off.* du 24, 1^{re} séance) ; mais la session fut close avant l'adoption définitive ; il fallut présenter à nouveau le texte dont il s'agit devant la Chambre.,

Cette présentation nouvelle date du 4 juillet 1902 (annexe n° 203, *J. off.* du 10 octobre 1902), et le projet fut rapporté par M. Dauzon, le 19 juin 1903 (annexe, n° 1044, *J. off.* du 4 février 1904, p. 1912 ; 1^{re} annexe audit rapport, rédaction du 26 novembre 1904 et 2^e annexe audit rapport, rédaction du 15 février 1905, *J. off.* du 19 mars 1905, p. 315 ; 3^e annexe audit rapport, rédaction du 22 février 1905, même *J. off.*, p. 316).

Après déclaration de l'urgence, la discussion se poursuivit les 10, 17, 24 novembre, 1^{er}, 8, 15, 16, 22 décembre 1904, 16, 23 février 1905 (*J. off.* des 11, 18, 25 novembre, 2, 9, 16, 17, 23 décembre 1904, 17, 24 février 1905).

De retour au Sénat le 21 mars 1905 (annexe, n° 71, *J. off.* du 21 mai 1905), et après un rapport de M. Trannoy (déposé le 23 juin 1905 ; annexe, n° 174, *J. off.* du 29 octobre 1905), l'urgence fut déclarée et le projet adopté, le 7 juillet, sans autres modifications que celles déjà réalisées par la Chambre (*J. off.* du 8 juillet 1905).

La loi du 1^{er} août 1905 a été insérée au *J. off.* du 5 du même mois.

*
* *

A la séance de la Chambre du 18 novembre 1907 (*J. off.* du 19, p. 2279), lorsque le chapitre 51 du budget du ministère de l'agriculture vient en discussion, il avait pour

titre : Répression des fraudes en exécution de la loi du 1^{er} août 1905.

M. Chavoix fit alors observer que la loi du 1^{er} août 1905 n'étant pas le seul texte concernant la répression des fraudes, le titre du chapitre 51 devrait prendre un caractère plus général.

Et le ministre de l'agriculture répondit :

« Il est impossible, en effet, de considérer que les lois antérieures qui n'ont pas été abrogées, ne seront pas appliquées par le service des fraudes, notamment la loi de 1824 sur les altérations de noms ou les suppositions de noms sur les produits fabriqués.

« Comme le faisait remarquer avec beaucoup de justesse M. Chavoix, le Parlement a aussi voté des lois sur la répression des fraudes depuis 1905, notamment celles du 29 juin et du 15 juillet 1907.

« Je suis donc entièrement d'accord avec vous, mon cher collègue, et avec l'honorable M. Bourdon, dont vous proposiez de lire une consultation à la Chambre, pour reconnaître que la suppression des mots : « en exécution de la loi de 1905 » s'impose. »

Quels sont donc ces textes qui, indépendamment de la loi du 1^{er} août 1905 et des règlements d'administration publique faisant corps avec elle constituent en quelque sorte l'arsenal de la répression des fraudes sur les produits alimentaires ?

Voici une liste qui paraît suffisamment complète (1) :

DÉNOMINATIONS ; MARQUES. — *Loi du 28 juillet 1824, sur les altérations de noms ou suppositions de noms sur*

(1) La plupart de ces textes sont reproduits, en tout ou partie, dans l'intéressant ouvrage de M. de Borssat (*Législation nouvelle sur les fraudes ou falsifications*, Marchal et Billard, éditeurs).

les produits fabriqués ; elle prescrit (art. 1) que « quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître par addition, retranchement, ou par altération quelconque, sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où lesdits objets auront été fabriqués, ou enfin le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication sera puni des peines portées à la loi du 1^{er} août 1905 (voir art. 15 de cette dernière).

Loi du 23 juin 1857 sur les contrefaçons ou imitations de *marques* de fabrique et de commerce. Cette loi s'applique avant tout à protéger le fabricant, accessoirement le consommateur (Popineau, *Commentaire de la loi du 1^{er} août 1905*, p. 30).

LOIS SUR LES VINS :

14 août 1889 (loi Griffe) intéressante surtout par la *définition* qu'elle donne du vin ; son article 1^{er} stipule en effet que « nul ne pourra expédier, vendre ou mettre en vente sous la dénomination de *vin* un produit autre que celui de la fermentation de raisins frais » ; les vins de sucre et de raisins secs y sont également définis (art. 2 et 3).

26 juillet 1890 concernant la *fabrication* et l'imposition des vins de raisins secs.

11 juillet 1891 interdisant notamment le surplâtrage (plus de 2 grammes de sulfate de potasse par litre) ; cette loi décide en outre que les vins plâtrés (moins de 2 grammes par litre) devront avoir des fûts ou récipients qui portent à cet égard une indication spéciale (vins plâtrés), mais cette disposition législative n'a pas de sanctions.

24 juillet 1894 tendant à réprimer l'alcoolisation et le mouillage des vins.

28 janvier 1903 prescrivant dans son article 7 les formalités à remplir par « quiconque voudra ajouter du sucre à la vendange ».

31 mars 1903 (loi de finances, art. 32) interdisant l'emploi de glucose en vinification.

18 juillet 1904 sur les attestations qui doivent accompagner les enlèvements de vins de plus de 20 hectolitres et interdisant à Paris la préparation de boissons fermentées autres que la bière.

29 juin 1907 tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage (voir aux annexes).

DISPOSITIONS COMMUNES AUX VINS, AUX CIDRES ET AUX POIRÉS. — *Loi du 6 avril 1897*, soumettant à un régime spécial de surveillance la fabrication, la circulation et la vente des vins de raisins secs.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX VINS ET AUX SPIRITUEUX. — *Loi du 6 août 1905*, plus intéressante au point de vue fiscal qu'au point de vue de la répression des fraudes commerciales ;

du 15 juillet 1907 concernant le mouillage et la circulation des vins, ainsi que le régime des spiritueux (voir aux annexes).

LÉGISLATION SUR LES BEURRES ET MARGARINES. — *Loi du 16 avril 1897*, tout spécialement intéressante en ce qu'elle organise la surveillance des fabriques ; règlement d'administration publique du 9 novembre 1897 organisant en France, en ce qui concerne le beurre, une procédure de prélèvement ; afin de mettre cette procédure en harmonie parfaite avec celle établie par le règlement du 31 juillet 1906, une loi du 23 juillet 1907 a modifié celle du 16 avril 1897 et un règlement du 29 août

1907 a modifié celui du 9 novembre 1897 (voir ces différents textes aux annexes).

CONSERVES. — *Loi du 11 juillet 1906* prescrivant pour les conserves de sardines, de légumes, de prunes étrangères introduites en France pour la consommation, l'indication du pays d'origine.

SACCHARINE. — L'emploi de la saccharine ou de toute autre substance édulcorante artificielle possédant un pouvoir sucrant supérieur à celui du sucre de canne ou de betterave, sans en avoir les qualités nutritives, est interdit pour la préparation des produits alimentaires (articles 49 et 53 de la loi de finances du 30 mars 1902).

Ajoutons que, désormais, grâce aux règlements d'administration publique prévus par la loi du 1^{er} août 1905, la nécessité de voter des lois spéciales se fera de moins en moins sentir.

CHAPITRE III

LES POUVOIRS RÉGLEMENTAIRES CONFÉRÉS A L'ADMINISTRATION PAR LA LOI DU 1^{er} AOÛT 1905.

La loi du 1^{er} août 1905 n'a fait que préciser sur certains points et codifier les dispositions générales antérieures (art. 423 du C. P., loi du 27 mars 1851) ; en quoi, elle a profondément innové : son article 11 ; les règlements d'administration publique ; ce qu'ils sont : ceux qui ont déjà paru ; ceux qui se préparent.

Il ressort de la comparaison de la loi du 1^{er} août 1905 avec l'article 423 du Code pénal et la loi du 27 mars 1851, que notre nouveau texte s'est incorporé les dispositions antérieures, en les précisant sur certains points et en aggravant les sanctions.

Le commentaire de la loi du 1^{er} août 1905, c'est, par suite en grande partie le commentaire de l'ancien article 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1851.

Dans le Code pénal annoté de Dalloz, aux pages 792 et suivantes, se trouvent donc, avec l'examen d'une volumineuse jurisprudence des plus utiles à consulter, tous les éléments du meilleur commentaire de la loi du 1^{er} août 1905 ; le *Recueil périodique de Dalloz* (année 1906, 8^e et 10^e cahiers ; 4^e partie, p. 47 et suiv.) a déjà publié un semblable commentaire ; d'autre part, avec les ouvrages de M. de Borssat (ce dernier, particulièrement précieux pour les travaux préparatoires de la loi du 1^{er} août 1905)

et de M. Popineau (commentaire de la loi du 1^{er} août 1905), il nous semble absolument inutile d'insister sur les *délits* prévus par le texte dont il s'agit, sur leurs *éléments constitutifs*, sur les *sanctions qu'ils comportent*.

Ce n'est pas surtout par là que l'œuvre de 1905 est vraiment originale et féconde.

C'est, en effet, moins par les lacunes qu'elle a comblées (lacunes indiquées ci-dessus au chapitre I) que par les pouvoirs nouveaux conférés en matière de fraude à l'administration, que la loi du 1^{er} août 1905 a réalisé un progrès considérable (1).

En cela, d'ailleurs, elle n'a fait que suivre les législations étrangères qui, en Allemagne, en Autriche, en Suisse, en Belgique, aux Etats-Unis, notamment, confèrent à l'Etat des pouvoirs réglementaires analogues et souvent plus étendus.

Il suffit d'indiquer le but de la réglementation dont il s'agit pour en montrer toute l'importance.

1^{re} *Catégorie de règlements*. — Prévoir une procédure spéciale de recherche et de constatation des délits de fraude, c'est en assurer la répression dans une mesure infiniment plus puissante que lorsque le droit commun était seul applicable.

Or, l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905 a permis la création de cette procédure, en décidant qu'il serait statué sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de ladite loi, notamment sur les formalités relatives au prélèvement d'échantillons et à l'expertise contradictoire, sur le choix des méthodes d'analyse, sur la dési-

(1) La loi du 1^{er} août 1905 a aussi le grand mérite d'avoir posé le principe de l'expertise contradictoire, que nous étudions en détail dans notre 2^e partie.

gnation des autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions.

Le décret du 31 juillet 1906 qui a eu précisément pour objet l'organisation de la procédure de recherche, est le premier en date des règlements d'administration publique, pris pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 ; il était certes le plus urgent.

2^e *Catégorie de règlements.* — Sous le régime de l'article 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1851, des sanctions étaient dirigées contre la tromperie sur la *nature* d'un produit, contre la *falsification* de ce même produit. Mais il est bien évident que pour avoir une base solide de répression, il aurait fallu connaître, en premier lieu la *nature véritable* dudit produit.

Les règlements nouveaux ont déjà commencé à « définir ».

La définition porte sur des produits naturels auxquels est réservé un droit exclusif à une dénomination déterminée.

Puis (si nous prenons pour exemple les vins) le règlement prohibe en termes généraux toute manœuvre ayant pour objet de modifier l'état naturel du produit dans le but de tromper l'acheteur.

Enfin, après cette interdiction générale, vient (dans l'exemple précité) une énumération de pratiques ne devant pas être considérées comme frauduleuses ; et cette énumération n'est pas considérée par le Conseil d'Etat comme strictement limitative ; de sorte que la jurisprudence a toujours une certaine latitude d'appréciation à cet égard.

D'autre part, il ne faudrait pas oublier que par leurs définitions, les nouveaux règlements se bornent à dé-

fendre contre toute sophistication des produits qui, vendus sous un certain nom, doivent être *naturels*. Mais ces règlements n'interdisent nullement au commerce de vendre sous une dénomination appropriée (c'est-à-dire ne prêtant à aucune confusion, dans l'esprit de l'acheteur, avec les produits naturels) toutes les marchandises possibles, à condition, bien entendu, qu'elles ne soient pas nuisibles et qu'elles ne soient pas destinées à un usage frauduleux.

Actuellement, deux règlements d'administration publique élaborés conformément aux principes ci-dessus ont été publiés : celui du 3 septembre 1907 sur les vins, vins mousseux, eaux-de-vie et spiritueux ; celui du 11 mars 1908, sur les huiles et les graisses (voir aux annexes).

Quatre projets de règlements analogues (sur les sirops et liqueurs, sur les vinaigres, sur les cidres et poirés, sur les bières) sont au Conseil d'Etat. D'autres se préparent.

Tous ces textes ont été établis avec le concours des commerçants eux-mêmes.

DEUXIÈME PARTIE

LA PROCÉDURE : LE PRÉLÈVEMENT. L'ANALYSE ADMINISTRATIVE. L'EXPERTISE CONTRADICTOIRE.

- I. — *Les délits de fraude et le droit commun* ; ils peuvent être établis par toutes les voies de droit commun ; mais en dehors des règles générales pour la constatation de tous les délits, une organisation spéciale contre la fraude est nécessaire, avec une procédure et des garanties particulières.
- II. — *La procédure de prélèvement et la législation étrangère ; origines de cette procédure en France* ; les organisations municipales contre la fraude, jusqu'au décret du 31 juillet 1906 ; en quel sens une innovation était nécessaire ; comment elle fut réalisée.
- III. — *Le décret du 31 juillet 1906, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905. Son texte comparé aux dispositions correspondantes en vigueur en Belgique.*
- IV. — *Observations générales sur la procédure nouvelle* ; les ministres compétents ; le service central de la répression des fraudes ; les pouvoirs de police judiciaire des préfets.
- V. — *Le prélèvement ; son caractère ; mesure de contrôle ; fonctionnement du service de prélèvement* (circulaires du 26 février et du 12 mars 1907).
- VI. — *L'analyse administrative ; en quoi elle diffère d'une expertise ; son but : triage sévère ; ses conditions de fonctionnement (délai, anonymat de l'échantillon, méthodes) ; liste des laboratoires ; conditions d'agrément des Laboratoires municipaux ou départementaux.*
- VII. — *La transmission au Parquet* ; rôle du procureur de la République ; il a le choix entre trois solutions : le classement, la citation directe, l'instruction ; limites dans lesquelles il peut opérer une enquête, faire apprécier par un expert les conclusions du laboratoire.
- VIII. — *L'expertise contradictoire.* Sauf en ce qui concerne l'expertise, l'instruction en matière de fraudes est soumise aux règles

du droit commun. Conceptions premières de l'expertise contradictoire (présence de l'inculpé lui-même à l'expertise) ; ce qu'elle doit être vraiment : collaboration scientifique. La question du libre choix de l'expert par l'intéressé.

Lorsque l'expertise a lieu, l'intéressé est déjà un inculpé ; pourtant la réalité d'un délit n'est pas encore établie ; critique ; réforme proposée par M. Fleurent à la Chambre ; causes de son échec ; les remèdes (l'expertise contradictoire ne peut-elle précéder toute inculpation ?).

IX. — *Conclusion* sur la procédure fixée par le décret du 31 juillet 1906 ; son formalisme et la jurisprudence ; les municipalités ne peuvent plus organiser la recherche des délits de fraude, sans passer par l'intermédiaire de l'Etat ; les lacunes du décret ; la commission chargée de les combler ; les premiers succès de la nouvelle organisation contre la fraude.

CHAPITRE PREMIER

LES DÉLITS DE FRAUDE ET LE DROIT COMMUN. ILS PEUVENT
ÊTRE ÉTABLIS PAR TOUTES LES VOIES DE DROIT COMMUN

« Il est hors de doute (a déclaré le tribunal correctionnel de la Seine, dans son jugement du 7 décembre 1907, ci-après reproduit, chap.IX) que les délits de fraude que réprime la loi de 1905 sont des délits de droit commun ; que cette loi n'a supprimé aucun des modes de preuve admis en matière de droit commun ; que, dès lors, ces délits peuvent être recherchés et poursuivis comme les autres délits, *du moment qu'ils ont été découverts par un des moyens ordinaires que prévoit le droit commun....* »

Ne convient-il pas de rappeler ce principe, avant de commencer l'étude de la procédure spéciale, exorbitante des règles générales (entourée, par suite, de formalités et de garanties nombreuses), qui est un des moyens (non pas le seul) de mettre en mouvement l'action publique en matière de fraude.

A vrai dire, lorsque cette procédure formaliste a été instituée par le décret du 31 juillet 1906, certains se sont mépris sur sa vraie signification ; ils ont cru que les délits de fraude ne pourraient plus être constatés que dans les conditions étroites fixées par le décret dont il s'agit ; ils ont pensé que, notamment, toute personne lésée par un délit de fraude ne devait plus être admise à faire la preuve du délit en utilisant les moyens de droit commun, et que, dès lors, l'exercice du droit de se porter partie

civile (Code d'instruction criminelle, art. 63 et suiv., art. 182) se trouvait paralysé (1).

Mais, cette opinion était inexacte et résultait d'un insuffisant examen des raisons qui ont suscité la création de la procédure spéciale de recherche et de constatation des délits de fraude.

Les multiples dangers que causent, notamment à l'hygiène publique, les infractions de cette nature exigent

(1) Dans cette hypothèse, une personne recevant, je suppose, du vin falsifié, n'aurait eu qu'une ressource : demander que des prélèvements officiels fussent opérés sur ce vin. Mais le service de recherche n'est jamais tenu d'accéder aux demandes de ce genre, bien qu'il soit invité à leur donner satisfaction autant que possible. D'autre part, une plainte adressée au Parquet aurait été transmise audit service de recherche, en raison de sa compétence spéciale pour prélever des échantillons.

Dans ces conditions, les droits de tout intéressé eussent été très amoindris, leur exercice étant subordonné à une intervention officielle, non obligatoire. Seule l'action civile, devant les tribunaux civils, restait d'un accès facile.

Toute différente est la situation réelle. Une personne qui se croit victime de son fournisseur peut mettre en mouvement l'action publique dans les conditions suivantes par exemple : elle fait procéder, au moment de la livraison, à un prélèvement d'échantillons par huissier (4 au minimum) ; puis elle fait analyser par un chimiste quelconque un autre échantillon du produit ; si le chimiste conclut à l'existence d'une fraude, l'huissier transmet au Parquet les quatre échantillons prélevés par lui et entourés de toutes les garanties d'authenticité désirables.

A ce moment, l'intéressé a le choix entre les trois moyens de droit commun :

1° Se contenter d'une plainte.

2° Se porter partie civile devant le juge d'instruction.

3° Se porter partie civile, directement, devant le tribunal correctionnel.

Les magistrats apprécieront si les échantillons sont « authentiques » et ils pourront les déclarer tels, bien qu'ils ne proviennent pas de la voie administrative.

que (sans attendre les dénonciations, les plaintes, la rumeur publique) l'autorité prenne les devants, soumette à une surveillance permanente, à un contrôle rigoureux, les produits alimentaires qui se trouvent dans le commerce.

De là cette mesure que l'on considère parfois, non sans exagération, comme « inquisitoriale » et qui consiste « à s'introduire chez des négociants sur lesquels ne plane même pas le plus léger soupçon, pour rechercher s'ils ne sont pas fraudeurs, ou s'ils ne détiennent pas des marchandises falsifiées, corrompues, ou toxiques » (jugement précité du tribunal de la Seine).

De là aussi, tout un système de garanties qui sont comme le contre-poids du contrôle rigoureux auquel le commerce est astreint.

Il est bien évident qu'en prévoyant, dans l'intérêt général, une réglementation de ce genre, le législateur n'a fait qu'*ajouter* aux moyens d'action généraux contre tous les délits, des moyens d'action spéciaux contre ceux de fraude ; bien entendu, aucune des armes offertes par le Code d'instruction criminelle, tant aux particuliers qu'au procureur de la République et au juge d'instruction, n'est abandonnée.

CHAPITRE II

LA PROCÉDURE DE PRÉLÈVEMENT ET LA LÉGISLATION ÉTRANGÈRE ; ORIGINE DE CETTE PROCÉDURE EN FRANCE ; LES ORGANISATIONS MUNICIPALES CONTRE LA FRAUDE JUSQU'AU DÉCRET DU 31 JUILLET 1906.

Dès 1875, en Angleterre, tout officier de santé, inspecteur de la salubrité, inspecteur des poids et mesures, inspecteur des marchés, pouvait, sous la direction et aux frais de l'autorité locale qui l'avait nommé, *se procurer* des échantillons de denrées ou de drogues (The Sale of Food and Drugs, Act 11 août 1875).

Par l'expression « se procurer » il faut entendre « acheter », mais il y a dans cette opération, qui est en quelque sorte le prélèvement embryonnaire, tout autre chose qu'un contrat.

L'article 17 du même Act stipule, en effet, ceci : « Lorsque l'officier de santé, inspecteur ou constable en question, voudra acheter un article alimentaire ou de droguerie exposé en vente ou mis en vente en détail, dans quelque lieu, magasin ou dépôt, et offrira le prix pour la quantité demandée dans le but de la faire analyser, quantité qui ne doit pas excéder ce qui est raisonnablement nécessaire, le vendeur, s'il refuse de la vendre audit officier, inspecteur ou constable, sera passible d'une amende n'excédant pas dix livres. »

Il est donc permis de dire qu'en 1875, en Angleterre, le prélèvement avait fait son apparition. Dans les lois anglaises, ultérieures, cette mesure s'est précisée de plus en plus.

En Allemagne, la loi du 14 mai 1879 a autorisé les agents de police à pénétrer dans les locaux où sont exposés en vente des denrées alimentaires (ainsi que des jouets, papiers peints, couleurs, ustensiles de table et de cuisine, ou du pétrole) et à prélever à leur choix, contre récépissé, des échantillons de ces objets.

Des dispositions analogues figurent dans la loi autrichienne du 16 janvier 1898.

Le prélèvement est prévu en Belgique par la loi du 4 août 1890 et réglementé dans les conditions que nous indiquons ci-après chap. III).

Notre législation, en introduisant en France le prélèvement, n'a donc fait que suivre des exemples nombreux et déjà anciens ; on peut affirmer qu'à l'heure actuelle, dans les Etats les plus libéraux, cette mesure n'effraie plus personne (voir aux annexes les lois récentes de la Suisse, 8 décembre 1905, et des Etats-Unis, 30 juin 1906).

Dans notre pays, cependant, avant la loi du 1^{er} août 1905, la procédure de prélèvement n'était prévue que par la loi du 16 avril 1897 sur les beurres. Pour les autres produits alimentaires, il n'y avait contre la fraude que des organisations locales, peu nombreuses, sans lien entre elles et qui, chacune à leur manière, fixaient les conditions dans lesquelles pouvaient être prélevés chez les commerçants des échantillons de produits alimentaires.

Les maires et les préfets, en vertu de la loi du 5 avril 1884 (art. 91, 97, 99 notamment), et à Paris, le préfet de

police (textes spéciaux), avaient considéré le prélèvement comme une des mesures destinées à assurer une des missions spéciales qui leur sont confiées : « L'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure, et sur la salubrité des comestibles exposés en vente » (art. 97, § 5, de la loi du 5 avril 1884).

Il n'est pas sans intérêt d'indiquer brièvement la procédure qui était suivie dans quelques grandes villes de France, avant que le décret du 31 juillet 1906 n'eût réglementé sur tout le territoire la procédure de prélèvement en établissant des formalités diverses qui sont pour les intéressés des garanties jusque-là inexistantes.

A Paris, les inspecteurs attachés au laboratoire municipal opéraient des prélèvements de produits alimentaires, en deux échantillons. Lorsque l'intéressé en faisait la demande, un troisième échantillon était laissé à sa disposition.

En même temps que les procès-verbaux, la préfecture de police adressait au parquet le rapport d'analyse du premier échantillon par le laboratoire municipal ; le second échantillon était envoyé au greffe correctionnel en vue du cas où une contre-expertise serait ordonnée par la justice ; en réalité les échantillons étaient conservés dans les caves du laboratoire, à la disposition du Parquet.

Un délai qui n'était d'ordinaire pas inférieur à un mois s'écoulait entre la date du prélèvement et celle de la transmission au parquet (délai durant lequel s'effectuait l'analyse du laboratoire).

Le parquet procédait alors à une enquête, faisait, le cas échéant, analyser le deuxième échantillon, et au be-

soin, le troisième échantillon (lorsqu'il y en avait un), resté, comme il est dit ci-dessus, à la disposition de l'intéressé.

Puis, s'il y avait lieu à poursuites, le parquet de la Seine, en vertu d'un usage constant, principalement en matière de falsification de vin, procédait par voie de citation directe devant le tribunal (art. 182, C. inst. crim.).

Dans des cas très rares, l'affaire était mise à l'instruction (voir à ce sujet, chap. VII).

A Lyon, à Toulouse, des prélèvements de produits alimentaires, en 2 échantillons, étaient opérés, conformément à des décisions déjà anciennes (1).

(1) A LYON, un arrêté municipal du 8 mai 1883 contenait les dispositions suivantes :

ART. 9. — Les experts-inspecteurs attachés au laboratoire municipal seront chargés de procéder à l'inspection des boissons et des denrées alimentaires de toute espèce, ainsi que de tous objets pouvant, par leur usage, intéresser la santé.

ART. 10. — Lorsqu'ils constateront que des denrées sont insalubres ou falsifiées ou bien encore que des objets servant aux usages ordinaires de la vie ont été fabriqués avec des matières dangereuses pour la santé, le commissaire de police présent à la visite saisira provisoirement les denrées ou objets qui lui seront indiqués.

Il prélèvera sur la saisie deux échantillons des substances falsifiées et lorsqu'il y aura possibilité, deux échantillons des matières servant à la falsification.

Ces échantillons seront scellés et cachetés en présence du détenteur ou de son représentant qui sera invité à signer les étiquettes des scellés et le tout sera, le jour même, déposé au laboratoire municipal de chimie.

Procès-verbal de la saisie sera immédiatement dressé par ses soins et transmis le même jour à la mairie.

ART. 11. — De leur côté, les experts-inspecteurs qui auront assisté à la saisie adresseront un rapport circonstancié de la saisie au directeur du laboratoire.

Les articles suivants, de l'arrêté municipal du 15 mai 1883, à

Au Havre, dans ces derniers temps, l'organisation était la suivante :

Le service de la répression des fraudes était assuré par le concours du commissaire central et du directeur du bureau municipal d'hygiène.

Les prélèvements étaient faits par les soins du commissaire central ; chaque prélèvement comprenait trois échantillons, un remis à l'intéressé, un envoyé au laboratoire du bureau d'hygiène, un gardé au commissariat.

Le laboratoire, s'il pressentait une fraude, faisait une analyse complète, demandant au besoin du commissaire

TOULOUSE, fixait ainsi les attributions des inspecteurs attachés au Laboratoire de la ville.

ART. 2. — Avant d'entrer en fonctions, les experts-inspecteurs prêteront, devant le tribunal de première instance, le serment prescrit par les lois.

ART. 3. — Les experts-inspecteurs procéderont à l'inspection des boissons et des denrées alimentaires de toute espèce, ainsi que de tous objets pouvant, par leur usage, intéresser la santé.

ART. 4. — Les experts-inspecteurs rechercheront, et ils saisiront provisoirement les denrées insalubres ou falsifiées et les objets servant aux usages ordinaires de la vie dans la composition desquels auraient été introduites des matières dangereuses pour la santé.

ART. 5. — Ils prélèveront, sur la saisie, deux échantillons des substances falsifiées ou présumées falsifiées, et, lorsqu'il y aura possibilité, deux échantillons des matières servant à falsification.

Ces échantillons seront scellés et cachetés en présence du détenteur ou de son représentant, qui sera invité à signer les étiquettes des scellés, et le tout sera, le jour même, déposé au laboratoire municipal de chimie.

ART. 6. — Les experts-inspecteurs constateront leurs opérations par des procès-verbaux qu'ils rédigeront le jour même, et dans lesquels ils relateront toutes les circonstances de nature à éclairer la justice.

ART. 7. — Les experts-inspecteurs requerront l'assistance des commissaires de police lorsqu'on s'opposera à la saisie des substances ou objets suspects, ou lorsque, dans le cours d'une opération, on leur refusera l'entrée des magasins, caves ou celliers.

central le prélèvement de tout échantillon témoin ou complémentaire. S'il concluait définitivement à la fraude, il transmettait au commissaire central un rapport complet ayant tous les caractères d'un rapport d'expertise, qui était envoyé au parquet avec le troisième échantillon.

Le parquet, en règle générale et sauf les nécessités spéciales à des cas particuliers, ne faisait pas prélever de nouveaux échantillons. Il engageait les poursuites sur l'analyse du laboratoire.

Si le prévenu contestait les résultats de cette analyse le parquet procédait à l'expertise.

Dans d'autres villes la municipalité ne faisait opérer de prélèvements qu'en cas de suspicion à l'égard de tel ou tel commerçant.

A *Rouen* nous voyons seulement qu'antérieurement à l'application de la loi du 1^{er} août 1905, le budget de la ville comportait :

1^o Un crédit de 1.300 francs par an au titre d'indemnités allouées à 3 inspecteurs des denrées alimentaires apportées sur les marchés et celles vendues en villes par colporteurs ;

2^o Un crédit de 1.500 francs alloué au bureau d'hygiène pour lui permettre de faire face aux frais d'analyses plus spécialement affectées aux services municipaux.

Les denrées prélevées par les inspecteurs (ci-dessus indiqués) et qui étaient reconnues impropres à la consommation étaient immédiatement détruites. Le parquet n'était pas informé de ces saisies et, conséquemment, ne faisait opérer aucun prélèvement ultérieur.

En somme, les villes dans lesquelles un service régu-

lier de prélèvement existait avant la nouvelle organisation n'étaient qu'une infinie minorité.

Pour juger de la parcimonie avec laquelle dans l'ensemble de la France, les pouvoirs municipaux avaient été utilisés en matière de répression de fraudes, il suffit de savoir qu'en 1905, 31 villes seulement étaient pourvues d'un service intitulé «laboratoire municipal », rouage essentiel de tout système de surveillance de produits alimentaires.

D'ailleurs plusieurs de ces services n'avaient d'un laboratoire municipal que le nom.

En présence de l'inertie de la grande majorité des communes, il était devenu nécessaire de prendre des mesures nouvelles, applicables à toute la France et indépendantes des contingences locales.

Afin d'obtenir ce résultat, plusieurs solutions étaient possibles :

A. — Obliger les communes à assurer l'inspection prévue à l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, obligation analogue à celle que nous trouvons inscrite dans l'article 63 de la loi du 21 juin 1898, ainsi conçu :

« ART. 63. — Les communes dans lesquelles il existe des foires et marchés aux chevaux et aux bestiaux, des abattoirs ou des clos d'équarrissage, seront tenues de préposer, à leurs frais, et sauf à se faire rembourser par l'établissement d'une taxe sur les animaux amenés, un ou plusieurs vétérinaires pour l'inspection sanitaire des animaux qui y sont conduits. Cette dépense est obligatoire pour la commune. »

B. — Laisser aux autorités communales le soin d'assurer concurremment avec l'Etat *et en toute indépendance*

l'application de la loi nouvelle, sous réserve de ne rien édicter de contraire aux règlements généraux.

Ce système a été adopté en Belgique, où la loi du 4 août 1890 stipule (art. 1^{er}, dernier et avant-dernier alinéa, et art. 2, 1^{er} alinéa. — Voir ci-après, p. 55) qu'il n'est en rien préjudicié aux droits que les lois en vigueur confèrent aux autorités communales (en vue de s'assurer de la fidélité du débit des denrées alimentaires et de leur salubrité), chargeant en outre le bourgmestre, au même titre que les agents spéciaux du gouvernement, de surveiller l'exécution des mesures ou des règlements, pris en la matière.

C. — Confier exclusivement à un service d'Etat l'application des dispositions nouvelles.

C'est ce dernier système qui a triomphé en France.

La loi du 15 février 1902, sur la protection de la santé publique, nous a acheminé vers lui ; elle constitue en effet, à cet égard, un intermédiaire curieux et qui doit être noté au point de vue historique ; son article 1^{er} stipule que « dans toute commune, le maire est tenu, afin de protéger la santé publique, de déterminer, après avis du conseil municipal, et sous forme d'arrêtés municipaux portant règlement sanitaire », les mesures destinées à prévenir ou à faire cesser certaines maladies contagieuses, et à assurer la salubrité des maisons, logements, agglomérations quelconques, notamment au point de vue de l'alimentation en eau potable, et de l'évacuation des matières usées. Mais le même texte, prévoyant l'inertie des municipalités (et celle des départements, lesquels étaient appelés à participer à l'exécution de la loi), décidait (art. 26, dernier paragraphe) :

« A défaut, par les villes et les départements, d'organi-

ser les services de la désinfection et les bureaux d'hygiène et d'en assurer le fonctionnement dans l'année qui suivra la mise à exécution de la présente loi, il y sera pourvu par des décrets en forme de règlements d'administration publique. »

Ce régime (que l'on pourrait qualifier « de confiance mitigée » dans l'initiative communale) n'a pas prévalu lorsqu'il s'est agi d'assurer en France l'application de la nouvelle loi contre la fraude.

Et le règlement d'administration publique du 31 juillet 1906 a décidé qu'à l'avenir l'Etat seul pourrait organiser dans toute la France le service de prélèvement et d'analyse.

Ce qui, d'une part, n'empêche pas les communes de concourir avec l'Etat (sous certaines conditions) à l'œuvre de répression nécessaire, et d'autre part n'enlève ni aux maires, ni aux préfets, leur pouvoir légal de réglementer le commerce des denrées alimentaires à condition que cette réglementation, indépendante de celle de l'Etat, ne prenne pas pour objet : la recherche et la constatation des délits de fraude, auquel cas la procédure établie par le décret du 31 juillet 1906 est désormais seule applicable.

CHAPITRE III

LE DÉCRET DU 31 JUILLET 1906 PORTANT RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE, POUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 1^{er} AOÛT 1905 ; SON TEXTE COMPARÉ AUX DISPOSITIONS CORRESPONDANTES, EN VIGUEUR EN BELGIQUE.

Le décret du 31 juillet 1906 est le premier en date des règlements d'administration publique prévus par l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905.

Ce décret organise une procédure de prélèvement et d'analyse (1) qui est la même pour *tous* les produits alimentaires depuis que la réglementation spéciale sur les beurres a été mis en concordance avec celle dont il s'agit (voir aux annexes).

En même temps que le décret du 31 juillet 1906 (*J. off.*, du 2 août 1906), parut l'arrêté du 1^{er} août 1906, signé du ministre de l'agriculture et du ministre du commerce et de l'industrie.

Cet arrêté, qui a fixé les conditions matérielles dans lesquelles doivent être opérés les prélèvements d'échantillons, détermine notamment quelles sont les *quantités*

(1) A remarquer que, dans son article 23, le décret du 31 juillet 1906 stipule qu'il n'est rien innové quant à la procédure suivie, dans certains cas, par l'administration des Douanes et celle des contributions indirectes. Cette restriction est peut-être fâcheuse ; lorsqu'un fait est passible des pénalités de la loi du 1^{er} août 1905, l'intéressé devrait avoir les garanties qu'accorde précisément le décret du 31 juillet 1906.

à prélever. Mais il faut remarquer que les chiffres donnés à ce sujet doivent être considérés seulement comme « approximatifs » (voir Circ. du 12 mars 1907, chap. XV, en note).

D'autre part, si certains produits ne sont pas compris dans les prévisions de l'arrêté dont il s'agit, il ne s'ensuit pas qu'ils ne puissent être prélevés ; dans ce cas, il y a lieu de procéder par analogie (*ibidem*).

Nous croyons utile de publier, en regard du texte du décret du 31 juillet 1906, le texte des dispositions en vigueur en Belgique.

La comparaison fera ressortir utilement les différences suivantes :

- 1° *Le décret du 31 juillet 1906 ne donne aux inspecteurs des denrées alimentaires qu'un pouvoir de prélèvement ; en Belgique, ces inspecteurs peuvent, non seulement prélever, mais, dans certains cas, saisir et détruire la marchandise.*
- 2° *En France, pour des raisons que nous indiquerons ultérieurement, aucun échantillon officiel n'est laissé à la disposition de l'intéressé ; il n'en est pas ainsi chez nos voisins.*
- 3° *Dans notre procédure, les échantillons prélevés sont transmis à la préfecture. Dans la procédure belge, ils sont adressés directement par l'agent de prélèvement : l'un au laboratoire, l'autre au greffe du tribunal.*
- 4° *Nous ne remboursons la valeur des échantillons prélevés qu'à la suite de l'analyse favorable du laboratoire, du classement de l'affaire sans suite, du non-lieu ou de l'acquiescement ; en Belgique, sauf dans les cas de saisie, la valeur des échantillons est acquittée immédiatement.*
- 5° *Le refus de laisser prélever des échantillons est prévu spécialement en Belgique ; il ne l'est pas chez nous, sauf en ce qui concerne les beurres (loi du 16 avril 1897).*

Décret du 31 juillet 1906,
portant règlement d'admini-
stration publique pour
l'application de la loi du
1^{er} août 1905.

TITRE PREMIER.

*Organisation et fonctionne-
ment du service des prélève-
ments.*

ART. 1^{er}. — Le service chargé
de rechercher et de constater
les infractions à la loi du
1^{er} août 1905 est organisé par
l'Etat, avec le concours éven-
tuel des départements et des
communes.

Le fonctionnement de ce ser-
vice est assuré, sous l'autorité
du ministre de la justice, du
ministre de l'agriculture et du
ministre du commerce, de l'in-
dustrie et du travail, dans les
départements par les préfets, à
Paris et dans le ressort de la
préfecture de police par le pré-
fet de police.

ART. 2. — Les autorités qui
ont qualité pour opérer des
prélèvements sont :

Les commissaires de police ;

Les commissaires de la po-
lice spéciale des chemins de fer
et des ports ;

Les agents des contributions
indirectes et des douanes agis-

Textes correspondants en vi-
gueur en Belgique (Loi du
4 août 1890 ; arrêtés royaux
combinés de 1891, 1894 et
1901).

*Organisation générale. Pouvoirs
respectifs de l'Etat et des com-
munes.*

Loi du 4 août 1890 (art. 1) : Le
gouvernement est autorisé à ré-
glementer et à surveiller le com-
merce, la vente et le débit des
denrées... (voir annexes).

Il n'est en rien préjudicié par
les dispositions qui précèdent
aux droits que les lois en vigueur
confèrent aux autorités commu-
nales en vue de s'assurer de la
fidélité du débit des denrées ali-
mentaires et de leur salubrité,
ainsi que de réprimer les infrac-
tions aux règlements portés en
ces matières par les dites auto-
rités.

Les ordonnances de ces der-
nières ne seront en rien contrai-
res aux règlements d'adminis-
tration générale.

*Désignation des autorités compé-
tentes pour assurer l'inspec-
tion.*

Même loi (art. 2) : Le bourg-
mestre et les agents du gouver-
nement qui auront mission de
surveiller l'exécution des mesu-
res ou des règlements arrêtés
en vertu de la présente loi pour-

sant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

Les inspecteurs des halles, foires, marchés et abattoirs.

Les agents des octrois et les vétérinaires sanitaires peuvent être individuellement désignés par les préfets pour concourir à l'application de la loi du 1^{er} août 1905 et commissionnés par eux à cet effet.

Dans le cas où des agents spéciaux seraient institués par les départements ou les communes pour concourir à l'application de ladite loi, ces agents devront être agréés et commissionnés par les préfets.

ART. 3. — Une commission permanente est instituée près les ministères de l'agriculture et du commerce, de l'industrie et du travail, pour l'examen des questions d'ordre scientifique que comporte l'application de la loi du 1^{er} août 1905. Cette commission est obligatoirement consultée pour la détermination des conditions matérielles des prélèvements, l'organisation des laboratoires et la fixation des méthodes d'analyse à imposer à ces établissements.

ront pénétrer dans les magasins, boutiques et lieux quelconques affectés à la vente des denrées et substances alimentaires ou médicamenteuses.

*Pouvoirs des agents
(prélèvement).*

ART. 4. — Des prélèvements d'échantillons peuvent, en toutes circonstances, être opérés d'office dans les magasins, boutiques, ateliers, voitures servant au commerce, ainsi que dans les entrepôts, les abattoirs et leurs dépendances, les halles, foires et marchés, et dans les gares ou ports de départ et d'arrivée.

Les prélèvements sont obligatoires dans tous les cas où les boissons, denrées ou produits paraissent falsifiés, corrompus, ou toxiques.

Les administrations publiques sont tenues de fournir aux agents désignés à l'article 2 tous éléments d'information nécessaires à l'exécution de la loi du 1^{er} août 1903.

Les entrepreneurs de transports sont tenus de n'apporter aucun obstacle aux réquisitions pour prises d'échantillons et de représenter les titres de mouvement, lettres de voiture, récépissés, connaissements et déclarations dont ils sont détenteurs.

*Pouvoirs des agents (saisie,
séquestre, prélèvement).*

Arrêtés royaux combinés :

Les délégués du gouvernement pourront, pour autant que de besoin, sur la présentation de leur commission, inspecter les magasins, boutiques et lieux quelconques affectés à la vente des denrées et substances alimentaires, ainsi que les dépôts y annexés et les locaux qui servent à la fabrication et à la préparation de ces denrées et substances, conformément aux prescriptions de l'article 2 de la loi du 4 août 1890 et sous les conditions et restrictions prévues par leur arrêté de nomination.

Ils surveilleront l'exécution des dispositions légales et réglementaires relatives à la falsification des denrées alimentaires et rechercheront si les prescriptions édictées sont fidèlement observées, notamment si les locaux où sont exposées en vente les marchandises qui sont l'objet d'une réglementation, offrent, à un endroit apparent, l'inscription requise et si les enveloppes, caisses, vases et récipients ou à défaut, les marchandises elles-mêmes, portent les indications exigées.

Ils sont autorisés à s'assurer de la nature et à rechercher les défauts des denrées et substances alimentaires vendues, débitées, exposées en vente, déte-

nues, transportées ou colportées en vue de la vente, ainsi que des substances et matières quelconques, utilisées dans la fabrication et dans la préparation de ces denrées.

Ils saisiront les objets employés dans la fabrication ou dans la préparation des denrées alimentaires et dont l'usage leur paraîtra nuisible ou dangereux et prélèveront à leur choix, aux fins de les examiner ou de les faire analyser, des échantillons des marchandises qui leur paraîtraient suspectes.

Ils pourront mettre momentanément sous séquestre, en attendant le résultat de leur examen, une partie de la marchandise qui servira, éventuellement, au prélèvement d'échantillons destinés à l'analyse. Ils pourront aussi procéder à un prélèvement provisoire d'échantillons, en se conformant aux règles tracées, ci-après, pour la prise d'échantillons destinés à être analysés, et en se réservant de décider, après examen de la denrée, s'il y a lieu de soumettre ces échantillons à l'analyse.

*Nombre des échantillons
prélevés (4).*

ART. 5. — Tout prélèvement comporte quatre échantillons, l'un destiné au laboratoire pour analyse, les trois autres éventuellement ⁷ destinés aux experts.

*Nombre des échantillons
prélevés (2 ou 3).*

Les échantillons destinés à être analysés seront pris en double, chaque fois que ce sera possible.

Lorsque, sur la demande formelle qui devra lui en être faite par l'agent, l'intéressé exprimera le désir de rester en possession d'une partie de la marchandise prélevée, celle-ci sera, si c'est possible, divisée par l'agent en trois parties qui seront toutes trois enveloppées, cachetées et marquées de la manière indiquée ci-après.

L'un des trois échantillons, au choix de l'intéressé, sera laissé à ce dernier, pour lui servir éventuellement à une contre-expertise (1).

(1) Tandis que le texte français est impératif en ce qui concerne le nombre de 4 échantillons, la réglementation belge au contraire établit à cet égard des réserves utiles ; il est parfois matériellement impossible de prélever 4 échantillons d'un produit.

D'autre part, nous indiquons ci-après qu'en France un cinquième échantillon n'ayant aucun caractère authentique est laissé à l'intéressé lorsqu'il en fait la demande (voir chapitre V). Si dans notre pays, on est hostile au fait de laisser entre les mains de l'intéressé un échantillon authentique, c'est qu'un tel échantillon peut être lui-même l'objet de fraudes variées et aboutir parfois à dérouter la justice au lieu de la servir.

*Rédaction de procès-verbal ;
mise sous scellés des échantil-
lons.*

ART. 6. — Tout prélèvement donne lieu, séance tenante, à la rédaction sur papier libre d'un procès-verbal.

Ce procès-verbal doit porter les mentions suivantes :

1° Les nom, prénoms, qualité et résidence de l'agent verbalisateur ;

2° La date, l'heure et le lieu où le prélèvement a été effectué ;

3° Les nom, prénoms, profession, domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré. Si le prélèvement a lieu en cours de route, les noms et domiciles des personnes figurant sur les lettres de voiture ou connaissements comme expéditeurs et destinataires ;

4° La signature de l'agent verbalisateur.

Le procès-verbal doit, en outre, contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été opéré, relater les marques et étiquettes apposées sur les enveloppes ou récipients, l'importance du lot de marchandise échantillonné, ainsi que toutes les indications jugées utiles pour

*Rédaction du procès-verbal ; mise
sous scellés des échantillons.*

L'agent dressera procès-verbal des infractions qu'il aura constatées et, éventuellement, de la résistance qui lui aura été opposée, ainsi que de toutes les formalités qu'il aura dû remplir, le cas échéant, pour la prise et la remise à destination des échantillons.

Ce procès-verbal contiendra notamment l'indication exacte du numéro d'ordre de l'échantillon et des signes extérieurs de l'enveloppe.

Une copie en sera remise au contrevenant dans les vingt-quatre heures au plus tard de la constatation de l'infraction.

Les agents se conformeront, en outre, aux instructions qui leur seront données par le ministre ou son délégué en ce qui concerne les quantités à prélever pour chaque échantillon et les récipients, sachets, caisses, boîtes, vases ou flacons à employer d'après la nature de la denrée ou substance suspectée.

Les échantillons seront enveloppés et scellés du sceau de l'agent, de manière à éviter toute substitution, toute soustraction ou toute addition de matières.

L'enveloppe extérieure portera l'indication de la nature de la substance ou denrée, ainsi qu'un numéro d'ordre.

Le propriétaire pourra, sur

établir l'authenticité des échantillons prélevés et l'identité de la marchandise.

Le propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou, le cas échéant, le représentant de l'entreprise de transport peut, en outre, faire insérer au procès-verbal toutes les déclarations qu'il juge utiles. Il est invité à signer le procès-verbal ; en cas de refus, mention en est faite à l'agent verbalisateur.

l'invitation qui lui en sera faite apposer une marque quelconque, autre que son cachet et son nom, à côté du sceau de l'agent.

ART. 7. — Les prélèvements doivent être effectués de telle sorte que les quatre échantillons soient autant que possible identiques.

A cet effet, des arrêtés ministériels pris de concert entre le ministre de l'agriculture et le ministre du commerce, de l'industrie et du travail, sur la proposition de la commission permanente, déterminent, pour chaque produit ou marchandise, la quantité à prélever, les procédés à employer pour obtenir des échantillons homogènes, ainsi que les précautions à prendre pour le transport et la conservation de ces échantillons.

ART. 8. — Tout échantillon prélevé est mis sous scellés. Ces scellés sont appliqués sur une étiquette composée de deux parties pouvant se séparer et

être ultérieurement rapprochées, savoir :

1° Un talon qui ne sera enlevé que par le chimiste, au laboratoire, après vérification du scellé. Ce talon ne doit porter que les indications suivantes : nature du produit, dénomination sous laquelle il est mis en vente, date du prélèvement et numéro sous lequel les échantillons sont enregistrés au moment de leur réception par le service administratif.

2° Un volant qui porte ces mêmes mentions, mais où sont inscrits, en outre, les nom et adresse du propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou, en cas de prélèvement en cours de route, ceux des expéditeurs et destinataires.

Ce volant est signé par l'auteur du procès-verbal (1).

(1) Les dispositions de l'article 8 du décret du 31 juillet 1906 ont une importance particulière en ce sens qu'elles ont pour but d'assurer l'anonymat de l'échantillon soumis au laboratoire ; ce qui constitue pour les intéressés une garantie qui n'existait pas auparavant.

Le récépissé.

ART. 9. — Aussitôt après avoir scellé les échantillons, l'agent verbalisateur, s'il est en présence du propriétaire ou détenteur de la marchandise, doit le mettre en demeure de déclarer la valeur des échantillons prélevés.

Le procès-verbal mentionne cette mise en demeure et la réponse qui a été faite (1).

Un récépissé détaché d'un livre à souche est remis au propriétaire ou détenteur de la marchandise. Il y est fait mention de la valeur déclarée.

En cas de prélèvement en cours de route, le représentant de l'entreprise de transport reçoit, pour sa décharge, un récépissé indiquant la nature et la quantité des marchandises prélevées.

Le remboursement immédiat.

Sauf dans les cas de saisies de marchandises prévus, l'agent acquitte immédiatement, entre les mains de l'intéressé et contre reçu, le montant des échantillons prélevés.

Si toutefois un désaccord se produit en ce qui concerne la valeur de ces échantillons, l'agent en délivrera récépissé.

Pour en obtenir le remboursement, l'intéressé adressera une requête à l'autorité chargée du paiement laquelle statuera.

Les procès-verbaux des agents renseigneront les frais exposés pour la prise et la remise à destination des échantillons ainsi que pour la dénaturation et la destruction des marchandises ; ils indiqueront les mesures prises pour la mise sous séquestre.

(1) L'administration n'est jamais tenue de rembourser que la valeur *réelle* des échantillons prélevés ; par conséquent, bien que le décret ne contienne, à ce sujet, aucune indication, l'agent de prélèvement doit porter dans son procès-verbal, à côté de la déclaration faite par l'intéressé, sa propre estimation de la valeur des produits prélevés.

Transmission à la préfecture.

ART. 10. — Le procès-verbal et les échantillons sont, dans les vingt-quatre heures, envoyés par l'agent verbalisateur à la préfecture du département où le prélèvement a été effectué et, à Paris ou dans le ressort de la préfecture de police, au préfet de police.

Toutefois, en vue de faciliter l'application de la loi, des décisions ministérielles pourront autoriser l'envoi des échantillons aux sous-préfectures ou à tout autre service administratif.

Le service administratif qui reçoit ce dépôt l'enregistre, inscrit le numéro d'entrée sur les deux parties de l'étiquette que porte chaque échantillon, et dans les vingt-quatre heures, transmet l'un de ces échantillons au laboratoire dans le ressort duquel le prélèvement a été effectué.

Le talon seul suit l'échantillon au laboratoire.

Le volant, préalablement détaché, est annexé au procès-verbal. Les trois autres échantillons sont conservés par la préfecture.

Transmission au parquet et au laboratoire

L'agent inspecteur transmettra au parquet dans un bref délai les procès-verbaux qu'il aura dressés et les récépissés qui lui auront été délivrés.

L'échantillon unique ou l'un des échantillons prélevés conformément aux articles précédents sera remis, au plus tard dans les deux jours, au directeur du laboratoire d'analyse désigné à cet effet.

Le second échantillon, resté aux mains de l'agent sera, dans le même délai, remis soit au greffe du tribunal correctionnel, soit au greffe du tribunal de simple police du canton.

Toutefois, si l'intéressé est en aveu, ou si l'inspecteur estime que les essais pratiqués par lui suffisent à établir l'infraction, l'inspecteur pourra ne pas faire procéder à l'analyse ; dans ce cas, il remettra au greffe, comme pièces à conviction, les échantillons restés entre ses mains.

Dans tous les cas, il en sera donné récépissé par le directeur du laboratoire, par le greffier du tribunal ou par le fonctionnaire délégué à cet effet.

Le récépissé, extrait d'un livre à souche, décrira exactement la nature de l'enveloppe et l'état dans lequel elle se trouve. Il indiquera le nombre de cachets, les chiffres dont ils sont formés,

les marques apposées, ainsi que le numéro d'ordre et la nature de la marchandise, telle qu'elle résulte de l'indication de l'agent inspecteur.

Lorsque, par suite de la distance, il ne sera pas possible à l'agent de se transporter au laboratoire d'analyse ou au greffe, les échantillons seront expédiés d'urgence par l'intermédiaire d'un service public de transport ou de messageries (1).

Dans ce cas, l'échantillon portera l'adresse du destinataire et récépissé en sera donné par ce service.

(1) En France, dans les cas de ce genre, le transport des échantillons s'effectue au moyen de « réquisitions de transport » que le ministère de l'agriculture adresse aux agents par l'intermédiaire des préfets ; à la suite d'une entente avec les compagnies de chemin de fer, celles-ci, sur le vu de ces réquisitions, se chargent des échantillons, sans que l'agent ait à faire aucune avance ; les compagnies sont remboursées de leurs frais par le ministère de l'agriculture.

Toutefois, si la nature des denrées ou produits exige des mesures spéciales de conservation, les quatre échantillons sont envoyés au laboratoire, où ces mesures sont prises conformément aux arrêtés ministériels prévus à l'article 7. Dans ce cas, les quatre volants sont détachés des talons et annexés au procès-verbal.

ART. 11. — Les laboratoires créés par les départements et les communes peuvent être admis, concurremment avec ceux de l'Etat, à procéder aux analyses lorsqu'ils ont été reconnus en état d'assurer ce service et agréés par une décision ministérielle prise sur l'avis conforme de la commission permanente.

Lorsque la marchandise est de nature telle ou dans un état tel qu'elle ne peut être longtemps conservée dans l'enveloppe hermétiquement close, sans craindre une altération ou une décomposition, l'agent inspecteur aura soin d'apposer sur l'enveloppe extérieure le mot Urgent et de faire les diligences nécessaires pour que l'échantillon parvienne sans retard au laboratoire d'analyse.

TITRE II.

Fonctionnement des laboratoires.

ART. 12. — Des arrêtés ministériels pris de concert entre le ministre de l'agriculture et le ministre du commerce, de l'industrie et du travail, déterminent le ressort des laboratoires admis à procéder à l'analyse des échantillons.

Pour l'examen des échantillons, les laboratoires ne peuvent employer que les méthodes

indiquées par la commission permanente.

Ces analyses sont à la fois d'ordre qualificatif et quantitatif. L'examen comprend notamment les recherches microscopiques, spectroscopiques, polarimétriques, réfractométriques, cryoscopiques, susceptibles de fournir des indications sur la pureté des produits, la recherche des antiseptiques et des colorants étrangers (1).

Ces méthodes sont décrites en détail par des arrêtés pris de concert entre le ministre de l'agriculture et le ministre du commerce, de l'industrie et du travail, après avis de la commission permanente.

(1) Le décret du 31 juillet 1906 ne fait qu'indiquer par une formule très générale le sens des méthodes qui doivent être arrêtées par la commission permanente technique, instituée par l'article 3 près les ministères de l'agriculture et du commerce et de l'industrie (voir plus loin, chapitre VI, ce qui est dit pour les méthodes).

L'analyse.

ART. 13. — Le laboratoire qui a reçu pour analyse un échantillon dresse, dans les huit jours de la réception, un rapport où sont consignés les résultats de l'examen et des analyses auxquels cet échantillon a donné lieu.

L'analyse.

Le directeur du laboratoire procédera immédiatement à l'analyse des échantillons, en commençant par ceux qui lui ont été signalés comme urgents.

Aussitôt après l'achèvement de son travail, il rédigera un rapport qui contiendra notamment :

- 1° La date de l'analyse ;
- 2° La date de la réception de l'échantillon au laboratoire ;
- 3° Le numéro d'ordre de l'échantillon, l'indication de la nature de la marchandise, telle qu'elle résulte de l'inscription mise sur l'enveloppe, la description des signes extérieurs de cette enveloppe et des marques ou cachets y apposés, ainsi que les conditions normales ou anormales dans lesquelles elle se trouvait ;
- 4° L'indication de la substance à analyser, telle qu'elle apparaît à l'opérateur, de son poids, et de l'état dans lequel elle s'est présentée ;
- 5° La mention sommaire des procédés suivis pour l'analyse ;
- 6° L'indication des résultats obtenus et les conclusions qui en découlent, de l'avis de l'analyste, au point de vue de l'exécution des lois et règlements relatifs à la falsification des denrées alimentaires ;

7° Le montant des frais d'analyse.

L'enveloppe extérieure sera annexée au rapport.

La marchandise analysée sera conservée, si c'est possible, pendant un délai à déterminer. Dans le cas contraire, elle pourra être détruite.

Il en sera également fait mention dans le rapport.

*Transmission du rapport
au préfet.*

Ce rapport est adressé au préfet au département d'où provient l'échantillon ; à Paris et dans le ressort de la préfecture de police, le rapport est adressé au préfet de police (1).

*Transmission du rapport
au parquet.*

Le rapport sera adressé, par les soins du directeur du laboratoire, au parquet, qui le rapprochera du procès-verbal de l'agent inspecteur et du récépissé y annexé et décidera de la suite à y donner.

(1) Le rapport dont il s'agit doit être considéré comme destiné à fournir, avant tout, un renseignement administratif ; nous verrons, en effet, ultérieurement, que l'analyse du laboratoire n'est pas autre chose, dans notre organisation, qu'une opération de « triage » absolument différente d'une expertise.

En Belgique, il en est autrement.

ART. 14. — Si le rapport du laboratoire ne révèle aucune infraction à la loi du 1^{er} août 1905, le préfet en avise sans délai l'intéressé.

Dans ce cas, si le remboursement des échantillons est demandé, il s'opère d'après leur valeur au jour du prélèvement, aux frais de l'Etat, au moyen d'un mandat délivré par le préfet, sur représentation du récépissé prévu à l'article 9.

ART. 15. — Dans le cas où le rapport du laboratoire signale une infraction à la loi du 1^{er} août 1905, le préfet transmet sans délai ce rapport au procureur de la République.

Il y joint le procès-verbal et les trois échantillons réservés.

S'il s'agit de vins, bières, cidres, alcools ou liqueurs, avis doit être donné par le préfet au directeur des contributions indirectes du département.

Lorsque les conclusions du rapport démontrent que l'échantillon était composé de substances ou de denrées falsifiées, contrefaites ou déclarées nuisibles, ou bien de substances ou de denrées dont l'insalubrité constitue un danger pour la santé publique, une copie en sera adressée, par le directeur du laboratoire, à l'agent qui aura verbalisé.

Dans ce cas, l'agent inspectera de nouveau les magasins, dépôts et fabriques de l'intéressé et saisira les marchandises qui lui paraîtront de la même nature que celle de l'échantillon prélevé antérieurement.

L'agent inspecteur agira de même quand, lors d'une première visite, il se trouvera en présence d'une denrée ou substance qu'il reconnaîtra manifestement falsifiée ou contrefaite, d'une denrée déclarée nuisible ou d'une denrée dont l'insalubrité lui paraîtra manifestement

une cause de danger pour la santé publique.

Si, dans les cas des articles ci-dessus, la marchandise peut se conserver, l'expert prendra les mesures nécessaires pour la mettre sous séquestre.

Si la marchandise, par suite de son état de décomposition ou d'altération, ne peut être conservée, elle sera dénaturée ou détruite par les soins de l'agent.

Les marchandises dénaturées restent la propriété de l'intéressé. Si ce dernier les refuse, elles seront mises sous séquestre.

Un échantillon, prélevé suivant les règles tracées plus haut, sera, en cas de besoin, envoyé au laboratoire d'analyse.

L'agent dressera procès-verbal des formalités qu'il aura dû remplir (1).

(1) Il y a lieu de souligner l'avantage des dispositions belges ci-dessus ; quand l'analyse du laboratoire conclut à l'existence d'une fraude ou falsification, la saisie s'impose afin de permettre au tribunal de prononcer utilement la confiscation ; quant aux produits manifestement nuisibles, il est nécessaire de les retirer de la circulation, avant toute analyse.

ART. 16. — Des arrêtés ministériels pris de concert entre le ministre de l'agriculture et le ministre du commerce, de l'industrie et du travail, déterminent dans quelle forme les laboratoires doivent rendre compte périodiquement aux préfets du nombre des échantillons analysés, du résultat de ces analyses et signaler les nouveaux procédés de fraude révélés par l'examen des échantillons.

TITRE III.

Fonctionnement de l'expertise contradictoire.

ART. 17. — Le procureur de la République informe l'auteur présumé de la fraude qu'il est l'objet d'une poursuite. Il l'avise qu'il peut prendre communication du rapport du directeur du laboratoire et qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire prévue à l'article 12 de la loi du 1^{er} août 1905.

ART. 18. — S'il y a lieu à expertise, il est procédé à la nomination de deux experts, l'un désigné par le juge d'instruction, l'autre par la personne contre laquelle l'instruction est ouverte. Celle-ci a toutefois le droit de renoncer à cette dési-

gnation et de s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge.

Les experts sont choisis sur les listes spéciales de chimistes experts dressés, dans chaque ressort, par les cours d'appel ou les tribunaux civils.

L'inculpé pourra toutefois choisir son expert sur les listes dressées par la cour d'appel ou le tribunal civil du ressort d'où il aura déclaré que provient la marchandise suspecte.

ART. 19. — Chaque expert est mis en possession d'un échantillon.

Le juge d'instruction donne communication aux experts des procès-verbaux de prélèvement ainsi que des factures, lettres de voiture, pièces de régie, et d'une façon générale, de tous les documents que la personne mise en cause a jugé utile de produire ou que le juge s'est fait remettre.

Aucune méthode officielle n'est imposée aux experts. Ils opèrent à leur gré, ensemble ou séparément, chacun d'eux étant libre d'employer les procédés qui lui paraissent le mieux appropriés.

Leurs conclusions sont formulées dans des rapports qui sont déposés dans le délai fixé par l'ordonnance du juge.

ART. 20. — Si les experts sont en désaccord, ils désignent un tiers expert pour les départager. A défaut d'entente pour le choix de ce tiers expert, il est désigné par le président du tribunal civil.

Le tiers expert peut être choisi en dehors des listes officielles.

ART. 21. — Sur la demande des experts ou sur celle de la personne mise en cause, des dégustateurs, choisis dans les mêmes conditions que les autres experts, sont commis pour examiner les échantillons.

ART. 22. — Lorsque des poursuites sont décidées, s'il s'agit de vins, bières, cidres, alcools ou liqueurs, le procureur de la République devra faire connaître au directeur des contributions indirectes ou à son représentant, dix jours au moins à l'avance, le jour et l'heure de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée.

ART. 23. — Il n'est rien innové quant à la procédure suivie par l'administration des douanes et par l'administration des contributions indirectes pour la constatation et la poursuite de faits constituant à la fois une contravention fiscale et une infraction aux prescriptions de la loi du 1^{er} août 1905,

Remboursement des échantillons prélevés.

ART. 24. — En cas de non-lieu ou d'acquittement, le remboursement de la valeur des échantillons s'effectue dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus.

Remboursement des marchandises saisies.

En cas d'abandon des poursuites, ou de jugement définitif d'acquittement, s'il n'y a confiscation prononcée par mesure d'ordre, les marchandises saisies et mises sous séquestre seront restituées endéans le mois, le montant des échantillons prélevés sera payé endéans le même délai.

La diminution de valeur résultant de la dénaturation opérée en vertu des dispositions sus-indiquées le prix des marchandises qui auraient été détruites par application de cette même disposition, ainsi que le montant des échantillons prélevés, seront payés à l'intéressé endéans le mois, s'il est établi que c'est à tort qu'elles ont été dénaturées ou détruites.

En cas de condamnation, le montant des échantillons prélevés, y compris les frais d'emballage et d'expédition, ainsi que les frais d'analyse, de séquestre, de dénaturation ou de destruction, seront mis à charge de la partie qui succombe.

Dans ce cas, l'administration de l'enregistrement fait l'avance de ces frais, conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 juin 1853, sauf à en poursuivre le recouvrement ainsi que de droit. Les dits frais sont taxés et

liquidés comme frais de justice non urgents.

Ces frais pourront être mis à la charge des intéressés si, en cas d'acquiescement, le jugement prononce la confiscation par mesure d'ordre ou décide que les marchandises ont été dénaturées ou détruites à bon droit.

Les paiements et remboursements dans les cas prévus des marchandises dénaturées ou détruites et des échantillons prélevés seront supportés, soit par le budget de l'Etat, soit par le budget de la commune, selon qu'il s'agira d'actes d'instruction posés par les délégués du gouvernement ou par les bourgmestres et les agents de l'autorité communale (1).

(1) Les communes belges participent donc, avec l'Etat, aux dépenses résultant de l'application de la loi. En France, les municipalités peuvent mettre des fonds de concours à la disposition du préfet pour lui permettre, par exemple, d'effectuer un plus grand nombre de prélèvements ; dès lors, ce sont ces fonds de concours qui subviennent aux dépenses inhérentes à ces prélèvements (remboursement des échantillons reconnus bons, notamment).

ART. 25. — Il sera statué ultérieurement sur les conditions d'application de la loi du 1^{er} août 1905 à l'Algérie et aux colonies.

Les prescriptions du présent texte sont applicables aux bourgeois, ou à ceux qui en exercent les fonctions, lorsqu'ils agissent en vertu du droit que leur confère l'article 2 de la loi du 4 août 1890.

Les dispositions du règlement touchant le mode ou les conditions de la prise d'échantillons sont applicables aux agents désignés par les autorités communales, à l'effet de surveiller l'exécution des lois et règlements relatifs à la falsification des denrées alimentaires.

Ceux qui se seront refusés ou opposés aux visites, aux inspections, ou qui auront mis obstacle à la prise d'échantillons par les agents investis du droit de rechercher et de constater les infractions aux lois et règlements relatifs à la falsification des denrées alimentaires seront punis des peines édictées par l'article 7 de la loi du 4 août 1890, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des peines comminées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

CHAPITRE IV

OBSERVATIONS GÉNÉRALES SUR LA PROCÉDURE NOUVELLE.

— LES MINISTRES COMPÉTENTS. — LE SERVICE CENTRAL DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES. — LES POUVOIRS DE POLICE JUDICIAIRE DES PRÉFETS.

Il est facile de constater que la procédure établie par le décret du 31 juillet 1906 comprend deux phases bien distinctes : la phase administrative (prélèvement et analyse) et la phase judiciaire (expertise contradictoire).

L'organisation générale des services administratifs de recherche est placée sous la haute autorité du ministre de la justice, du ministre de l'agriculture et du ministre du commerce et de l'industrie.

Mais le ministère de l'agriculture, déjà chargé de diriger la répression des fraudes en matière de beurre, notamment (loi du 16 avril 1897), était désigné tout spécialement pour assurer le fonctionnement des services nouveaux et pour veiller à l'exécution de la loi du 1^{er} août 1905.

Création et développement du service de la répression des fraudes au ministère de l'agriculture.

Dès le début du mois de janvier de 1907, un service spécialement chargé de l'exécution de la loi du 1^{er} août 1905 fonctionna au ministère de l'agriculture sous la direction de M. Eugène Roux, Docteur ès sciences.

Les résultats ne se firent pas attendre :

A partir du 18 janvier 1907 (*J. off.* du 22), les méthodes d'analyse des produits alimentaires parurent successivement au *J. off.* (voir ci-après, chap. VI).

Par arrêté du 18 février 1907, les premiers laboratoires, au nombre de 18, furent agréés, et le service des prélèvements fut organisé dans 57 départements ; il fonctionne actuellement partout.

Le service de la répression des fraudes eut son existence officiellement consacrée par le décret du 24 avril 1907. Il ne comprenait alors, en dehors du chef de service, que quatre commis.

Les événements du Midi déterminés par une exaspération très vive contre la fraude, contribuèrent à donner à ce service une extension considérable.

Par décret du 21 octobre 1907 (*J. off.* du 14 novembre 1907) (1), 14 emplois d'inspecteurs de la répression des

(1) Décret du 21 octobre 1907 :

Le Président de la République,

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles ;

Vu le décret du 31 juillet 1906 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905, en ce qui concerne les boissons, les denrées alimentaires et les produits agricoles ;

Vu l'article 75 de la loi de finances du 30 janvier 1907 autorisant la création au ministère de l'agriculture d'un emploi de chef de service pour l'inspection des laboratoires et établissements de vente des denrées et produits pharmaceutiques et alimentaires ;

Vu le décret du 24 avril 1907 fixant les attributions de ce service ;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Décète :

ART. 1^{er}. — Le service d'inspection des laboratoires et établissements de vente de denrées et produits pharmaceutiques et alimen-

fraudes et un emploi d'inspecteur général du même service furent créés.

taires prend le nom de « Service de la répression des fraudes ».

ART. 2. — Il est créé, près de ce service, un personnel d'agents chargés de surveiller l'application de la loi du 1^{er} août 1905 et des lois qu'elle a maintenues, en ce qui concerne la répression des fraudes sur les boissons, les denrées alimentaires, les produits agricoles et les engrais.

ART. 3. — Ce personnel est composé d'agents nommés par arrêté, sur la proposition du directeur du secrétariat et du personnel et du chef du service de la répression des fraudes.

Il comprend :

1 inspecteur général.

14 inspecteurs qui prennent le nom d'« inspecteurs de la répression des fraudes », dont trois spécialement chargés du service des beurres.

ART. 4. — Les inspecteurs de la répression des fraudes sont choisis parmi les agents des contributions indirectes ayant au moins le rang de receveur ambulant ou de commis principal assimilé mis à la disposition du ministre de l'agriculture par le ministre des finances, et dans la proportion d'un tiers, parmi des agents spéciaux choisis directement par le ministre de l'agriculture, en raison de leurs connaissances techniques.

Ils reçoivent les appointements de leur classe dans l'administration des contributions indirectes et conservent leurs droits à l'avancement dans cette administration.

Les inspecteurs n'appartenant pas à l'administration des contributions indirectes reçoivent un traitement de 4.000 francs qui peut s'élever tous les trois ans, par augmentations successives de 500 francs jusqu'à 5.500 francs.

L'inspecteur général reçoit un traitement de 5.000 fr. qui peut s'élever tous les 3 ans, par augmentations successives de 500 fr. jusqu'à 7.000 fr.

Ils sont soumis aux règles de la discipline qui régissent les agents de l'administration centrale.

Les nominations des inspecteurs ont lieu à la dernière classe.

ART. 5. — Un arrêté du ministre de l'agriculture, sur la proposition du chef du service de la répression des fraudes, fixera, tous les ans, le rayon d'action de chacun des inspecteurs, le lieu de leur

En vertu de ce décret, l'arrêté ministériel du 5 novembre 1907 stipule :

ART. 1^{er}. — « Le service d'inspection de la répression des fraudes est divisé en 12 circonscriptions conformément au tableau ci-après » :

N° ET CHEF-LIEU DE LA CIRCONSCRIPTION	DÉPARTEMENTS COMPRIS DANS LA CIRCONSCRIPTION.
1. PARIS	Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise.
2. LILLE	Aisne, Ardennes, Marne, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Somme.
3. CAEN	Calvados, Eure, Eure-et-Loir, Manche, Mayenne, Orne, Sarthe, Seine-Inférieure.
4. NANTES	Côtes-du-Nord, Finistère, Ile-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Morbihan, Vendée.
5. TOURS	Corrèze, Creuse, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Sèvres (Deux-), Vienne, Vienne Haute-).
6. BORDEAUX	Charente, Charente-Inférieure, Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées (Basses-).
7. TOULOUSE	Ariège, Aude, Garonne (Haute-), Gers, Pyrénées (Hautes-), Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne.
8. MONTPELLIER	Ardèche, Aveyron, Cantal, Gard, Hérault, Lot, Lozère.
9. MARSEILLE	Alpes (Basses-), Alpes (Hautes-), Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Corse, Drôme, Var, Vaucluse.
10. LYON	Ain, Isère, Loire, Loire (Haute-), Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie, Savoie (Haute-).
11. ORLÉANS	Allier, Aube, Cher, Côte-d'Or, Loiret, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne.
12. NANCY	Belfort (territoire de), Doubs, Jura, Marne (Haute-), Meurthe-et-Moselle, Meuse, Saône (Haute-), Vosges.

résidence, ainsi que les indemnités et frais de tournée qui leur sont alloués.

ART. 6. — Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret.

D'autre part, les articles 2 et 3 dudit arrêté sont ainsi conçus :

« ART. 2. — La surveillance de chaque circonscription est confiée à un inspecteur de la répression des fraudes, en résidence au chef-lieu de la circonscription.

Toutefois, 3 inspecteurs sont attachés à la circonscription de Paris. Ils pourront être chargés de missions spéciales concernant la répression des fraudes.

L'inspecteur général est chargé du contrôle de l'inspection dans l'ensemble des circonscriptions.

ART. 3. — Les inspecteurs de la répression des fraudes sont chargés de recueillir tous les renseignements concernant l'industrie et le commerce des boissons, des denrées alimentaires, produits agricoles et engrais, en vue de rechercher les fraudes dont ces produits sont l'objet. Ils procèdent à des enquêtes pour en découvrir les auteurs.

Ils éclairent le ministre de l'agriculture, au moyen de rapports périodiques, sur l'application des lois, règlements et instructions ministérielles concernant la matière. »

Dès à présent, le service central de la répression des fraudes dispose de moyens d'action assez puissants pour assurer partout, en France, l'exécution des lois sur les fraudes. Ces moyens d'action seront encore accrus avec l'entrée en ligne, sous la direction de M. Roux, d'un laboratoire central de la répression des fraudes.

Notons que pour donner à ses inspecteurs régionaux le pouvoir de prélever des échantillons, le ministre de l'agriculture a dû passer par l'intermédiaire des préfets : ceux-ci ont agréé lesdits agents, dans leurs départements respectifs, en qualité d'inspecteurs départementaux de la répression des fraudes.

D'ailleurs, les inspecteurs régionaux n'ont pas tant pour mission de prélever des échantillons que de servir d'intermédiaires entre l'administration centrale, d'une part, et les préfetures et les parquets, d'autre part.

**Pouvoirs de police judiciaire conférés aux préfets
en matière de fraude.**

Après toutes les critiques auxquelles a donné lieu l'article 10 du Code d'instruction criminelle, il n'est pas sans intérêt de remarquer que la réglementation nouvelle sur les fraudes et falsifications attribue au préfet, pour la recherche et la constatation de ces délits, des pouvoirs considérables.

C'est le préfet qui, dans chaque département, aux termes du décret du 31 juillet 1906, assure le fonctionnement du service de prélèvements, conformément aux instructions reçues du service central (les premières instructions ont été adressées aux préfets par une circulaire du ministre de l'agriculture en date du 26 février 1907) (1).

(1) CIRCULAIRE DU 26 FÉVRIER 1907, sur l'organisation et le fonctionnement du service de prélèvement.

Après un court préambule, le texte de cette circulaire est le suivant :

I. — Désignation des agents de prélèvement.

Des prélèvements de boissons, denrées alimentaires et produits agricoles devront être opérés, aussi fréquemment que possible.

Vous voudrez bien désigner, à cet effet, les agents de prélèvement parmi les autorités énumérées dans l'article 2 du décret du 31 juillet 1906. Quant au nombre de prélèvements, il peut être calculé d'avance d'après les règles que vous trouverez exposées ci-après.

Vous choisirez de préférence (comme l'art. 2 du décret vous y autorise) les agents spéciaux institués par les villes ou le département, et, le cas échéant, vous vous efforcerez d'obtenir la création

C'est, par conséquent, à la préfecture qu'aboutissent, en fin de compte, toutes les dénonciations et toutes les plaintes. Lorsque ces dernières s'adressent au parquet,

d'agents semblables, préférables à tous les autres à cause des connaissances particulières qu'on peut exiger d'eux.

Dans le cas où vous seriez disposé à agréer des agents institués et rémunérés par des groupements professionnels, vous voudrez bien remarquer que la chose n'est possible qu'à une condition : c'est que vous puissiez considérer lesdits agents comme institués par le département ou par une ou plusieurs communes.

L'article 2 du décret vous donne également la faculté de désigner les agents des octrois et les vétérinaires sanitaires.

Les agents spéciaux dont il est question dans les trois précédents paragraphes devront être spécialement commissionnés par vous (art. 2 du décret). A leur défaut, vous confierez aux inspecteurs des halles, foires, marchés et abattoirs, ainsi qu'aux commissaires de la police spéciale des chemins de fer et aux commissaires de police le soin d'opérer les prélèvements.

A titre d'indication, on peut estimer qu'il suffit de désigner un agent pour 50.000 habitants.

Agents des contributions indirectes.—Vous pouvez également compter sur le concours des agents des contributions indirectes. Mais ceux-ci échappent à votre autorité et leur concours est aléatoire.

D'après l'article 2 du décret les agents des contributions indirectes agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions sont chargés de rechercher et de constater les infractions à la loi du 1^{er} août 1905.

Ils n'ont donc à intervenir qu'à l'égard des personnes déjà soumises par la loi fiscale à leur surveillance, et c'est à leur propre initiative que doit être laissé le soin de régler leur intervention. Ils ne sauraient, dès lors, être requis pour concourir dans d'autres conditions à l'application de la loi.

Mais les préfets pourront signaler au directeur des contributions indirectes de leur département les soupçons de fraude qui porteraient sur des personnes assujetties à la surveillance du service de cette administration, afin que ce service recherche les occasions de réprimer les faits délictueux.

Quand, au cours de leurs visites et vérifications habituelles, les employés de la Régie découvriront des fraudes ou falsifications prévues à la fois par la loi du 1^{er} août 1905 et par la législation

sans s'appuyer sur un commencement de preuve, le parquet, sauf exception (car il est libre, bien entendu, de procéder à une enquête et de faire prélever des échantil-

fiscale, ils constateront les faits dans la forme usitée en matière de contributions indirectes. Dans ce cas, l'avance des frais de prélèvement d'échantillons et de procès-verbal restera à la charge de l'administration des finances.

Le remboursement, aux agents, des frais matériels occasionnés par ces derniers prélèvements devra être fait, sur état, par le service préfectoral ainsi que le remboursement aux intéressés de la valeur des produits reconnus bons.

Lorsque, au contraire, les infractions seront uniquement prévues par la loi du 1^{er} août 1905, les employés se conformeront aux prescriptions du décret du 31 juillet 1906 et à celles de l'arrêté ministériel du 1^{er} août, en ce qui concerne les conditions de prélèvement et de scellement des échantillons, la rédaction du procès-verbal et la transmission de cet acte, ainsi que des échantillons, au service administratif compétent ; les frais exposés par l'administration des contributions indirectes devront alors lui être remboursés sur les crédits ouverts pour assurer la répression des fraudes commerciales. Il appartiendra aux préfets de veiller à ce que les dépenses engagées dans leur département ne dépassent pas la part de ces crédits qui leur sera déléguée. A cet effet, ils devraient, le cas échéant, intervenir auprès du directeur des contributions indirectes pour que les prélèvements d'échantillons effectués par son service n'atteignent pas un chiffre hors de proportion avec les ressources disponibles.

II. — *Organisation et fonctionnement du service administratif.*

Chaque prélèvement comporte la prise de quatre échantillons qui, ainsi que le procès-verbal, doivent être envoyés à votre préfecture dans les 24 heures de l'opération.

Vous devrez donc désigner sans retard le service administratif chargé de leur réception.

Pour faciliter l'application de la loi, il y a lieu de le placer aussi près que possible du laboratoire régional et vous voudrez bien me faire part des dispositions qui vous paraissent devoir être prises à cet égard, une décision ministérielle étant nécessaire, aux termes de l'article 40 du décret du 31 juillet 1906, pour autoriser l'envoi

lons par ses auxiliaires habituels), transmet, à toutes fins utiles, les dites plaintes ou dénonciations, au service chargé spécialement d'effectuer les prélèvements, c'est-à-dire à la préfecture.

des échantillons aux sous-préfectures ou à tout autre service administratif.

Local. — Le service chargé de la réception des échantillons devra disposer d'un local de sûreté dans lequel les échantillons seront conservés, en attendant qu'il soit statué à leur égard. Ce local devra être sec, peu éclairé ou même obscur et de température aussi peu variable que possible. Les dimensions peuvent en être restreintes, car les échantillons n'y séjourneront jamais plus de quinze jours. Il suffit d'y disposer des casiers pour placer le dixième au maximum des échantillons dont le prélèvement annuel est prévu.

Relations avec les agents de prélèvement. — Le service administratif déterminera, d'après les conditions locales, la façon dont les échantillons devront lui être expédiés des lieux de prélèvement.

Il mettra à la disposition des agents des caisses spéciales pour cette expédition.

Ces caisses qui répondent à deux modèles différents et sont appropriées à leur destination, vous seront adressées par mon administration, à raison de deux caisses par agent désigné.

Elles permettront l'expédition collective des échantillons provenant de plusieurs prélèvements faits le même jour, dans le même lieu : ce qui sera le cas très général.

Le service administratif fournira aux agents de prélèvement les imprimés suivants établis par ses soins :

100 procès-verbaux passe-partout ;

400 étiquettes devant être fixées aux échantillons ;

1 carnet à souche pour le remboursement éventuel des échantillons.

Les indications que doivent comporter ces pièces sont explicitement données par les articles 6 et 8 du décret du 31 juillet 1906.

Le service administratif leur remettra en même temps 200 comprimés de bichromate de potasse spécialement destinés aux prélèvements de lait et dont un nombre suffisant sera envoyé à votre préfecture par mon administration.

Bien que chaque prélèvement comporte la prise de quatre échantillons, les agents devront être invités à laisser un cinquième échan-

C'est le préfet qui désigne les agents de prélèvement et, à cet égard, en raison des interprétations données au dernier alinéa de l'article 2 du décret du 31 juillet 1906, il possède une liberté de choix, on peut dire illimitée (voir chap. V).

tillon entre les mains de l'intéressé, lorsque celui-ci leur en fera la demande expresse. Toutefois, cet échantillon ne devra être revêtu d'aucun cachet, d'aucune marque susceptible de lui donner un caractère officiel et il ne peut convenir qu'à l'usage personnel de l'intéressé. Cependant, pour les laits, on ajoutera une pastille de bichromate de potasse dans le cinquième échantillon, comme dans les échantillons officiels. Il est bien entendu que la valeur de cet échantillon ne peut être susceptible de remboursement.

Le décret du 31 juillet 1906 ne permet pas que des prélèvements soient opérés à la requête et aux risques et périls d'un particulier. Toutefois les agents s'efforceront d'opérer les prélèvements qui leur seront demandés par le public, lorsque la requête leur paraîtra justifiée : par exemple, lorsqu'un détaillant, ayant des raisons fondées de soupçonner son fournisseur, demandera qu'un prélèvement soit opéré à la livraison d'une fourniture. Il est nécessaire d'habituer le public à l'idée que le service de la répression des fraudes n'a d'autre préoccupation que de défendre le consommateur et le commerce honnête contre les fraudeurs.

Le service administratif fera connaître aux agents que lorsqu'ils croiront devoir rechercher auprès de l'administration des contributions indirectes des éléments d'information nécessaires à l'exécution de la loi, ils devront adresser une réquisition écrite aux chefs locaux de service ou aux receveurs buralistes (dans les localités non pourvues d'un poste d'employés) qui devront leur communiquer, *sur place*, les registres portatifs, déclarations de sucrage, etc., dont ils auront demandé à prendre connaissance. Aucune rétribution ne sera exigée pour la communication de ces documents.

Le nombre approximatif de prélèvements qu'il conviendra de ne pas dépasser sera indiqué à chacun des agents par le service administratif qui leur donnera d'ailleurs toutes les indications nécessaires à la bonne exécution du service et attirera leur attention sur les fraudes signalées par le laboratoire ainsi que par l'administration centrale.

Il s'efforcera d'éviter qu'un trop grand nombre de prélèvements

C'est le préfet qui reçoit en dépôt les échantillons prélevés, qui transmet l'un d'eux sous un simple numéro d'ordre, au laboratoire agréé ; qui, lorsque les conclu-

soient effectués au même moment dans le département, afin que le laboratoire ne se trouve pas dans l'impossibilité de les examiner dans les délais légaux.

Registre d'inscription. — Un registre d'inscription sera établi ainsi que le prescrit l'article 10 du décret du 31 juillet 1906.

Il sera disposé de façon à permettre l'inscription des indications suivantes :

Numéro et date de réception, numéro et date du procès-verbal, nature de la marchandise prélevée, lieu du prélèvement, nom et qualité du propriétaire, date de l'envoi de l'échantillon au laboratoire, date et nature de la réponse du laboratoire, suite donnée à l'affaire et enfin, pour le remboursement, la valeur déclarée, la date d'envoi du mandat et sa valeur.

Relations avec les laboratoires. — Le service administratif enverra, dès leur réception, l'un des échantillons au laboratoire, en se conformant aux prescriptions de l'article 10 du décret et placera les autres dans le local disposé à cet effet.

Il est nécessaire de mettre à la disposition du laboratoire tous les renseignements concernant l'échantillon envoyé qui peuvent être de nature à le guider dans ses conclusions. Aussi le service administratif devra-t-il vérifier que la désignation de la nature du produit portée sur le talon de l'étiquette est aussi clairement mentionnée que possible et, le cas échéant, il donnera au laboratoire tous les renseignements de cet ordre que celui-ci demandera. D'ailleurs, en définitive, les seuls renseignements que le service administratif ne puisse fournir au laboratoire sont ceux qui concernent le lieu du prélèvement et le nom de la personne chez laquelle il a été opéré.

Cas où les échantillons sont reconnus bons. — Quand la réponse du laboratoire sera favorable, le service administratif adressera aussitôt à la personne intéressée un avis :

Que l'examen de l'échantillon prélevé chez M. n'a révélé aucune infraction à la loi du 1^{er} août 1905.

Une annotation lui fera connaître que, sur sa demande et contre l'envoi du récépissé remis au moment du prélèvement, il lui sera adressé un mandat de remboursement de la valeur des échantillons

sions de ce laboratoire sont défavorables, fait parvenir au parquet les échantillons restants, en le saisissant de la présomption de fraude découverte par son service.

prélevés, fixée à....

Il y a lieu de tenir compte que la valeur des échantillons prélevés n'est pas forcément celle indiquée par la déclaration. A cet égard, le service administratif devra inviter les agents à indiquer quelle est la valeur des échantillons, dans le cas où la déclaration de l'intéressé comporterait une majoration évidente de la valeur réelle.

Les trois échantillons devenus sans objet seront détruits ou recevront telle destination qui vous paraîtra convenable. Les échantillons de lait devenus toxiques par l'addition de la pastille rouge de bichromate, au moment du prélèvement, seront toujours détruits.

Les flacons et autres récipients devenus disponibles seront mis à la disposition des agents chargés des prélèvements après avoir été soigneusement lavés avec de l'eau contenant du carbonate de soude (cristaux de soude), puis rincés à grande eau et séchés complètement. Quant aux bouchons, ils ne devront plus être utilisés pour le service.

Cas où les échantillons sont reconnus fraudés. — Dans le cas où le rapport du laboratoire signale une infraction à la loi du 1^{er} août 1905, ce rapport devra être transmis sans délai au procureur de la République. On y joindra le procès-verbal et les trois échantillons réservés.

Avis à donner aux contributions indirectes. — S'il s'agit de vins, bières, cidres, alcools ou liqueurs, avis devra être donné de cet envoi au directeur des contributions indirectes.

Nombre des prélèvements à effectuer. — Dans les conditions de fonctionnement exposées précédemment, en tenant compte de la fourniture, aux agents de prélèvement, des imprimés, des dépenses inhérentes aux prélèvements (achat de bocaux, bouteilles, bouchons, etc.) qui leur seront remboursés sur état, du remboursement des échantillons reconnus bons, chaque prélèvement entraîne une dépense moyenne de 2 fr. 50 (a).

Vous recevrez, d'autre part, l'indication des crédits mis à votre

a) L'évaluation actuelle est de 3 fr. 10 ; en effet depuis la circulaire ci-dessus, des crédits ont été votés qui permettent de subvenir aux frais de déplacement des agents.

On peut donc dire, sans exagération, qu'en matière de fraude, la véritable police judiciaire est exercée par le préfet.

disposition pour l'exécution de ce service et, par conséquent, celle du nombre approximatif de prélèvements qu'il vous sera possible de faire exécuter.

Vous vous baserez donc sur ce chiffre pour donner aux agents désignés par vous les instructions relatives au nombre des prélèvements qu'ils ne devront pas dépasser.

Ainsi que vous vous en êtes rendu compte précédemment, les agents des contributions indirectes seront amenés à faire des prélèvements entraînant des dépenses qui engagent les crédits mis à votre disposition. Bien que leur nombre échappe à vos prévisions, vous pourrez toutefois, le cas échéant, prévenir le directeur des contributions indirectes que l'état de vos crédits ne vous permet plus de rembourser les dépenses qui résulteraient de prélèvements effectués par les agents placés sous ses ordres. L'examen du registre d'inscription des échantillons prélevés vous permettra de vous rendre compte, à chaque instant, des dépenses engagées, puisque les prélèvements dont il s'agit doivent être envoyés à votre préfecture, au même titre que ceux opérés par les agents ordinaires.

La subvention attribuée au laboratoire dans le ressort duquel est compris votre département a été calculée en vue de couvrir cet établissement des frais d'analyse correspondant au nombre des prélèvements que vous pouvez faire exécuter avec les crédits mis à votre disposition.

Vous ne devrez donc pas dépasser ce nombre sans m'en référer, chaque analyse, en plus du nombre prévu, devant être payée au laboratoire, par mon administration, au prix de 5 francs.

Prélèvements supplémentaires. — Une surveillance limitée par l'exécution d'un nombre de prélèvements aussi peu élevé que celui permis par les crédits mis à votre disposition, si elle peut, à la rigueur, être considérée comme suffisante dans les campagnes, est certainement insuffisante dans les villes. Vous devrez donc inviter celles-ci à concourir, dans leur propre intérêt, à la répression des fraudes, en consentant à assumer la charge de prélèvements supplémentaires dont elles fixeront le nombre à leur convenance.

C'est ainsi que se manifestera le concours des communes prévu à l'article 1^{er} du décret du 31 juillet 1906 et escompté par la loi du 1^{er} août 1906 qui, pour les encourager et les dédommager des dé-

Mais ceux qui voudraient formuler des critiques contre cette situation auraient à tenir compte de la procédure rigide (établie par le décret du 31 juillet 1906) dont les règles sont tracées de telle sorte et entourées de tant de garanties qu'il n'y a guère place aux abus de pouvoir. Une fois le service organisé, il fonctionne, en quelque sorte, automatiquement, sous le contrôle de l'administration centrale.

penses qu'elles seront amenées à faire, a institué, à leur profit exclusif, une amende supplémentaire dont les tribunaux peuvent frapper les délinquants, en même temps que, par le même article 9 de la loi, le préfet est invité à leur distribuer des subventions sur le reliquat disponible du fonds commun, lequel, constitué par les amendes, se trouvera augmenté par suite de l'aggravation des pénalités apportée par la loi du 1^{er} août 1905.

Le nombre de prélèvements supplémentaires qu'en l'état actuel les communes devraient demander pour obtenir une répression sévère des fraudes peut être évalué à 3 pour 1.000 habitants. Mais je ne fixe ce nombre qu'à titre d'indication. Pour chaque prélèvement supplémentaire, la commune devra mettre à votre disposition, à titre de fonds de concours, une somme de 7 fr. 50 sur laquelle 5 francs seront attribués par vos soins au laboratoire pour les couvrir des frais d'analyse correspondants.

Naturellement, les prélèvements supplémentaires s'ajouteront aux prélèvements ordinaires sans que rien ne les en distingue.

Comptes rendus mensuels. — Tous les mois, vous voudrez bien m'adresser, sous le timbre du service de la répression des fraudes, un relevé des opérations faites par le service des prélèvements, en mentionnant les fraudes signalées par le laboratoire, ainsi que la suite judiciaire donnée aux affaires transmises au procureur de la République.

Vous voudrez bien me faire connaître les dispositions que vous aurez prises pour assurer, sans retard, dans les conditions que je viens de vous exposer, l'exécution d'une loi, dont l'application est attendue avec une impatience légitime, tant par le public que par le commerce honnête.

J. RUAU.

CHAPITRE V

LE PRÉLÈVEMENT. — SON CARACTÈRE. — MESURE DE CONTRÔLE,
SOUVENT INDÉPENDANTE DE TOUTE SUSPICION.

Le mécanisme du service de prélèvements est suffisamment développé, dans les circulaires officielles, pour que nous puissions nous dispenser de l'exposer à nouveau (1).

(1) INSTRUCTION AUX AGENTS DE PRÉLÈVEMENT, EN DATE DU 12 MARS 1907 (qui a suivi la circulaire aux préfets du 26 février, reproduite ci-dessus, chap. IV, en note) :

Produits à prélever. — Les prélèvements porteront exclusivement sur les boissons, les denrées alimentaires pour l'homme ou les animaux, les produits agricoles ainsi que, le cas échéant, sur les produits propres à effectuer la falsification de ces substances.

Il est rappelé que les dispositions du décret du 31 juillet 1906 ne sont pas applicables à des produits tels que les étains d'étamage, les poteries vernissées, les eaux ordinaires, les eaux minérales naturelles ou artificielles, les engrais, par exemple, dont la surveillance est prévue par d'autres règlements.

Lieux de prélèvement. — Les prélèvements peuvent être opérés dans les magasins, boutiques, ateliers, voitures servant au commerce, ainsi que dans les entrepôts, les abattoirs et leurs dépendances, les halles, foires et marchés et dans les gares ou ports de départ ou d'arrivée, autrement dit dans tous les lieux où se trouvent détenues, entreposées, mises en vente ou vendues les substances précédentes.

Causes de prélèvement. — Les prélèvements sont obligatoires dans tous les cas où les boissons, denrées ou produits paraissent falsifiés, corrompus ou toxiques (Art. 4 du décret). Dans le cas où l'état de corruption ne permettrait pas le prélèvement, on mentionnerait

Après avoir déterminé quel est le véritable caractère du prélèvement, nous nous bornerons donc à examiner quelques-unes des particularités relatives à son fonc-

le fait au procès-verbal.

Les produits suspects, sur lesquels porte le prélèvement, ne peuvent être saisis, leur confiscation ou leur destruction ne pouvant être ordonnée que par le tribunal (Art. 6 de la loi du 1^{er} août 1905).

Toutefois, en ce qui concerne les denrées corrompues, lorsqu'un règlement municipal, pris en vertu de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, ordonne leur destruction, elle devra être opérée immédiatement, quelle que soit la nature de ces denrées et qu'il y ait ou non délit. Ces règlements sont, par conséquent, applicables aux fruits et légumes frais corrompus, dont la détention, mise en vente ou vente ne constituent pas un délit (art. 3 et 4 de la loi du 1^{er} août 1905) ; à moins que leur état de corruption ne se trouve intentionnellement masqué, auquel cas il y a tromperie sur l'identité de la marchandise.

Lorsqu'il y aura lieu de rechercher auprès de l'administration des contributions indirectes des éléments d'information nécessaires à l'exécution de la loi, les agents devront adresser une réquisition écrite aux chefs locaux de service ou aux receveurs ruralistes (dans des localités non pourvues d'un poste d'employés) qui devront leur communiquer, *sur place*, les registres portatifs, déclarations de sucrage, etc., dont ils auront demandé à prendre connaissance. Aucune rétribution ne sera exigée pour la communication de ces documents.

Les prélèvements ne peuvent être opérés à la requête et aux risques et périls d'un particulier. Toutefois les agents s'efforceront d'opérer les prélèvements qui leur seront demandés par le public, lorsque cette demande leur paraîtra justifiée : par exemple, lorsqu'un détaillant, ayant des raisons fondées de soupçonner son fournisseur, demandera qu'un prélèvement soit opéré à la livraison d'une fourniture. Il est nécessaire d'habituer le public à l'idée que le service de la répression des fraudes n'a d'autre préoccupation que de défendre le consommateur et le commerce honnête contre les fraudeurs.

Conditions du prélèvement. — Ces conditions font l'objet de l'arrêté du 1^{er} août 1906. Dans tous les cas où la substance à prélever ne serait pas comprise dans la nomenclature figurant à cet arrêté, on devra observer les indications données pour les produits ana-

tionnement dans notre nouvelle organisation contre la fraude.

D'une manière générale, le prélèvement est une opé-

logues, quant aux soins à prendre pour assurer l'homogénéité des quatre échantillons et les quantités à prélever.

Les quantités portées à l'arrêté du 1^{er} août 1906 doivent être considérées comme des indications approximatives ; il est donc inutile de peser exactement les qualités prélevées. Aussi ne devra-t-on pas renoncer au prélèvement si la quantité de matière est inférieure à celle qui correspond au poids indiqué par l'arrêté pour les quatre échantillons, mais on devra mentionner au procès-verbal la raison pour laquelle les échantillons n'ont pas le poids réglementaire.

5^e échantillon. — Bien que chaque prélèvement comporte la prise de quatre échantillons, on devra laisser un cinquième échantillon entre les mains de l'intéressé, lorsque celui-ci en fera la demande expresse. Cet échantillon ne devra être revêtu d'aucun cachet, d'aucune marque susceptible de lui donner un caractère officiel et il ne peut convenir qu'à l'usage personnel de l'intéressé (cependant, pour les laits, on ajoutera une pastille de bichromate de potasse dans le cinquième échantillon, comme dans les échantillons officiels). Il est bien entendu que la valeur du cinquième échantillon ne peut être susceptible de remboursement.

Matériel nécessaire. — Les bocaux, bouteilles, ficelle, papiers d'emballage, dont l'acquisition sera nécessaire au moment même du prélèvement, sont remboursés par l'administration préfectorale sur état justificatif.

Les pastilles de bichromate de potasse, du poids de 0 gr. 25, sont fournies par l'administration préfectorale. On devra introduire une de ces pastilles dans chacun des échantillons de lait. L'addition de ce produit est destinée à assurer la conservation du lait en vue de l'analyse (mais le lait ainsi additionné est toxique).

Procès-verbal. — Des procès-verbaux passe-partout sont fournis par l'administration préfectorale, ainsi que les étiquettes devant être fixées aux échantillons.

Il est indispensable de mentionner au procès-verbal les circonstances du prélèvement, notamment en ce qui concerne l'importance du lot de marchandises échantillonné, la nature des récipients ou des emballages, les marques dont ils sont revêtus, les conditions dans lesquelles les marchandises sont détenues, exposées ou mises

ration de contrôle qui n'implique aucune suspicion à l'égard de ceux qui en sont l'objet.

Lorsque le public sera mieux accoutumé à cette mesure

en vente. On devra mentionner également la présence de tableaux ou d'inscriptions placés dans les établissements de vente, en donnant le texte et indiquer s'ils sont placés de façon apparente ou non (art. 6 du décret).

Remboursement. — Le récépissé remis au moment du prélèvement sera détaché du carnet à souche délivré par l'administration préfectorale. On devra mentionner la valeur déclarée de la marchandise prélevée. Toutefois, dans le cas où cette déclaration comportera une majoration évidente de la valeur réelle, il y aurait lieu de mentionner au procès-verbal, ainsi que sur le récépissé, cette dernière estimation.

Envoi du procès-verbal et des échantillons à la préfecture. — Le procès-verbal et les échantillons doivent être envoyés dans les vingt-quatre heures au service administratif préfectoral.

Les caisses mises à la disposition des agents permettent l'expédition collective des échantillons provenant de plusieurs prélèvements opérés le même jour. On s'efforcera de diminuer les dépenses qu'entraîne l'expédition des échantillons, en procédant aux prélèvements, autant que possible, par série. Les caisses seront expédiées par messagerie. Les échantillons y seront emballés au moyen de paille, de foin, de copeaux, de frisure de bois ou de papier, de façon à éviter la rupture des vases en cours de route ; la fermeture des caisses sera assurée en scellant au moyen d'une ficelle les pitons placés de chaque côté du couvercle.

Instructions spéciales. — Le nombre maximum des prélèvements à effectuer étant forcément limité et déterminé par l'importance des crédits mis à la disposition de l'administration préfectorale, les agents du service recevront du service administratif l'indication du nombre des prélèvements qu'ils ne devront pas dépasser.

De même, le service administratif leur donnera les instructions nécessaires à éviter qu'un trop grand nombre de prélèvements soient effectués au même moment dans le département, afin que le laboratoire chargé de l'analyse ne se trouve pas dans l'impossibilité de procéder à leur examen dans les délais légaux.

Enfin, les agents recevront de l'administration préfectorale toutes les indications nécessaires à la bonne exécution du service. Ils

qu'il ne l'est, à présent, il n'y aura plus à redouter que l'arrivée d'un inspecteur, chez un commerçant, et que la vue des caisses de transport d'échantillons du « service de la répression des fraudes » soient de nature à jeter sur quiconque un discrédit injustifiable.

Le prélèvement ne vise pas quelqu'un, mais quelque chose. Il appréhende un produit suspect ou non ; dans le premier cas (produit suspect), il est obligatoire ; dans le second, facultatif. Il peut s'effectuer dans tous les lieux (même interdits au public) où sont détenus, en vue de la vente, les produits alimentaires et autres, qui font l'objet de la réglementation nouvelle.

Toujours, quel que soit le cas, le prélèvement conserve

seront notamment avisés des fraudes signalées par le laboratoire ou l'administration centrale.

Prélèvements sur commission rogatoire. — Ces prélèvements doivent être exécutés en se conformant aux instructions portées sur la commission ; à moins d'indication contraire, ils comportent également quatre échantillons. Le procès-verbal, ainsi que les échantillons, *ne devront pas être envoyés à la préfecture, mais au juge d'instruction*, les agents intervenant alors au titre d'auxiliaires de la justice et non comme agents du service départemental des prélèvements. De plus, on ne devra pas employer pour cette expédition les caisses du service.

Les dépenses faites à l'occasion de tels prélèvements sont à la charge de l'autorité judiciaire et la mention « par ordre de M. . . . , juge d'instruction à », sera portée, de façon apparente, sur le récépissé de remboursement.

Une copie du procès-verbal sera adressée à la préfecture.

Le 12 mars 1907.

Le ministre de l'agriculture,
J. RUAU.

NOTA. — Des instructions spéciales ont été données aux agents des contributions indirectes par M. le directeur général des contributions indirectes (Circulaire n° 661).

le même caractère de contrôle, et il est impossible de savoir, au moment où l'inspecteur des denrées alimentaires quitte un établissement, s'il a prélevé des échantillons suspects ou parfaitement normaux.

Dans la plupart des pays étrangers, dont la législation a prévu, bien avant la nôtre, la procédure de prélèvement, le public est habitué à cette mesure, comme nous l'avons indiqué dans ce qui précède.

En France, au contraire, les préventions sont encore grandes. Aussi, dans une instruction aux agents en date du 14 janvier 1908 (voir annexes, p. 236), M. le ministre de l'agriculture s'exprimait en ces termes :

« Je ne saurais trop vous recommander de ne jamais vous départir, dans l'exécution des prélèvements, de tout le tact nécessaire, afin de ne pas éveiller, dans le public, des soupçons injustes et prématurés à l'égard des commerçants qui sont l'objet de cette mesure de contrôle. »

D'ailleurs, le véritable caractère du prélèvement ne manquera pas de finir par s'imposer à ceux qui l'oublieront en calomniant trop hâtivement le concurrent qui en est l'objet, car, tôt ou tard, ils feront eux-mêmes connaissance avec les agents du service préfectoral.

Les prélèvements par séries sont, à ce point de vue, une sérieuse sauvegarde ; ils sont en conséquence préconisés par l'administration centrale :

« Les prélèvements effectués isolément chez tel ou tel commerçant apparaissent nécessairement, aux yeux du public, comme une mesure de défiance, et il peut en résulter, souvent à tort, un discrédit fâcheux à l'égard de certaines personnes, alors même que la fraude ne serait pas établie ultérieurement à leur égard.

Au contraire les prélèvements par séries et surtout par

séries de mêmes produits (laits, vins, huiles, etc...) ne peuvent être considérés autrement que comme une mesure générale de contrôle d'où ne doit rejaillir sur ceux qui en sont l'objet aucune présomption défavorable, jusqu'à l'analyse du laboratoire » (extrait d'une lettre du ministre de l'agriculture au préfet de la Mayenne, en date du 19 septembre 1907).

Remarquons, en terminant ce paragraphe, que, pour les villes où fonctionnait avant 1905 (et sans les garanties actuelles) un service municipal de prélèvement, on ne peut pas dire que le public ait été surpris par une mesure qui, à leur égard, ne comprend que des innovations favorables (anonymat de l'échantillon analysé, notamment).

**Particularités relatives au fonctionnement du service
de prélèvement.**

Le préfet peut librement choisir ses agents de prélèvement. — Les autorités qui ont qualité pour opérer des prélèvements sont énumérées à l'article 2 du règlement du 31 juillet 1906. Ce sont en premier lieu : les commissaires de police, puis les commissaires de la police spéciale des chemins de fer et des ports, les agents des contributions indirectes et des douanes agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs des halles, foires, marchés et abattoirs.

D'autre part, les agents des octrois et les vétérinaires sanitaires peuvent être individuellement désignés par les préfets pour concourir à l'application de la loi et être commissionnés par eux à cet effet.

Enfin, « dans le cas où des agents spéciaux seraient institués par les départements ou les communes pour

concourir à l'application de la dite loi, ces agents devront être agréés et commissionnés par les préfets » (1).

Au premier abord, la liste ci-dessus semble limiter dans des conditions étroites le choix du préfet en ce qui concerne l'organisation du service.

Cette limitation serait d'ailleurs d'autant plus fâcheuse que la liste, en elle-même, est très incomplète. Elle aurait dû viser tous les officiers et agents de police judiciaire.

Mais le dernier paragraphe relatif aux agents spéciaux

(1) On peut donc distinguer théoriquement deux groupes d'agents de prélèvement :

1^o Le premier comprend les agents qui ont qualité pour opérer des prélèvements sans avoir besoin d'une commission spéciale (commissaires de police notamment).

2^o Le second comprend les agents qui n'ont qualité pour opérer des prélèvements qu'en vertu d'une commission spéciale du préfet, véritable titre dont ils sont porteurs (vétérinaires sanitaires par exemple).

Ces deux groupes d'agents ne peuvent d'ailleurs agir que sous l'autorité du préfet ; les uns et les autres doivent être chargés, par ce fonctionnaire, du service des prélèvements ; un commissaire de police qui, sans faire partie du dit service, voudrait, sans consulter le préfet, prélever des échantillons, aurait bien qualité pour le faire, mais rien n'obligerait le préfet à recevoir ces échantillons (qui ne rentrent pas dans ses prévisions budgétaires) et à donner suite à l'affaire ; d'autre part, le commissaire dont il s'agit n'aurait pas la ressource d'adresser directement ses échantillons au parquet puisque le règlement lui impose une autre voie qui est celle de la transmission au préfet.

Dès lors, pratiquement, la distinction ci-dessus se réduit à ceci : lorsqu'un commissaire de police veut opérer un prélèvement dans son ressort propre, il n'a pas besoin de déclarer qu'il est chargé par le préfet d'effectuer ce service ; il n'a qu'à montrer sa carte de commissaire de police. Au contraire lorsqu'un vétérinaire sanitaire se trouve dans le même cas, il doit montrer la commission spéciale dont il est investi par le préfet en vue des prélèvements.

institués par les communes ou les départements était de nature à permettre d'élargir singulièrement les cadres.

N'est-il pas évident, en effet, qu'une personne *quelconque* peut recevoir le titre d'*agent communal*, ou d'*agent départemental* de la répression des fraudes ? Elle se trouve, dès lors, apte à être agréée en vue des prélèvements.

Consulté sur le point de savoir comment cette qualité d'agent spécial pouvait être attribuée à quelqu'un, le ministre de l'agriculture répondit (lettre du 9 octobre 1907) au préfet de l'Hérault : «... J'estime que la qualité « d'agent communal » ne peut être conférée à une personne quelconque que par le maire de chaque commune intéressée, lequel devra vous proposer de l'agréer à ce titre comme agent du service de la répression des fraudes : vous pourrez d'ailleurs inciter les maires à vous faire des présentations à cet effet.

« Mais, en ce qui concerne la qualité d'*agent départemental*, si des raisons d'ordre financier ne vous obligent pas à vous autoriser d'un vote du conseil général, il suffira que vous la confériez vous-même à telle personne que vous jugerez apte à remplir ce rôle et à être agréée en vue de la répression des fraudes.

« Cette attribution de qualité et cet agrément pourront s'opérer simultanément par le même arrêté... »

Ainsi, aux termes de cette réponse, le préfet peut donner le titre d'agent départemental de la répression des fraudes à *quiconque lui paraît apte à en remplir les fonctions*, sous réserve que les finances du département ne soient pas engagées par cette désignation, auquel cas un vote du conseil général serait indispensable.

Une autre lettre du ministre de l'agriculture (au préfet

de l'Hérault, 19 octobre 1907), après avoir indiqué que, normalement, les agents *communaux* agréés par le préfet n'ont qualité pour opérer des prélèvements que dans l'intérieur de leur commune respective, ajoute :

« Dans les cas où vous jugez que la compétence d'un de ces agents doit s'étendre à tout le département, vous avez un moyen bien simple pour y réussir, c'est de lui confier la qualité d'agent départemental dans les conditions indiquées par ma lettre du 9 octobre dernier. »

C'est en vertu de ces interprétations que des agents proposés par les syndicats ont pu être agréés, tantôt comme agents communaux, tantôt comme agents départementaux de la répression des fraudes (voir 3^e Partie).

D'autre part, un préfet (Eure-et-Loir) ayant demandé si des agents locaux tels que les gardes champêtres et les appariteurs assermentés ne pouvaient opérer, dans un canton éloigné du chef-lieu, les prélèvements nécessaires, il lui fut répondu par M. le ministre de l'agriculture, à la date du 9 août 1907, que les gardes champêtres et les appariteurs assermentés pouvaient très bien être mis à sa disposition par les maires, au titre d'agents spéciaux, et par suite être commissionnés par lui, conformément à l'article 2 du décret du 31 juillet 1906.

Le préfet fixe librement le ressort des agents, à l'intérieur de son département. — La présence, dans la liste de l'article 2, d'autorités déjà pourvues d'un ressort propre était de nature à soulever la question suivante qui s'est posée au sujet des *commissaires de police* :

Ces fonctionnaires sont-ils qualifiés pour opérer des prélèvements en dehors de leur circonscription de commissaires de police ?

Dans une première opinion, la négative est soutenue :

le règlement du 31 juillet 1906 — dit-on — en citant les commissaires de police parmi les autorités compétentes pour effectuer les prélèvements, a sous-entendu ces mots « dans les limites de leur circonscription propre », car, en règle générale, les commissaires de police ne peuvent valablement agir en dehors de ces limites.

Une semblable solution présentait, pratiquement, des inconvénients considérables. Mais, en vertu de l'interprétation du dernier paragraphe de l'article 2 (agrément d'agents départementaux), admise par le ministre de l'agriculture et rapportée ci-dessus, une autre solution s'imposait. Lorsqu'un commissaire de police est chargé par le préfet d'un service de prélèvements, on peut considérer qu'il devient par là-même un « agent départemental » de la répression des fraudes ; dans sa circonscription propre, il a qualité pour opérer des prélèvements sans avoir besoin d'exhiber son titre d'agent de la répression des fraudes ; en dehors de sa circonscription habituelle, il n'a qualité pour agir qu'en vertu de ce titre spécial, de cette « commission » spéciale du préfet.

C'est dans ce sens que le ministre de l'agriculture écrivait au préfet de l'Eure, en date du 22 août 1907 :

« Le décret du 31 juillet 1906 dit simplement que les commissaires de police sont qualifiés pour effectuer des prélèvements, c'est-à-dire pour faire partie du service départemental dont vous êtes chargé d'assurer le fonctionnement.

« C'est à vous, par conséquent, qu'il appartient précisément, en vue d'assurer le bon fonctionnement de ce service, de déterminer pour les commissaires de police, comme pour les autres agents de prélèvement, l'étendue de la circonscription dans laquelle ils devront agir. »

Les agents de prélèvement n'ont pas à être assermentés. — Le ministère de l'agriculture et le ministère de la justice se sont mis, sans difficulté, d'accord sur ce point qu'il n'était pas nécessaire de faire prêter serment aux agents de prélèvement qui ne seraient pas déjà assermentés.

Rien de plus naturel que cette doctrine. La procédure spéciale établie par le règlement du 31 juillet 1906, laquelle se suffit à elle-même, ne prévoit pas la formalité du serment.

Néanmoins, les tribunaux de Moulins et de Montargis se prononcèrent en sens contraire et déclarèrent nulle la procédure suivie par un agent de prélèvement non assermenté.

Mais la Cour d'appel de Riom (1), en date du 5 février

(1) Arrêt de la Cour d'appel de Riom rendu le 5 février 1908 dans les affaires Alibert et autres :

« Attendu que la loi du 1^{er} août 1905 complétée par le décret réglementaire du 31 juillet 1906, pris en conformité de l'article 41, a institué pour la répression des fraudes dans les ventes des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires, un ensemble de mesures spéciales, d'un caractère particulier, et exorbitantes du droit commun ;

« Qu'elle se suffit à elle-même ;

« Attendu que, dans son article 2, le décret du 31 juillet 1906 énumère dans un premier paragraphe les agents ayant qualité pour opérer les prélèvements de denrées ou marchandises destinées à l'analyse et que cette énumération comprend les commissaires de police, les commissaires spéciaux, les agents des contributions indirectes, les agents des douanes, les inspecteurs des foires, halles et marchés et des abattoirs ;

« Que la même qualité est conférée, mais à titre particulier et après désignation individuelle, aux préposés des octrois et aux vétérinaires sanitaires ;

« Attendu que le même article contient dans un dernier paragraphe la disposition suivante : « Dans le cas où des agents seraient institués par les départements ou les communes pour concourir à l'ap-

1908, réforma le jugement du tribunal de Moulins et il paraît certain que la Cour de cassation confirmera cet arrêt.

plication de la loi du 1^{er} août 1903, ces agents devront être agréés et commissionnés par les préfets » ;

« Attendu qu'en exécution de ces prescriptions, MM. Gondard et Charles, chimistes à Moulins, ont été, par arrêté du préfet de l'Allier du 16 juin 1907, agréés en qualité d'agents de prélèvements pour la répression des fraudes dans les cantons de Moulins et commissionnés aux fins du mandat dont ils sont investis :

« Attendu que le tribunal a annulé le procès-verbal de prélèvement d'échantillons dressé par M. Gondard le 4 septembre 1907, motif pris de ce que cet agent n'avait pas prêté serment préalablement à l'exercice de ses fonctions ;

« Attendu, en effet, dit le tribunal, que les agents spéciaux créés pour être investis des mêmes pouvoirs et remplir la même mission que les fonctionnaires énoncés dans les cinq premiers paragraphes de l'article 2 du décret de 1906 doivent nécessairement être assermentés comme ces fonctionnaires ; que s'ils ne sont pas à proprement parler des fonctionnaires publics, ils sont des agents auxiliaires de la police judiciaire investis des mêmes droits à dresser des procès-verbaux » ;

« Mais attendu que, si les fonctionnaires et agents énumérés dans l'article 2 du décret du 31 juillet 1906 sont pour la plupart appelés, préalablement à l'exercice de leurs fonctions, à prêter serment, soit devant l'autorité administrative, soit devant l'autorité judiciaire, cette obligation ne résulte pas d'une disposition législative générale et absolue ;

« Qu'elle leur est imposée par un texte spécial et taxativement déterminé : commissaires de police (loi du 18 juin 1792, art. 9), agents des contributions indirectes (décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 20), agents des douanes (loi du 24 avril 1818, art. 65), inspecteurs des foires, halles et marchés (arrêté du 12 messidor an VIII, art. 35), préposés des octrois (ordonnance du 9 décembre 1814, art. 60) ;

« Attendu qu'en ce qui concerne les inspecteurs des abattoirs, le serment est facultatif (loi du 5 avril 1884, art. 88) ;

« Attendu que les vétérinaires sanitaires ne sont assujettis à aucun serment professionnel ;

« Attendu, dans le même ordre d'idées, qu'au cas où le ministère

Le prélèvement ne peut comprendre moins de 4 échantillons (lacune du règlement à cet égard, produits indivisibles). — Le nombre des échantillons a été fixé à quatre par le règlement du 31 juillet 1906 parce qu'il a prévu dans sa procédure :

1° Une analyse préalable (1 échantillon au laboratoire).

2° Une expertise contradictoire pouvant mettre en jeu 3 chimistes (expert, contre-expert, arbitre) et nécessiter l'emploi de 3 échantillons.

La jurisprudence n'est pas encore fixée sur le point de savoir si le nombre de 4 échantillons est exigible ou non, à peine de nullité.

Le tribunal correctionnel de la Seine, dans son jugement du 7 décembre 1907 (voir chap. IX), a estimé « que la loi ayant prévu 4 échantillons en précisant l'emploi de chacun d'eux, les agents qui les opèrent n'ont ni le

public entendrait user à l'encontre de l'agent commissionné Gondard des dispositions de l'article 196 du Code pénal, qui permet d'exercer des poursuites contre tout fonctionnaire entré en service de ses fonctions sans avoir prêté serment, il serait manifestement impuissant à exercer ces poursuites à défaut d'un texte précis et formel ;

« Attendu, dès lors, qu'en procédant par voie d'assimilation et qu'en annulant le procès-verbal de l'agent Gondard par le motif qu'il n'avait pas préalablement prêté serment, le tribunal a imposé à cet agent une obligation que ne prévoient ni la loi du 1^{er} août 1905, ni le décret réglementaire du 31 juillet 1906 et qu'il a ainsi ajouté aux prescriptions de la loi ;

« Qu'il y a donc lieu de réformer le jugement entrepris ;

« Par ces motifs,

« Infirme le jugement du tribunal de Moulins du 13 décembre 1907, dit que le procès-verbal du prélèvement dressé le 4 septembre 1907 par l'agent commissionné Gondard est régulier... »

droit d'en faire moins, ni celui d'en faire plus, qu'ils ont donc un pouvoir strict, limité et raisonné ».

Mais la Cour d'appel de Paris (arrêt du 1^{er} février 1908) soutient, à ce point de vue, une opinion différente : le nombre de 4 échantillons n'étant exigé qu'en vue de l'expertise contradictoire, il en résulterait que si le prévenu a renoncé à l'expertise contradictoire, le fait qu'il n'y ait eu que 3 échantillons prélevés ne constituerait pas une cause de nullité.

Nous ignorons dans quel sens la Cour de cassation se prononcera ; mais il nous semble difficile d'admettre la thèse de la Cour d'appel de Paris. Lorsque le nombre des échantillons est inférieur à *quatre*, il y a violation d'une formalité essentielle de la procédure : le prélèvement est nul, d'une nullité absolue.

Il convient, du reste, de remarquer que le décret du 31 juillet 1906 aurait dû prévoir des cas dans lesquels le prélèvement en quatre échantillons est impossible pour des raisons matérielles.

Le projet de décret sur les substances médicamenteuses organise une procédure spéciale en vue de l'hypothèse où le produit est « indivisible », et dans la dite hypothèse les règles ordinaires de l'expertise contradictoire sont modifiées.

Rien de tel, dans le décret du 31 juillet 1906. C'est une lacune qu'il faudrait combler, bien que pour les produits alimentaires les cas dont il s'agit soient beaucoup plus rares que pour les substances médicamenteuses.

Pour que le prélèvement soit valable, il faut donc, selon nous, au moins quatre échantillons.

Mais, lorsqu'il n'y a pas besoin de prélèvement pour constater l'état de falsification ou de corruption, ou en-

core le caractère nocif du produit, le fait que des échantillons n'aient pu être prélevés ne constitue pas un obstacle à l'application de la loi. Un rapport de l'agent, constatant l'état du produit, doit être alors transmis par le préfet au procureur de la République et peut suffire à déterminer des poursuites (voir plus loin, chap. IX).

La question du cinquième échantillon réclamé par l'intéressé. — Si, au lieu de prélever moins de quatre échantillons, on en prélève plus, le prélèvement est-il valable ?

Evidemment, dans cette situation, l'expertise contradictoire, telle qu'elle est réglementée par le décret du 31 juillet 1906, est toujours possible. Et il faut se fixer avant tout sur ce principe que le prélèvement, pour être valable, doit, *au moment où il est effectué*, permettre le jeu de l'expertise contradictoire, sans tenir compte des décisions qui seront prises ultérieurement par l'intéressé.

Cependant, nous estimons que le décret du 31 juillet 1906 s'oppose au prélèvement en 5 échantillons authentiques, car ayant fixé une procédure au cours de laquelle 4 échantillons seulement trouvent leur emploi, l'analyse d'un 5^e échantillon, faite dans des conditions qu'on ignore, ne pourrait que fausser l'esprit du règlement et diminuer les garanties qu'il présente (voir en ce sens le jugement du tribunal de la Seine du 7 décembre 1907, précité).

Toutefois, il ne faut pas confondre avec un *prélèvement en 5 échantillons authentiques* le fait, pour l'agent, de laisser à la disposition de tout intéressé qui en fait la demande un 5^e échantillon, lequel n'est revêtu d'aucune marque ou cachet et n'est destiné qu'à permettre au commerçant honnête de se renseigner de suite sur l'état du produit prélevé.

Si les agents ont été invités à laisser de cette manière un 5^e échantillon à la disposition de l'intéressé, c'est à la suite des réclamations nombreuses qui se sont produites sur ce point : aucun échantillon n'étant remis au vendeur ou détenteur, alors que dans d'autres pays (Belgique, Allemagne, Autriche, Suisse notamment), il en était différemment.

Le 2 novembre 1906, la Chambre de commerce de Roubaix, « considérant que le décret du 31 juillet 1906 met les inculpés pour fraudes de denrées alimentaires hors du droit commun, en ne leur laissant, entre les mains, aucun échantillon authentique qui puisse leur servir de garantie contre les erreurs possibles », émit le vœu que le règlement fût modifié sur ce point.

De nombreuses revendications analogues se firent jour.

Le ministre de l'agriculture leur accorda le maximum de satisfactions conciliable avec les exigences légales. Il décida qu'un échantillon *simple* (non revêtu de signes officiels), serait sur sa demande laissé à l'intéressé. Dans ces conditions, il n'était pas à craindre qu'une nouvelle analyse effectuée sur ce 5^e échantillon, par un chimiste quelconque, pût être invoquée devant le tribunal, ce qui n'aurait pas manqué de se produire, si l'authenticité du 5^e échantillon avait pu être établie.

Or le décret du 31 juillet 1906 n'a pas voulu que l'échantillon destiné à l'expert choisi par l'intéressé restât entre les mains de ce dernier en raison des abus sans nombre et des fraudes spéciales dont cet échantillon était l'objet, sous le régime de la réglementation municipale, c'est-à-dire avant l'application de la loi du 1^{er} août 1905.

Les intéressés peuvent apposer leur cachet sur les échantillons prélevés. — Du moment qu'aucun échantillon officiel n'est laissé à la disposition du commerçant en cause, il convient, du moins, que celui-ci ait la certitude qu'aucune substitution de produits ne sera opérée, par mégarde ou volontairement, substitution à la suite de laquelle il serait injustement poursuivi.

Indépendamment des règles fixées par le décret du 31 juillet 1906, il est une garantie qui pouvait être facilement offerte aux intéressés ; celle d'apposer leur cachet sur les échantillons. Les agents du service de la répression des fraudes ont reçu des instructions en ce sens (Circulaire du 14 janvier 1908, dernier alinéa ; voir annexes).

Les prélèvements de comparaison. — Lorsqu'un prélèvement est effectué chez un détaillant, en admettant que le produit soit reconnu falsifié, il restera à fixer les responsabilités entre ce détaillant et son fournisseur.

Le plus souvent, en effet, le commerçant incriminé le premier dira au juge d'instruction : je vends mes produits tels que je les reçois ; s'il y a fraude, ce n'est pas moi qui l'ai commise.

Il est difficile de tenir la balance égale entre les intérêts contraires.

Sans doute les détaillants sont souvent victimes de la fraude, mais il est dangereux de vouloir, par un texte nouveau, mettre automatiquement en jeu, dans certains cas, la responsabilité des fournisseurs, en réglementant d'une manière trop rigide ce que l'on appelle les prélèvements de comparaison.

A l'heure actuelle, quand les agents compétents effectuent, je suppose, un prélèvement de lait chez un détail-

lant, ils ont des instructions pour opérer, aussitôt après, un contre-prélèvement chez le fournisseur (au besoin à l'étable).

Dès lors, le laboratoire reçoit deux échantillons, au lieu d'un, à analyser ; il peut conclure avec plus de certitude, et les experts, à leur tour, peuvent procéder sur les échantillons qui leur sont transmis, à toutes les comparaisons utiles.

Il y a, dans les mesures de ce genre, une sérieuse garantie en faveur des détaillants. Sans doute la comparaison des échantillons n'a jamais une valeur absolue : le premier échantillon (pris chez le débitant) pourra fort bien avoir été falsifié par le fournisseur, alors que le second échantillon (pris chez ce dernier) sera parfaitement normal.

Néanmoins, en permettant de procéder dans certains cas, par analogie, les prélèvements de comparaison deviennent de plus en plus précieux. Mais les résultats de ladite comparaison devront toujours être interprétés avec la plus grande prudence si l'on ne veut pas que cette mesure ne devienne parfois un péril, pour les détaillants eux-mêmes.

Les échantillons dits « de garantie ». — Le besoin de dégager mutuellement leur responsabilité a inspiré, aussi bien aux fournisseurs qu'aux détaillants, l'idée suivante :

Si, au *moment de l'expédition*, un échantillon du produit expédié pouvait être prélevé officiellement, la garantie du fournisseur serait évidemment assurée.

D'autre part, la garantie du débitant le serait également si, au *moment de la livraison*, un échantillon du produit livré se trouvait officiellement prélevé.

De la sorte, en effet, des deux côtés, les honnêtes gens n'auraient rien à craindre.

Mais le service des prélèvements n'est pas à la disposition des particuliers ; ceux-ci, lorsqu'ils soupçonnent une infraction, peuvent lui adresser, souvent avec succès, une demande de prélèvement : là s'arrête leur action (circulaires du 26 février 1907 et du 12 mars 1907 ; ci-dessus chap. IV et V, en note).

Dès lors, pour arriver au résultat cherché, d'autres moyens que la procédure officielle devaient être employés.

De bonne heure, il fut admis par l'administration que la prise d'échantillons opérée, par huissier, sur une marchandise, assurait aux échantillons ainsi prélevés une authenticité qui avait les plus grandes chances d'être reconnue en justice.

Malheureusement, l'intervention de l'huissier est onéreuse.

En conséquence, des groupements professionnels ont demandé au ministre de l'agriculture quelle valeur pourrait être attribuée, selon lui, à un prélèvement d'échantillons opéré *devant témoins* par un négociant, au reçu d'une marchandise à lui livrée.

Voici la réponse qui fut adressée, à ce sujet, le 17 février 1908, par le ministre de l'agriculture au syndicat de défense des commerçants de l'alimentation de Lyon :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que le prélèvement d'un échantillon par le détaillant lui-même en présence de témoins honorables (ou mieux par ministère d'huissier) *sur une marchandise qui lui est expédiée*, me paraît de nature à faciliter la détermination des responsabilités, le cas échéant.

« Sans doute, le magistrat instructeur *ne saurait être obligé* de faire état de l'échantillon dont il s'agit, car il ne faut pas oublier que les intérêts du fournisseur sont aussi respectables que ceux du détaillant et que ni l'un, ni l'autre, ne doivent être mis en cause à la légère.

« Mais, lorsque l'échantillon prélevé dans les conditions que vous indiquez offrira tous les caractères d'authenticité désirables, il est bien évident que le juge n'hésitera pas à en faire état pour permettre au détaillant d'établir sa bonne foi. Il suffira, en effet, pour cela, que le juge d'instruction fasse constater, par les experts, l'identité du produit incriminé avec l'échantillon prélevé par le détaillant sur l'expédition du fournisseur.

« Dès lors, afin de rendre possible la production en justice de cet échantillon de garantie, il est indispensable de lui assurer tous les caractères d'authenticité auxquels il est fait allusion ci-dessus.

« L'intervention d'un huissier présente à ce point de vue les avantages les plus sérieux ; il est vrai que cette opération, répétée plus ou moins souvent, serait onéreuse.

« Dans ces conditions, j'estime que le prélèvement, par le détaillant lui-même, en présence de témoins honorables, d'un échantillon (*un seul suffit*) qui serait déposé aussitôt à la mairie, à la justice de paix, et peut-être au siège de votre syndicat, constituerait pratiquement pour le détaillant une sauvegarde satisfaisante. »

Conclusion sur le prélèvement.

Ainsi, après avoir étudié le prélèvement en lui-même, nous sommes conduits à constater que cette mesure de contrôle, pratiquée dans la plupart des pays étrangers,

est entourée dans le nôtre de garanties qui pourront s'accroître encore, mais qui, dès à présent, sont de nature à rassurer bien des inquiétudes : échantillon de renseignement, laissé entre les mains de l'intéressé, lorsqu'il en fait la demande, cachet apposé sur le produit prélevé par le commerçant en cause, prélèvements de comparaison destinés à fixer les responsabilités de chacun, échantillons de garantie pris par huissier, ou devant témoins, voilà des avantages certains qui n'étaient prévus par aucun texte, mais qui ont été introduits dans la nouvelle organisation par une volonté évidente de respecter tous les droits.

CHAPITRE VI

L'ANALYSE ADMINISTRATIVE.

En quoi elle diffère d'une expertise. — Son but : triage sévère ; ses conditions de fonctionnement (délai, anonymat de l'échantillon, méthodes).

Lorsqu'un prélèvement a mis quatre échantillons d'un produit à la disposition du service préfectoral compétent, l'un de ces échantillons est transmis à un laboratoire qui est chargé de donner sur cet échantillon un *renseignement administratif*.

L'analyse du laboratoire dont il s'agit est souvent confondue avec une expertise.

Or, cette analyse n'est, ni par son but, ni par les conditions dans lesquelles elle s'effectue, comparable à une expertise.

Par son but, l'analyse du laboratoire diffère de cette dernière en ceci : elle ne tend pas à établir la cause de l'anomalie d'un produit ; elle tend uniquement à signaler cette anomalie, laissant à l'expertise le soin d'en déterminer les raisons, de découvrir si elle est due à des circonstances naturelles particulières ou à des circonstances frauduleuses.

L'exemple du lait est souvent donné à cet égard. Cet aliment, en effet, a une teneur en beurre très variable, qui diffère non seulement avec chaque vache et au gré de

l'alimentation donnée à l'animal, mais encore aux différentes heures du jour.

Or un lait dont la teneur en beurre est très faible doit être signalé par le laboratoire comme anormal ; mais les experts qui connaissent l'origine du produit peuvent, par une enquête, acquérir la conviction que la fraude n'existe pas, en l'espèce qui leur est soumise ; seulement ils ne doivent pas se borner à refaire l'analyse du laboratoire et à en interpréter les résultats dans un sens plus tolérant ; l'anomalie peut être naturelle, c'est entendu, mais elle peut aussi résulter d'une fraude. Une enquête serrée s'impose donc.

Ainsi l'analyse du laboratoire tend à opérer un triage et même un triage sévère (voir plus loin, Circ. du 20 février 1907, en note).

Il est, en effet, certain que, s'il en était autrement, la fraude n'aurait qu'à s'adapter à la tolérance qui lui serait offerte, à restreindre ses ambitions, pour s'exercer avec une sécurité parfaite.

Ce n'est pas dans l'opération préalable et indispensable du « triage » que se trouve le vice du système actuel, c'est dans le fait que seule une expertise *d'instruction* puisse établir la cause des anomalies signalées par l'analyse administrative ; une instruction suppose une inculpation, et, dans les conditions ci-dessus indiquées, il est excessif d'inculper qui que ce soit sans vérification complémentaire (voir plus loin, chap. VIII).

Par son mode de réalisation, l'analyse administrative diffère, aussi profondément que par son but, d'une expertise proprement dite.

Le chimiste d'un laboratoire de la répression des frau-

des opère, en effet, avec des restrictions auxquelles ne sont pas assujettis les experts (1).

Délai. — La première de ces restrictions est celle du délai : dans les huit jours de la réception de l'échantil-

(1) Circulaire du 20 février 1907, à MM. les directeurs des laboratoires agréés par l'Etat, sur l'organisation et le fonctionnement du service d'analyse des échantillons provenant de prélèvements :

Analyse.

Méthodes officielles. — Conformément aux prescriptions de l'article 12 du décret du 31 juillet 1906, les laboratoires ne peuvent employer que les méthodes indiquées par la commission technique permanente.

Ces méthodes seront publiées et leur seront communiquées au fur et à mesure de leur établissement (arrêté du 18 janvier 1907).

En l'absence d'instructions spéciales, ils procéderont à l'analyse par les méthodes qui leur paraîtront les plus propres à déceler les fraudes.

L'examen des échantillons ne comporte pas forcément l'exécution de toutes les opérations décrites dans les notices émanant de la commission technique permanente, le résultat de certaines d'entre elles pouvant rendre inutile l'exécution de certaines autres.

Interprétation des résultats.

Le rôle des laboratoires est de faire un triage parmi les échantillons qui leur seront transmis ; aussi l'examen qui leur est demandé n'a-t-il aucun des caractères d'une expertise véritable.

L'appréciation donnée par le laboratoire constitue, pour l'autorité judiciaire, une indication, une présomption, qui justifie l'ouverture d'une instruction.

Il appartient aux directeurs des laboratoires agréés d'interpréter les résultats analytiques et d'établir les conclusions sous leur responsabilité. Aucune règle fixe ne peut leur être imposée à cet égard.

Toutefois, le ministre de l'agriculture leur transmettra, par voie de circulaires appropriées, des indications émanant de la commission technique permanente, de nature à faciliter leur tâche, et, notamment, les données analytiques sur lesquelles ils pourront s'appuyer.

Les directeurs de ces laboratoires peuvent apporter une grande sévérité dans leurs jugements, puisque, d'une part, tout échantillon

lon, le directeur du laboratoire doit faire parvenir au préfet ses conclusions d'analyse.

Anonymat des échantillons. — L'une des principales

fraudé qu'ils laisseraient passer ne pourrait plus être incriminé et que, d'autre part, nulle condamnation ne saurait résulter injustement de leur appréciation, la réalité du délit ne pouvant être établie que par l'expertise contradictoire ultérieure, laquelle est faite dans des conditions qui donnent toute garantie aux intéressés.

Dans le cas où les indications portées sur l'étiquette paraîtront insuffisantes, les directeurs pourront demander au service administratif expéditeur les renseignements complémentaires qu'ils jugeront utiles et susceptibles de préciser la nature du produit, ainsi que la dénomination et les conditions dans lesquelles il est mis en vente. A l'exception du nom et de l'adresse du propriétaire de la marchandise prélevée, ainsi que du lieu du prélèvement, toutes les circonstances mentionnées au procès-verbal de prélèvement peuvent leur être communiquées, dans le but de reconnaître les infractions à la loi du 1^{er} août 1905.

Livres de laboratoire.

Les laboratoires devront avoir, pour chacun des départements de leur ressort, un livre sur lequel les échantillons provenant de prélèvements seront inscrits à leur date d'arrivée au laboratoire, sous le numéro du service administratif porté sur l'étiquette. La désignation sera faite par la transcription exacte des indications portées sur cette étiquette.

Les résultats analytiques seront ensuite inscrits, ainsi que la conclusion en résultant.

Enfin, la date à laquelle le résultat aura été adressé au préfet sera mentionnée.

Transmission des résultats.

Délai. — Aux termes de l'article 13 du décret du 31 juillet 1906, ce résultat doit être adressé au préfet dans un délai de huit jours à dater de la réception de l'échantillon. Mais, d'une manière générale, les directeurs sont invités à faire connaître les résultats dans un délai aussi court que possible.

Rédaction de la réponse aux préfets. — Pour tous les échantillons reconnus bons, les directeurs se borneront à envoyer un bulletin disant que les échantillons portant les numéros.... n'ont révélé

garanties prises en faveur des intéressés est d'autre part l'anonymat des échantillons.

Avant le règlement du 31 juillet 1906, lorsqu'un service de prélèvement et d'analyse fonctionnait en vertu d'un arrêté municipal, ou (à Paris) d'une ordonnance de police, l'échantillon adressé au laboratoire portait l'indication du lieu où il avait été prélevé, de sorte que les esprits défiants pouvaient redouter l'intervention des influences les plus diverses sur ce qui doit être une épreuve scientifique impartiale.

A l'heure actuelle, l'échantillon à analyser n'arrive au laboratoire qu'avec le talon de l'étiquette qui lui a été apposée par l'agent de prélèvement ; ce talon — *outré le numéro d'enregistrement du service administratif préfectoral* — porte seulement les mentions suivantes : nature du produit, dénomination sous laquelle il est mis en vente, date du prélèvement.

aucune infraction à la loi du 1^{er} août 1905.

Dans le cas contraire, ils adresseront, pour chacun des échantillons, un bulletin portant, avec leur conclusion, les résultats analytiques qui l'auront motivée.

Il est inutile d'accompagner ces bulletins d'une lettre d'envoi.

Renseignements techniques.

Les directeurs de laboratoire correspondront directement avec le ministre de l'agriculture (service de la répression des fraudes) pour tous les renseignements techniques dont ils pourront avoir besoin. Ils le tiendront au courant des observations qu'ils seront amenés à faire au cours de l'application des méthodes officielles et lui adresseront, pour être soumis à la commission technique permanente, les perfectionnements qu'ils pourraient être amenés à découvrir et qui, après étude de cette commission, pourront être adoptés et prescrits officiellement.

Paris, le 20 février 1907.

Le ministre de l'agriculture,
J. RUAU.

Méthodes d'analyse. — C'est encore une restriction importante à l'initiative des chimistes du laboratoire que l'obligation de n'utiliser pour leurs analyses que les méthodes officielles indiquées par la commission permanente technique siégeant près les ministères de l'agriculture et du commerce et de l'industrie (art. 3 et 12 du décret du 31 juillet 1906).

En vertu de l'arrêté du 18 janvier 1907 (*J. off.* du 22) un certain nombre de ces méthodes ont successivement été publiées ; elles sont relatives :

aux *vins ordinaires* (*J. off.* du 22 janvier 1907).

aux *alcools* (*J. off.* du 18 février 1907).

— *farines, pains, pâtisseries, pâtes alimentaires, fleurages, chapelures, épices et condiments* (*J. off.* du 4 mars 1907).

— *laits* (*J. off.* du 9 mars 1907).

— *matières grasses* (*J. off.* du 4 avril 1907).

— *confitures* (*J. off.* du 26 avril 1907).

— *cidres, poirés, farines, pains d'épice antiseptiques et édulcorants* (*J. off.* du 19 juillet 1907).

Bien entendu, en l'absence de méthodes officielles pour l'analyse de produits quelconques, les directeurs de laboratoire doivent faire appel aux moyens qui leur paraissent toujours les plus conformes à la réussite de leur mission ; la circulaire du ministre de l'agriculture en date du 20 février 1907 s'exprime ainsi à cet égard :

« En l'absence d'instructions spéciales, ils (les directeurs de laboratoires) procéderont à l'analyse par les méthodes qui leur paraîtront les plus propres à décèler les fraudes. »

Jamais, par conséquent, les directeurs de laboratoires ne peuvent refuser d'effectuer l'analyse d'un échantillon prélevé, sous prétexte qu'il n'existe pas encore de méthodes officielles à l'égard de ce produit. D'ailleurs, en cas de difficultés :

« Les directeurs de laboratoire correspondront directement avec le ministre de l'agriculture (service de la répression des fraudes) pour tous les renseignements techniques dont ils pourront avoir besoin » (même circulaire, 20 février 1907).

Grâce aux méthodes d'analyse, on peut espérer que la première source d'erreurs est évitée, celle qui consisterait en résultats inexacts.

Mais, lorsque le chimiste a terminé ses opérations et connaît la composition exacte du produit qui lui est soumis, il lui reste à accomplir la partie la plus délicate de sa tâche : il doit, en effet, *conclure*, s'il y a, ou non, matière à délit ; et — sauf quand la bonne foi de la personne en cause est reconnue par le procureur de la République — une inculpation est la suite nécessaire d'une conclusion défavorable.

« Il appartient aux directeurs des laboratoires agréés d'interpréter les résultats analytiques et d'établir les conclusions sous leur responsabilité. Aucune règle fixe ne peut leur être imposée à cet égard » (même circulaire, 20 février 1907).

Aussi, afin d'éviter aux directeurs de laboratoires, en présence de produits variés et de fraudes nouvelles, un embarras, très légitime, « le ministre de l'agriculture leur transmettra par voie de circulaires appropriées, des indications émanant de la commission technique permanente, de nature à faciliter leur tâche, et, notamment,

les données analytiques sur lesquelles ils pourront s'appuyer » (*ibidme*).

En outre, dans les cas particulièrement difficiles et en vertu des instructions reçues par une circulaire spéciale, les directeurs de laboratoires peuvent envoyer (et envoient fréquemment), pour avis, à l'inspecteur général des laboratoires, directeur du laboratoire central de la répression des fraudes (M. E. Roux), leurs résultats analytiques.

Par ces divers procédés, la deuxième source d'erreurs, celle d'une *interprétation* inexacte de résultats, bons en eux-mêmes, est à son tour moins redoutable.

Mais quand nous employons le mot « erreurs » nous ne voulons pas dire que les conclusions du laboratoire doivent révéler la fraude avec certitude ; et cela pour les raisons que nous avons indiquées ci-dessus (il doit se borner à signaler les *cas suspects*, les *anomalies*).

Cependant, ce point de vue échappe encore totalement à certains parquets. C'est ainsi que les directeurs des laboratoires sont parfois mis en demeure de venir défendre leurs conclusions en présence des experts.

Il y a là une situation inadmissible, contre laquelle M. le ministre de l'agriculture s'est élevé à plusieurs reprises, rappelant le but véritable de l'analyse des laboratoires (triage sévère) et les différences irréductibles qui existent entre les chimistes de ces établissements et un expert, lequel n'est soumis à aucun délai, prend connaissance de toutes les pièces du dossier et procède à l'analyse de ses échantillons en toute liberté, sans restriction de méthode.

Les laboratoires de la répression des fraudes.

Au mois d'avril 1908, la liste des laboratoires chargés d'assurer, pour toute la France, l'analyse administrative des échantillons prélevés, était la suivante (remarquons que 15 laboratoires municipaux, agréés par l'Etat, figurent parmi les établissements dont il s'agit) :

Liste par ordre alphabétique des laboratoires agréés pour l'analyse des échantillons prélevés par application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes avec indication de leur ressort.

Laboratoire municipal d'Amiens. Directeur : M. Stoecklin. Somme, Oise.

Laboratoire de la station agronomique d'Arras. Directeur : M. Vuaffart. Pas-de-Calais, Aisne (arrondissements de Vervins et de Saint-Quentin).

Laboratoire de la station agronomique d'Auxerre. Directeur : M. Rousseau. Loiret, Yonne, Aube, Nièvre.

Laboratoire du ministère des finances, à Bayonne. Directeur : M. Lainville. Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Landes.

Laboratoire municipal de Beaune. Directeur : M. Mathieu. Saône-et-Loire, Ain, Côte-d'Or (arrondissement de Beaune).

Laboratoire de la station agronomique de Bordeaux. Directeur : M. Gayon. Charente, Charente-Inférieure, Gironde, Dordogne, Lot-et-Garonne.

Laboratoire municipal de Brest. Directeur : M. Allary, Finistère.

Laboratoire de la station agronomique du Calvados et de la Manche, à Caen. Directeur : M. le docteur Louïse. Manche, Calvados.

Laboratoire de la station agronomique de Chartres.
Directeur : M. Garola. Eure-et-Loir, Orne, Sarthe.

Laboratoire municipal de Châteauroux. Directeur : M. Alla. Indre, Cher, Creuse, Allier (arrondissement de Montluçon).

Laboratoire municipal de Clermont-Ferrand. Directeur : M. Gros. Puy-de-Dôme, Cantal, Corrèze.

Laboratoire de l'Institut œnologique de Bourgogne à Dijon. Directeur : M. Curtel. Côte-d'Or (moins l'arrondissement de Beaune), Haute-Saône, Jura, Doubs, territoire de Belfort.

Laboratoire municipal du Havre. Directeur : M. Potevin. Seine-Inférieure (arrondissements du Havre et d'Yvetôt).

Laboratoire municipal de Lille. Directeur : M. Bonn. Nord.

Laboratoire municipal de Lyon. Directeur : M. Bellier. Rhône, Savoie, Haute-Savoie, Isère, Drôme, Hautes-Alpes.

Laboratoire départemental des Bouches-du-Rhône, à Marseille. Directeur : M. Baud. Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Basses-Alpes, Corse.

Station œnologique de Montpellier. Directeur : M. Roos. Aude, Hérault, Aveyron.

Laboratoire de la station agronomique de Nancy. Directeur : M. Colomb-Pradel. Meurthe-et-Moselle, Meuse, Haute-Marne, Vosges.

Laboratoire de la station agronomique de Nantes. Directeur : M. Andouard. Morbihan, Loire-Inférieure, Vendée, Maine-et-Loire.

Laboratoire municipal de Nîmes. Directeur : M. Sully-Thomas. Lozère, Ardèche, Gard.

Laboratoire du ministère des finances, à Paris. Directeur : M. Calvet. Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne.

Laboratoire départemental d'analyses agricoles de la Vienne, à Poitiers. Directeur : M. Roux. Deux-Sèvres, Vienne, Haute-Vienne.

Laboratoire du ministère des finances de Port-Vendres. Directeur : M. Vaillant. Pyrénées-Orientales.

Laboratoire municipal de Reims. Directeur : M. Lajoux, Aisne (moins les arrondissements de Vervins et de Saint-Quentin), Marne, Ardennes.

Laboratoire municipal de Rennes. Directeur : M. Perrier. Ille-et-Vilaine, Mayenne, Côtes-du-Nord.

Laboratoire municipal de Rouen. Directeur : M. Le Roy. Seine-Inférieure (moins les arrondissements du Havre et d'Yvetôt), Eure.

Laboratoire municipal de Saint-Etienne. Directeur : M. Deharbe. Loire, Haute-Loire, Allier (moins l'arrondissement de Montluçon).

Laboratoire départemental d'analyses agricoles d'Indre-et-Loire, à Tours. Directeur : M. Robin. Indre-et-Loire, Loir-et-Cher.

Laboratoire municipal de Toulon. Directeur : M. Coreil. Var, Alpes-Maritimes.

Laboratoire municipal de Toulouse. Directeur : M. Surre. Lot, Tarn-et-Garonne, Tarn, Gers, Haute-Garonne, Ariège. —

Bien entendu, la liste ci-dessus n'a rien d'immuable ; elle est évidemment destinée à s'étendre.

D'autre part, il est facile de constater que, parmi les laboratoires de la répression des fraudes, les établissements d'Etat sont le très petit nombre (3 laboratoires du

ministère des finances). Un laboratoire central vient d'ailleurs d'être créé.

Mais c'est précisément en installant un laboratoire que peut le mieux se manifester le concours des *départements* et des *communes* prévu par l'article 1^{er} du décret du 31 juillet 1906.

La note administrative suivante émanant du ministère de l'agriculture, indique à quelles conditions un laboratoire municipal ou départemental peut être *agréé* par l'Etat en vue de la répression des fraudes.

**Note sur les conditions d'agrément des laboratoires
municipaux ou départementaux.**

1^o Un laboratoire municipal ou départemental peut seul être agréé.

Il doit être installé et outillé de façon à ce que l'analyse des échantillons puisse se faire avec rapidité et exactitude par un personnel compétent.

Il doit être installé dans un local spécial indépendant, et non dans un endroit servant à d'autres usages, à l'enseignement, par exemple.

2^o La Commission permanente instituée près le ministère de l'agriculture décide si le laboratoire pour lequel l'agrément est demandé, peut être agréé et fixe le ressort qui peut lui être attribué en raison des moyens d'action dont il dispose.

Un arrêté ayant agréé le laboratoire et fixé son ressort, une subvention annuelle à forfait est attribuée à cet établissement ; elle est calculée à raison de 5 francs par prélèvement dans l'étendue de son ressort (soit environ deux prélèvements par 100 habitants).

D'autre part, une somme de 5 francs est attribuée au

laboratoire pour chacun des prélèvements supplémentaires que les préfets peuvent faire opérer au moyen de fonds de concours mis à cet effet à leur disposition par les syndicats, les communes ou les départements.

3^o Toutefois, et préalablement à la décision ministérielle agréant le laboratoire, il est convenu que toutes les communes du ressort pourront s'abonner au dit établissement pour l'exécution du nombre d'analyses chimiques dont elles auraient besoin, au prix de 5 francs l'une.

Ces analyses seront de deux sortes :

a) Analyses chimiques quelconques nécessaires aux services municipaux (bureau d'hygiène, octroi, cantines, etc.).

b) Analyse chimique des échantillons de produits susceptibles d'être prélevés en vue de la répression des fraudes et sur la qualité desquels les habitants des dites communes voudront être renseignés. Les échantillons dont il s'agit seront envoyés franco au laboratoire par la mairie de la commune abonnée. Le résultat seul de l'analyse sera donné par le laboratoire sous forme d'un bulletin d'appréciation portant que l'échantillon n^o... est bon, altéré, falsifié par...

Le laboratoire sera néanmoins ouvert au public pour l'analyse détaillée des mêmes produits, mais alors les dites analyses seront payées suivant un tarif au moins égal à celui qui est en usage dans les laboratoires privés.

Tout ce qui précède ne vise que les analyses chimiques.

On voit que, dans ces conditions, le laboratoire fonctionne à l'égard des communes abonnées comme leur propre laboratoire municipal, tant au point de vue de la répression des fraudes (loi de 1905) qu'à celui de l'exécution des lois concernant l'hygiène (loi de 1902, par exemple), arrêtés préfectoraux, municipaux, etc.

Un service de bactériologie peut évidemment lui être annexé, mais, en pratique, il est préférable de confier l'exécution des analyses bactériologiques à un laboratoire spécial.

4° Le laboratoire peut être doté d'un service agronomique pour l'analyse des terres et des engrais, il est alors nécessaire d'établir pour ces matières un tarif aussi réduit que possible.

5° Les recettes d'un laboratoire agréé fonctionnant dans les conditions précédentes sont donc les suivantes :

a) Subvention de l'Etat pour l'analyse des échantillons prélevés augmentée des frais d'analyse provenant de prélèvements supplémentaires.

b) Abonnements communaux.

c) Analyses payantes pour le public.

Une dernière condition est imposée : à savoir que toutes les recettes du laboratoire ne pourront jamais constituer un bénéfice pour la ville ou le département et seront intégralement employées à assurer son fonctionnement, à améliorer son outillage et à rémunérer proportionnellement aux dites recettes, le personnel qui se trouvera ainsi intéressé à la bonne exécution des analyses et à l'accroissement de leur nombre.

*
* *

Remarquons, d'ailleurs, qu'un laboratoire, pour une raison ou une autre, peut cesser d'être agréé. Ainsi, le laboratoire municipal de Paris avait été admis à procéder à l'analyse des échantillons prélevés (arrêté du 19 mars 1907) ; cet agrément a été retiré par arrêté du 13 juin 1907.

Enfin, pour terminer ce paragraphe, il convient d'indiquer qu'un arrêté du ministre de l'agriculture en date du

19 novembre 1907, a autorisé les directeurs des laboratoires à soumettre les échantillons qui leur sont transmis, à l'appréciation de spécialistes qui prennent le nom d'experts de la répression des fraudes. L'article 2 de cet arrêté est ainsi conçu :

ART. 2. — La liste des experts du service de la répression des fraudes est établie, tous les ans, par le ministre de l'agriculture, dans les départements sur la proposition des préfets et, à Paris, sur la proposition du préfet de police (1).

(1) L'utilité de ces expertises (qui ne comportent aucune rémunération) était ainsi exposée dans le rapport adressé sur cette question à M. le ministre de l'agriculture par le chef du service de la répression des fraudes :

L'examen des échantillons prélevés en vue de la répression des fraudes comporte un certain nombre de déterminations d'ordre physique et chimique : des notices publiées au *Journal officiel* ont indiqué aux laboratoires administratifs, avec toute la précision désirable, les conditions dans lesquelles les opérations dont il s'agit devaient être effectuées, mentionnant les précautions qu'il y a lieu de prendre, pour éviter toute erreur.

Mais l'analyse chimique et physique doit toujours être accompagnée de l'examen des propriétés organoleptiques des produits : la couleur, l'aspect, le goût, l'odeur, sont autant de caractères qui viennent corroborer les résultats analytiques, parfois même leur donner toute leur signification.

Dans certains cas, ces données ont une importance telle que le chimiste, en leur absence, ne pourrait tirer de ses chiffres aucune conclusion raisonnable.

Or pour apprécier, de cette manière, les produits, au moyen de leurs caractères extérieurs, notamment par la dégustation, les négociants possèdent souvent une habileté à laquelle ne peuvent prétendre les directeurs des laboratoires, car elle ne s'acquiert que par une longue et très spéciale expérience.

Il y aurait donc un sérieux intérêt à permettre aux chimistes des laboratoires à soumettre les échantillons prélevés à l'examen de personnes auxquelles une pratique commerciale certaine a donné la compétence particulière dont il s'agit.

CHAPITRE VII

LA TRANSMISSION AU PARQUET.

Rôle du procureur de la République ; il a le choix entre trois solutions : le classement de l'affaire, sans suite ; la citation directe ; l'instruction.

L'article 15 du décret du 31 juillet 1906 décide que dans le cas où le rapport du laboratoire signale une infraction à la loi du 1^{er} août 1905, le préfet transmet sans délai ce rapport au procureur de la République.

Dès que l'affaire est transmise au parquet dans ces conditions, elle quitte la phase administrative pour entrer dans la phase judiciaire.

L'article 17 du décret précité semble indiquer que, sans transition et automatiquement, « le procureur de la République informe l'auteur présumé de la fraude *qu'il est l'objet d'une poursuite* ».

Mais aucun délai n'est imparti, à cet effet, au magistrat dont il s'agit, et il est évident qu'avant la période d'inculpation doit se placer une période intermédiaire d'appréciation, pendant laquelle le procureur examinera s'il y a réellement *délit* et si, par conséquent, des poursuites doivent être engagées.

Le premier point à examiner, c'est la question de « bonne foi ». Lorsque, par exemple, le vendeur d'un produit reconnu falsifié par le laboratoire établi, dès l'abord, que ce produit lui était livré par un fournisseur étranger, lequel lui avait garanti l'intégrité de la mar-

chandise, l'affaire sera vraisemblablement classée sans suite. Ou bien encore, le procureur avant de requérir des poursuites contre le vendeur d'un lait anormal, procédera à une enquête officieuse, demandera au service préfectoral de la répression des fraudes, ou ordonnera à ses auxiliaires habituels, de prélever des échantillons de comparaison, sur lesquels sera effectuée une analyse officieuse ; s'il apparaît au procureur que l'anomalie signalée par le laboratoire n'est *évidemment* pas due à une pratique frauduleuse, l'affaire sera également classée sans suite.

D'autre part, en présence de conclusions douteuses — ou paraissant telles — le procureur peut bien entendu s'éclairer d'un avis autorisé, demander à un expert *dont la compétence est notoire* si, étant donnés les résultats matériels de l'analyse du laboratoire, il y a lieu de conclure nécessairement à l'existence d'une infraction.

Toutes ces éventualités sont de nature à atténuer la rigueur du système nouveau ; mais il faut bien le reconnaître, ce ne sont que des éventualités. Rien n'oblige les procureurs à procéder à une enquête officieuse ; au contraire le texte du règlement paraît les inviter à mettre, sans transition, l'affaire à l'instruction.

En tout cas, une erreur — même la plus grossière — dans les opérations analytiques du laboratoire ne peut être découverte avant que l'intéressé n'ait été transformé en inculpé. Le nombre des échantillons reçus par le parquet étant limité (3) et leur emploi étant prévu, aucune analyse officieuse n'est possible pour vérifier les résultats obtenus par le chimiste du laboratoire (ne pas confondre le mot résultat avec celui de conclusion). Nous

verrons plus loin comment on pourrait remédier à cette situation fâcheuse.

Le procureur de la République obligé de tenir pour exacts les résultats analytiques du laboratoire (tout en ayant la faculté d'apprécier les conclusions tirées de ces résultats par le directeur de cet établissement) a donc le choix entre trois solutions :

1° Le classement de l'affaire, sans suite.

2° La citation directe devant le tribunal.

3° L'ouverture d'une instruction.

A. — *Classement de l'affaire.* — Dans cette hypothèse, le remboursement des échantillons s'impose-t-il ?

La loi du 1^{er} août 1905 dans son article ne parle que du remboursement des échantillons reconnus bons. Or l'affaire peut être classée bien que le produit soit falsifié pour la seule raison que le détenteur est de bonne foi (falsificateur à l'étranger; par exemple). Dès lors, faut-il rembourser quand même ?

L'administration estime avec raison qu'en l'état actuel des textes le remboursement s'impose, puisque l'article 24 du règlement du 31 juillet 1906 le prescrit en cas de non-lieu et d'acquittement, et que le classement, sans suite, est une solution au moins aussi favorable à l'intéressé que les précédentes.

Toutefois, il faut reconnaître qu'il est parfois regrettable de rembourser la valeur d'échantillons dont l'état de falsification, reconnu par le laboratoire, n'est pas contesté. Bien qu'étant de bonne foi, le détenteur du produit a, par sa négligence, fait courir un risque au public ; ce serait bien le moins que la valeur des échantillons ne lui fût pas remboursée.

B. — *Citation directe.* — Le procureur de la Républi-

que peut toujours user, en matière de fraude, du droit de citation directe (art. 182, C. instr. crim.).

Mais l'exercice de ce droit est très amoindri du fait qu'en cas de contestation sur la réalité du délit, une expertise d'instruction doit être effectuée ; aucune expertise officieuse n'est susceptible d'être ordonnée par le procureur, puisque les trois échantillons qui sont à la disposition de la justice par suite du prélèvement ont leur emploi prévu dans l'expertise contradictoire.

Or, avant le décret du 31 juillet 1906, il n'en était pas de même ; mais ici, nous touchons à l'une des questions les plus complexes du droit criminel : celle de la procédure qui peut être suivie en matière de flagrant délit.

La presque unanimité des auteurs considère que le procureur de la République n'a pouvoir de juge d'instruction qu'en présence d'un crime flagrant ; mais, on le sait, la pratique des parquets n'est pas constamment d'accord avec ce principe.

En matière de fraude, notamment, sous le régime antérieur à celui de 1906, le parquet de la Seine, afin de pouvoir utiliser plus facilement la citation directe, procédait aux mesures nécessaires pour permettre au tribunal d'apprécier, en toute connaissance de cause, les affaires qui lui étaient soumises. Se regardant comme en flagrant délit (au sens du Code d'instruction criminelle) alors même qu'un délai d'au moins un mois s'était écoulé entre le prélèvement municipal et la transmission au parquet, il commettait, en vertu des articles 32 et 43 du Code d'instruction criminelle un expert (1) pour analyser soit l'échantillon transmis par la préfecture de police, soit un

(1) La formule était la suivante :

échantillon de comparaison, prélevé chez le fournisseur de la personne en cause.

Cette procédure qui n'avait pas été admise par la Cour d'appel de Paris (arrêt du 7 mars 1898), présentait des avantages pratiques assez considérables pour être encouragée par la Chancellerie, malgré l'arrêt précité qui fut considéré comme une décision d'espèce.

Parmi ces avantages, il en était un qui nous intéresse particulièrement : le commerçant en cause n'avait que dans des cas très rares à comparaître devant le juge d'ins-

PARQUET
du
TRIBUNAL
de
PREMIÈRE INSTANCE .
de la Seine

N°

Taxé à la somme
de

LE SUBSTITUT,

Nous, procureur de la République,
près le tribunal de première instance du départe-
ment de la Seine, séant à Paris ;

Vu les articles 32 et 43 du Code d'instruction
criminelle ;

Et le procès-verbal dressé le
par M. le Commissaire de police du quartier d
constatant le prélèvement d'un échantillon d
chez le S^r

Commettons M
à l'effet de procéder à l'analyse d saisi,
de dire s'il contient tout autre élément, et de
constater tous indices de délit ;

De tout quoi, il dressera procès-verbal, qui
nous sera immédiatement transmis conformément
à la loi.

Et, de su te, M
étant intervenu et ayant déclaré accepter la mis-
sion à lui confiée, il a prêté entre nos mains le
serment de la remplir en son honneur et cons-
cience.

Et il a signé avec nous.

Au Parquet, le

190

L'EXPERT, LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE,

truction, tandis qu'actuellement ces comparutions sont fréquentes, et, malgré les non lieu, peuvent discréditer un commerçant honnête.

Aussi, a-t-on pu dire qu'avant 1906, nombre d'inculpés de fraude ont été les premiers à réclamer du parquet l'expertise dans les conditions que nous venons d'indiquer.

Depuis le décret du 31 juillet 1906, puisque la procédure dont il s'agit est *matériellement* impossible (en admettant qu'elle soit conciliable avec les principes généraux), la citation directe en matière de fraude, n'est plus praticable que dans peu de cas, notamment celui où l'intéressé avoue, et celui où toute expertise est inutile par suite des circonstances dans lesquelles s'est manifesté le délit.

C. — *Ouverture d'une instruction.* — Excepté dans les hypothèses précédentes, le procureur de la République, après la première enquête qu'il a pu faire, « informe l'auteur présumé de la fraude, qu'il est l'*objet d'une poursuite* ; il l'avise (1) qu'il peut prendre communication du

(1) Formule en usage au parquet de la Seine, et indiquant la procédure suivie à cet égard :

PARQUET	
du	
TRIBUNAL	
de la Seine	
—	
1 ^{re} SECTION	
—	
N°	Soit transmis à M. le Commissaire de police
	du quartier de
	pour interrogatoire du sieur
	rue
	inculpé de falsification de
	ainsi qu'il appert d'un rapport de M. le directeur
	du laboratoire en date du
	dont il peut prendre communication.
	Le sieur
	sera, en outre avisé,
	conformément aux prescriptions de l'article 17

rapport du directeur du laboratoire et qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire » (art. 17 du décret du 31 juillet 1906).

Dès lors, le commerçant chez lequel a été trouvé le produit *suspect* est considéré comme un *inculpé* ; ce qui ne devrait pas être, puisque la matérialité du fait qui donne lieu à inculpation n'est pas encore établie d'une manière certaine ; avant de chercher des coupables, il faudrait d'abord être sûr qu'une infraction a été commise.

du décret du 31 juillet 1906, qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour faire connaître au commissariat de police s'il réclame l'expertise contradictoire prévue à l'article 12 de la loi du 1^{er} août 1905.

Renvoyer les pièces à l'expiration de ce délai, en me rendant compte des diligences faites et en me fournissant tous renseignements utiles sur l'inculpé.

Au Parquet, le 190 .

LE SUBSTITUT DÉLÉGUÉ,

CHAPITRE VIII

L'EXPERTISE CONTRADICTOIRE.

Sauf en ce qui concerne l'expertise, l'instruction en matière de fraudes est soumise aux règles du droit commun. Conceptions premières de l'expertise contradictoire (présence de l'inculpé lui-même à l'expertise) ; ce qu'elle doit être vraiment : collaboration scientifique ; la question du libre choix de l'expert par l'intéressé. Lorsque l'expertise a lieu, l'intéressé est déjà un inculpé ; pourtant la réalité d'un délit n'est pas encore établie. La réforme proposée par M. Fleurent, à la Chambre ; causes de son échec ; les remèdes (l'expertise contradictoire ne peut-elle précéder toute inculpation ?).

Comme l'instruction, en matière de fraude, ne se distingue du droit commun que par l'expertise, c'est cette expertise, seulement, qui doit retenir notre attention, une fois l'affaire à l'instruction.

La loi du 1^{er} août 1905, réalisant, en cela, une importante conquête juridique, et s'inspirant d'une proposition Cruppi, votée par la Chambre le 30 juin 1899, mais toujours en instance devant le Sénat, a décidé (art. 12) que toutes les expertises nécessitées par l'application du nouveau texte seraient « contradictoires ».

Entre le vote de la dite loi du 1^{er} août 1905, et la publication du décret du 31 juillet 1906, il y eut chez certains magistrats des incertitudes curieuses sur le mode de procéder à l'expertise contradictoire.

On crut un instant, au parquet de la Seine, que l'inculpé lui-même devait être invité à venir, accompagné

d'un homme compétent, assister à l'expertise (ordonnée par le procureur en vertu des usages que nous avons exposés plus haut, chap. VII). La formule était alors la suivante (1) : « L'expert devra inviter l'inculpé par lettre recommandée à venir assister à chacune des opérations, et lui indiquer qu'il pourra se faire assister d'un homme compétent. Dans le cas où, malgré l'avertissement à lui donné, l'inculpé ferait défaut, sans aucune explication, ni excuse, l'expert devra, en son absence, procéder à sa mission. »

Nous étions loin, avec cette conception, du point de vue actuel, qui est celui d'une collaboration entre deux hommes de science, participant également, tous deux, à la découverte de la vérité.

Le décret du 31 juillet 1906, en réglementant, dans ses articles 17 et suivants, l'expertise contradictoire, a fait cesser bien des incertitudes, mais il contient quelques lacunes et des obscurités que les interprétations données au texte se sont efforcées de faire disparaître.

Absence de délai, pour la désignation de l'expert; moyen dilatoire. — Le juge d'instruction doit combler sur ce point une absence regrettable de disposition formelle.

« S'il y a lieu à expertise, dit l'article 18 du règlement du 31 juillet 1906, il est procédé à la nomination de deux experts, l'un désigné par le juge d'instruction, l'autre par la personne contre laquelle l'instruction est ouverte. »

Rien n'indique l'ordre dans lequel doivent se faire les désignations. Mais il est évident que, pour que l'inculpé puisse renoncer en connaissance de cause au bénéfice de l'expertise contradictoire, il faut qu'il sache le nom de

(1) Nous croyons savoir que cette formule ne fut employée, du reste, qu'une seule fois.

l'expert désigné par le juge, autrement dit que le choix de ce dernier soit déjà fixé, au moment où la question de renonciation se pose.

Cet ordre de désignation a été prévu expressément dans le projet de décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 aux substances médicamenteuses. Le dit projet contient les dispositions suivantes, en son article 17 (1^{er} paragraphe) :

« S'il y a lieu à expertise, le juge d'instruction désigne son expert et notifie cette désignation à la partie intéressée. Celle-ci doit faire connaître dans la huitaine l'expert qu'elle a choisi. Elle a toutefois le droit de renoncer à la garantie qui lui est offerte et de s'en rapporter aux conclusions de l'expert pris par le juge. »

Le texte précité évite ainsi deux lacunes du règlement du 31 juillet 1906, lequel ne prévoit expressément ni l'ordre de désignation, ni le délai durant lequel le choix de l'inculpé peut s'exercer.

Libre choix de l'expert par l'inculpé. — Quant à la question de savoir dans quelles limites la liberté du choix des inculpés est autorisée à se mouvoir, elle est des plus délicates.

Un expert ne doit pas être confondu avec un avocat ; ce dernier est chargé de présenter une défense, de soutenir des intérêts ; l'expert, au contraire, est un homme de science qui doit être au service exclusif de la justice.

Aussi, le choix de l'inculpé doit-il être nécessairement conditionné.

Aux termes du décret du 31 juillet 1906 : « Les experts sont choisis sur les listes spéciales de chimistes experts dressées dans chaque ressort, par les Cours d'appel ou les tribunaux civils.

« L'inculpé pourra toutefois choisir son expert sur les listes dressées par la Cour d'appel ou le tribunal civil du ressort d'où il aura déclaré que provient la marchandise suspecte. »

Dans la séance du 18 novembre 1907 (*J. off.* du 19, p. 2281, 1^{re} colonne), M. Fleurent, député, à l'occasion du vote du budget de l'agriculture pour 1908, s'exprimait ainsi :

« Je demande que le contre-expert, choisi par l'intéressé, puisse être pris en dehors des listes officielles. Il y a là une raison de nature à frapper l'esprit de tous ceux qui savent comment vont les choses en matière d'expertise.

« Un grand nombre de personnalités scientifiques sont, en effet, spécialisées aujourd'hui comme on l'est partout ; elles ont travaillé plus particulièrement certaines questions, mais, peut-être parce qu'elles considèrent cette inscription comme inutile, elles n'ont jamais demandé à être portées sur la liste des experts ; et cependant, dans beaucoup de cas, elles pourraient éclairer la justice avec plus de certitude qu'un grand nombre d'experts près les tribunaux, auxquels les questions sont souvent distribuées, un peu à tort et à travers, au hasard du tour. »

A l'argument tiré de ce que les compétences sont rares, dans les listes d'experts de certains tribunaux, s'en ajoutait un autre plus décisif encore : l'absence totale de liste, dans certains ressorts.

M. Cazeneuve, dans la même séance (*J. off.* du 19 novembre 1907, p. 2283, col. 1) cita un cas où pour cette raison l'expertise contradictoire ne pouvait fonctionner.

« Il faudrait, à mon sens (ajoutait-il), que l'on pût prendre des experts n'importe où. »

A cet effet, la modification du texte du décret du 31 juillet 1906 n'était-il pas nécessaire ? C'était l'avis de M. Cazeneuve.

Voici l'importante déclaration que fit, à ce sujet, M. le ministre de l'agriculture, donnant ainsi satisfaction aux demandes qui lui étaient adressées :

M. le ministre de l'agriculture. — « Messieurs, je suis entièrement d'accord avec notre honorable collègue M. Cazeneuve. Mais je dois dire que déjà, en fait, les tribunaux jugent de la façon qu'il indique. Le tribunal de Rouen, par exemple, a pu parfaitement laisser désigner par la partie en cause un expert de Marseille. En un mot, sous les garanties d'honorabilité nécessaires, que l'on doit demander aux experts, les tribunaux, dès maintenant, font ce que M. Cazeneuve leur demande de faire. Mais, pour plus de précision, je prierai M. le garde des sceaux de vouloir bien envoyer aux tribunaux une circulaire en ce sens » (*J. off.* du 19 novembre 1907, p. 2283, col. 1).

Plus récemment, dans la séance du 28 février 1908, (*J. off.* du 29, p. 473, col. 2), M. le ministre de l'agriculture, répondant à une question de M. Raiberti, député, précisait ses déclarations antérieures dans les termes suivants :

« L'honorable M. Raiberti fait remarquer que certains parquets font encore des difficultés pour laisser choisir le contre-expert sur d'autres listes que celle du tribunal intéressé. Sans doute, à première vue, le règlement d'administration publique du 31 juillet 1906, rendu en application de la loi de 1905, paraît une formule un peu stricte. Mais j'ai reconnu ici que, aux termes de l'article 18 de ce règlement, l'inculpé avait le droit de choisir son contre-expert non seulement sur la liste du tribunal

civil, mais encore sur la liste de la Cour d'appel du ressort, il n'en est pas moins établi que, pour que la loi ait toute sa force de libéralisme, il faut laisser à l'intéressé le droit de choisir son expert où il lui plaît sous les garanties d'honorabilité nécessaires. En effet, il n'y aurait pas intérêt pour l'inculpé au fonctionnement de l'expertise contradictoire s'il lui était impossible de choisir l'expert qu'il considère comme le mieux à même de défendre ses intérêts, à raison de sa compétence spéciale.

« Il est manifeste que limiter le choix du contre-expert à quelques noms portés sur une seule liste, alors que cette liste ne renferme parfois que des personnalités insuffisamment préparées à la mission souvent très délicate qui leur incombe, met la partie intéressée dans un état d'infériorité absolue.

« Je l'ai dit et je le répète, je considère que les tribunaux ont le droit de compléter leur liste, d'y ajouter l'expert que leur demandera l'inculpé. En un mot, la liste n'est pas établie *ne varietur* au début de l'année, par exemple ; elle est ouverte pendant toute l'année.

« D'ailleurs, un certain nombre de tribunaux et de Cours ont jugé déjà dans le sens que j'indique. Il est évident que la loi sur les fraudes aura une application d'autant plus efficace qu'elle sera plus libérale dans la procédure et plus impitoyable dans la répression. »

On peut donc dire qu'aujourd'hui cette question est tranchée dans un sens favorable aux inculpés : il ne reste plus qu'à porter à la connaissance des parquets les solutions admises ; une circulaire de la Chancellerie est indispensable sur ce point.

Mais le décret du 31 juillet 1906 contient un défaut infiniment plus grave que ceux que nous avons signalés

ci-dessus. Il consiste dans le caractère même qui est donné à l'expertise contradictoire par le texte formel du décret précité.

Ce qu'est actuellement l'expertise contradictoire ; mesure prise à l'égard d'un inculpé ; l'intervention Fleurent à la Chambre ; les causes de son échec. — L'expertise contradictoire est une mesure qui suit l'inculpation ; elle devrait au contraire précéder l'inculpation.

Frappé de ce fait que l'analyse de « triage sévère » ne se suffit pas elle-même, lorsqu'il s'agit d'inculper une personne quelconque, c'est-à-dire (étant donnés les préjugés en cours) de la menacer dans son honneur et dans l'exercice de sa profession, M. Fleurent, dans la séance de la Chambre, du 18 novembre 1907, proposa le système suivant :

Lorsqu'un juge d'instruction serait avisé par le procureur de la République qu'un certain produit est suspecté (par le laboratoire administratif) d'être l'objet d'une fraude, il commettrait un expert qui infirmerait ou confirmerait le rapport du laboratoire. Dans la première hypothèse, l'affaire serait classée ; dans la seconde, l'*inculpation* serait effectuée et l'intéressé désignerait son expert.

M. Fleurent proposait de modifier en ce sens le décret du 31 juillet 1906 et de donner aux articles 17 et 18 de ce décret la rédaction suivante :

« ART. 17. — Le procureur de la République informe le juge d'instruction qu'un produit suspect lui a été signalé. Le juge d'instruction désigne alors, pour examiner le produit et lui fournir un rapport circonstancié, un expert choisi sur les listes spéciales de chimistes

experts dressées, dans chaque ressort, par les Cours d'appel ou les tribunaux civils.

« ART. 18. — Si le rapport conclut à une infraction à la loi du 1^{er} août 1905, le procureur de la République informe l'auteur présumé de la fraude qu'il est l'objet d'une poursuite et qu'un délai de trois jours lui est imparti pour prendre communication du rapport de l'expert et faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire prévue à l'article 12 de la loi du 1^{er} août 1905. Si cette expertise est réclamée, l'intéressé désigne un expert qui pourra être choisi en dehors des listes spéciales de chimistes experts dressées, dans chaque ressort, par les cours d'appel ou les tribunaux civils, ou en dehors des mêmes listes dressées dans le ressort d'où il aura déclaré que provient la marchandise suspecte, dans un délai fixé par le juge d'instruction. »

M. Fleurent soumit en conséquence à la Chambre un projet de résolution dont voici le texte :

« La Chambre invite M. le ministre de l'agriculture à faire modifier les articles 17 et 18 du décret du 31 juillet 1906 réglementant l'application de la loi du 1^{er} août 1905, de façon que ce décret permette :

« 1^o De ne commencer les poursuites contre l'auteur présumé d'une fraude qu'après que les conclusions du laboratoire de triage ont été confirmées par le rapport circonstancié d'un premier expert ;

« 2^o.

Le ministre de l'agriculture répondit en développant le principe même de l'expertise nouvelle qui doit être contradictoire, au vrai sens du mot :

M. le ministre. — « Que se passe-t-il quand il y a expertise contradictoire ? Il y a la nomination du premier expert

par le tribunal et, simultanément, celle du second expert par la partie. Que veut la loi ? Que ces experts travaillent ensemble — c'est là le principe de l'expertise contradictoire ; et même, si la chose pouvait se faire, il faudrait effectuer l'analyse dans le même local et sur le même échantillon. Les choses ne se passent pas ainsi en fait, mais enfin les deux experts causent entre eux, se communiquent leurs conclusions, ou, tout au moins, au moment où l'expertise contradictoire va se résoudre en conclusions, les experts se voient et discutent.

« Or, dans votre système, les expertises auront lieu successivement ; il n'y aura aucun point de contact entre l'expert du tribunal et l'expert de la partie ; et quand il s'agira de conclure, s'il y a contradiction entre les deux experts il nous paraît à peu près certain, étant données les connaissances que nous avons tous de la nature humaine, que le premier expert ne voudra pas revenir sur ses conclusions et ne modifiera pas sa manière de voir ; il y aura là une procédure qui, dans votre esprit, est dictée par le besoin de protéger le commerce honnête, mais qui, à mon avis, va à l'encontre du but de la loi, l'énerve et la détruit.

« Pour ma part, je ne saurais la prendre à mon compte ; mais tout à fait respectueux de votre intervention et de la nécessité de collaborer en cette action d'une façon suivie avec le ministère de la justice, je m'empresse de dire que je transmettrai vos observations immédiatement à mon collègue M. le garde des sceaux. — Je prierai les services compétents d'en délibérer et je modifierai, s'il y a lieu, le décret de procédure sur ce point » (*J. off.* du 19 novembre 1907, p. 2282, 2^e et 3^e col.).

Les arguments donnés par M. le ministre de l'agricul-

ture en ce qui concerne la *collaboration* des experts, arguments qui ont causé l'échec de l'intervention de M. Fleurent, sont assurément très puissants (1).

Nous les considérons comme irréfutables.

Mais, si parfait que puisse être, dans ces conditions, le fonctionnement de l'expertise contradictoire, il n'en est pas moins vrai qu'elle est le résultat d'une *inculpation*, que cette inculpation a pour base une analyse de « triage sévère », et que cette analyse de « triage sévère » ne devrait pas suffire à déterminer l'inculpation.

D'ailleurs, lorsque, dans la séance du 28 février 1908, M. Raiberti, député, critiqua ce fait que certains juges d'instruction prissent l'habitude d'inculper non seulement le détenteur du produit suspect, mais encore son fournisseur, avant que l'expertise ait eu lieu, le ministre de l'agriculture fit les déclarations très intéressantes que voici (*J. off.*, 29 février 1908, p. 471 (3^e col.) et suiv.).

« Dans le cas où l'échantillon est déclaré suspect, a-t-on le droit, avant d'avoir établi la réalité du délit, d'impli-

(1) M. le ministre de l'agriculture affirma et développa la même idée dans la séance de la Chambre du 28 février 1908 (*J. off.* du 29 p. 473, 2^e et 3^e col.) ; il cita à ce propos, le passage suivant du rapport de M. Cruppi sur la proposition de loi relative aux expertises médico-légales, votée par la Chambre en juin 1899 et encore en instance au Sénat :

« Désormais, en France, au lieu de l'unique expert officiel, il y aura l'expert désigné par le juge ou par la juridiction de répression et l'expert désigné par l'accusé, qui auront des devoirs égaux. Ils collaboreront, ils feront un rapport commun, après une discussion contradictoire, c'est-à-dire, après une discussion à laquelle chacun aura pris part, sur un pied de parfaite et complète égalité... »

« Ce qui est vrai (ajouta le ministre de l'agriculture) pour les expertises médico-légales est vrai, également, pour les expertises contradictoires exigées par l'application de la loi sur les fraudes. »

quer une tierce personne, c'est-à-dire un fournisseur ? Je déclare, très nettement, que non. »

Et le ministre ajoute, peu après (*ibid.*) :

« Il est absolument nécessaire, avant de mettre en jeu la tierce personne, de faire établir par l'expertise contradictoire la réalité du délit. »

Mais il faut bien reconnaître qu'au fond, ce qui est vrai pour les uns, l'est également pour les autres : le détaillant, pas plus que le fournisseur, ne doit être mis en cause à titre d'inculpé avant que la réalité du délit ne soit établie au moyen de l'expertise contradictoire. Au point de vue logique, en effet, la situation est exactement la même : un délit est soupçonné par le laboratoire administratif ; la justice doit d'abord vérifier s'il existe réellement un délit ; puis, dans ce dernier cas, elle recherchera les responsables et inculpera l'auteur présumé, que ce soit le détaillant ou que ce soit le fournisseur.

Les remèdes.

Pour transformer la situation actuelle tout en tenant compte des textes et du caractère de collaboration que doit présenter l'expertise contradictoire, l'administration de l'agriculture avait imaginé le système suivant qui, dans une large mesure, aurait donné satisfaction aux idées exprimées par M. Fleurent :

« L'expert désigné par le juge d'instruction intervenant le premier et analysant un des trois échantillons transmis au parquet déposerait ses conclusions :

« A. — Dans le cas où le délit présumé ne serait pas confirmé, ces conclusions permettraient de clôturer l'instruction par un non-lieu.

« B. — Au contraire, lorsque l'existence du délit pré-

sumé semblerait se confirmer, les conclusions déposées n'auraient qu'un caractère provisoire : elles auraient simplement pour effet de provoquer la contre-expertise et de permettre entre les deux chimistes (expert et contre-expert) une discussion à la suite de laquelle seraient rédigées des conclusions communes et définitives » (lettre du ministre de l'agriculture au garde des sceaux, 21 janvier 1908) (1).

En admettant que ce système ne prête pas un peu trop à la critique même émise par le ministre contre la proposition Fleurent (savoir : que le premier expert, étant donnée la nature humaine, reviendrait rarement sur ses premières conclusions), le texte formel du décret était toujours là, pour décider que les poursuites sont engagées avant toute expertise (art. 17).

Dès lors, c'est sans doute le texte du décret du 31 juillet 1906, qu'il faudrait se résigner à modifier.

Dans quel sens, cette modification devrait-elle, selon nous, être opérée ?

Deux points de vue doivent être successivement envisagés :

1^o Une expertise simple (non contradictoire), succédant à l'analyse du laboratoire, peut précéder l'expertise contradictoire.

(1) Dans la même lettre, le principal avantage du système était exposé de la sorte :

« Le laboratoire administratif dont le rôle est d'opérer un triage sévère, peut signaler comme suspect un produit que l'expert du juge d'instruction, par une analyse plus complète et en tenant compte d'éléments d'appréciation que ne possède pas le laboratoire administratif, pourra mettre hors de cause, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la contre-expertise. »

2° L'expertise contradictoire tout entière peut avoir lieu avant l'inculpation.

La première de ces hypothèses est réalisable aux conditions suivantes :

Sans qu'on ait besoin de décider que 5 échantillons soient prélevés (au lieu de 4), on peut établir qu'au reçu des conclusions du laboratoire (conclusions dirigées contre un produit, et non contre une personne quelconque) le procureur ouvrirait une instruction analogue à toutes celles qui s'engagent lorsqu'il y a un délit présumé, et aucune charge contre qui que ce soit.

Le juge d'instruction ferait alors procéder à une première expertise qui confirmerait ou non la présomption de délit ; en cas de conclusions défavorables et les charges se précisant, l'auteur présumé serait inculpé : l'expertise contradictoire aurait lieu alors avec son véritable sens (collaboration constante des deux experts), mais l'arbitrage serait supprimé.

Cette procédure aurait un inconvénient grave : actuellement l'arbitre est *choisi* (sauf exception) par les deux premiers experts ; au contraire, dans l'hypothèse dont il s'agit, l'expert de l'inculpé se trouverait toujours en face de deux experts choisis par le juge.

Nous pensons donc que cette solution ne doit pas retentir plus longtemps notre attention.

Reste le prélèvement en cinq échantillons. Dès lors, l'objection précédente ne porte plus. Et malgré la question des « frais » nous nous y rallierions si nous n'entrevoions pas un moyen beaucoup plus simple d'atteindre le but cherché.

Pourquoi l'expertise contradictoire n'aurait-elle pas lieu dans les conditions indiquées à la Chambre par le

ministre de l'agriculture, mais avant l'inculpation (1) ?

Sans doute, au premier abord, une objection d'ordre théorique se présente à l'esprit : en quelle qualité une personne qui n'est pas *inculpée* serait-elle invitée à désigner un expert dans une affaire de fraude ?

En y réfléchissant, une telle objection perd beaucoup de sa force, en raison du caractère que nous avons reconnu dans les précédents chapitres, au prélèvement, d'une part, et à l'analyse du laboratoire, d'autre part.

L'analyse de cet établissement n'est qu'un tirage sévère d'où peut résulter une suspicion contre un *produit* prélevé par mesure de *contrôle* chez un commerçant donné.

A l'égard de ce commerçant, on peut dire qu'aucune *charge* n'existe encore du seul fait de cette analyse. Il ne doit donc pas être inculpé avant l'expertise proprement dite.

Est-ce à dire qu'il n'ait pas un *intérêt* (et un intérêt considérable) à être représenté à cette expertise ? Evidemment non.

L'intérêt dont il s'agit est double :

1° Le résultat de l'expertise, s'il est conforme à l'analyse de triage créera, vraiment, contre lui, une présomption défavorable.

(1) Il faudrait que l'expertise contradictoire soit le prolongement judiciaire de l'analyse administrative. Avant que l'intéressé reçoive des convocations, subisse des interrogatoires en règle, devienne plus ou moins la chose de la justice, il faudrait simplement l'inviter à faire connaître s'il conteste les conclusions du laboratoire sur un certain produit prélevé chez lui, et s'il réclame l'expertise contradictoire. Dans des cas particulièrement favorables à l'intéressé, l'affaire pourrait être close sans qu'il ait été « inquiété » et sans que le public ait même pu apprendre qu'un produit prélevé a été suspect.

2° En admettant que son fournisseur soit finalement seul poursuivi, il n'en restera pas moins établi par l'expertise qu'un produit falsifié a été détenu ou mis en vente dans sa maison, ce qui peut nuire à sa renommée.

Par conséquent, sans être inculpé, le principal *intéressé*, dans l'affaire, peut être invité à désigner un expert.

Bien plus : de cette manière, l'expertise contradictoire apparaîtrait encore mieux sous son véritable jour, c'est-à-dire comme une collaboration scientifique, en vue de la recherche d'une vérité, préalable à toute poursuite et à toute défense.

Dans le projet de décret portant règlement d'administration publique, pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 aux substances médicamenteuses, a été insérée pour un cas spécial (celui où un produit indivisible a été saisi) la curieuse disposition que voici :

« Dans le cas prévu à l'article 20, le procureur de la République notifie au vendeur ou détenteur que le produit saisi va être soumis à une expertise et le met en demeure de faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire... »

Voilà une hypothèse de prévue dans laquelle un intéressé, non un *inculpé* (puisque'il n'y aurait même pas eu d'analyse préalable), serait invité à désigner un expert,

Il y aurait là, selon nous, une méthode à généraliser et à préciser, en matière de fraude.

Et nous nous permettons de proposer à ce sujet, à titre d'indication, les modifications suivantes à la rédaction du titre III du décret du 31 juillet 1906.

Texte actuel**Modifications proposées.****TITRE III***Fonctionnement de l'expertise
contradictoire.*

ART. 17. — Le procureur de la République informe l'auteur présumé de la fraude qu'il est l'objet d'une poursuite. Il l'avise qu'il peut prendre communication du rapport du directeur du laboratoire et qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire prévue à l'article 12 de la loi du 1^{er} août 1905.

ART. 18. — S'il y a lieu à expertise, il est procédé à la nomination de deux experts, l'un désigné par le juge d'instruction, l'autre par la personne contre laquelle l'instruction est ouverte. Celle-ci a toutefois le droit de renoncer à cette désignation et de s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge.

Les experts sont choisis sur les listes spéciales de chimistes experts dressées, dans chaque ressort, par les Cours d'appel ou les tribunaux civils.

L'inculpé pourra toutefois choisir son expert sur les listes dressées par la Cour d'appel ou le tribunal civil du ressort d'où il aura déclaré que provient la marchandise suspecte.

ART. 19. — Chaque expert est

TITRE III*Fonctionnement de l'expertise
contradictoire.*

ART. 17. — Le procureur de la République informe l'intéressé que le produit prélevé va être l'objet d'une expertise... (sans changement).

ART. 18. — S'il y a lieu à expertise, le juge d'instruction désigne son expert et notifie cette désignation à la partie intéressée. Celle-ci doit faire connaître dans la huitaine l'expert qu'elle a choisi. Elle a toutefois le droit de renoncer à la faculté qui lui est offerte et de s'en rapporter aux conclusions de l'expert pris par le juge.

L'intéressé peut choisir pour expert toute personne dont le nom figure sur les listes spéciales dressées à cet effet, ou qui est agréée par le juge d'instruction, ou par le président du tribunal.

ART. 19. — (Sans changement)

mis en possession d'un échantillon,

Le juge d'instruction donne communication aux experts des procès-verbaux de prélèvement ainsi que des factures, lettres de voiture, pièces de régie, et d'une façon générale, de tous les documents que la personne mise en cause a jugé utile de produire ou que le juge s'est fait remettre.

Aucune méthode officielle n'est imposée aux experts. Ils opèrent à leur gré, ensemble ou séparément, chacun d'eux étant libre d'employer les procédés qui lui paraissent le mieux appropriés.

Leurs conclusions sont formulées dans des rapports qui sont déposés dans le délai fixé par l'ordonnance du juge.

ART. 20. — Si les experts sont en désaccord, ils désignent un tiers expert pour les départager. A défaut d'entente pour le choix de ce tiers expert, il est désigné par le président du tribunal civil.

Le tiers expert peut être choisi en dehors des listes officielles.

ART. 21. — Sur la demande des experts ou sur celle de la personne mise en cause, des dégustateurs, choisis dans les mêmes conditions que les autres experts, sont commis pour examiner les échantillons.

ART. 22. — Lorsque des poursuites sont décidées, s'il s'agit de vins, bières, cidres, alcools ou liqueurs, le procureur de la République devra faire connaître

ART. 20. — (Suppression du dernier alinéa).

ART. 21. — (Sans changement).

ART. 22. — (Adjonction d'un 1^{er} paragraphe ainsi conçu:) Lorsque l'expertise a établi la réalité du délit, le magistrat compétent peut procéder aux mesures

au directeur des contributions d'inculpation qu'il juge utiles. indirectes ou à son représentant, dix jours au moins à l'avance, le jour et l'heure de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée.

En terminant ce chapitre, est-il besoin d'indiquer que nous ne préconisons pas une solution unique. Toute notre ambition serait d'avoir montré le sens d'une réforme dont l'intérêt ne peut échapper à personne.

Chaque jour, il peut y avoir des commerçants honorables qui, à la suite d'une analyse de triage très différente d'une expertise, soient cités à comparaître devant un juge d'instruction à titre d'inculpés. Cette situation est des plus regrettables ; nous n'y voyons pas un remède dans ce fait que se multipliant sans cesse, les inculpations de ce genre finiraient par ne plus effrayer personne.

Du moins dans l'état actuel des textes, nous estimons que le procureur de la République agit sagement, avant de mettre une affaire de fraude à l'instruction, en consultant un expert du tribunal, dans les conditions que nous avons indiquées au chapitre VII, et en s'éclairant, de son mieux, sur les causes d'une anomalie que le chimiste du laboratoire avait le devoir de signaler, sans être en mesure d'en déterminer toujours l'origine, faute des éléments d'information indispensables (chap. VI).

CHAPITRE IX

CONCLUSION SUR LA PROCÉDURE FIXÉE PAR LE DÉCRET DU 31 JUILLET 1906.

- A. — Le formalisme et la jurisprudence ; les municipalités ne peuvent plus organiser la recherche des délits de fraude, sans passer par l'intermédiaire de l'Etat.
- B. — Les lacunes du décret ; la commission chargée de les combler.
- C. — Les premiers succès de la nouvelle organisation contre la fraude.

A. — Les formalités établies par le décret du 31 juillet 1906 (comme nous l'avons indiqué d'ailleurs dans le chapitre I^{er} de la II^e partie) ne sont exigibles que lorsqu'il s'agit de découvrir la fraude au moyen de l'opération initiale qu'on appelle le prélèvement : acte d'autorité que seuls des agents qualifiés peuvent effectuer.

Le jugement du tribunal de la Seine en date du 7 décembre 1907 (*Gaz. Pal.*, 19-20 janvier 1908) a, le premier, donné un commentaire approfondi du formalisme rigide institué par le décret précité (1).

(1) Texte du jugement du tribunal de la Seine, du 7 décembre 1907 :
Le Tribunal,

Attendu que Frédéric-Théophile Laporte a été renvoyé devant le tribunal correctionnel pour avoir, le 7 août 1907, à Paris, falsifié, par addition d'eau, du vin destiné à être vendu, et mis en vente du vin qu'il savait être falsifié par addition d'eau ;

Attendu qu'il a déposé des conclusions tendant à la nullité de la procédure, et à son renvoi des fins de la poursuite sans dépens,

Dans l'espèce qui était soumise au tribunal de la Seine, des prélèvements en trois échantillons avaient été

prétendant que : 1° les prélèvements seraient irréguliers parce que : a) l'agent qui a fait lesdits prélèvements n'avait pas qualité pour les opérer, n'ayant pas été agréé et commissionné par le préfet du département, conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 2 du règlement d'administration publique du 31 juillet 1906 ; b) le nombre d'échantillons n'aurait été que de trois par prélèvement au lieu de quatre ; 2° l'analyse serait irrégulière parce qu'elle aurait été faite par le laboratoire municipal de Paris, qui, n'étant pas agréé à cet effet, n'aurait pas le droit de procéder aux analyses de recherche de la fraude, prévues par la loi du 1^{er} août 1905 et par le règlement d'administration publique du 31 juillet 1906....

...Attendu que pour résoudre les questions exposées ci-dessus il y a lieu d'élargir le débat, à l'effet de bien préciser, pour l'avenir, quelles ont été les intentions du législateur, et de faire ressortir en conséquence si, dans tous les cas sans exception, les règles de la loi de 1905 doivent être rigoureusement suivies, ou si, au contraire, dans d'autres cas, celles du droit commun peuvent être appliquées ;

Attendu qu'il est hors de doute que les délits de fraude, que réprime la loi de 1905, sont des délits de droit commun, que cette loi n'a supprimé aucun des modes de preuve admis en matière de droit commun ; que, dès lors, ces délits peuvent être recherchés et poursuivis comme les autres délits, du moment qu'ils ont été découverts par un des moyens ordinaires que prévoit le droit commun, sans cependant emprunter ou avoir recours pour la découverte à la mesure exorbitante du droit commun que prévoit la loi ;

Attendu que c'est cette mesure nouvelle qu'il y a lieu de bien mettre en lumière pour démontrer que, lorsque le législateur en a autorisé le fonctionnement, il a entendu, en même temps, pour en contrebalancer le caractère exorbitant, créer une procédure rigoureuse et pleine de garanties, qu'on doit strictement observer dans tous ses détails, à moins d'impossibilité ; qu'en effet, le législateur de 1905 a innové en autorisant des agents spécialement désignés, à s'introduire chez des négociants sur lesquels ne plane même pas le plus léger soupçon, pour rechercher s'ils ne sont pas fraudeurs, ou s'ils ne détiennent pas des marchandises falsifiées, corrompues ou toxiques ;

Attendu que ce nouveau droit, qui revêt un caractère inquisitorial qui est aussi une mesure de protection pour le commerce honnête,

opérés ; l'analyse d'un de ces échantillons avait été effectuée par le laboratoire municipal de Paris, lequel n'était plus agréé en vue de la répression des fraudes.

ne permet pas aux agents, chargés de son exécution, de se servir d'une procédure autre que celle étroitement précisée dans la loi et dans le règlement d'administration qui s'en est suivi ;

Attendu que, bien que le législateur n'ait pas prononcé les mots de « à peine de nullité », celle-ci en découle nécessairement pour tous les actes préparatoires qui seraient irréguliers, car c'est le reflet de l'esprit de la loi ; que ces principes sont consacrés par un arrêt de la Cour de cassation, qui dit, en résumé, *que, bien que le tribunal puisse fixer sa conviction là où il la trouve, il n'en est pas moins certain que, lorsqu'il puise sa conviction de culpabilité sur l'analyse des produits prélevés conformément à la loi de 1905, les formalités des lois et règlements d'administration doivent être rigoureusement observées* ;

Attendu que la procédure de la loi de 1905 a pour point de départ des prélèvements faits par des agents spéciaux chez le négociant ; que les agents qui peuvent opérer des prélèvements sont ceux seuls qui sont désignés dans l'article 2 du règlement d'administration du 31 juillet 1906 ; qu'ils doivent eux-mêmes se soumettre aux règles qui leur sont imposées, c'est-à-dire, notamment, diviser en quatre échantillons chacun des prélèvements opérés, et qu'ils sont tenus d'envoyer les échantillons prélevés au service administratif spécialement créé à cet effet, lequel service, après enregistrement desdits échantillons, fait remettre le premier au laboratoire d'Etat pour le résultat de l'analyse, conformément à l'article 10 du règlement d'administration ;

Attendu que ces trois derniers échantillons réservés sont destinés, éventuellement, le deuxième et le troisième à l'expertise contradictoire, et le quatrième, à celle du tiers-expert, en cas de désaccord des experts de l'expertise contradictoire ;

Attendu que la loi ayant prévu quatre échantillons, en précisant l'emploi de chacun d'eux, les agents qui les opèrent n'ont, ni le droit d'en faire moins, ni celui d'en faire plus ; qu'ils ont donc un pouvoir strict, limité et raisonné ;

Attendu, en outre, que le législateur, en désignant les agents qui seraient aptes à opérer des prélèvements, a entendu donner à ceux-ci des fonctions qui ne les placent pas sous la dépendance des laboratoires ; qu'il a voulu qu'il en soit ainsi, pour que les laboratoires

La procédure suivie fut déclarée nulle par le tribunal de la Seine et la question de savoir si les municipalités pouvaient encore organiser en toute indépendance, avec

n'aient pas connaissance du nom de la personne chez qui les agents ont prélevé ; que cette mesure a été créée dans un intérêt général pour assurer l'indépendance de l'analyse ;

Attendu, enfin, que les laboratoires qui peuvent faire les analyses sont les laboratoires d'Etat, ou ceux qui auraient été agréés conformément aux prescriptions de l'article 11 du règlement d'administration publique ;

Attendu qu'il ne s'agit, en aucune façon, dans l'espèce, d'une affaire de droit commun ; qu'en effet, le délit n'a été découvert que grâce à la mesure précisée plus haut, créée par la loi de 1905, autorisant des agents spéciaux à s'introduire chez les négociants pour opérer des prélèvements ;

Attendu que l'agent en question était un commissaire de police ; qu'il fait partie de la catégorie des autorités qui sont nommément prévues à l'article 2 du décret d'administration publique, et qui ont qualité pour opérer les prélèvements : que les conclusions font une erreur en disant qu'ils doivent être agréés ou commissionnés ; que le dernier alinéa de l'article 2 ainsi conçu : « Dans le cas où des agents spéciaux seraient institués par les départements ou les communes pour concourir à l'application de ladite loi, ces agents devront être agréés et commissionnés par les préfets », ne s'applique pas dans l'espèce, parce qu'il s'agit d'une « autorité » qui a déjà qualité, et non pas d'un agent spécial appelé à concourir à l'application de la loi avec les autorités visées dans la première partie de l'article 2 ;

Sur le nombre d'échantillons : qu'il est manifeste que les prélèvements sont irréguliers, puisqu'ils n'ont été divisés qu'en trois échantillons au lieu de quatre, comme le prescrit l'article 5 du règlement d'administration de 1906 :

En ce qui concerne l'irrégularité de l'analyse :

Attendu que l'analyse a été faite par le laboratoire municipal ; que ledit laboratoire rentre dans la catégorie de ceux que prévoit l'article 11 du décret d'administration ainsi conçu : « Les laboratoires créés par les départements et les communes peuvent être admis, concurremment avec ceux de l'Etat, à procéder aux analyses, lorsqu'ils ont été reconnus en état d'assurer ce service et agréés par une décision ministérielle prise sur l'avis conforme de la com-

leurs propres laboratoires, un service de recherche des délits de fraude, se trouva tranchée dans le sens négatif.

La Cour d'appel de Paris, tout en se montrant moins stricte que le tribunal de la Seine, sur l'obligation de prélever quatre échantillons (dans tous les cas) a, par arrêt du 1^{er} février 1908, et en se basant sur le principe que l'analyse de triage doit toujours être opérée par un laboratoire agréé, confirmé le jugement de première instance.

Le dit arrêt de la Cour d'appel établit une distinction entre les formalités du décret du 31 juillet 1906 qui doivent être considérées comme essentielles, et celles qu'il faut regarder seulement comme secondaires.

Mais la plupart des formalités prescrites par le décret dont il s'agit, sont des garanties prises en faveur de l'intéressé ; comme telles, il y a donc lieu de les tenir pour exigibles à peine de nullité.

C'est ainsi notamment que les formalités destinées à assurer l'anonymat de l'échantillon analysé ainsi que le

mission permanente » ;

Attendu que le laboratoire municipal, bien qu'ayant été agréé par arrêté du ministre de l'agriculture en date du 19 mars 1907 (*J. off.* du 7 avril), s'est vu retirer cette autorisation par arrêté du même ministre en date du 13 juin 1907 (*J. off.* du 20 juin) ; qu'il n'a donc plus qualité pour procéder aux analyses prévues par la loi de 1905 ;

Attendu, en conséquence, que les conclusions déposées par Laporte sont justifiées, en ce qui concerne le nombre d'échantillons et l'irrégularité tirée de la non-compétence du laboratoire municipal ; que ces irrégularités entachent de nullité la procédure suivie contre Laporte ;

Par ces motifs,

Déclare nulle la procédure instruite contre Laporte ; le renvoie des fins de la plainte sans dépens.

M. Lassus, subst. proc. Rép.

rapprochement ultérieur entre le talon numéroté de l'étiquette et le volant qui contient le nom de la personne en cause, sont des formalités essentielles du décret (1).

(1) Jugement du tribunal correctionnel de Belfort (21 février 1908) (*Gaz. Pal.*, 29-30 mars 1908). Ministère public contre dame Roy :

Attendu qu'aux termes de l'article 8 du décret du 31 juillet 1906, chaque échantillon doit être muni d'une étiquette composée de deux parties ; un talon n'indiquant que la nature du produit, la dénomination sous laquelle il est mis en vente, la date de ce prélèvement et le numéro d'enregistrement du service administratif et un volant portant, outre ces indications, le nom du propriétaire ou du détenteur de la marchandise et, s'il y a lieu, ceux de l'expéditeur et du destinataire ; que l'article 10 du même décret contient les prescriptions suivantes : « Le talon seul suit l'échantillon au laboratoire, le volant préalablement détaché est annexé au procès-verbal » ;

Attendu qu'il s'agit là de formalités présentant un intérêt pour la défense de la personne mise en cause ;

Attendu que, dès lors, on ne saurait les considérer autrement que comme prescrites à peine de nullité ;

Attendu que, dans l'espèce, il est établi et reconnu que le volant est encore actuellement conservé à la préfecture de Belfort et qu'il n'a pas été, ainsi qu'il est prescrit, annexé au procès-verbal ; qu'ainsi les poursuites ont été engagées contre la prévenue sans que l'une des formalités prévues ait été observée ;

Attendu que, par suite, l'une des garanties données par la loi à la prévenue a été méconnue, puisque des poursuites ont été engagées contre elle par le ministère public, sans que celui-ci ait pu rapprocher le numéro du procès-verbal d'analyse de celui porté sur le volant ; qu'en effet, le volant est bien la pièce originale avec laquelle doit être fait ce rapprochement puisque la signature de l'auteur du procès-verbal est exigée sur notre pièce par une disposition spéciale ;

Attendu, en conséquence, qu'une prescription essentielle de la loi n'ayant pas été observée, les poursuites et les autres actes qui en ont été la suite se trouvent nuls et viciés ;

.....

Par ces motifs,

Déclare les poursuites dont fait l'objet la prévenue nulles et viciées.

B. — La procédure établie par le décret du 31 juillet 1906 est si loin de se suffire à elle-même que, par arrêté du 28 mars 1908 une commission a été constituée en vue de l'élaboration d'un « projet de règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 aux denrées alimentaires, dans les cas où les règles tracées par le décret du 31 juillet 1906 ne peuvent être suivies ».

Flagrants délits. — La première lacune qui frappe l'attention dans le texte actuel, fixant la procédure, est l'absence d'un mode spécial de constatation, lorsqu'il s'agit d'une infraction flagrante et que tout prélèvement est, ou inutile, ou impossible (viandes corrompues ; laitier qui pour empêcher le prélèvement d'un lait qu'il vient de mouiller, renverse le contenu de ses récipients).

En ce qui concerne les viandes corrompues, la jurisprudence est actuellement fixée.

Dès le 18 février 1907, le tribunal de la Seine estima que, dans une espèce où toute expertise était inutile, le fait de ne pas avoir pu suivre la procédure de prélèvement, ne constituait pas une cause de nullité, attendu, disait le jugement qu' « il n'y a pas lieu de rechercher, là où l'on a trouvé ».

Le jugement du tribunal de première instance fut réformé il est vrai par la Cour d'appel de Paris (arrêt du 30 novembre 1907 ; *Gaz. Pal.*, 19-20 janvier 1908).

Mais un arrêt (très bref) de la Cour de cassation, en date du 24 mars 1908 (*Gaz. Pal.*), a cassé l'arrêt de la Cour d'appel en se basant sur les mêmes principes que le tribunal de première instance.

Pourtant, si la jurisprudence admet la légalité d'un mode de procédure autre que celui de prélèvement, il

n'en résulte pas moins que des dispositions spéciales seraient nécessaires pour préciser dans quelles conditions, en présence des produits dont le prélèvement est impossible, devront opérer les agents qui, aux termes mêmes du règlement du 31 juillet 1906, sont qualifiés non seulement pour rechercher, mais aussi pour constater les infractions.

Produits indivisibles en quatre échantillons. — Une hypothèse toute différente de la précédente est celle où, soupçonnant une infraction (qui n'est pas flagrante et ne peut, par conséquent, être simplement constatée dans un procès-verbal), les agents du service de la répression des fraudes ne peuvent prélever matériellement quatre échantillons.

Dans cette hypothèse, il n'y aurait pas lieu, selon nous, de prévoir le prélèvement en trois échantillons, mais, d'une part, le prélèvement en deux échantillons, et d'autre part la saisie totale du produit.

Dans le premier cas une analyse préalable du laboratoire est encore possible ; dans le second elle ne l'est pas.

Les saisies totales dont il s'agit ne devraient être opérées, par conséquent, que s'il y avait des raisons de suspecter le produit.

D'ailleurs, soit qu'il s'agisse de prélèvement en deux échantillons, soit qu'il s'agisse de saisie totale, les règles de l'expertise contradictoire se trouveront modifiées, puisque dans l'un et l'autre cas, il n'y a qu'un échantillon de transmis au parquet.

Pour la procédure à établir, on pourra utilement s'inspirer du projet du décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 aux substances médicamenteuses.

Ce projet prévoit la collaboration de trois experts pour l'analyse de l'échantillon unique transmis au Parquet.

Produits nuisibles : le prélèvement ne suffit pas ; la saisie s'impose. — Lorsque les inspecteurs des denrées alimentaires constatent qu'un produit mis en vente ou détenu en vue de la vente est nuisible, doivent-ils se contenter de porter cette constatation sur un procès-verbal lorsque le prélèvement d'échantillons est impossible ou de faire un prélèvement (lorsque ce dernier est praticable) ?

Evidemment non. Dans les cas de ce genre la saisie du produit est indispensable.

Pourtant, notre décret du 31 juillet 1906 est muet sur ce point, et il serait nécessaire que des dispositions spéciales intervenissent à cet égard.

Si la loi du 1^{er} août 1905 ne prévoit pas la saisie de certains produits, le texte de son article 11 est assez large pour permettre à un règlement d'administration publique d'introduire cette mesure dans notre nouveau régime de surveillance.

En Belgique (voir chap. III) les agents doivent *saisir*, au cours de leur inspection, toute denrée dont l'insalubrité leur paraît manifestement une cause de danger pour la santé publique.

En Suisse, l'article 21 de la loi du 8 décembre 1905 (voir aux annexes), contient des prescriptions analogues.

Il en est ainsi dans la plupart des législations étrangères.

L'article 28 d'un décret portugais du 17 décembre 1903 est assez intéressant à noter ; il est ainsi conçu :

« Les produits considérés comme suspects seront tou-

jours saisis provisoirement, mais pourront rester entre les mains du propriétaire, qui dans ce cas sera considéré comme gardien responsable, jusqu'à ce que, le résultat de l'analyse étant connu, ils soient définitivement saisis, conformément au présent règlement, lorsque le soupçon est confirmé, ou restitués au propriétaire dans le cas contraire. »

Nous devons ajouter que dans les cas où le caractère nuisible du produit est dû à la corruption, et que la conservation du dit produit est impossible, il conviendra d'indiquer dans quelles conditions les agents pourront en opérer la destruction.

Enfin remarquons que ces deux mesures connexes : saisie et destruction de certains produits, sont prévues dans de nombreux arrêtés municipaux, notamment dans ceux que nous avons partiellement reproduits, chap. II.

Lacunes diverses. — Nous avons signalé, au cours de cette deuxième partie, quelques autres lacunes du décret du 31 juillet 1906 ; notamment, celle qui permettrait à l'intéressé (si le magistrat compétent n'y prenait pas garde) d'ajourner indéfiniment le choix de son expert, tout en ayant réclamé l'expertise contradictoire ; nous avons dit également, en parlant de la question du remboursement des échantillons (chap. VII), que l'Etat ne devrait pas avoir à rembourser la valeur de produits falsifiés, sous prétexte que la mauvaise foi du vendeur ou détenteur n'a pu être constatée.

Il nous reste à mettre en relief un des points sur lesquels le silence du décret du 31 juillet 1906 présente parfois les plus grands inconvénients.

Le refus de laisser prélever des échantillons n'est pas actuellement sanctionné. — Sauf en ce qu'il concerne les

prélèvements de beurre pour lesquels l'article 16 de la loi du 16 avril 1897 punit de peines spéciales (500 fr. à 1.000 fr. d'amende) ceux qui auront empêché les inspecteurs d'accomplir leurs fonctions, en leur refusant l'entrée de leurs locaux, aucune sanction n'est prévue, dans le cas où un commerçant refuse à l'agent qualifié les moyens de prélever, chez lui, des échantillons d'un produit.

En l'absence de dispositions particulières, les articles 209, 212, 224 du Code pénal peuvent être appliqués, lorsqu'il y a violence, voies de fait, outrage fait par paroles, gestes ou menaces ; mais, le plus souvent, le refus de laisser prélever des échantillons ne va pas jusque-là.

Dès lors, il conviendrait de compléter, à cet égard, le décret du 31 juillet 1906, en établissant, par exemple, que toute opposition apportée par l'intéressé à l'exercice des pouvoirs confiés aux agents, sera assimilée aux infractions prévues, et réprimées, par l'article 13 de la loi du 1^{er} août 1905.

*Les premiers succès de la nouvelle organisation
contre la fraude.*

C. — Il résulte de ce qui précède que la nouvelle commission (1) chargée de compléter, sur certains points, le décret du 31 juillet 1906, a une œuvre assez vaste à accomplir.

(1) La liste des membres de la Commission est la suivante :

MM. Blanc (conseiller d'Etat), président ; Cocula, Darbot, Viseur (sénateurs) ; Cazeneuve, Chavoix, Fitte, Ory, Pajol, Ragally, Rouzé (députés) ; Carreau, Galtier, Guichard, Leclerc, Laclainche, Martel, Monsarrat, Moreau, Morot, Porcher, Rocques, Rousseau, Rossignol, Saintyve, Vallée, Villain, Vassilière, Cayol, Chapsal, Chantemesse, de Pillot, Tissier, Lescouvé, Locard, Boizard, Le Serrurier, Bordas, Roux ; secrétaires : Panisset, Toubeau.

Pourtant, malgré ses lacunes, ce décret offre à bien des points de vue des avantages considérables.

Nous croyons avoir, dans notre chapitre VIII, suffisamment indiqué le point faible dudit décret pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir à nouveau. De même, nous avons déjà assez insisté sur les garanties dont la procédure nouvelle est entourée, à l'égard des intéressés.

Mais, nous devons enregistrer, à la fin de cette étude, les premières victoires obtenues contre la fraude, grâce à la procédure dont il s'agit.

Il a été effectué en France, pendant l'année 1907, 21.000 prélèvements, dont 17.000 en province et le reste à Paris.

Environ 20 0/0 des échantillons prélevés (soit 4.200), ont été reconnus suspects par les laboratoires ; 502 échantillons de vin, notamment, et 1.364 échantillons de lait ont donné lieu à des conclusions analytiques défavorables.

L'impression produite par ces « opérations de début » a été grande et, de tous les côtés, les laboratoires constatent, en quelques mois, une sensible amélioration des produits qui leur sont soumis. Il est naturellement difficile d'indiquer dans quelle mesure la proportion entre les échantillons mauvais et le total des échantillons analysés, a déjà diminué, dans certaines régions. Notons seulement qu'au laboratoire de Montpellier, et en ce qui concerne les « corps gras », 80 0/0 environ des échantillons analysés étaient trouvés anormaux, lorsque cet établissement a commencé à fonctionner ; à l'heure actuelle, cette proportion est descendue à environ 30 0/0.

Les villes dans lesquelles fonctionne, avec l'agrément et sous l'autorité du préfet, un service municipal de pré-

lèvement, se distinguent, tout spécialement, par l'importance des résultats obtenus.

Si l'on considère que 1907 a été une période d'organisation, on acquiert la certitude que, d'ici peu, l'efficacité des mesures établies par le décret du 31 juillet 1906 se manifestera dans toute sa force : partout l'unité d'action sera assurée par le service central et les préfectures ; partout aussi, le caractère « étatiste » de l'œuvre entreprise s'atténuera, grâce au concours des municipalités, des départements, et des syndicats professionnels.

TROISIÈME PARTIE

DE L'INTERVENTION DES SYNDICATS DANS LA RÉPRESSION DES FRAUDES

I. — *Considérations générales.*

II. — *Le droit de se porter partie civile* : les origines ; Comité disciplinaire de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine ; les syndicats viticoles réclament une interprétation du droit qui leur permette de se porter partie civile dans toutes les affaires de fraude intéressant la viticulture ; arrêt défavorable de la Cour d'appel de Paris ; la loi du 29 juin 1907 leur donne satisfaction ; les autres syndicats demandent la même situation juridique ; la Cour de cassation admet le principe ; une proposition de loi Caze-neuve adoptée par la Chambre reste en instance devant le Sénat (amendement Touron). Critique de cet amendement.

III. — *Les syndicats veulent participer à la recherche officielle des fraudes* ; Syndicat de producteurs de l'arrondissement d'Avesnes ; interprétation qui a permis d'agréer les agents des syndicats pour faire des prélèvements ; situation de ces agents vis-à-vis de l'Etat et du groupement qui les rétribue indirectement ; circulaire du 23 décembre 1908 ; les syndicats veulent connaître la suite donnée aux affaires de fraude ; ils obtiennent satisfaction.

IV. — *Les résultats acquis.*

I

Les groupements professionnels sont intéressés à réprimer les pratiques de nature à discréditer l'ensemble des producteurs ou des intermédiaires qu'ils représentent.

Sous l'ancien régime, le soin d'assurer l'œuvre de discipline nécessaire était particulièrement confié aux

représentants des « maîtres » réunis en corporation : les jurés. Dans la plupart des règlements de « communautés » nous trouvons des prescriptions relatives à l'emploi « de bonnes matières, loyales et marchandes » (1). Au milieu des multiples inconvénients d'un système qui sacrifiait trop les droits de l'individu, il y avait là, du moins, un sérieux avantage, que l'avocat général Séguier ne manqua pas de faire valoir, dans ses remontrances sur l'édit de 1776 qui supprimait les jurandes et maîtrises (2).

C'est toujours une entreprise dangereuse que celle d'établir un rapprochement, même lointain, entre les syndicats professionnels de notre époque et les corporations d'autrefois. Il y a entre les deux formes de groupement

(1) Citons à titre d'exemple le règlement de police pour la communauté des vinaigriers de la ville, faubourgs et banlieue d'Orléans enregistré le 12 juillet 1780. L'article 4 de ce règlement était ainsi conçu :

« Il ne pourra être employé pour la fabrication du vinaigre, que de bonnes matières loyales et marchandes ; ne pourront lesdits maîtres employer ni emmagasiner aucuns cidres ni autres liqueurs dont on puisse faire vinaigre, à peine de saisie, de confiscation et d'amende » (tiré du *Bulletin mensuel du Syndicat du commerce en gros des vins, spiritueux et vinaigres d'Orléans*, septembre 1907).

(2) Séguier s'exprimait de la sorte : « La loi a érigé des corps de communauté, créé des jurandes, a établi des règlements, parce que l'indépendance est un vice dans la constitution politique, parce que l'homme a toujours tenté d'abuser de la liberté. Elle a voulu prévenir les fraudes en tout genre et remédier à tous les abus. La loi veille également sur l'intérêt de celui qui vend et sur l'intérêt de celui qui achète ; elle entretient une confiance réciproque entre l'un et l'autre... » (Extrait du procès-verbal du lit de Justice tenu le 12 mars 1776, Paris, 1776, p. 24. Cité par Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, 4^e édition, p. 693).

Rappelons que le régime des corporations supprimé en 1776 fut rétabli après la disparition de Turgot.

des différences réductibles. Mais, parmi quelques points communs, il faut citer celui qui nous intéresse, savoir : la mission de maintenir le bon renom professionnel, et de réprimer, à cet effet, la fraude, sous toutes ses manifestations.

Quels sont les moyens d'action que peuvent employer les syndicats pour réaliser cette tâche ? C'est ce qu'il convient de déterminer, en notant chaque étape parcourue et en s'efforçant de mettre en lumière le progrès considérable qui, depuis deux ans, a été obtenu dans cette voie.

II

L'article 6 de la loi du 21 mars 1884 reconnaît aux syndicats, définis par elle, le droit d'ester en justice.

Dès lors, toutes les fois qu'un syndicat professionnel est *lésé directement* par un délit, il peut user des droits reconnus à tout intéressé par les articles 63, 64, 66, 67, 68 et 182 du Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire, qu'il peut porter plainte ou se constituer partie civile. Par exemple, un syndicat procède à l'achat de marchandises qui se trouvent être falsifiées : ce syndicat peut se porter partie civile et entraîner l'application de la loi du 1^{er} août 1905. Cela est incontestable, et, selon nous, aussi vrai pour les associations régulièrement déclarées (art. 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901) que pour les syndicats, car bien qu'une association ne poursuive pas la réalisation de bénéfices, elle peut être *directement lésée dans ses intérêts* par un délit : il en serait ainsi, notamment, d'une association philanthropique faisant l'achat de produit alimentaires destinés à l'enfant, au malade, à des pauvres quelconques, et qui recevrait une marchandise falsifiée.

Mais il y a loin entre ce droit que l'on pourrait appeler

de « légitime défense » et la mission disciplinaire dont nous avons parlé ci-dessus.

Voici comment, peu à peu, l'interprétation d'abord étroite des textes s'est élargie :

Indépendamment du cas où un syndicat est directement lésé par la falsification de marchandises, achetées par lui, ne peut-on prétendre que le dit syndicat a un *intérêt direct* à la répression des fraudes et falsifications qui causent un préjudice certain à l'ensemble de la profession représentée par ce groupement ?

S'il en est ainsi, peu importe que le dommage ne soit pas exactement appréciable en argent ; sans doute, la réparation sera forcément arbitraire, mais de ce que le juge ne peut accorder une réparation exacte du préjudice qui a été causé, il ne s'ensuit pas qu'il ne puisse en accorder aucune. Autrement dit : la difficulté d'évaluer le préjudice ne saurait être une fin de non-recevoir de l'action.

Pour qu'un tribunal, aux termes du droit commun, accorde des dommages et intérêts à la partie, il faut que ce tribunal ait *constaté*, par une appréciation de fait qui échappe au contrôle de la Cour de cassation, l'existence d'un préjudice, actuel, personnel et direct.

Or, il y a déjà plusieurs années que des syndicats ont fait admettre par certains tribunaux qu'ils subissaient un tel préjudice (actuel, personnel et direct) par suite des fraudes commises dans la profession qu'ils sont chargés de défendre, sur le terrain économique.

Une interprétation de cette nature fournissait aux groupements professionnels un moyen particulièrement intéressant d'exercer l'œuvre de surveillance et de s'acheminer vers des modes d'intervention plus rigoureux.

Bien que nous ne nous occupions pas, dans cet ouvrage, des fraudes dont les produits médicamenteux sont l'objet, nous croyons indispensable d'étudier, à titre de précédent, et par analogie, l'action du Comité disciplinaire de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine (1).

(1) Nous trouvons dans le bulletin de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine, du 28 février 1907, le texte suivant :

Comité disciplinaire.

Règlement.

ART. 1^{er}. — La Chambre syndicale des pharmaciens du département de la Seine, soucieuse, dans un but d'intérêt général, d'assurer le maintien des traditions d'honorabilité et de loyauté qui doivent rester inséparables de l'exercice de la profession, a décidé la création d'une commission spéciale portant le nom de « Comité disciplinaire ».

Son but.

ART. 2. — La mission du Comité est strictement limitée à provoquer la répression et la poursuite du délit de droit commun qualifié de tromperie sur la nature, la qualité et la quantité des marchandises vendues.

Sa composition.

ART. 3. — *Bureau.* — Cette commission sera composée de douze membres : les président, vice-président et secrétaire général de la Chambre syndicale en feront partie de droit, avec leurs fonctions respectives.

Membres titulaires. — Les neuf autres membres pris en dehors du conseil, à l'exception des présidents honoraires, qui seront toujours éligibles, devront tous appartenir à la Chambre syndicale et seront élus en assemblée générale à la majorité des suffrages.

Pour faciliter cette opération, une liste de candidats en nombre double de ceux à élire sera dressée par le conseil d'administration de la Chambre syndicale assisté des présidents honoraires, convoqués à cet effet.

Nul, à l'exception des présidents honoraires, ne pourra être élu, s'il n'a exercé la pharmacie pendant cinq ans dans une officine

Recevoir les plaintes dirigées par le public contre tel ou tel membre de la profession, examiner, vérifier le bien fondé de ces plaintes, et puis, leur assurer les sanctions

ouverte au détail.

Membres adjoints. — Les trois candidats qui, après les candidats élus, auront obtenu le plus de voix pour le plus long mandat, recevront le titre de membres adjoints. Ils seront appelés à suppléer, dans le courant de l'année, aux vacances qui pourraient se produire parmi les membres en exercice.

L'année suivante, ils seront, s'il y a lieu, proposés en première ligne.

La liste des candidats et la lettre de convocation seront envoyées à tous les membres de la société, au moins huit jours avant l'élection.

Le vote par correspondance sera mis en vigueur tel qu'il est déterminé par l'article 34.

ART. 4. — La durée du mandat des membres titulaires est de trois ans.

ART. 5. — Ces membres sont soumis à un renouvellement par tiers chaque année.

ART. 6. — Les membres sortants sont rééligibles.

Son fonctionnement.

ART. 7. — *Fonctions du président.* — Le président est chargé de présider les séances du comité disciplinaire ; les convocations sont faites, sur son invitation, par le secrétaire.

Il reçoit les plaintes signées qui pourraient lui être adressées relativement à l'exercice déloyal de la profession et les soumet au comité disciplinaire, dans sa réunion mensuelle. Il est chargé de toutes les démarches qui pourraient être faites auprès des autorités publiques concernant le fonctionnement du comité disciplinaire.

ART. 8. — *Fonctions du vice-président.* — En cas de maladie, d'absence ou d'empêchement quelconque, le président est remplacé, dans les diverses attributions qui lui sont confiées, par le vice-président.

ART. 9. — *Fonctions du secrétaire.* — Le secrétaire est chargé de la correspondance officielle du comité disciplinaire.

Il en convoque les membres sur l'avis qui lui en est donné par le président et il rédige les procès-verbaux des séances. En cas de

nécessaires, tel est le rôle du Comité disciplinaire.

Lorsqu'un pharmacien semble, à bon droit, suspect, une personne quelconque est envoyée par le Comité chez le dit pharmacien, pour faire l'achat d'un médicament ou pour demander la préparation d'une ordonnance.

Le médicament est alors analysé par les soins du Comité : s'il y a fraude, le pharmacien reçoit un *avertissement*, et en cas de récidive, un *blâme* avec menace de poursuites. Enfin, lorsque l'intéressé se révèle comme un fraudeur invétéré, le Comité procède de la sorte : il

maladie ou d'absence, le comité désigne *un de ses membres* pour le suppléer.

Procédure du comité disciplinaire.

ART. 10. — Le comité disciplinaire tiendra chaque mois, plus souvent en cas d'urgence, une séance qui sera consacrée à l'*examen de toute plainte* signée, adressée au président.

ART. 11. — *Avertissement.* — Si la plainte portée devant le conseil paraît justifiée, un avertissement sera donné par le président, avec consignation au procès-verbal du comité disciplinaire.

ART. 12. — *Blâme.* — Dans le cas de seconde plainte fondée contre le même pharmacien, moins de deux ans après la première, l'avertissement sera donné sous forme de blâme avec menace de provoquer des poursuites en cas de récidive.

ART. 13. — *Transmission au conseil.* — Après une troisième constatation et avant qu'il soit donné suite à la plainte, un rapport écrit et détaillé de l'affaire sera soumis au conseil de la Chambre syndicale qui, seul, jugera s'il y a lieu de provoquer des poursuites.

Toutefois, dans les cas graves et particulièrement dans les cas de tromperie avec préméditation évidente, le comité disciplinaire pourra décider la présentation immédiate du rapport au conseil de la Chambre syndicale, sans passer par la formalité des deux avertissements préalables.

La Chambre syndicale pourra se porter partie civile, en raison du préjudice causé à la profession.

ART. 14. — Tous les frais occasionnés par le fonctionnement du comité disciplinaire sont supportés par la Chambre syndicale.

fait, par exemple, préparer, sur ordonnance, un médicament qui pourra être divisé en plusieurs échantillons ; un huissier est requis de constater, au moment de la livraison, l'authenticité du produit, afin que, devant les juges, cette authenticité ne puisse être mise en doute. Le Comité fait analyser un des échantillons du produit : s'il y a fraude, les autres échantillons sont transmis au parquet et la Chambre syndicale des pharmaciens du département de la Seine se porte partie civile.

L'achat de marchandises opéré chez un pharmacien à l'instigation du Comité de discipline, ressemble vaguement à un « prélèvement », surtout si l'on sait qu'en Angleterre, les premiers prélèvements officiels étaient plutôt des achats de marchandises que des actes d'autorité.

Aussi, le mot « prélèvement » est-il employé dans la note suivante que M. le Dr Henri Martin, président de la Chambre syndicale des pharmaciens du département de la Seine, a bien voulu nous communiquer et qui offrait pour nous un précieux intérêt ;

« La première séance du Comité disciplinaire a eu lieu le 28 mars 1893.

« Depuis cette date, jusqu'en février 1908, les membres du Comité disciplinaire ont effectué (gratuitement) 1.185 analyses de médicaments. Presque toujours le prélèvement effectué dans une même officine comportait plusieurs médicaments, de telle sorte que les 1.185 analyses correspondent à 384 prélèvements ;

« 187 prélèvements ont eu pour résultat de démontrer que tous les produits étaient parfaitement conformes aux ordonnances ;

« 58 prélèvements ont abouti à faire tenir l'officine « en

observation » par le Comité, les produits étant mal préparés, sans intention frauduleuse, ou de médiocre qualité ;

« 70 prélèvements ont donné lieu à la première sanction : *avertissement*, adressé par le président de la Chambre syndicale ;

« 35 prélèvements ont donné lieu à la deuxième sanction : *blâme* ;

« 31 prélèvements ont été faits avec *constat d'huissier*, en vue de poursuites judiciaires ;

« 3 condamnations ont été prononcées par les tribunaux le 29 janvier 1897, le 23 mai 1899 et le 4 août 1905.

« Dans nombre de cas, à la suite de l'avertissement et du blâme, le prélèvement effectué avec constat n'a pu donner lieu à poursuites, parce que les médicaments étaient bons. Le Comité disciplinaire estime que, même alors, son action a été utile, en faisant rentrer dans le devoir, des pharmaciens qui s'en étaient écartés » (1).

Ainsi, avant la loi du 1^{er} août 1905, un syndicat de pharmaciens déterminait par son intervention l'application de l'article 423 du Code pénal sur le délit de tromperie commerciale, et obtenait, en qualité de partie civile,

(1) M. le président de la Chambre syndicale des pharmaciens du département de la Seine nous a remis la copie d'un des jugements auxquels il fait allusion dans sa note ; en voici les extraits les plus importants :

Tribunal de la Seine, 10^e Chambre correctionnelle, audience du 17 février 1899. — Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine contre L.

« Attendu qu'il résulte du registre d'ordonnances tenu par L... et des déclarations de l'expert que le prévenu, en 1897 et 1898, a, un très grand nombre de fois, substitué aux médicaments indiqués dans les ordonnances des médecins, d'autres médicaments d'un prix moins élevé, et qui ne devaient pas produire les mêmes effets cura-

des dommages et intérêts. Avec la crise viticole de 1906 et 1907, la question de savoir si les syndicats pouvaient réellement se porter partie civile en matière de fraude intéressant leur profession, et déterminer ainsi l'engagement des poursuites, se posa avec une force exceptionnelle.

La jurisprudence se montra hésitante. Un jugement du tribunal de la Seine, des 11-30 avril 1906, accueillit favorablement l'intervention du Syndicat national de la viticulture française dans les poursuites intentées contre MM. Triboudeau, Taragonet, Jouet, Hostein et la dame Martin. Le dit jugement condamna ces prévenus à des peines variant de 25 à 100 francs pour falsification de vin et mise en vente de vin falsifié ; et, statuant avant faire droit, sur la demande de la partie civile, il avait ordonné que le syndicat national dresserait et produirait l'état du préjudice causé à ses membres par les fraudes commises.

Mais la Cour d'appel de Paris (1), dans un arrêt du

tifs ; que les acheteurs ont été, ainsi, trompés, en recevant autre chose que ce qu'ils croyaient avoir acheté...

« Faisant application de l'article 423 du Code pénal...

« Condamne L... à 6 mois d'emprisonnement et à 50 fr. d'amende.

« Et statuant sur les conclusions de la partie civile ;

« Attendu que, par suite des faits ci-dessus relatés, la Société des pharmaciens a éprouvé un préjudice dont il lui est dû réparation ; que le tribunal a, dès à présent, les éléments pour en déterminer l'importance ;

« Par ces motifs,

« Condamne L... par toutes voies de droit et même par corps, à payer à la partie civile la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts... »

Ce jugement fut confirmé par la Cour d'appel (7^e Chambre) à l'audience du 26 avril 1899 ; la Cour accorda pour l'emprisonnement le bénéfice du sursis.

(1) ARRÊT DE LA COUR D'APPEL DE PARIS DU 11 JANVIER 1907 hostile à

11 janvier 1907, où se trouvent réunis tous les arguments que l'on peut donner contre l'intervention, comme partie

l'intervention des syndicats (arrêt cassé, voir ci-après). Présidence de M. Bidault de l'Isle.

La Cour,

Sur les conclusions du Syndicat national de défense de la viticulture française, intervenant comme partie civile :

Considérant qu'aux termes de l'article 1^{er} du Code d'instruction criminelle l'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi ; que l'action en réparation du dommage causé par un crime, par un délit ou par une contravention peut être exercée par tous ceux qui ont souffert de ce dommage ;

« Considérant qu'une loi du 21 mars 1884 a permis aux personnes qui exercent la même profession industrielle, commerciale ou agricole de former des syndicats pour la protection de leurs intérêts économiques et qu'une loi du 1^{er} juillet 1901 a étendu le droit d'association à tous les citoyens ;

« Mais considérant que, dans l'état actuel de notre législation, les groupements ne jouissent pas d'une situation juridique privilégiée et qu'ils doivent, dans la défense de leurs intérêts, se conformer au droit commun ;

« Considérant qu'aucune exception n'a été apportée en leur faveur aux règles qui restreignent l'exercice de l'action publique et de l'action civile ;

« Considérant, dès lors, que de même qu'un préjudice personnellement souffert est nécessaire pour permettre à un particulier de se constituer partie civile, ce droit n'appartient à un syndicat que dans les poursuites relatives aux infractions pénales qui, au moment où elles se commettraient, ont causé directement une lésion aux intérêts collectifs qu'il représente ;

« Considérant, d'autre part, qu'il résulte de l'article 6 de la loi du 21 mars 1884 que les Unions de syndicats ne possèdent pas la personnalité civile et qu'elles ne sont pas admises à ester en justice ;

« Considérant qu'à plus forte raison, un syndicat ne peut pas agir devant les tribunaux comme représentant des intérêts individuels ou collectifs qui, bien qu'identiques aux siens, ne sont pas compris dans cette association ;

Considérant qu'un syndicat ou une association quelconque ne sau-

civile, d'un syndicat, en matière de fraude, après avoir confirmé les peines prononcées contre les prévenus,

rait, en se donnant pour but la répression d'une certaine catégorie de délits, s'attribuer le droit de poursuivre les auteurs de ces répressions ; que, si l'on admettait une pareille faculté, il serait facile de dépasser les limites, dans lesquelles le Code d'instruction criminelle a enfermé l'exercice de l'action publique et de l'action civile pour éviter aux citoyens le danger de poursuites vexatoires ; que le but d'une association définit son champ d'activité, mais ne lui confère pas les droits ne résultant pas des intérêts mêmes dont la réunion constitue ce groupement ;

Considérant qu'un syndicat de viticulteurs spécialement créé pour la recherche et la répression des fraudes commises dans le commerce des vins n'a donc pas, par le seul fait de son titre, le droit d'intervenir dans toutes les poursuites relatives à la mise en vente de vin falsifié, pas plus qu'une société fondée pour la répression du braconnage, dans tous les procès pour délits de chasse ou une association instituée pour la protection de la moralité publique, dans les affaires de colportage d'écrits ou d'images obscènes ;

Considérant qu'un semblable droit ne saurait être accordé à ces associations que par une loi qui devrait prendre en même temps les mesures nécessaires pour en régler l'usage et en empêcher l'abus ;

Considérant que le Syndicat national de défense de la viticulture française ne réunit pas l'ensemble ou la plus grande partie des viticulteurs d'une région déterminée et qu'il ne se plaint pas d'une dépréciation causée par une fausse indication de provenance ou par une autre fraude aux produits de cette région ;

Considérant que le délit reproché au prévenu consiste dans la mise en vente à Paris de quelques litres de vin dont la provenance n'est pas indiquée et qui était falsifié par l'addition d'une certaine quantité d'eau ;

Considérant que, sans doute, l'opération du mouillage est contraire aux intérêts généraux de la viticulture française ;

Mais considérant que, malgré son titre, le syndicat qui se présente dans la cause comme partie civile ne compte pas parmi ses membres tous les viticulteurs français, et qu'il n'en comprend qu'un nombre relativement restreint ;

Considérant que, dans ces conditions, il n'est nullement démontré que l'infraction dont il s'agit ait causé, soit en amenant une baisse

déclara le syndicat national de défense de la viticulture française mal fondé dans ses prétentions, le débouta de sa demande et déclara que les frais motivés par son intervention seraient à sa charge.

Si l'interprétation donnée par la Cour d'appel de Paris avait triomphé, les syndicats professionnels eussent été désarmés, en attendant un texte formel. Aussi, pour les syndicats viticoles, le législateur s'empressa-t-il, à l'occa-

sur le prix de vente des vins, soit en détournant les consommateurs de ce produit, soit pour tout autre motif, un préjudice quelconque aux intérêts représentés par ce syndicat ;

Considérant que, si l'on accueillait son intervention comme partie civile, il n'existerait aucune raison de refuser dans l'affaire actuelle le même droit aux nombreux syndicats de marchands de vin dans toutes les poursuites relatives aux fraudes commises par les viticulteurs ; que l'on arriverait ainsi à infliger à un prévenu pour un seul délit, sous la forme de dommages-intérêts, des peines multiples, arbitraires et qui seraient hors de proportion avec la gravité de l'infraction commise ;

Considérant que c'est à tort que les premiers juges ont ordonné avant faire droite que le syndicat dressera et produira l'état du préjudice qui a été causé à la collectivité de ses membres ;

Considérant que cette mesure retarderait inutilement la solution du litige et que la partie civile a reconnu quelle se trouvait dans l'impossibilité d'établir cet état ;

Considérant, en résumé, que la partie civile ne prouve pas et n'offre pas de prouver l'existence du dommage dont elle poursuit la réparation ; qu'elle doit donc être déboutée de sa demande ;

Par ces motifs,

Confirme, en ce qui concerne la peine prononcée contre le prévenu, le jugement dont est appel ;

Dit que ce jugement a ordonné à tort que le Syndicat national de défense de la viticulture française dressera et produira l'état du préjudice qui a été causé à la collectivité de ses membres ; et, le réformant sur ce point, déclare le syndicat mal fondé dans ses demandes, fins et conclusions ;

L'en déboute et dit que les frais motivés par son intervention resteront à sa charge. . . . »

sion du vote d'une loi sur le mouillage et le sucrage des vins (loi du 29 juin 1907) de décider (art. 9) que :

« Tous syndicats, formés conformément à la loi du 21 mars 1884, pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du commerce et trafic des vins, pourront exercer, sur tout le territoire de la France et des colonies, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications des vins, prévus par les lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 1^{er} août 1905, 6 août 1905 et par la présente loi, ou recourir s'ils le préfèrent à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil. »

En conséquence, depuis le vote de la loi du 29 juin 1907, les syndicats viticoles ont le droit certain, reconnu, d'intervenir directement dans toutes les affaires de fraude concernant la profession qu'ils représentent. Et cela, sans limitation d'aucune sorte.

Mais quel est, au même point de vue, la situation juridique de tous les autres syndicats de l'alimentation ?

De ce que le législateur n'a encore reconnu le droit de se porter partie civile qu'aux syndicats viticoles, s'ensuit-il, qu'*a contrario* il faille refuser ce droit aux autres syndicats ?

Assurément non, car ce sont les circonstances (et non une volonté réfléchie) qui ont fait légiférer en premier lieu sur la défense des intérêts viticoles.

D'ailleurs, le législateur n'a fait qu'interpréter, préciser et étendre un droit qui existait déjà : il n'a pas créé ce droit ; toute la réforme consiste, selon nous, en ceci : désormais, pour les syndicats viticoles et lorsque les tri-

bunaux se trouveront en présence d'un fait de fraude réprimé par les textes énumérés à l'article 9 de la loi du 29 juin 1907, la question ne se posera plus de savoir si les dits syndicats ont, ou n'ont pas, subi un préjudice actuel et direct par suite de ce fait de fraude.

Pour les autres syndicats, en attendant le vote d'un texte nouveau, l'obligation pour le tribunal de *constater* le préjudice causé aux intérêts collectifs que le syndicat représente est toujours indispensable (1).

Mais la Cour de cassation entend ces mots « intérêts collectifs » dans le sens de « intérêts généraux de la profession représentée par un syndicat » et elle admet que pour se porter partie civile, il n'est pas nécessaire qu'un syndicat ait obtenu l'adhésion de l'ensemble ou de la plus grande partie des membres d'une profession déterminée.

C'est dans cet esprit qu'elle a *cassé* l'arrêt précité de la Cour d'appel de Paris, reconnaissant ainsi aux tribunaux la faculté de donner droit dans la plus large mesure aux revendications des syndicats. Si la Cour de cassation avait pu fixer plus tôt la jurisprudence en ce sens, l'article 9 de la loi du 29 juin 1907 aurait peut-être été jugé inutile (2).

(1) ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 20 DÉCEMBRE 1907 (*Gaz. Pal.* du 22 janvier 1908), dans une affaire de fraude où un syndicat du commerce des saindoux est intervenu comme partie civile ; ledit arrêt cassa un arrêt de la Cour d'Aix qui sans constater le préjudice avait admis la demande de la partie civile.

(2) ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 27 JUILLET 1907 favorable à l'intervention des syndicats.

La Cour,

Oùï M. le conseiller Douarche en son rapport, MM. Hannotin et Dumerin, avocats à la Cour en leurs conclusions, M. Cottignies, avo-

Il faut remarquer, en effet, que le fait de transformer, pour les syndicats, un droit relatif (soumis à l'apprécia-

cat général en ses conclusions ;

Statuant sur le pourvoi du syndicat dit Syndicat national de défense de la viticulture française, partie civile, contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris, en date du 11 janvier 1907, qui a débouté ce syndicat de sa demande en dommages-intérêts contre T. ., marchand de vin à Paris, condamné par le même arrêt, sur la poursuite du ministère public, à 100 francs d'amende pour mise en vente de vin falsifié par addition d'eau ;

Sur le moyen unique, pris de la violation des articles 1 et 2 du Code d'instruction criminelle, 3 et 8 de la loi du 21 mars 1884 et 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Vu lesdits articles ;

Attendu que l'arrêt attaqué, après avoir condamné T... à une amende pour mise en vente de vin falsifié par addition d'eau, et après avoir déclaré que « l'opération du mouillage des vins est contraire aux intérêts généraux de la viticulture française », a rejeté la demande en dommages-intérêts formée par le Syndicat national de défense de la viticulture française, « en réparation du préjudice causé à la collectivité des membres entrant dans sa composition » par le motif que le syndicat « ne compte pas parmi ses membres tous les viticulteurs français, et qu'il n'en comprend qu'un nombre relativement restreint » et encore parce que le syndicat « ne réunit pas l'ensemble ou la plus grande partie des viticulteurs d'une région déterminée » ;

Attendu qu'il résulte de la combinaison des articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884, et des articles 1 et 2 du Code d'instruction criminelle, qu'un syndicat professionnel constitué en vertu de la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts viticoles, a le droit de se porter partie civile dans les poursuites du ministère public contre les délits de falsification et de mouillage du vin préjudiciables aux intérêts collectifs du syndicat, et d'exercer l'action syndicale en réparation du dommage éprouvé par la collectivité qu'il représente :

Que pour former une collectivité d'intérêts viticoles au sens de la loi du 21 mars 1884, il n'est pas nécessaire d'obtenir l'adhésion de l'ensemble ou de la plus grande partie des viticulteurs ; qu'il suit de là que l'arrêt attaqué a violé les textes de loi visés au moyen

Attendu, d'autre part, qu'après avoir constaté que l'infraction commise par T... était contraire aux intérêts généraux de la viticulture,

tion des tribunaux) en droit absolu (qui s'impose aux tribunaux quelle que soit l'espèce en question), a soulevé des objections dont M. Tournon, sénateur, s'est fait le défenseur ardent, mais, selon nous, trop pessimiste.

Ces objections se sont traduites à l'occasion du vote, par la Chambre des députés (ce vote eut lieu le 9 juillet 1907), d'une proposition de loi présentée par M. Caze-neuve et dont l'article 2 est ainsi conçu :

« Tous syndicats, formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcools de fruit, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications prévus par les lois en vigueur, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil. »

Lorsque ce texte adopté par la Chambre fut soumis, en fin de session (juillet 1907), au Sénat, il se heurta à l'amendement suivant, de MM. Tournon et Audiffred :

L'arrêt attaqué s'est mis en contradiction avec lui-même en déclarant « qu'il n'était nullement démontré que l'infraction de T... eût causé un préjudice quelconque aux intérêts représentés par le syndicat demandeur, d'où il suit que l'arrêt a violé l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, la contradiction des motifs équivalant à l'absence de motifs ;

Par ces motifs,

Casse et annule l'arrêt rendu le 11 janvier 1907 par la Cour d'appel de Paris... »

Ajouter à cette proposition un article ainsi conçu :

ART. 2. — Pour être admis à intenter des actions judiciaires dans les limites fixées par l'article précédent et par l'article 9 de la loi du 27 juin 1907, tout syndicat devra répondre aux conditions et satisfaire aux obligations suivantes :

1° Comprendre un nombre minimum de 300 adhérents dont la liste sera déposée avant l'introduction de la première instance et postérieurement, chaque année, du 15 janvier au 15 mai, en triple exemplaire, à la mairie de la localité où est établi le syndicat et à Paris, à la préfecture de la Seine.

Communication de cette liste sera faite par le maire ou le préfet de la Seine au procureur de la République et au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement où elle devra être communiquée à tout requérant.

2° Justifier de l'insertion, dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement, ou, s'il n'en existe pas, dans un journal du chef-lieu du département, d'un extrait des statuts faisant connaître les noms et adresses des administrateurs ou directeurs du syndicat.

3° Posséder un fonds de réserve s'élevant à 10 francs au moins par adhérent et déposé soit en numéraire, à la Caisse des dépôts et consignations, soit à la Banque de France, des actions et obligations du Crédit Foncier et des Compagnies de chemins de fer français.

Les sommes ou valeurs constituant ce fonds de réserve ne peuvent être retirées en partie ou en totalité par les administrateurs ou directeurs du syndicat que sur ordonnance du président du tribunal civil de l'arrondissement, les autorisant à effectuer ces retraits. L'ordonnance du président du tribunal civil ne deviendra exécutoire

toire que dans un délai de quinze jours à dater de sa publication dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement ou, s'il n'en existe pas, dans un journal du chef-lieu du département.

Avant d'engager une des instances prévues par l'article précédent ou par l'article 9 de la loi du 27 juin 1907, les administrateurs ou directeurs du syndicat devront, par voie de déclaration spéciale, faite et signée au greffe du tribunal où l'affaire doit être portée, justifier que le fonds de réserve du syndicat est quitte de toute charge ou opposition.

Les administrateurs ou directeurs du syndicat seront, sans préjudice des actions pouvant résulter des délits et des quasi-délits commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions, solidairement responsables des frais des actions judiciaires engagées par le syndicat ainsi que des infractions aux dispositions du présent article qui entraînent l'application d'une amende de 200 à 500 francs.

La dissolution d'un syndicat intervenue au cours d'une action judiciaire, intéressant ce syndicat, est nulle de plein droit.

M. Touron, devant la Société des Agriculteurs de France (V. *Bulletin* de cette société, numéro du 1^{er} janvier 1908, p. 19 et suiv.), exposa en ces termes les raisons de son amendement.

« Il y a des syndicats de tous genres : il y en a de bons, mais il y en a de mauvais ; il y en a de sérieux, il y en a de fictifs ; il y en a, et en grand nombre, de vraiment professionnels, mais il y en a aussi qui n'ont de professionnel que le nom.

« Qu'arrivera-t-il si l'on donne à tous, sans distinction ni condition, ce droit redoutable d'action directe ? Il

arrivera que certains syndicats organiseront de véritables campagnes de chantage, sous prétexte de fraudes ou de falsifications, qu'il se créera même de véritables syndicats de chantage, qui pourraient, à un moment donné, rendre l'exercice de la profession impossible aux honnêtes gens.

« Supposez en vigueur la loi, telle qu'elle est soumise au Sénat. Personne n'étant légalement exclu des syndicats professionnels, pas même les repris de justice, il arrivera qu'un groupe de malfaiteurs pourra impunément inquiéter les commerçants, les industriels, et même les agriculteurs les plus honorables. Si ce groupe gagne son procès, il pourra s'en appliquer le profit ou s'en servir pour subventionner la grève ou l'émeute. S'il se voit menacé de perdre son procès, ses membres en seront quittes pour se dissoudre et disparaître en se partageant leur encaisse, s'ils en ont, et leur adversaire, inquiété, dérangé, molesté, en sera pour ses frais.

« Pour obvier à ces inconvénients, pour parer à ce danger, il importe de subordonner à certaines conditions l'exercice de la faculté exceptionnelle qu'il s'agit de conférer aux syndicats, de leur demander, par exemple, comme le fait l'amendement soumis au Sénat, de comprendre un nombre *minimum* de membres, de publier les noms de leurs administrateurs ou directeurs, de posséder un fonds de réserve d'un chiffre *minimum* fixé par la loi, déposé en lieu sûr, consistant en valeurs de tout repos et de l'existence duquel ils devraient justifier avant d'engager aucune instance. »

Ces raisons (1), à vrai dire, ne nous semblent pas convaincantes.

(1) La Société des Agriculteurs de France, après un rapport et une

Ce que M. Touron critique, c'est moins l'extension du droit, que le droit lui-même de se porter partie civile ; pour les syndicats viticoles, comme pour les autres syndicats, ce droit pouvait déjà être exercé dans certains cas, en vertu de la loi du 21 mars 1884 d'une part, et du Code d'instruction criminelle, d'autre part.

Toute la difficulté est de savoir où commence et où s'arrête, pour un syndicat professionnel, l'intérêt actuel et direct nécessaire pour triompher comme partie civile ; c'est cette difficulté que le législateur fait disparaître en disant, sous une forme équivalente à celle-ci : tous les syndicats viticoles sont *atteints directement dans leurs intérêts* par les fraudes et falsifications dont le vin est l'objet ; ils peuvent donc toujours être admis, en cette matière, à faire valoir les droits de la partie civile.

En exposant les dangers dont il croit les honnêtes gens menacés, M. Touron fait, en réalité, le procès de notre « droit commun ». S'il vient à la pensée de n'importe qui de citer directement M. Touron lui-même

discussion intéressants (Bulletin du 1^{er} janvier 1908), n'a pas admis sans réserves l'amendement de M. Touron.

Elle a été d'avis :

1^o Que l'article 9 de la loi du 27 juin 1907 soit maintenu sans changement ;

2^o Que, si le droit de poursuite directe contre tous les faits de fraude ou de falsification prévus par la loi du 1^{er} août 1905 devait être également accordé à tous les syndicats, agricoles ou non, il y aurait lieu d'exiger que tout syndicat poursuivant eût au moins un an d'existence et déposât une caution suffisante déterminée par le tribunal ;

3^o Que cette innovation pourrait être utilement rattachée à une révision d'ensemble de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, en vue notamment de l'extension de la capacité civile de ces syndicats et de leurs Unions.

devant un tribunal correctionnel en se prétendant lésé directement par un délit imaginaire, nous ne voyons rien qui puisse l'en empêcher. Et si la partie civile ne possède aucun fonds, si elle a eu soin de prendre le large assez tôt, aucune revanche ne sera possible contre elle.

Mais cela, c'est le droit commun ; pourquoi, en prévision d'abus qui ne se produiront peut-être pas, vouloir en exclure les syndicats ?

Une personne civile telle qu'un groupement professionnel, défini par la loi du 21 mars 1884, lorsqu'elle se plaint d'être lésée par un délit, doit, sans restriction d'aucune sorte, conserver le droit de se faire rendre justice en se portant partie civile, soit devant le juge d'instruction, soit devant le tribunal correctionnel. *Si le délit est établi et que l'intérêt actuel, direct, de la partie civile soit constaté*, le tribunal accorde des dommages et intérêts qui peuvent être élevés, qui peuvent aussi se chiffrer à 1 franc.

Avec l'amendement de MM. Tournon et Audiffred il n'en serait plus ainsi ; il y aurait donc, à tous les points de vue, un sérieux retour en arrière et plutôt que d'adopter les restrictions proposées, il vaudrait mieux ne pas donner suite à la proposition Cazeneuve si intéressante qu'elle soit.

Car, à l'heure présente, les conquêtes réalisées sont déjà grandes. Les tribunaux, en vertu de la loi du 29 juin 1907, sont obligés dans toutes les affaires de fraude prévues par les textes auxquels renvoie la dite loi, d'admettre l'intervention comme partie civile, *des syndicats viticoles*. Quant aux *autres syndicats* ils sont tenus, il est vrai, pour triompher en cette qualité, de justifier devant les

tribunaux, d'un intérêt actuel et direct (1) ; mais il est considéré par la Cour de cassation qu'un jugement commet une contradiction en constatant qu'une fraude est contraire aux intérêts généraux d'une profession, et en refusant néanmoins des dommages et intérêts à un syndicat représentant cette profession.

III

Nous avons déjà vu que le simple droit de se porter partie civile et d'assumer les risques d'un procès, pouvait permettre aux syndicats d'exercer sur les membres de leur profession un contrôle utile et sérieux.

Cependant, depuis que les lois récentes ont prévu l'organisation d'une surveillance permanente des établissements de vente, au moyen d'agents spéciaux, les groupements professionnels ont été conduits tout naturellement à se demander s'ils ne pourraient intervenir dans cette surveillance, jouer un rôle officiel dans la recherche et la constatation des délits.

Lorsque des prélèvements véritables, c'est-à-dire des « prises d'échantillons par mesure d'autorité » sont prévus par un texte, les syndicats ne peuvent-ils être admis à procéder à ces prélèvements ?

Cette fois, il ne s'agit plus d'entamer un procès, d'encourir les responsabilités de la partie civile, en cas d'échec, mais de remplir une tâche de police infiniment plus périlleuse pour ceux qui la subissent que pour ceux qui l'exécutent (nous ne parlons pas de l'agent d'exécution, dont le rôle est parfois soumis à bien des dangers. mais du syndicat pris comme personne civile).

(1) C. cass., arrêt du 20 décembre 1907 (*Gaz Pal.*, 22 janvier 1908).

Or le premier exemple de syndicat qui ait mis à la disposition de l'Etat un agent de prélèvement est le « syndicat des producteurs de lait, de fromage, beurre et betteraves » de l'arrondissement d'Avesnes.

Ce syndicat manifesta ses intentions à propos de l'application de la loi du 16 avril 1897 sur les beurres, laquelle prévoyait pour la première fois en France, l'exécution de « prélèvements » en vue de la répression des fraudes.

L'article 7 des statuts (23 mars 1906) est ainsi conçu :

« Le syndicat a pour objet général l'étude et la défense des intérêts économiques des producteurs de lait, fromage, beurre et betteraves, et pour but spécial la répression de la fraude, dans le commerce du beurre, la vente des betteraves et leur livraison. »

L'article 11 précise l'action du syndicat à ce dernier point de vue, en établissant que, notamment, le bureau désigne un ou plusieurs inspecteurs salariés par le syndicat et agréés par le gouvernement, chargés de prélever des échantillons de beurre tant sur les marchés qu'en tous lieux où la fraude peut se produire et être constatée.

Les propositions du syndicat d'Avesnes furent acceptées dans les conditions suivantes par le ministère de l'agriculture : ce groupement versa des « fonds de concours » qui furent rattachés au budget du ministère précité ; et il fut entendu que les sommes versées subviendraient à l'inspection spéciale d'un agent présenté par le syndicat et agréé par l'Etat.

Il y avait là un exemple trop intéressant pour ne pas être suivi.

Aussi, lorsqu'il s'est agi, non plus de l'application d'une loi spéciale aux beurres, mais de celle de la loi générale du 1^{er} août 1905, des demandes analogues surgi-

rent de divers côtés, surtout des régions viticoles si cruellement éprouvées par la fraude.

Au premier abord, le texte de l'article 2 du règlement du 31 juillet 1906 parut s'opposer à ce que l'on donnât satisfaction aux revendications dont il s'agit.

Le dit article, en effet, donne une liste des autorités qui auront qualité, sous l'autorité du préfet, pour opérer des prélèvements, et cette liste ne comprend pas les agents des syndicats. Dès lors, il semblait qu'au moins, une modification du texte fût nécessaire pour que l'on pût utiliser de tels agents en vue de la répression des fraudes.

Mais l'interprétation donnée au dernier paragraphe de l'article 2 a fait perdre peu à peu à l'énumération de cet article tout caractère limitatif.

Puisqu'en vertu du dernier paragraphe de l'article 2, le préfet peut agréer comme agents de prélèvement les agents spéciaux institués par le département ou par les communes, il a paru possible d'agréer les agents des syndicats toutes les fois qu'ils pourraient être considérés comme des « agents spéciaux institués par le département ou par les communes ».

La première victoire était acquise. Les autres ne devaient pas tarder à se multiplier.

Pour donner à un agent de syndicat le titre d'agent communal de la répression des fraudes, une décision du maire était suffisante ; de même pour qu'un agent de syndicat reçût le titre d'agent départemental (titre qui, aux termes de l'art 2 du décret du 31 juillet 1906, le rend apte à être commissionné pour les prélèvements), une décision du préfet n'était-elle pas suffisante ? Ou bien fallait-il une délibération du Conseil général ?

La réponse fut favorable aux syndicats. Il fut admis que, par un seul et même acte (lorsque les finances du département n'étaient pas engagées), le préfet pouvait donner à une personne quelconque (présentant les garanties nécessaires) le titre « d'agent départemental de la répression des fraudes » et la mission d'opérer des prélèvements d'échantillons, dans une circonscription plus ou moins étendue, pouvant comprendre tout le département (voir 2^e partie, chap. V).

Les formalités d'agrément étaient donc réduites au minimum.

Mais des questions délicates étaient en même temps soulevées.

Ces agents, mis par les syndicats à la disposition de l'Etat, avec les fonds de concours suffisants pour subvenir à leurs opérations, sous quelle direction seraient-ils placés ? Sans doute, ils seraient aux ordres du préfet auquel est confié par le règlement le soin d'organiser le service dans le département. Mais n'obéiraient-ils pas en même temps aux groupements qui les ont fait agréer et dont les fonds les rétribuent ? Ne rendraient pas, à ces groupements, compte de leurs opérations ? En un mot, le syndicat, après avoir fait les présentations utiles et versé les sommes nécessaires, n'aurait-il plus qu'à laisser le champ libre à l'administration et à assister de loin, comme tout autre spectateur, à la recherche des infractions par le service préfectoral ?

Dans sa séance du 16 octobre 1907, le conseil général du département de l'Hérault, émit le vœu suivant :

« Le Conseil général,

Considérant à quel point il importe aux viticulteurs d'activer par une action directe la recherche des vins falsifiés ;

Que ces viticulteurs ne sauraient accepter de rétribuer des agents comme ceux, mis actuellement à leur disposition, par l'administration, qui échappent à leur action et à leur contrôle ;

Toutefois, que des agents spéciaux ne sauraient être mis à la disposition de simples particuliers, mais seulement de syndicats ou d'associations légalement formés ;

Emet le vœu que la possibilité soit admise, pour les syndicats légalement constitués ou associations dans le même cas, d'avoir à leur solde des agents chargés de la recherche et de la constatation des fraudes, commissionnés une fois pour toutes sur tout le territoire de la France et de l'Algérie. »

Il était impossible d'accorder satisfaction sur toute la ligne à ces revendications ; notamment, les textes actuels (Règlement d'administration publique du 31 juillet 1906) s'opposent d'une manière absolue à ce que des agents quelconques (même du ministre) soient commissionnés une fois pour toutes, sur tout le territoire, en vue de la répression des fraudes.

Des conflits s'élevèrent ; sur certains points, les syndicats crurent se heurter à des mauvaises volontés, alors qu'il y avait dans l'interprétation des textes de la part de l'administration compétente un libéralisme évident.

C'est afin de préciser la situation et d'indiquer aux préfets quelle devait être leur attitude vis-à-vis des syndicats, en matière de fraude, que fut rédigée la circulaire du 23 décembre 1907 (1).

(1) Circulaire du 23 décembre 1907, relative à l'intervention éventuelle des syndicats dans l'application des lois sur la répression des fraudes :

Le ministre de l'agriculture à M. le préfet du département de . . .

Les groupements professionnels qui offrent leur concours à l'Etat

Cette circulaire a établi une différence théorique nécessaire entre la réquisition de prélèvement que seul le

en vue de la répression des fraudes, devenant chaque jour plus nombreux, il me paraît utile de vous faire connaître les conditions précises dans lesquelles vous pouvez accepter leur intervention.

I. — *Fonds de concours.*

Les syndicats constitués conformément à la loi du 21 mars 1884, des associations ou des sociétés quelconques peuvent, au même titre que les particuliers, verser dans une caisse de l'Etat des sommes destinées à faciliter l'œuvre de la répression des fraudes et à augmenter les crédits dont vous disposez à cet effet.

Mode de recouvrement. — Toutes les sommes dont il s'agit, quelle que soit leur affectation, doivent être versées à titre de fonds de concours pour dépense publique, dans la caisse du receveur des finances de l'arrondissement dans lequel se trouve situé le siège social du groupement intéressé. Aussitôt chaque versement effectué, vous voudrez bien m'adresser la déclaration de versement signée de M. le receveur des finances. Je ferai dès lors rattacher immédiatement la somme versée au budget de mon ministère (chapitre 51, répression des fraudes) et j'en ferai ensuite l'ordonnement d'après la répartition que vous aurez bien voulu m'indiquer.

Affectation. — Les fonds de concours peuvent avoir pour but soit de vous faciliter l'exécution des opérations prévues en vous permettant notamment de rétribuer plus largement les agents du service, soit d'étendre ces opérations elles-mêmes, par la création de nouveaux agents ou l'augmentation du nombre des prélèvements.

Dans ces dernières conditions, il y a lieu d'exiger le versement préalable de la somme destinée à couvrir les dépenses prévues pour l'année en cours.

En ce qui concerne le montant des sommes à fixer pour l'exécution de prélèvements supplémentaires, je vous rappelle que le coût de chaque prélèvement primitivement évalué à 7 fr. 50 (dont 5 fr. pour l'analyse), doit être estimé à un chiffre supérieur afin de couvrir les frais de déplacement des agents auxquels le chiffre de 7 fr. 50 ne permettait pas de subvenir. Il n'y a d'ailleurs pour vous, dans ces chiffres, qu'une simple indication : seules, les circonstances locales peuvent en réalité vous fixer à cet égard.

D'autre part, si pour la détermination du montant des fonds de

préfet peut adresser à ses agents (quels qu'ils soient) et la demande de prélèvement que toute personne peut faire

concours à exiger, vous avez été appelé à prévoir un chiffre approximatif de prélèvements à effectuer pour le compte de tel ou tel groupement, il n'en résulte pas que vous soyez tenu d'atteindre réellement ce chiffre ; il doit être entendu qu'aucune convention du genre de celle dont il s'agit ne saurait lier l'administration et que seul l'intérêt bien compris du service doit vous guider vis-à-vis de ceux qui doivent, avant tout, vous accorder leur confiance.

II. — Agents de prélèvement proposés par des syndicats.

La plupart des associations et des syndicats ne se contentent pas des droits reconnus aux tiers par le Code d'instruction criminelle, droits qui leur permettraient, dans certains cas, après avoir fait analyser, à leurs frais et sans que le service ait à intervenir, des échantillons achetés par leurs soins, de déposer une plainte au parquet, avec ou sans constitution de partie civile, avec ou sans dépôt d'échantillons authentiques à l'appui de leur plainte. Ils ne se contentent pas non plus de fournir des subsides au service de la répression des fraudes ou de lui adresser des renseignements de nature à le guider dans l'accomplissement de sa mission.

Les groupements professionnels veulent surtout intervenir directement et officiellement dans la recherche des infractions. Ils demandent que des agents rétribués par eux et agissant sur leurs indications aient qualité pour effectuer des prélèvements.

Conditions d'agrément. Inutilité de faire prêter serment. — C'est en vertu du dernier paragraphe de l'article 2 du décret du 31 juillet 1906 qu'il me paraît possible de permettre aux agents dont il s'agit (lorsqu'ils peuvent être considérés comme agents communaux ou départementaux) de prélever des échantillons ; je me suis déjà expliqué à cet égard dans ma circulaire du 26 février 1907.

Par une interprétation des textes, assurément large, j'ai même été conduit à penser que vous pouviez, lorsque les finances du département n'étaient nullement en cause, conférer directement la qualité d'agent départemental de la répression des fraudes à toute personne — notamment aux représentants des associations et des syndicats ayant, ou non, leur siège social dans votre département — qui vous paraît présenter à ce sujet toutes les garanties et toute la compétence désirables. Vous pouvez alors, et par le même arrêté, agréer et commissionner cette personne pour le service des

parvenir aux agents du service sans que ceux-ci soient tenus d'y déférer.

prélèvements.

Quoi qu'il en soit, et que les propositions vous soient présentées directement par un syndicat ou indirectement par un maire, vous êtes bien entendu absolument libre de prendre telle décision qui vous paraît la meilleure ; l'agrément d'aucun agent, même s'il a le titre d'agent communal, ne saurait vous être imposé.

Les représentants des groupements professionnels qui sont admis par vous, comme il vient d'être dit, à opérer des prélèvements, se trouvent placés sous votre autorité exclusive, dans les mêmes conditions que les autres agents du service ; comme eux, ils n'ont pas besoin d'être assermentés, comme eux, ils n'ont à rendre compte qu'à vous seul de leurs opérations, ne peuvent recevoir d'ordres que de vous, et sont exposés, en cas d'abus, à se voir retirer l'agrément qui leur donne qualité pour agir.

Il ne serait pas possible, sans tomber dans l'illégalité, de contrevenir à ces règles.

Demandes de prélèvements. — Je n'ai guère besoin d'ajouter que les groupements qui ont réussi à obtenir pour certains de leurs agents le droit de prélever des échantillons, ne peuvent dans l'exercice de fonctions officielles adresser des réquisitions quelconques à ces agents.

Mais, aux termes mêmes de l'Instruction en date du 12 mars 1907, les agents du service peuvent, sous leur responsabilité envers vous, tenir compte des indications qu'ils reçoivent et accéder aux demandes de prélèvements qui leur sont faites.

Ressort. — Quant au ressort des agents dont il s'agit, il variera suivant qu'ils auront été agréés en qualité d'agents « communaux » ou en qualité d'agents « départementaux ».

Dans le premier cas (agents communaux), ils ne pourront opérer que sur le territoire même de leur commune respective.

Dans le second cas, au contraire, leur ressort, dont les limites seront fixées par vous, pourra s'étendre à tout le département.

Il pourra d'ailleurs se produire que des agents, poursuivant une enquête, sortiront du ressort qui leur est attribué, non pour opérer des prélèvements qui ne seraient pas valables, mais pour recueillir des renseignements, qui leur seraient utiles. En prévision de cette hypothèse et notamment de celle où des agents viendraient d'une région plus ou moins éloignée dans votre département, vous

Mais en pratique, il est bien évident qu'une « demande » de prélèvement lorsqu'elle émane d'un syndicat et qu'elle

voudrez bien recommander à tous les agents de votre service de leur réserver bon accueil sur le vu de leur commission d'agent du service de la répression de fraudes, de manière à faciliter un échange de bons offices qui pourrait être très efficace.

Rétribution. — Parmi les garanties que vous êtes en droit d'obtenir des agents qui vous sont proposés directement ou indirectement par des syndicats, il en est une sur laquelle je crois devoir appeler votre attention.

En vue d'assurer l'indépendance de tels agents, il me paraît indispensable que vous exigiez le versement d'un fonds de concours destiné à leur attribuer une rétribution suffisante ; mais à ce point de vue, il est permis de faire une distinction entre les propositions d'agrément qui vous sont présentées directement par les syndicats et celles qu'ils vous font parvenir par l'intermédiaire des communes.

A. — Pour les premières, il est nécessaire que vous vous assuriez, pour les raisons sus-indiquées, des conditions d'indépendance dans lesquelles se trouve placé l'agent qu'on vous propose ; si ce dernier possède déjà dans le syndicat un poste suffisamment rémunérateur (secrétaire, trésorier, agent général, par exemple), il vous sera possible de l'agréer purement et simplement ; mais si l'agent est spécialement institué en vue de la répression des fraudes, il convient de fixer les sommes nécessaires à le rétribuer. Il serait, en effet, dangereux qu'un service de prélèvement fût confié à des hommes dénués de ressources.

B. — Pour les propositions qui vous sont adressées par des communes, il peut vous suffire que le maire, sous sa responsabilité, prenne les garanties que, dans le cas précédent, il vous était nécessaire de prendre par vous-même.

Spécialisation des agents. — Je dois enfin vous signaler qu'il n'y a aucun inconvénient à ce que vous autorisiez, par voie d'instructions individuelles, les agents dont il s'agit, à se spécialiser dans la recherche de certaines infractions intéressant plus particulièrement les groupements qui les rétribuent ; mais ces agents, comme tous les autres, doivent avoir qualité pour procéder, le cas échéant, au prélèvement d'une matière quelconque, visée par les textes relatifs à la répression des fraudes.

Je n'ai pas besoin, en terminant, d'appeler votre attention sur l'intérêt tout particulier que présente pour l'application de la loi,

est adressée à un agent rétribué sur les fonds de concours provenant de ce syndicat, a presque le même effet qu'une réquisition ; en somme, les syndicats n'ont pas à craindre que les agents proposés par eux à l'agrément du préfet échappent totalement à leur direction et à leur contrôle ; il est bien plutôt à craindre que les dits agents ne restent sous la dépendance trop exclusive de tel ou tel groupement qui pourra se laisser aller à ne réserver ses rigueurs qu'à ceux qui n'ont pas adhéré à ses statuts.

Mais, en cas d'abus, le préfet a le devoir d'intervenir, en retirant au besoin son agrément à l'agent qui, sans cet agrément, n'a pas qualité pour agir.

On peut donc penser que l'équilibre souhaitable s'établira.

D'un côté, le préfet est armé à l'égard de tous les agents de la répression des fraudes d'un pouvoir souverain, garantie contre les abus. De l'autre, les syndicats peuvent être certains que les agents rétribués grâce à eux, s'efforceront de les satisfaire autant qu'ils pourront y parvenir sans sortir de leur devoir.

Mais, précisément, il est un point sur lequel le devoir des agents faisait obstacle à une importante revendication du syndicat : il s'agit de la suite des affaires.

Lorsqu'un prélèvement d'échantillons est opéré chez un commerçant, la plus grande discrétion s'impose afin d'éviter, dans le public, des préventions injustifiées. Jus-

l'intervention active des groupements professionnels. Je ne méconnais pas, d'ailleurs, les difficultés que, dans certains cas, suscitera cette intervention, mais je compte pour les résoudre sur votre concours dévoué qui s'efforcera, tout en restant fermement dans les limites légales, de ne pas décourager des initiatives qui peuvent rendre de réels services.

J. RUAU.

qu'au moment où l'instruction commence, les conclusions du laboratoire doivent rester secrètes ; rien ne prouve, en effet, que, même en présence de conclusions d'analyse défavorable, la bonne foi de l'intéressé ne paraîtra pas si évidente au parquet que le « classement sans suite » sera décidé.

Le secret absolu dont il s'agit, offre pour les syndicats des inconvénients qui sont exposés dans un vœu émis par la Société centrale d'agriculture du Gard, et transmis à l'administration compétente par la Confédération générale des vignerons, avec l'appui de plusieurs députés ou sénateurs (1).

(1) Dans sa séance du 13 janvier, la Société centrale d'agriculture du Gard a émis le vœu suivant :

Le préfet devra tenir à la disposition des Syndicats désignés dans l'article 9 de la loi du 29 juin 1907 : 1° la liste des échantillons déposés à la préfecture par les divers agents de prélèvement ; 2° la liste des résultats d'analyses transmis à la préfecture par le laboratoire.

Ce vœu tend à faire combler une grave lacune des règlements existants. Dans les conditions actuelles, c'est le préfet seul qui connaît l'existence des prélèvements d'échantillons ; c'est le préfet seul, qui connaît les résultats d'analyse et qui est chargé, le cas échéant, de mettre en mouvement le parquet ; c'est également le préfet seul qui reçoit périodiquement les rapports du laboratoire (décret du 31 juillet 1906, articles 10, 13, 14 et 16).

Supposons qu'un syndicat fasse commissionner un agent de prélèvement, à partir du moment où l'agent a déposé son échantillon à la préfecture, on ne saura plus rien sur la suite de l'affaire. Aucun renseignement ne sera communiqué sur le résultat de l'analyse, de sorte, que le syndicat qui paie l'agent, ne pourra jamais savoir si cet agent procède d'une façon intelligente et opère des prélèvements judicieux.

Supposons encore qu'un syndicat veuille user de la faculté qui lui est reconnue par l'article 9 de la loi du 29 juin 1907 de se porter partie civile ; alors même que le prélèvement aurait été fait par son propre agent il ne sera pas informé par le parquet de l'introduction

L'intérêt que possèdent les syndicats à être informés de la suite des affaires est évidemment considérable.

Etant donné que la jurisprudence (et, pour les syndicats viticoles, la loi du 29 juin 1907, article 9) reconnaît aux

des poursuites.

Si malgré une analyse défavorable il n'est pas exercé des poursuites à la requête du parquet, le syndicat n'en saura rien et n'aura pas dès lors la ressource de reprendre l'affaire par voie de citation directe. Si le parquet poursuit, le syndicat connaîtra peut-être la poursuite, lorsque l'affaire sera jugée, en supposant que les journaux en parlent, c'est-à-dire à un moment où son intervention sera devenue juridiquement impossible, même en vue d'un appel, la constitution de partie civile ne pouvant se produire après le jugement.

Actuellement, l'intervention des Syndicats ne peut avoir lieu que dans les cas bien rares où elle est appelée sur un fait de fraude par notoriété publique ; on conviendra que ce n'est pas un mode d'information régulier et sûr, particulièrement dans les pays de consommation.

Depuis longtemps les viticulteurs sont unanimes à considérer la participation des syndicats à la répression des fraudes comme une nécessité vitale. Le gouvernement lui-même engageait les viticulteurs à se défendre ; ainsi le 8 janvier 1904, M. Rouvier, répondant à une délégation du Midi, déclarait que « si c'était le devoir du gouvernement de réprimer les fraudes, il appartenait également aux propriétaires et aux syndicats de faire tout leur possible afin d'amener la disparition de l'état de choses qui alarmaient si justement les propriétaires du Midi » (*Petit Marseillais*, 9 juin 1904).

L'idée a fini par s'imposer ; il a été admis que les syndicats pourraient faire agréer par les préfets des agents de prélèvements, qu'ils pourraient exercer tous les droits d'une partie civile. Mais ces avantages seront absolument illusoires tant que les syndicats ne pourront surveiller leurs agents, se rendre compte de l'utilité de leur action, tant qu'ils ne pourront savoir si les prélèvements effectués sont susceptibles de donner, ou non, lieu à des poursuites. Si l'on ne veut pas que l'article 9 de la loi du 29 juin 1907 reste à l'état de lettre morte, il faut donner suite au vœu de la société centrale d'agriculture du Gard. Les sociétés d'agriculture, les syndicats agricoles, les congrès viticoles ont le devoir de l'appuyer.

groupements professionnels le droit de se porter partie civile dans toute affaire de fraude intéressant la profession qu'ils représentent, l'exercice de ce droit pourra prendre une extension très grande, si les dits groupements connaissent les résultats de l'enquête administrative qui se poursuit chaque jour en France ; s'ils apprennent que, dans tel cas, le laboratoire a conclu à l'existence d'un délit, qu'il y a, par conséquent, présomption de fraude, et que le parquet est saisi.

Dans ces conditions, il y avait lieu de chercher, par une solution équitable, à garantir les intérêts de chacun.

Afin de donner satisfaction, dans une large mesure, aux syndicats, tout en ne sacrifiant aucune des nécessités de discrétion dont il faut tenir, en l'espèce, un compte tout particulier, M. le ministre de l'agriculture a fait parvenir aux préfets, en date du 21 mars 1908, les instructions suivantes :

« Comme suite à ma circulaire en date du 23 décembre dernier, j'ai l'honneur de vous informer que, dans le cas où vous auriez accepté, sous une forme quelconque, le concours d'un syndicat pour la répression des fraudes, je ne verrais aucun inconvénient à ce que vous donniez à l'un des représentants du dit syndicat qui vous en ferait la demande, communication des affaires signalées aux parquets, sous la réserve que les faits ainsi révélés ne recevront aucune publicité et serviront uniquement à aider le syndicat intervenant dans la défense de ses intérêts généraux. »

IV

Au point où nous sommes arrivés, nous pouvons mesurer l'importance du chemin parcouru. Depuis le temps

où le Comité disciplinaire de la Chambre syndicale des pharmaciens du département de la Seine inaugurerait son action et se portait victorieusement partie civile devant les tribunaux, les syndicats de tous côtés sont intervenus dans la répression des fraudes. La terrible crise viticole n'a pas peu contribué à développer ce mouvement.

Les groupements professionnels ont dans le Midi, entrepris contre la fraude une lutte particulièrement vigoureuse qui s'appuie sur une organisation de plus en plus méthodique.

On en peut juger par les quelques lignes suivantes extraites du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de la Confédération générale des vigneurs, en date du 22 mars 1908 :

« ... Le conseil décide de diviser la France en deux parties, suivant la ligne du méridien de Paris ; la répression des fraudes dans la partie Est, sera assurée par les agents des syndicats de Montpellier- Lodève et Béziers-Saint-Pons, et dans la partie Ouest et l'Algérie, par les agents des syndicats de Carcassonne, Narbonne et Perpignan.

« L'inspecteur général étendra son action sur toute la France.

« Le conseil d'administration décide de nommer une commission chargée de prêter son concours au service de la répression des fraudes au ministère de l'agriculture. Cette commission s'inspira des travaux faits par divers chimistes viticulteurs et du résultat de leurs études sur la classification des vins, d'après les diverses régions de production.

« Cette commission comprendra deux membres par syndicat... »

Afin de donner à leur déploiement d'efforts une efficacité réelle, les groupements professionnels ont poursuivi depuis deux ans un double but :

1° Faire reconnaître définitivement, au besoin par des textes nouveaux, le droit pour le syndicats de se porter partie civile dans toutes les affaires de fraude *intéressant la profession qu'ils sont chargés de défendre*.

2° Faire agréer par l'Etat en qualité d'*agents officiels*, des représentants qui seraient chargés d'opérer, en vertu des lois nouvelles, des prélèvements d'échantillons dans les lieux où sont détenus en vue de la vente, mis en vente ou vendus, des produits alimentaires.

Sur la première revendication, les syndicats viticoles ont reçu gain de cause d'une manière absolue (loi du 27 juin 1907, art 9) ; pour les autres syndicats, un texte voté par la Chambre est en instance devant le Sénat, et les principes admis par la Cour de cassation leur sont favorables. Dès lors, une première forme de contrôle disciplinaire peut être employée par les groupements professionnels : ils peuvent dans des conditions analogues à celles dont nous avons signalé l'usage par le syndicat des pharmaciens de la Seine, faire *acheter* par leurs agents plusieurs échantillons d'un produit (cela, avec un constat d'huissier, dans le cas où l'on se propose des poursuites), et, sur l'un de ces échantillons, faire procéder à une analyse préalable par un chimiste quelconque. S'il y a de *sérieuses* présomptions de fraude, le syndicat peut alors user de son droit, provoquer l'exercice de l'action publique.

A ce point de vue, les syndicats peuvent agir en toute indépendance ; ils ne sont soumis à aucune règle administrative ; ils peuvent créer une organisation des plus

intéressantes et il serait fâcheux qu'ils se préoccupassent uniquement de faire agréer leurs agents par l'Etat. D'autant plus qu'ils peuvent à la fois se servir des deux méthodes.

Sur la seconde revendication (acquérir le droit de prélever *officiellement* par *mesure d'autorité*), les syndicats ont obtenu des satisfactions toujours plus grandes.

Les préfets ont été autorisés à agréer comme agents départementaux de la répression des fraudes les représentants de groupements professionnels qui paraîtraient offrir toutes les garanties désirables. Plusieurs préfets (tous les préfets de la France) peuvent, chacun pour leur département, agréer à titre d'agent officiel de prélèvement, un agent de syndicat (dans l'état actuel des textes il est impossible, même au ministre de commissionner un agent quelconque en vue de la répression des fraudes sans le faire agréer par le préfet de chaque département intéressé).

Enfin, les syndicats ont été admis à recevoir communication de la suite des affaires.

Dès lors, en combinant les deux conquêtes réalisées (extension du *droit* de se porter partie civile ; *possibilité* d'avoir des agents officiels de prélèvement) les syndicats ont toutes les armes nécessaires pour accomplir la mission de discipline qui doit rentrer dans leurs attributions normales.

Souhaitons que leur puissance soit aussi sage que redoutable.

Pour les raisons que nous avons exposées dans cet ouvrage (2^e partie) étant donné le caractère de l'analyse du laboratoire agréé (triage sévère), les syndicats, lorsqu'ils

seront informés qu'une affaire est transmise au parquet, devront se montrer prudents.

Il y aurait un danger pour l'avenir de leurs droits eux-mêmes, à ce que les groupements professionnels devinssent les maîtres un peu trop hardis de l'action publique, et prissent l'habitude de transformer en inculpé un commerçant, peut-être très honorable, sans même attendre les résultats de l'enquête officieuse du procureur de la République.

Mais, nous avons dit qu'il y a contre les abus du droit de citation une garantie dans ce fait que la partie civile est responsable et s'expose à des dommages et intérêts en cas d'échec.

Et tout compte fait, malgré des objections d'ordre théorique assez sérieuses, nous estimons que, dans son ensemble, le mouvement d'intervention syndicale, en matière de répression de fraudes, doit être encouragé : il peut jouer un rôle fécond dans la protection de l'acheteur, au double point de vue des intérêts économiques et de l'hygiène ; il comble enfin, à notre époque, dans l'œuvre de discipline professionnelle, une lacune, assurément fâcheuse, creusée il y a plus d'un siècle.

Vu :

Le Président de la thèse,
H. BERTHÉLEMY.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

ANNEXES

ANNEXE A

Textes spéciaux

Beurres.

LOI

Concernant la répression de la fraude dans le commerce
du beurre et la fabrication de la margarine.

Loi du 16 avril 1897, modifiée par la loi du 23 juillet 1907.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur
suit :

TITRE I^{er}.

ART. 1^{er}. — Il est interdit de désigner, d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, d'importer ou d'exporter, sous le nom de beurre, avec ou sans qualificatif, tout produit qui n'est pas exclusivement fait avec du lait ou de la crème provenant du lait ou avec l'un et l'autre, avec ou sans sel, avec ou sans colorant.

ART. 2. — Toutes les substances alimentaires autres que le beurre, quelles que soient leur origine, leur provenance et leur composition, qui présentent l'aspect du beurre et sont préparées pour le même usage que ce dernier produit, ne peuvent être désignées que sous le nom de margarine.

La margarine ainsi définie ne pourra, dans aucun cas, être additionnée de matières colorantes.

ART. 3. — Il est interdit à quiconque se livre à la fabrication ou à la préparation du beurre de fabriquer et de détenir dans ses locaux, et dans quelque lieu que ce soit, de la margarine ou de

l'oléo-margarine, ni d'en laisser fabriquer et détenir par une autre personne dans les locaux occupés par lui.

La même interdiction est faite aux entrepositaires, commerçants et débitants de beurre.

Les deux premiers paragraphes du présent article ne sont pas applicables aux sociétés coopératives d'alimentation qui ne font pas acte de commerce.

La margarine et l'oléo margarine ne pourront être introduites sur les marchés qu'aux endroits spécialement désignés à cet effet par l'autorité municipale.

La quantité de beurre contenue dans la margarine mise en vente, que cette quantité provienne du barattage du lait ou de la crème avec l'oléo-margarine, ou qu'elle provienne d'une addition de beurre, ne pourra dépasser 10 p. 100.

ART. 4. — Tout personne qui veut se livrer à la fabrication de la margarine ou de l'oléo-margarine est tenue d'en faire la déclaration, à Paris à la préfecture de police, et dans les départements au maire de la commune où elle veut établir sa fabrique.

ART. 5. — Les locaux dans lesquels on fabrique ou conserve en dépôt et où l'on vend de la margarine ou de l'oléo-margarine doivent porter une enseigne indiquant, en caractères apparents d'au moins trente centimètres (0 m. 30) de hauteur, les mots « fabrique, dépôt ou débit de margarine ou d'oléo-margarine ».

ART. 6. — Les fabriques de margarine et d'oléo-margarine sont soumises à la surveillance d'inspecteurs nommés par le Gouvernement. Ces employés ont pour mission de veiller sur la fabrication, sur les entrées de matières premières, sur la qualité de celles-ci et sur les sorties de margarine et d'oléo-margarine. Ils s'assurent que les règles prescrites par le Gouvernement, sur l'avis du comité d'hygiène publique, sont rigoureusement observées.

Ils ont le droit de s'opposer à l'emploi de matières corrompues ou nuisibles à la santé et de rejeter de la fabrication les suifs avariés. Ils peuvent déférer aux tribunaux les infractions aux dispositions de la présente loi et des décrets et arrêtés ministériels intervenus pour son exécution.

ART. 7. — Les inspecteurs mentionnés à l'article 6 peuvent pénétrer en tout temps dans tous les locaux des fabriques de margarine et d'oléo-margarine soumises à leur surveillance, dans les

magasins, caves, celliers, greniers y attenant ou en dépendant, de même que dans les dépôts et débits de margarine et d'oléo-margarine.

ART. 8. — Le traitement des inspecteurs est à la charge des établissements surveillés. Le décret rendu en Conseil d'État pour l'exécution de la loi en fixera le montant, ainsi que le mode de perception et de recouvrement des taxes.

ART. 9. — Les fûts, caisses, boîtes et récipients quelconques renfermant de la margarine ou de l'oléo margarine doivent tous porter sur toutes leurs faces, en caractères apparents et indélébiles, « le mot « margarine » ou « oléo-margarine ». Les éléments entrant dans la composition de la margarine devront être indiqués par des étiquettes et par des factures des fabricants et débiteurs.

Dans le commerce en gros, les récipients devront, en outre, indiquer en caractères très apparents le nom et l'adresse du fabricant.

En ce qui concerne la margarine destinée à l'exportation, le fabricant sera autorisé à substituer à sa marque de fabrique celle de l'acheteur, à la condition que cette marque porte en caractères apparents le mot « margarine ».

Dans le commerce de détail, la margarine ou l'oléo-margarine doivent être livrées sous la forme de pains cubiques avec une empreinte portant sur une des faces en caractères apparents et indélébiles, la même désignation ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

Lorsque ces pains seront détaillés, la marchandise sera livrée dans une enveloppe portant lesdites inscriptions.

ART. 10. — La margarine ou l'oléo-margarine importées, exportées ou expédiées doivent être, suivant les cas, mises dans des récipients de la forme et portant les indications mentionnées à l'article qui précède.

ART. 11. — Il est interdit d'exposer, de mettre en vente ou en dépôt et de vendre dans un lieu quelconque de la margarine ou de l'oléo-margarine sans qu'elles soient renfermées dans les récipients indiqués à l'article 9 et portant les indications qui y sont prescrites.

L'absence de ces désignations indique que la marchandise exposée, mise en dépôt ou en vente est du beurre.¹

ART. 12. — Dans les comptes, factures, connaissements, reçus de chemins de fer, contrats de vente et de livraison et autres documents relatifs à la vente, à l'expédition, au transport et à la livraison de la margarine ou de l'oléo-margarine, la marchandise doit être expressément désignée, suivant le cas, comme « margarine ou oléo-margarine ». L'absence de ces formalités indique que la marchandise est du beurre.

ART. 13. — Les inspecteurs désignés à l'article 6 et au besoin des experts spéciaux nommés par le Gouvernement ont le droit de pénétrer dans les locaux où l'on fabrique pour la vente, dans ceux où l'on prépare et vend du beurre, de prélever des échantillons de la marchandise fabriquée, préparée, exposée, mise en vente ou vendue comme beurre.

Ils peuvent de même prélever des échantillons en douane, ou dans les ports, ou dans les gares de chemins de fer.

(1) Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

1° La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi ;

2° Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente ;

3° Les formalités prescrites pour opérer des prélèvements d'échantillons et procéder contradictoirement aux expertises sur les marchandises suspectes ;

4° Le choix des méthodes d'analyses destinées à établir la composition, les éléments constitutifs et la teneur en principes utiles des produits ou à reconnaître leur falsification ;

(1) Article 11 de la loi du 1^{er} août 1905.

5° Les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la présente loi, ainsi que les pouvoirs qui leur seront conférés pour recueillir des éléments d'information auprès des diverses administrations publiques et des concessionnaires de transports.

ART. 14. — (1) Les infractions aux prescriptions des règlements d'administration publique, pris en vertu de l'article précédent, seront punies d'une amende de seize francs (16 fr.) à cinquante francs (50 fr.).

Au cas de récidive dans l'année de la condamnation, l'amende sera de cinquante francs (50 francs) à cinq cents francs (500 fr.).

Au cas de nouvelle infraction constatée dans l'année qui suivra la deuxième condamnation, l'amende sera de cinq cents francs (500 fr.) à mille francs (1.000 francs) et un emprisonnement de six jours à quinze jours pourra être prononcé.

Art. 15. — (2) Toutes les expertises nécessitées par l'application de la présente loi seront contradictoires et le prix des échantillons reconnus bons sera remboursé d'après leur valeur le jour du prélèvement.

TITRE II. — *Pénalités.*

ART. 16. — Ceux qui auront sciemment contrevenu aux dispositions de la présente loi seront punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de cent francs à cinq mille francs (100 fr. à 5.000 fr.) ou de l'une de ces deux peines seulement. Toutefois, seront présumés avoir connu la falsification de marchandise ceux qui ne pourront indiquer le nom du vendeur ou de l'expéditeur.

Les voituriers ou compagnies de transport par terre ou par eau qui auront sciemment contrevenu aux dispositions des articles 10 et 12 ne seront passibles que d'une amende de cinquante à cinq cents francs (50 fr. à 500 fr.).

Ceux qui auront empêché les inspecteurs et experts désignés dans les articles 6 et 13 d'accomplir leurs fonctions en leur refusant l'entrée de leurs locaux de fabrication, de dépôt et de vente, et de prendre des échantillons, seront passibles d'une amende de cinq cents à mille francs (500 fr. à 1.000 fr.).

(1) Article 13 de la loi du 1^{er} août 1905.

(2) Article 12 de la loi du 1^{er} août 1905.

ART. 17. — Ceux qui auront sciemment employé des matières corrompues ou nuisibles à la santé publique pour la fabrication de la margarine ou de l'oléo-margarine seront passibles des peines portées à l'article 423 du Code pénal.

ART. 18. — En cas de récidive dans l'année qui suivra la condamnation, le maximum de l'amende sera toujours appliqué.

ART. 19. — (1) Le tribunal pourra ordonner, dans tous les cas, que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extraits dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné, le tout aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de cette publication puissent dépasser le maximum de l'amende encourue.

Lorsque l'affichage sera ordonné, le tribunal fixera les dimensions de l'affiche et les caractères typographiques qui devront être employés pour son impression.

En ce cas et dans tous les autres cas où les tribunaux sont autorisés à ordonner l'affichage de leur jugement à titre de pénalité pour la répression des fraudes, ils devront fixer le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu sans que la durée en puisse excéder sept jours.

Au cas de suppression, de dissimulation ou de lacération totale ou partielle des affiches ordonnées par le jugement de condamnation, il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions du jugement relatives à l'affichage.

Lorsque la suppression, la dissimulation ou la lacération totale ou partielle aura été opérée volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, elle entraînera contre celui-ci l'application d'une peine d'amende de cinquante francs (50 fr.) à mille francs (1.000 fr.).

La récidive de suppression, de dissimulation ou de lacération volontaire d'affiches par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de cent francs (100 fr.) à deux mille francs (2.000 fr.).

Lorsque l'affichage aura été ordonné à la porte des magasins

(1) Article 7 de la loi du 1^{er} août 1905.

du condamné, l'exécution du jugement ne pourra être entravée par la vente du fonds de commerce réalisée postérieurement à la première décision qui a ordonné l'affichage.

(1) Toute poursuite exercée en vertu de la présente loi devra être continuée et terminée en vertu des mêmes textes.

L'article 463 du Code pénal sera applicable, même au cas de récidive, aux délits prévus par la présente loi.

Le tribunal, en cas de circonstances atténuantes, pourra ne pas ordonner l'affichage et ne pas appliquer l'emprisonnement.

Le sursis à l'exécution des peines d'amende édictées par la présente loi ne pourra être prononcé en vertu de la loi du 26 mars 1891.

(2) Les amendes prononcées en vertu de la présente loi seront réparties d'après les règles tracées à l'article 11 de la loi de finances du 26 décembre 1890, modifiée par l'article 45 de la loi de finances du 29 avril 1893 et par l'article 83 de la loi de finances du 13 avril 1898.

Les délinquants condamnés aux dépens auront à acquitter, de ce chef, en dehors des frais ordinaires et au profit des communes, les frais d'expertise engagés par ces dernières lorsqu'elles auront pris l'initiative de déceler la fraude et d'en saisir la justice (laboratoires municipaux).

La commission départementale peut, sur la proposition du préfet, accorder aux communes qui auront organisé une police municipale alimentaire, des subventions prélevées sur le reliquat disponible du fonds commun.

(3) En cas d'action pour tromperie ou tentative de tromperie sur l'origine des marchandises, des denrées alimentaires ou des produits agricoles et naturels, le magistrat instructeur ou les tribunaux pourront ordonner la production des registres et documents des diverses administrations et notamment celle des contributions indirectes et des entrepreneurs de transports.

(4) Les objets dont la vente, usage ou détention constituent le délit, s'ils appartiennent encore au vendeur ou détenteur, seront

(1) Article 8 de la loi du 1^{er} août 1905.

(2) Article 9 de la loi du 1^{er} août 1905.

(3) Article 10 de la loi du 1^{er} août 1905.

(4) Article 6 de la loi du 1^{er} août 1905.

confisqués ; les poids et autres instruments de pesage, mesurage ou dorsage, faux ou inexacts, devront être aussi confisqués et de plus, seront brisés.

Si les objets confisqués sont utilisables, le tribunal pourra les mettre à la disposition de l'administration, pour être attribués aux établissements d'assistance publique.

S'ils sont inutilisables ou nuisibles, les objets seront détruits ou répandus aux frais du condamné.

Le tribunal pourra ordonner que la destruction ou effusion aura lieu devant l'établissement ou le domicile du condamné.

ART. 21. — Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables aux délits prévus et punis par la présente loi.

ART. 22. — Un règlement d'administration publique statuera sur toutes les mesures à prendre pour l'exécution de la présente loi, et notamment sur les formalités à remplir pour l'établissement et la surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine, sur la surveillance des beurreries, des débits de beurre, de margarine et d'oléo-margarine, des halles et marchés, sur le prélèvement et la vérification des échantillons des marchandises suspectes, sur la désignation des fonctionnaires préposés à cette surveillance et sur les garanties à édicter pour assurer les secrets de fabrication.

Ce règlement devra être fait dans un délai de trois mois, sans que ce délai puisse en rien arrêter l'exécution de la présente loi dans tous les cas où l'application dudit règlement n'est pas nécessaire.

ART. 23. — Sont abrogées la loi du 14 mars 1887 et toutes les dispositions contraires à la présente loi.

ART. 24. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 16 avril 1897.

DÉCRET

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine et de l'oléo-margarine.

Décret du 9 novembre 1897.
modifié par le décret du 29 août 1907.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Président du conseil, Ministre de l'Agriculture,

Vu la loi du 16 avril 1897, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine, et notamment l'article 22 dont le premier paragraphe est ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique statuera sur toutes les mesures à prendre pour l'exécution de la présente loi, et notamment sur les formalités à remplir pour l'établissement de la surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine, sur la surveillance des beurreries, des débits de beurre, de margarine et d'oléo-margarine, des halles et marchés, sur le prélèvement et la vérification des échantillons des marchandises suspectes, sur la désignation des fonctionnaires préposés à cette surveillance et sur les garanties à édicter pour assurer les secrets de la fabrication » ,

Le Conseil d'État entendu,

Décrète :

TITRE I^{er}

Surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine.

ART. 1^{er}. — La déclaration exigée par l'article 4 de la loi du 16 avril 1897 de toute personne qui veut se livrer à la fabrication de l'oléo-margarine ou de la margarine est faite sur papier timbré et en double expédition.

Elle indique les nom, prénoms et domicile du fabricant et la nature des matières employées dans la fabrication.

A la déclaration est joint un plan descriptif de la fabrique et de toutes ses dépendances, en simple expédition.

Il est immédiatement donné récépissé de cette déclaration et des plans annexes.

Pour les fabriques actuellement existantes, la déclaration sera faite dans les huit jours de la publication du présent décret au *Journal officiel*.

Pour les fabriques qui seront établies à l'avenir, elle sera faite un mois au moins avant le commencement de la fabrication.

ART. 2. — Dans les trois jours du dépôt de la déclaration, le maire de la commune transmet au préfet du département une des expéditions de la déclaration ainsi que les plans annexes.

Le préfet du département transmet aussitôt ces pièces au Ministre de l'agriculture.

Le préfet de police transmet de même au Ministre les déclarations qui lui sont adressées directement.

ART. 3. — Aucune modification ne peut être apportée aux dispositions mentionnées dans la déclaration et les pièces qui y sont annexées sans avoir fait l'objet, huit jours au moins à l'avance, d'une déclaration dans les formes prévues à l'article 1^{er} ci-dessus.

Le changement du fabricant doit être déclaré dans les trois jours qui suivent la transmission de la fabrique.

ART. 4. — Chaque fabrique de margarine ou d'oléo-margarine est placée d'une manière permanente sous la surveillance d'un ou de plusieurs inspecteurs spéciaux, désignés à cet effet par le Ministre de l'agriculture, conformément à l'article 17 du présent décret.

Les heures d'ouverture et de fermeture de la fabrique sont déclarées aux inspecteurs par le propriétaire ou le gérant ; toute modification dans ces heures leur est notifiée au moins 48 heures à l'avance. Tout travail est interdit en dehors des heures déclarées.

Les locaux dépendant de la fabrique, ateliers, magasins, caves, celliers, greniers, etc., sont ouverts en permanence aux inspecteurs pendant la durée du travail, et doivent leur être ouverts, en dehors de cette durée, sur leur réquisition.

ART. 5. — Toute entrée de matières premières destinées à la production de la margarine doit être inscrite par le fabricant sur un registre spécial qui en indique la provenance.

Les inspecteurs vérifient l'exactitude des indications portées à ce registre et examinent les matières premières pour s'assurer de leur innocuité.

ART. 6. — Les inspecteurs s'assurent que la proportion de beurre autorisée par l'article 3 de la loi du 16 avril 1897 n'est pas dépassée et qu'il n'est fait aucune addition de matière colorante, soit directement, soit indirectement.

ART. 7. — Toute expédition de margarine faite ou d'oléo-margarine par une fabrique doit être inscrite sur un registre spécial.

Les inspecteurs constatent la sortie et s'assurent que les réceptifs et étiquettes sont conformes aux prescriptions de l'article 9 de la loi.

TITRE II

Surveillance des beurreries industrielles et de la vente de la margarine, de l'oléo-margarine et du beurre.

ART. 8. — Sont placés sous la surveillance des agents désignés à cet effet par l'administration, conformément aux articles 17 et 19 ci-après, et soumis à leur inspection, les dépôts et débits de margarine et d'oléo-margarine, les locaux où l'on fabrique pour la vente et ceux où l'on prépare et vend du beurre.

ART. 9. — Dans les halles et marchés, les pavillons, comptoirs et endroits quelconques affectés au déchargement et à la vente de la margarine et de l'oléo-margarine doivent être séparés de ceux réservés au déchargement et à la vente du beurre par une distance suffisante pour prévenir toute tentative de fraude.

TITRE III

Organisation et fonctionnement du service des prélèvements, des laboratoires et des expertises contradictoires.

ART. 10. — Les autorités qui ont qualité pour opérer des prélèvements en vue de l'application de la loi du 16 avril 1897, modifiée par la loi du 23 juillet 1907, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre, sont :

Les inspecteurs des fabriques de margarine et d'oléo-margarine institués conformément à l'article 17 du présent décret ;

Les commissaires de police ;

Les commissaires de la police spéciale et des chemins de fer et des ports ;

Les agents des contributions indirectes et des douanes agissant

à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ou commissionnés spécialement à cet effet par le Ministre de l'agriculture ;

Les inspecteurs des halles, foires, marchés et abattoirs ;

Les agents des octrois et les vétérinaires sanitaires individuellement désignés par les préfets pour concourir à l'application de la loi du 1^{er} août 1905 et commissionnés par eux à cet effet ;

Les agents spéciaux institués par les départements ou les communes pour concourir à l'application de ladite loi, dans les conditions prévues à l'article 2 du décret susvisé du 31 juillet 1906.

ART. 11. — Des prélèvements d'échantillons peuvent, en toutes circonstances, être opérés d'office dans les magasins, boutiques, ateliers, voitures servant au commerce, ainsi que dans les entrepôts, les abattoirs et leurs dépendances, les halles, foires et marchés, et dans les gares ou ports de départ et d'arrivée.

Les prélèvements sont obligatoires dans tous les cas où les produits paraissent falsifiés, corrompus ou toxiques.

Les administrations publiques sont tenues de fournir aux agents désignés à l'article 10 tous éléments d'information nécessaires à l'exécution de la loi du 16 avril 1897, modifiée par la loi du 23 juillet 1907.

Les entrepreneurs de transports sont tenus de n'apporter aucun obstacle aux réquisitions pour prises d'échantillons et de représenter les titres de mouvement, lettres de voiture, récépissés, connaissements et déclarations dont ils sont détenteurs.

ART. 12. — Tout prélèvement comporte quatre échantillons, l'un destiné au laboratoire pour analyse, les autres éventuellement destinés aux experts.

ART. 13. — Tout prélèvement donne lieu, séance tenante, à la rédaction sur papier libre d'un procès-verbal.

Ce procès-verbal doit porter les mentions suivantes :

1^o Les nom, prénoms, qualité et résidence de l'agent verbalisateur ;

2^o La date, l'heure et le lieu où le prélèvement a été effectué ;

3^o Les nom, prénoms, profession, domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré. Si le prélèvement a lieu en cours de route, les noms et domiciles des personnes figurant sur les lettres de voiture ou les connaissements comme expéditeurs et destinataires ;

4° La signature de l'agent verbalisateur.

Le procès-verbal doit, en outre, contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été opéré, relater les marques et étiquettes apposées sur les enveloppes ou récipients, l'importance du lot de marchandises échantillonné, ainsi que toutes les indications jugées utiles pour établir l'authenticité des échantillons prélevés et l'identité de la marchandise.

Le propriétaire ou détenteur de la marchandise ou, le cas échéant, le représentant de l'entreprise de transports peut, en outre, faire insérer au procès-verbal toutes les déclarations qu'il juge utiles.

ART. 14. — Lorsque la prise d'échantillons est effectuée ailleurs que chez le propriétaire, celui entre les mains de qui elle est opérée est tenu de faire connaître le nom et la demeure de la personne dont il détient la marchandise ; s'il ne veut ou ne peut indiquer ce nom et cette demeure, comme s'il refuse de signer le procès-verbal, mention en est faite audit procès-verbal.

ART. 15. — Les formalités prescrites par le décret du 31 juillet 1906 dans ses articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, dans les deux premiers alinéas de l'article 15 ainsi que dans l'article 16, sont applicables aux prélèvements et aux analyses effectués pour la répression des fraudes dans le commerce du beurre, en exécution de la loi du 16 avril 1897, modifiée par la loi du 23 juillet 1907.

ART. 16. — Les règles établies par le décret du 31 juillet 1906 dans ses articles 17, 18, 19, 20, 21 et 24 pour le fonctionnement des expertises contradictoires et pour le remboursement de la valeur des échantillons en cas de non-lieu et d'acquiescement, sont applicables lorsqu'il y a lieu à poursuites pour infraction à la loi du 16 avril 1897, modifiée par la loi du 23 juillet 1907.

TITRE IV

Organisation du service d'inspection.

ART. 17. — Le service de surveillance prévu par l'article 6 de la loi du 16 avril 1897 et par le titre I^{er} du présent décret est confié à des inspecteurs nommés par le Ministre de l'agriculture parmi les agents de l'administration des contributions indirectes, mis, à cet effet, à sa disposition par le Ministre des finances.

Ces agents continuent à faire partie de l'administration des contributions indirectes et y conservent leurs droits à l'avancement.

Ils reçoivent, sur le budget du Ministère de l'agriculture, le traitement correspondant à leur grade dans l'administration des contributions indirectes et les allocations accessoires arrêtées par le Ministre de l'agriculture.

Ceux de ces agents qui auraient révélé les secrets de fabrication venus à leur connaissance seraient immédiatement relevés de leurs fonctions, sans préjudice des autres mesures disciplinaires qui pourraient être prises à leur égard ni des poursuites civiles ou correctionnelles qu'ils auraient encourues.

ART. 18. — Les traitements et allocations accessoires attribués aux inspecteurs sont à la charge du fabricant à l'usine duquel chacun d'eux est attaché.

L'état des frais à rembourser par chaque fabricant, d'après le nombre des agents spécialement affectés à la surveillance de son usine, est arrêté chaque année par le Ministre de l'agriculture et transmis au Ministre des finances, qui en assure le recouvrement comme en matière de contributions directes.

Les fabricants de margarine et d'oléo-margarine sont tenus de fournir gratuitement un local servant de bureau aux contrôleurs.

ART. 19. — La surveillance prévue au titre II du présent décret est exercée concurremment avec les officiers de police judiciaire par les autorités qualifiées pour procéder au prélèvement des échantillons et énumérées à l'article 10 ci-dessus.

Le Ministre de l'agriculture et le Ministre des finances fixent les indemnités à attribuer, s'il y a lieu, à ces agents en raison du travail supplémentaire qui leur est ainsi imposé.

ART. 20. — Les Ministres de l'agriculture et de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 novembre 1897.

Graisses et huiles**DÉCRET DU 11 MARS 1908**

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, en ce qui concerne les graisses et huiles comestibles.

ART. 1^{er}. — Il est interdit de détenir ou de transporter en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre :

1^o Sous le nom de « saindoux » tout produit ne provenant pas exclusivement des tissus adipeux du porc ;

2^o Sous le nom de « saindoux pure panne » tout produit ne provenant pas exclusivement de la panne de porc.

Ces produits sont obtenus par extraction à chaud ; ils perdent tout droit à ces appellations lorsqu'ils ont subi ultérieurement une manipulation susceptible de modifier leur composition naturelle ou leur teneur en principes utiles.

ART. 2. — Toute matière grasse comestible concrète à la température de 15 degrés, autre que le beurre et le saindoux, vendue à l'état pur, peut être désignée sous le nom de « graisse », mais cette dénomination doit être complétée par l'indication de la matière animale ou végétale d'où la graisse est tirée.

Tout mélange concret à la température de 15 degrés de matières grasses comestibles pures, concrètes ou fluides, à l'exception des produits visés par l'article 2 de la loi du 16 avril 1897, doit être désigné sous une dénomination qui le distingue nettement des graisses pures visées au précédent paragraphe.

ART. 3. — Il est interdit de détenir ou de transporter en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre sous la dénomination d'« huile d'olive », de « noix » ou de tout autre fruit ou graine, avec ou sans qualificatif, une huile ne provenant pas exclusivement des olives, des noix ou des fruits ou graines indiqués dans ladite dénomination.

ART. 4. — Les dénominations usitées dans le commerce pour

désigner soit les mélanges de graisses, soit les mélanges d'huiles comestibles peuvent être accompagnées de l'indication d'un ou de plusieurs des éléments constituant le mélange, mais à la condition que la mention complémentaire fasse connaître exactement la proportion dans laquelle le ou les éléments dénommés entrent dans le mélange.

Les dénominations et mentions ci-dessus prévues doivent être imprimées en caractères identiques.

ART. 5. — Il est interdit à toute personne se livrant au commerce des huiles de faire figurer sur ses étiquettes, marquès, factures, papiers de commerce, emballages et récipients, l'indication « propriétaire à..... », « oléiculteur à..... », « négociant à..... » ou « commerçant à..... » suivie du nom d'une région ou d'une localité dans laquelle elle ne possède ni propriété, ni culture, ni établissement commercial ou industriel.

ART. 6. — L'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature ou sur l'origine des produits visés au présent décret lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'origine attribuée à ces produits devra être considérée comme la cause principale de la vente, est interdit en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit, notamment :

1° Sur les récipients et emballages ;

2° Sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets ou tout autre appareil de fermeture ;

3° Dans les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix-courants, enseignes, affiches, tableaux-réclames, annonces, ou tout autre moyen de publicité.

ART. 7. — Dans tous les établissements où s'exerce le commerce des graisses et des huiles comestibles, les produits mis en vente ou les récipients et emballages qui les contiennent, doivent porter une inscription indiquant, en caractères apparents, la dénomination sous laquelle ces produits sont mis en vente. Cette inscription doit être rédigée sans abréviation et disposée de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

L'inscription portée sur les récipients ou emballages dans lesquels la marchandise est livrée doit indiquer, en caractères apparents, soit le poids net, soit le poids brut et la tare d'usage.

ART. 8. — Le présent décret ne sera exécutoire que dans un délai de trois mois à dater de sa publication en ce qui concerne les articles 4, 5, 6 et 7 dudit décret.

ART. 9. — Le Ministre de la justice, le Ministre des finances, le Ministre de l'agriculture, le Ministre du commerce et de l'Industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Vins.

LOI DU 29 JUIN 1907

Tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucragé.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. — Chaque année, après la récolte, tout propriétaire, fermier, métayer, récoltant du vin, devra déclarer à la mairie de la commune où il fait son vin :

1° La superficie des vignes en production qu'il possède ou exploite ;

2° La quantité totale du vin produit et celle des stocks antérieurs restant dans ses caves ;

3° S'il y a lieu, le volume ou le poids de vendanges fraîches qu'il aura expédiées ou le volume ou le poids de celles qu'il aura reçues ;

4° S'il y a lieu, la quantité de moûts qu'il aura expédiée ou reçue.

Ces déclarations seront inscrites sous le nom du déclarant, sur un registre restant à la mairie et qui devra être communiqué à tout requérant. Elles seront signées par le déclarant sur le registre ; il en sera donné récépissé.

Copie sera transmise, par les soins de la mairie, au receveur ruraliste de la localité, qui ne pourra délivrer au nom du déclarant de titres de mouvement pour une quantité de vin supérieure à la quantité déclarée.

Le relevé nominatif des déclarations sera affiché à la porte de la mairie.

Dès le début de la récolte, au fur et à mesure des nécessités de la vente, des déclarations partielles pourront être faites dans les conditions précédentes, sauf l'affichage qui n'aura lieu qu'après la déclaration totale.

Dans chaque département, le délai dans lequel devront être faites les déclarations sera fixé, annuellement, à une époque aussi rapprochée que possible de la fin des vendanges et écoupages, par le préfet, après avis du conseil général.

Toute déclaration frauduleuse sera punie d'une amende de cent francs (100 fr.) à mille francs (1.000 fr.).

ART. 2. — Toute personne recevant des moûts ou des vendanges fraîches sera assimilée au propriétaire récoltant et tenue à la déclaration dans les trois jours de la réception et aux obligations de l'article 1^{er}.

Toute déclaration frauduleuse sera punie des mêmes peines.

ART. 3. — L'article 8 de la loi du 6 août 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

« Tout expéditeur de marcs de raisins, de lies sèches et de levures alcooliques sera tenu de se munir, à la recette ruraliste la plus proche, d'un passavant de 10 centimes indiquant le poids expédié et l'adresse du destinataire. »

ART. 4. — Sont interdites la fabrication, l'exposition, la mise en vente et la vente des produits ou mélanges œnologiques de composition secrète ou indéterminée, destinées soit à améliorer et à bouqueter les moûts et les vins, soit à les guérir de leurs maladies, soit à fabriquer des vins artificiels.

Les délinquants seront punis des peines portées par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905.

ART. 5. — Le premier paragraphe de l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 est complété comme suit :

« Le sucre ainsi employé sera frappé d'une taxe complémentaire de quarante francs (40 fr.) par 100 kilogrammes de sucre raffiné. Cette taxe est due au moment de l'emploi. »

ART. 6. — Le paragraphe 2 de l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 est modifié de la façon suivante :

« Quiconque voudra se livrer à la fabrication du vin de sucre

pour sa consommation familiale est tenu d'en faire la déclaration dans le même délai. La quantité de sucre employée ne pourra pas être supérieure à 20 kilogrammes par membre de la famille et par domestique attaché à la personne, ni à 20 kilogrammes par 3 hectolitres de vendanges récoltées, ni au total à 200 kilogrammes pour l'ensemble de l'exploitation.

La fabrication des piquettes n'est autorisée que pour la consommation familiale et jusqu'à concurrence de 40 hectolitres par exploitation. »

ART. 7. — Les contraventions à l'article précédent sont punies d'une amende de cinq cents francs (500 fr.) à cinq mille francs (5,000 fr.) et de la confiscation des boissons, sucres et glucoses saisis.

L'amende est doublée dans le cas de fabrication, de circulation ou de détention de vins de sucre ou de vins de marcs en vue de la vente. Dans ce cas, les contrevenants sont, en outre, punis d'une peine de six jours à six mois d'emprisonnement ; cette dernière pénalité est doublée en cas de récidive.

Les mêmes peines sont applicables aux complices des contrevenants.

ART. 8. — Tout commerçant qui voudra vendre du sucre ou du glucose par quantités supérieures à 25 kilogrammes est tenu d'en faire préalablement la déclaration à l'administration des contributions indirectes.

Il devra inscrire ses réceptions de sucre et de glucose sur un carnet conforme au modèle qui sera établi par l'administration. Il mentionnera sur le même carnet les livraisons supérieures à 25 kilogrammes. Ce registre sera représenté à toute réquisition du service des contributions indirectes, qui procédera à toutes vérifications nécessaires pour le contrôle des réceptions et des livraisons.

Toute contravention aux dispositions du présent article sera punie des peines édictées par l'article 3 de la loi du 30 décembre 1873.

Est substitué le chiffre de 25 kilogrammes au chiffre de 50 kilogrammes dans les articles 2, 3 et 4 de la loi du 6 août 1905.

ART. 9. — Tous syndicats, formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agricul-

ture ou de la viticulture, ou du commerce et trafic des vins, pourront exercer, sur tout le territoire de la France et des colonies, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications des vins, prévus par les lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 1^{er} août 1905, 6 août 1905 et par la présente loi, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du code civil.

ART. 10. — Des règlements d'administration publique détermineront les conditions de l'application de la présente loi à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

LOI DU 15 JUILLET 1907

Concernant le mouillage et la circulation des vins et le régime des spiritueux

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. — Les marchands de vins en gros subsistant à l'intérieur de Paris, en vertu de l'article 9 de la loi du 6 août 1905, ne pourront disposer des boissons reçues par eux qu'après qu'elles auront été vérifiées par le service de la régie et reconnues entièrement conformes à l'expédition.

Les infractions aux prescriptions du présent article donneront lieu à l'application des peines édictées par l'article premier de la loi du 28 février 1872.

ART. 2. — L'article 12 de la loi du 6 août 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les dispositions du premier paragraphe de l'article 8 de la loi du 16 décembre 1897 sont étendues aux chargements de vins de plus de 5 hectolitres. »

ART. 3. — A partir du 1^{er} janvier 1908, les eaux-de-vie et

alcools naturels provenant uniquement de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, cerises et prunes, ne pourront bénéficier du titre de mouvement sur papier blanc prévu par l'article 23 de la loi du 31 mars 1903 que s'ils sont emmagasinés dans des locaux séparés par la voie publique de tous locaux qui contiendraient des spiritueux n'ayant droit qu'au titre de mouvement sur papier rose prévu par le même article.

Les eaux-de-vie et alcools naturels provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, cerises et prunes et admis au bénéfice de l'article 24 de la loi du 31 mars 1903 ne pourront, à dater du 1^{er} janvier 1908, continuer à profiter de ce bénéfice que sous la condition prévue au paragraphe précédent.

Les eaux-de-vie et alcools naturels visés au premier paragraphe du présent article et les eaux-de-vie et alcools naturels visés au deuxième paragraphe devront être emmagasinés dans des locaux distincts.

ART. 4. — Pour les eaux-de-vie et alcools naturels envoyés à destination d'entrepôts, les bulletins d'origine accompagnant les acquits-à-caution seront retirés par le service au moment de la prise en charge et détruits par ses soins.

ART. 5. — En cas de faillite ou de liquidation judiciaire, le concordat ne peut être opposé à la régie des contributions indirectes en ce qui concerne la contrainte par corps exercée pour le recouvrement des amendes à elles adjugées par les tribunaux.

ART. 6. — Le troisième paragraphe de l'article 5 de la loi du 1^{er} août 1905 est modifié ainsi qu'il suit : « 2° Des vins, cidres et poirés (lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 6 août 1905, 29 juin 1907) ».

DÉCRET DU 3 SEPTEMBRE 1907

Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 en ce qui concerne les vins, les vins mousseux et les eaux-de-vie et spiritueux.

TITRE I^{er}**Vins.**

ART. 1^{er}. — Aucune boisson ne peut être détenue ou transportée en vue de la vente, mise en vente ou vendue sous le nom de vin que si elle provient exclusivement de la fermentation du raisin frais ou du jus de raisin frais.

ART. 2. — Sont considérées comme frauduleuses, les manipulations et pratiques qui ont pour objet de modifier l'état naturel du vin, dans le but soit de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles ou l'origine du produit, soit d'en dissimuler l'altération.

En conséquence, rentre dans les cas prévus par l'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905 et par l'article 4 de la loi du 29 juin 1907 le fait d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, sous forme indiquant leur destination ou leur emploi, tous produits, de composition secrète ou non, propres à effectuer les manipulations ou pratiques ci-dessus visées.

ART. 3. — Ne constituent pas des manipulations et pratiques frauduleuses aux termes de la loi du 1^{er} août 1905 les opérations ci-après énumérées qui ont uniquement pour objet la vinification régulière ou la conservation des vins :

1° En ce qui concerne les vins :

Le coupage des vins entre eux ;

La congélation des vins en vue de leur concentration partielle ;

La pasteurisation ;

Les collages au moyen de clarifiants consacrés par l'usage tels que l'albumine pure, le sang frais, la caséine pure, la gélatine pure ou la colle de poisson ;

L'addition du tannin dans la mesure indispensable pour effectuer le collage au moyen des albumines ou de la gélatine ;

La clarification des vins blancs tachés, au moyen du charbon pur ;

Le traitement par l'anhydride sulfureux pur provenant de la combustion du soufre, et par les bisulfites alcalins cristallisés purs. Les quantités employées seront telles que le vin ne retienne pas plus de 350 milligrammes d'anhydride sulfureux, libre et combiné, par litre. En aucun cas, les bisulfites alcalins ne peuvent être employés à une dose supérieure à 20 grammes par hectolitre.

2° En ce qui concerne les mouts :

Indépendamment de l'emploi du plâtre et du sucre dans les limites fixées par les lois du 11 juillet 1891 et du 28 janvier 1903 :

Le traitement par l'anhydride sulfureux et par les bisulfites alcalins dans les conditions fixées ci-dessus pour les vins ;

L'addition de tannin ;

L'addition à la cuve d'acide tartrique cristallisé pur dans les mouts insuffisamment acides. L'emploi simultané de l'acide tartrique et du sucre est interdit ;

L'emploi des levures sélectionnées.

ART. 4. — Dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des vins, il doit être apposé d'une manière apparente, sur les récipients, emballages, casiers ou fûts, une inscription indiquant la dénomination sous laquelle le vin est mis en vente.

Cette inscription n'est pas obligatoire pour les bouteilles et récipients dans lesquels les vins de consommation courante sont emportés séance tenante par l'acheteur ou servis par le vendeur pour être consommés sur place.

Les inscriptions doivent être rédigées sans abréviation, et disposées de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

TITRE II

Vins mousseux.

ART. 5. — Les dispositions du titre I^{er} du présent décret sont applicables aux vins mousseux.

Indépendamment des manipulations et pratiques prévues à l'article 3 ci-dessus, sont considérés comme licites, en ce qui concerne spécialement les vins mousseux :

1° Les manipulations et traitements connus sous le nom de méthode champenoise ;

2° La gazéification par l'addition d'acide carbonique pur.

Aucun vin ne peut être détenu ou transporté en vue de la vente, mis en vente ou vendu sous la seule dénomination de « vin mousseux » que si son effervescence résulte d'une seconde fermentation alcoolique en bouteilles, soit spontanée, soit produite suivant la méthode champenoise.

Lorsque l'effervescence d'un vin est produite, même partiellement, par l'addition d'acide carbonique, il n'est pas interdit d'employer dans sa dénomination le mot « mousseux », mais à la condition qu'il soit accompagné du terme « fantaisie » ou d'un qualificatif différenciant ce vin de ceux prévus à l'alinéa précédent, de telle façon qu'aucune confusion ne soit possible dans l'esprit de l'acheteur sur le mode de fabrication employé, la nature ou l'origine du produit.

Dans les inscriptions et marques figurant sur les récipients, le mot « mousseux » et le qualificatif qui l'accompagne ou le terme « fantaisie » doivent être imprimés en caractères identiques.

TITRE III

Eaux-de-vie et spiritueux.

ART. 6. — Il est interdit de détenir ou de transporter en vue de la vente, de mettre en vente et de vendre sous les dénominations fixées au présent article, des produits autres que ceux ayant, aux termes dudit article, un droit exclusif à ces dénominations.

Les dénominations d'eaux-de-vie de vin, d'alcool de vin ou d'esprit de vin, sont réservées aux produits provenant de la distillation exclusive du vin tel qu'il est défini au titre I^{er} du présent règlement.

Les dénominations d'eaux-de-vie de cidre ou de poiré sont réservées aux produits provenant de la distillation exclusive des cidres et poirés.

La dénomination d'eaux-de-vie de marc ou de marc est réservée à l'eau-de-vie provenant de la distillation exclusive des marcs de raisin frais additionnés ou non d'eau.

La dénomination de kirsch est réservée au produit exclusif de

la fermentation alcoolique et de la distillation des cerises ou des merises.

Les dénominations d'eaux-de-vie de prunes, mirabelles, quetsch ou de tous autres fruits, seront réservées au produit exclusif de la fermentation alcoolique et de la distillation desdits fruits.

La dénomination de genièvre est réservée à la boisson alcoolique obtenue, dans les conditions prévues à l'article 15 de la loi du 30 mars 1902, par la distillation simple en présence de baies de genièvre, du moût fermenté de seigle, de blé, d'orges ou d'avoine.

La dénomination de rhum ou de tafia est réservée au produit exclusif de la fermentation alcoolique et de la distillation soit du jus de la canne à sucre, soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne.

ART. 7. — Les spiritueux visés à l'article précédent, lorsqu'ils ne proviennent pas en totalité d'une même région ou d'un même cru, ne peuvent être désignés sous l'appellation réservée aux produits de cette région ou de ce cru particulier.

Les mélanges d'eaux-de-vie de cidre, de poiré, de prunes, mirabelles, quetsch ou de tous autres fruits avec de l'eau-de-vie de vin ou avec des alcools d'industrie, ainsi que les mélanges d'eau-de-vie de vin et d'alcools d'industrie, peuvent être désignés sous le nom d'eau-de-vie.

Les mélanges d'eau-de-vie de marc, de kirsch, de rhum ou de tafia avec des eaux-de-vie ou avec des alcools d'industrie peuvent être désignés sous leur nom spécifique, mais accompagné du terme « fantaisie » ou d'un qualificatif, les différenciant des produits définis à l'article précédent, de telle façon qu'aucune confusion ne puisse se produire dans l'esprit de l'acheteur sur la nature ou l'origine des produits.

Dans les inscriptions et marques servant à désigner les mélanges ou les spiritueux visés au présent article, la dénomination du produit et le qualificatif qui l'accompagne, ou le terme « fantaisie » doivent être imprimés en caractères identiques.

ART. 8. — Sont considérées comme frauduleuses, les manipulations et pratiques destinées à modifier l'état naturel des eaux-de-vie et spiritueux dans le but de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles, la composition ou l'origine de ces produits.

En conséquence, rentre dans le cas prévu par l'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905, le fait d'exposer, de mettre en vente ou de vendre sous forme indiquant leur destination ou leur emploi, tous produits, de composition secrète ou non, pouvant servir à effectuer les manipulations ou opérations ci-dessus visées.

ART. 9. — Dans tous les établissements où s'exerce le commerce de détail des eaux-de-vie et spiritueux, les bouteilles, récipients et emballages renfermant les produits visés au présent titre doivent porter une inscription indiquant, en caractères apparents, la dénomination sous laquelle ces produits sont mis en vente ou détenus en vue de la vente.

Cette inscription doit être rédigée sans abréviation et disposée de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

TITRE IV

Dispositions générales applicables aux vins, aux vins mousseux et aux eaux-de-vie et spiritueux.

ART. 10. — En vue d'assurer la protection des appellations régionales et de crus particuliers réservés aux vins, vins mousseux, eaux-de-vie et spiritueux qui ont, par leur origine, un droit exclusif à ces appellations, il sera statué ultérieurement, par des règlements d'administration publique, sur la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits.

ART. 11. — Il est interdit à toute personne se livrant au commerce des vins ou des eaux-de-vie et spiritueux de faire figurer sur ses étiquettes, marques, factures, papiers de commerce, emballages et récipients, la mention « propriétaire à », « viticulteur à », « négociant à », ou « commerçant à », suivie du nom d'une région ou d'un cru particulier, sur le territoire desquels elle ne possède ni propriété, ni vignoble, ni établissement commercial.

ART. 12. — Lorsqu'un nom de localité constitue une appellation désignant un produit qui a un droit exclusif à cette appellation, les propriétaires, viticulteurs, négociants ou commerçants résidant dans cette localité, quand ils mettent en vente ou vendent un produit n'ayant pas droit à ladite appellation, ne peuvent faire figurer sur leurs étiquettes, marques, factures, papiers de com-

merce, emballages et récipients, le nom de ladite localité qu'à condition de le faire précéder des mots « propriétaire à .. », « viticulteur à... », « négociant à... », ou commerçant à... », suivis de l'indication du département où est située la localité, le tout imprimé en caractères identiques.

ART. 13. — L'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature ou sur l'origine des produits visés au présent décret, lorsque d'après la convention ou les usages, la désignation de l'origine attribuée à ces produits devra être considérée comme la cause principale de la vente, est interdit en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit, notamment :

1^o Sur les récipients et emballages ;

2^o Sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets ou tout autre appareil de fermeture ;

3^o Dans les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix-courants, enseignes, affiches, tableaux-réclames, annonces ou tout autre moyen de publicité.

ART. 14. — Un délai de six mois, à dater de la publication du présent règlement, est accordé aux intéressés pour se conformer aux prescriptions des articles 4, 5, 7, 9, 12 et 13, en ce qui concerne les inscriptions réglementaires.

ART. 15. — Le Ministre de la justice, le Ministre des finances, le Ministre de l'agriculture, le Ministre du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

PROJET DE CIRCULAIRE

du ministre de l'agriculture aux agents du service de la répression des fraudes, contenant un commentaire du Règlement du 3 septembre 1907.

Application du règlement du 3 septembre 1907, concernant les vins, les vins mousseux, les eaux-de-vie et spiritueux.

Le délai accordé aux intéressés pour se conformer aux prescriptions des articles 4, 5, 7, 9, 12 et 13 du règlement du 3 septembre 1907, relatif aux vins, vins mousseux et eaux-de-vie, a expiré le 3 mars dernier.

Depuis ce jour, le décret dont il s'agit est applicable dans son ensemble, et toute personne qui commet une infraction aux prescriptions qu'il contient, est passible des peines portées à l'article 13 de la loi du 1^{er} août 1905 (16 à 50 francs d'amende).

I. — J'appelle votre attention sur ce fait que la constatation des infractions audit règlement, notamment, en ce qui concerne les articles 4, 5, 7, 9, 12 et 13, n'entraîne pas nécessairement un prélèvement d'échantillons. Un procès-verbal, relatant le fait délictueux est, en effet, suffisant, dans les cas tels que le défaut d'étiquetage des vins et spiritueux, placés dans les établissements où s'exerce le commerce de détails de ces produits. Ce procès-verbal doit être transmis au parquet par la préfecture.

Mais il peut y avoir en même temps :

1^o Une constatation (au moyen du procès-verbal ci-dessus indiqué) d'une infraction au règlement ;

2^o Un prélèvement d'échantillons destinés à suivre la filière habituelle, afin de permettre de découvrir les infractions à la loi elle-même.

II. — *Articles 4 et 9.* — Afin d'éviter des erreurs dans l'interprétation du texte, notamment en ce qui concerne les articles 4 et 9, vous voudrez bien vous rappeler que les auteurs du règlement ont voulu que l'acheteur, en pénétrant *dans un magasin de détail*, sache quelle est la nature des produits exposés en vente et puisse faire son choix en connaissance de cause.

Pour cette raison même, j'estime que l'apposition des inscriptions dont il s'agit est sans objet dans les endroits où l'acheteur ne pénètre pas, autrement dit, que les prescriptions des articles 4 et 9 ne concernent pas les dépendances (caves, celliers, hangars, etc.) qui ne sont pas ouverts aux acheteurs.

Mais dans tous les locaux (d'un établissement de détail) ouverts à l'acheteur, il est nécessaire que chaque lot de marchandise, chaque casier et chaque fût, porte la dénomination sous laquelle les produits qu'il contient sont mis en vente.

Le deuxième paragraphe de l'article 4 dispose que s'il s'agit de vins de consommation courante, les bouteilles extraites de ces casiers ou celles qui sont remplies au fût peuvent, cependant, être livrées sans étiquettes au consommateur. De même, le broc servant pour le tirage au fût n'a pas besoin de porter d'étiquette.

Cette dispense ne vise pas les vins pour lesquels la désignation d'origine est la cause principale de la vente, c'est-à-dire pour les vins de crus déterminés, lesquels ne sont évidemment pas de consommation courante. Pour de tels vins, il demeure entendu toutefois que chacune des bouteilles, tant qu'elle séjourne dans un casier, peut, comme précédemment, n'être pas munie d'une étiquette ; mais, lorsqu'elle est extraite dudit casier pour être livrée à l'acheteur, il faut alors qu'une étiquette lui soit apposée, contenant les mêmes indications manuscrites ou imprimées, que celles portées sur le casier dont elle provient.

Quant aux eaux-de-vie, aucune exception (du genre de celle de l'art. 4 précité) n'est stipulée à l'article 9, et, par suite, il y a lieu d'exiger que toutes les bouteilles, fioles et carafons livrés aux consommateurs soit pour être emportés, soit pour la consommation dans l'établissement, portent les étiquettes réglementaires, qu'elles contiennent des produits de consommation courante ou non.

III. — *Article 3.* — Par l'article 3, une distinction nécessaire est établie entre les vins mousseux de Champagne, les vins mousseux en général et les vins gazéifiés ; vous voudrez bien veiller à ce que sur les papiers de commerce, catalogues, affiches, prix-courants, et, notamment, sur les cartes des vins dans les hôtels et restaurants, ces trois catégories de vins soient, non pas confondues sous la même rubrique, mais, au contraire, nettement séparées en trois groupes.

IV. — Enfin, bien que le règlement exige que les qualificatifs tels que « fantaisie » soient portés dans le corps de l'étiquette et en caractères de même dimension que ceux employés pour la dénomination du produit, il y aura lieu d'user d'une certaine tolérance à l'égard des commerçants qui, pendant quelque temps encore, utiliseront d'anciennes étiquettes, en y adjoignant, pour les rectifier ou les compléter, une étiquette complémentaire, à la condition toutefois que cette manière de faire ne vous paraisse pas employée, seulement, dans le but d'échapper aux prescriptions du règlement.

CIRCULAIRE N° 2

aux agents du service de la répression des fraudes.

Le 14 janvier 1908.

**Prélèvements sur les boissons. — Constatation des manquants.
Valeur des échantillons. — Précautions à prendre.**

I. — La loi du 1^{er} août 1905, concernant la répression des fraudes, autorise le prélèvement d'échantillons sur les boissons qui paraissent falsifiées ou adultérées. Suivant qu'ils sont effectués dans les magasins de redevables jouissant du crédit de l'impôt ou en cours de transport, ces prélèvements peuvent entraîner soit la constatation de manquants au compte des redevables, soit un défaut d'identité entre le titre de mouvement et le chargement.

Pour obvier à ces inconvénients en ce qui concerne les *eaux-de-vie* et *spiritueux*, *vermouts*, *vins de liqueur* ou *d'imitation et vinaigres*, vous voudrez bien, aussitôt le prélèvement effectué, adresser au directeur départemental des contributions indirectes, dans la circonscription duquel se trouvent le lieu de destination des boissons expédiées ou les magasins où l'échantillon est prélevé, un procès-verbal administratif, sur papier libre, indiquant :

1^o La date et le lieu de l'opération ;

2^o Le nom et l'adresse du redevable chez lequel aura été faite

la prise d'échantillon, ou bien l'analyse du titre de mouvement accompagnant le chargement contrôlé en cours de route (espèce, — congé, acquit, etc., — bureau d'origine, numéro, date, noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire, quantité totale énoncée) ;

3° L'espèce et le volume du liquide échantillonné et, lorsque la chose vous sera possible, le degré alcoolique s'il s'agit de spiritueux, de vermouths ou de vins de liqueur, ou le degré acétimétrique s'il s'agit de vinaigres.

Pour donner à ces documents un caractère plus certain d'authenticité, il conviendrait qu'après les avoir signés vous les revêtissiez de votre cachet personnel ou administratif.

En ce qui concerne les *vins*, *cidres*, *poirés*, étant donné, d'une part, la somme minime des droits que représentent les quantités prélevées à titre d'échantillon, d'autre part le faible volume des prélèvements par rapport à l'importance des chargements de ces boissons, j'estime que pareille mesure est inutile.

Afin de vous mettre en mesure de renseigner les intéressés sur les conditions dans lesquelles s'exercera le contrôle de l'Administration des contributions indirectes à l'égard des marchandises sur lesquelles un prélèvement aura été opéré, j'ai l'honneur de vous faire connaître les instructions qui viennent d'être adressées à ce sujet aux agents de cette administration.

Quand le prélèvement aura été effectué dans les magasins d'un redevable jouissant du crédit de l'impôt, le service des contributions indirectes, au vu du procès-verbal administratif qui lui aura été transmis, donnera décharge, par un acte motivé au compte de l'intéressé, de la quantité échantillonnée, sauf, s'il y a lieu, rectification ultérieure, en ce qui concerne le degré des alcools, des vermouths et des vins de liqueur et des vinaigres.

Lorsque le prélèvement aura lieu en cours de route, la représentation du récépissé, qui, *en vue d'un remboursement éventuel*, est remis au transporteur conformément aux prescriptions de l'article 9 du décret du 31 juillet 1906, permettra de justifier, aussi bien d'ailleurs pour les vins, les cidres et les poirés que pour les spiritueux, les vermouths et vins de liqueur et les vinaigres, le défaut d'identité que les vérifications ultérieures pourraient faire apparaître. Après reconnaissance du chargement à l'arrivée,

le service des contributions indirectes du point de destination effectuera, le cas échéant, la liquidation des droits ou la prise en charge, d'après la quantité de boisson reconnue ; mais pour les alcools, les vermouths et vins de liqueur et les vinaigres, la décharge de l'acquit-à-caution restera suspendue jusqu'à ce que la réception du procès-verbal administratif ait permis de s'assurer que la différence constatée en moins correspond bien à la quantité prélevée à titre d'échantillon.

II. — Je vous rappelle que la valeur des échantillons prélevés en dehors des barrières, sur un produit à destination d'une ville à octroi, ne doit pas être majorée des droits d'octroi correspondants à la quantité prélevée, car la taxe est perçue sur la quantité réelle de la marchandise qui pénètre dans la ville et ne porte, par conséquent, pas sur le manquant.

III. — On sait que certaines boissons ne peuvent, sans s'altérer profondément, rester dans des fûts en vidange. C'est le cas des vins, des bières et des cidres. Vous devrez donc vous efforcer d'opérer les prélèvements dans des conditions telles, que l'expéditeur soit à même de remplir à nouveau le fût (il conviendrait à cet effet de lui envoyer un avis aussitôt après le prélèvement) ou que le destinataire puisse prendre livraison avant que le produit ait eu le temps de s'altérer dans le fût en vidange. Autrement dit, il est désirable que les prélèvements de cette nature soient effectués au départ ou à l'arrivée.

Dans le même but de ne pas causer de dommages inutiles aux intéressés, vous voudrez bien éviter, autant que possible, l'emploi du foret qui détériore les fûts.

Dans un ordre d'idées analogue, je ne saurais trop vous recommander de ne jamais vous départir, dans l'exécution des prélèvements, de tout le tact nécessaire, afin de ne pas éveiller dans le public des soupçons injustes et prématurés à l'égard des commerçants qui sont l'objet de cette mesure de contrôle.

IV. — Enfin, aussi bien pour les boissons que pour les denrées alimentaires en général, j'appelle votre attention sur la nécessité de sceller les échantillons de telle sorte qu'aucune substitution de produits ne soit possible ; et, à cet égard, vous pouvez offrir aux intéressés, comme garantie, d'apposer leur signature sur les étiquettes, et leur cachet sur les échantillons. Toutefois, ledit cachet

ne devra pas être apposé sur l'un des quatre échantillons, qui ne devra porter aucune indication, afin d'être envoyé au laboratoire dans les conditions voulues par le décret du 31 juillet 1906.

Le Ministre de l'Agriculture,
J. RUAU.

ANNEXE B

Législation étrangère.

ITALIE

Code pénal.

ART. 295. — Quiconque, dans l'exercice de son commerce, trompe l'acheteur en livrant une chose pour une autre, ou bien une chose dont l'origine, la qualité ou la quantité diffèrent de celles qui sont indiquées ou convenues, est puni d'un emprisonnement pouvant aller à six mois ou d'une amende de 50 à 3.000 liras.

ART. 318. — Quiconque, en corrompant ou empoisonnant une eau potable à l'usage public ou une substance destinée à l'alimentation publique, met en péril la santé humaine, est puni d'un emprisonnement de trois à dix ans.

ART. 319. — Quiconque contrefait ou falsifie, d'une façon dangereuse pour la santé, des substances alimentaires ou médicamenteuses ou d'autres choses destinées à être mises dans le commerce, ou bien expose en vente ou met autrement dans le commerce pareilles substances ou choses contrefaites ou falsifiées, est puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 100 à 5.000 liras.

ART. 320. — Quiconque expose en vente des substances alimentaires ou d'autres substances non contrefaites ni falsifiées, mais dangereuses pour la santé, sans signaler ce danger à l'acheteur, est puni d'un emprisonnement de six mois au plus et d'une amende de 100 à 3.000 liras.

ART. 322. — Quiconque expose en vente ou met autrement dans le commerce, comme pures, des substances alimentaires qui

ne le sont pas, mais ne sont pas dangereuses pour la santé, est puni d'un emprisonnement d'un mois au plus et d'une amende de 50 à 500 livres.

ART. 323. — Quand un des faits prévus aux articles précédents a été accompli par imprudence ou négligence, par inexpérience de l'art ou de la profession exercés ou par inobservance des règlements d'ordre ou de la discipline, le coupable est puni :

1° D'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 1.000 livres au plus dans le cas prévu à l'article 318 ;

2° D'un emprisonnement de trois mois au plus et d'une amende de 500 livres au plus dans les cas prévus à l'article 319.

3° D'un emprisonnement d'un mois au plus et d'une amende de 100 livres au plus dans les cas prévus aux articles 320 et 321.

ART. 324. — Lorsqu'un des faits prévus aux articles précédents met en péril la vie humaine, les pénalités établies sont augmentées de moitié.

ART. 325. — Quand la personne coupable d'un des délits prévus aux articles 319, 320 et 322, l'a commis dans l'exercice abusif d'une profession sanitaire, ou d'une autre profession, ou d'un art soumis à la surveillance par raison de santé publique, la peine est :

1° D'un emprisonnement de six mois à six ans et d'une amende non inférieure à 100 livres dans le cas prévu à l'article 319 ;

2° D'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 500 à 5.000 livres, dans le cas prévu à l'article 320.

3° D'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 200 à 1.000 livres dans le cas prévu à l'article 322.

La condamnation pour un des délits prévus aux articles précédents a toujours pour effet la suspension de l'exercice de la profession ou de l'art qui a servi de moyen pour commettre le délit, pour un temps égal à celui de l'emprisonnement ou de la détention infligés.

ART. 326. — Quiconque, par une fausse nouvelle ou par d'autres moyens frauduleux, produit la pénurie ou le renchérissement des substances alimentaires, est puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 à 5.000 livres, ainsi que de l'interdiction temporaire des emplois publics, étendue à l'exercice de la profession, si le coupable est intermédiaire public.

ART. 327. — Sauf ce qui est prévu aux articles 366-4^o et 373, si dans un des cas indiqués aux articles 315 à 321 et 325, il s'en est suivi la mort d'une personne ou une lésion corporelle, la peine établie sera doublée en cas de mort, et augmentée d'un tiers à la moitié en cas de lésion corporelle ; toutefois, la durée de l'emprisonnement ne peut être inférieure à cinq ans dans le premier cas et à trois mois dans le second.

S'il en est résulté la mort de plusieurs personnes ou bien la mort d'une seule personne et une lésion pour une ou plusieurs, la durée de l'emprisonnement ne peut être inférieure à dix ans, et si elle est déjà supérieure, elle peut être augmentée jusqu'au maximum légal.

S'il en est résulté des lésions corporelles pour plusieurs personnes, la durée de l'emprisonnement ne peut être inférieure à six mois et, au cas où elle serait déjà supérieure à cinq ans elle peut être portée à quinze ans au plus.

LOI DU 22 DÉCEMBRE 1888

Sur l'hygiène et la protection de la santé publique.

ART 22. — ... Sont soumis à surveillance par raison de santé publique :

Les droguistes, parfumeurs, teinturiers, liquoristes, confiseurs, fabricants et vendeurs de produits chimiques et de préparations pharmaceutiques, d'eau distillée, d'huiles essentielles, d'eaux minérales et de résidus minéraux, ainsi que de toute espèce de substances alimentaires et de boissons artificielles.

EXTRAIT DU TEXTE UNIQUE DES LOIS SANITAIRES ITALIENNES

(publié dans le Bulletin mensuel de l'office de renseignements agricoles, d'avril 1908).

ART. 114 (Art. 42 de la loi du 22 décembre 1888, n° 5849 et art. 46 de la loi du 25 février 1904, n° 57). — Quiconque vend, conserve pour vendre, ou fournit en paiement à ses dépendants des matières destinées à l'alimentation ou à la boisson qui seront

reconnues avariées, infectées, falsifiées ou en quelque façon insalubres et nuisibles, est puni d'une amende de 10 à 100 francs, outre la confiscation des matières, et cela sans préjudice des sanctions prescrites aux articles 319, 320, 322 du Code pénal.

La même peine sera encourue par ceux qui, par un mauvais rétamage ou d'une autre façon, rendront nuisibles à la santé des ustensiles ou récipients destinés à la cuisine ou à la conservation d'aliments ou de boissons.

ART. 115 (Art. 43 de la loi du 22 décembre 1888, n° 5849). — La liste des couleurs nuisibles, qui ne peuvent être employées dans la préparation des substances alimentaires ou des boissons, ou dans la coloration des étoffes, tapisseries, jouets, papiers d'emballage pour substances alimentaires et autres objets d'usage personnel ou domestique, sera dressée par le ministre de l'intérieur, sur avis du Conseil supérieur de santé.

Quiconque emploie de quelque façon que ce soit ces couleurs pour la coloration des substances et objets ci-dessus spécifiés, ou vend ces substances et objets ainsi colorés, sera puni d'une amende extensible jusqu'à 500 francs et en cas de récidive de la fermeture de l'usine ou du magasin.

ART. 116 (Art. 44 de la loi du 22 décembre 1888, n° 5849). — Chaque commune doit être pourvue d'eau potable reconnue pure et de bonne qualité.

Là où cette eau manquerait, serait insalubre ou insuffisante aux besoins de la population, la commune peut être, sur décret du ministre de l'intérieur, obligée à s'en pourvoir.

Quiconque contaminera ou corrompra l'eau des fontaines, puits, citernes, canaux, aqueducs, réservoirs d'eau potable est puni d'une amende de 50 à 500 francs, et sera en outre tenu de payer les dépenses nécessaires pour réparer les dégâts commis ; sauf les peines supérieures prescrites par le Code pénal ou au cas où des personnes auraient subi des dommages.

*Dispositions sur le commerce du beurre et sur la vente
du beurre artificiel.*

ART. 117 (Art. 1^{er} de la loi du 19 juillet 1894, n° 356). — Ceux qui dans un but commercial fabriquent, tiennent en dépôt ou

mettent en vente, exportent et importent, dans le royaume, du beurre préparé en tout ou en partie avec de la margarine ou d'autres substances huileuses ou grasses non dérivées de la crème du lait doivent :

a) Imprimer sur chaque morceau du produit la formule claire et explicite : *beurre artificiel* ou *margarine* ;

b) Indiquer en caractères gros et clairs, avec la même formule, la nature de l'article sur les récipients, toiles, papiers, paquets ;

c) Exprimer la qualité artificielle du beurre ou la composition des mélanges dans les livres, factures, lettres et polices de chargement ;

d) Tenir fixée sur les récipients, paquets ou pains du produit une étiquette indiquant clairement leur qualité artificielle avec la formule susdite.

ART. 118 (Art. 2 de la loi du 19 juillet 1894, n° 356). — Sur les locaux, où sont mis en vente les produits qui ressemblent au beurre, doit toujours se trouver extérieurement l'inscription en caractères clairs : *vente de margarine, d'oléo-margarine, de graisse alimentaire ou de beurre artificiel*.

ART. 119 (Art. 3 de la loi du 19 juillet 1894, n° 356). — Les fabricants et commerçants de margarine, d'oléo margarine, de beurres artificiels ou mélanges de substances huileuses ou grasses ne provenant pas de la crème de lait, ne pourront ajouter à leurs produits aucune couleur tendant à les faire ressembler au beurre naturel.

ART. 120 (Art. 4 de la loi du 19 juillet 1894, n° 356). — L'infraction des dispositions des précédents articles 117, 118, 119 sera punie d'une amende de 200 à 2.000 francs et de la confiscation de la marchandise.

En cas de récidive, il pourra s'y ajouter la peine de la détention jusqu'à trois mois et la suspension du commerce, selon les cas, pendant un délai de dix jours à six mois.

ART. 121 (Art. 5 de la loi du 19 juillet 1894, n° 356). — Pour tout ce qui n'est pas diversement envisagé par les articles précédents 117, 118, 119 et 120, les dispositions du Code pénal et des lois spéciales sur la matière restent en vigueur.

ART. 122 (Art. 6 de la loi du 19 juillet 1894, n° 356). — Le ministère de l'agriculture publiera un règlement spécial pour

pourvoir aux règles pour la vérification et la constatation de fait en ce qui concerne l'exécution des précédents articles 117, 118, 119, 120 et 121, en en chargeant les officiers de santé communaux et les agents douaniers.

ETATS-UNIS

Le document suivant est tiré du bulletin mensuel de l'Office des renseignements agricoles (ministère de l'agriculture), numéro de septembre 1906.

LOI DU 30 JUIN 1906

Sur l'alimentation.

Le Sénat américain a accepté sans débat, le 29 juin, le rapport du comité chargé du *Pure food Bill* (loi sur l'alimentation pure), et la Chambre a également donné son adhésion, bien que les sénateurs aient fait quelques légers changements au projet voté par cette dernière, par exemple, sur la question des droits des Etats pour le contrôle des manufactures, sur la manière de libeller les étiquettes, et enfin au sujet de l'alcool employé dans les médicaments brevetés.

Voici, d'après le *Bulletin de la Chambre de commerce française de New-York*, la traduction de cette loi qui intéresse nos importateurs français :

Loi sur l'alimentation pure, pour empêcher la fabrication, la vente ou le transport, sous des étiquettes fausses ou mensongères, de produits alimentaires, produits pharmaceutiques, médicaments et liqueurs adultérés, dangereux et contenant des poisons, afin d'en régler le commerce, et pour d'autres objets.

Qu'il soit édicté par le Sénat et la Chambre des représentants des Etats-Unis d'Amérique, assemblés en Congrès.

Section I^{re}. — Qu'il est illégal de fabriquer, vendre ou offrir à la vente, dans tout territoire ou dans le district de Colombie, ou

envoyer ou faire livrer, transporter par terre ou par eau d'un Etat, territoire ou du district de Colombie dans un autre Etat, territoire ou le district de Colombie, ou dans un pays étranger, tout produit alimentaire ou pharmaceutique, médicament ou liqueur frelaté ou faussement étiqueté, ou contenant des substances vénéneuses ou dangereuses, suivant le sens de cette loi ; et toute personne qui violera un des points de ce paragraphe sera coupable de délit et pour chaque offense, après conviction, sera condamnée à payer une amende ne dépassant pas cinq cents dollars, ou à subir un an de prison, ou sera passible des deux peines, suivant le jugement de la Cour ; et pour chaque offense et conviction subséquentes, sera condamnée à payer une amende qui sera au moins de mille dollars, ou à être emprisonnée pendant une année, ou encore subira les deux peines en même temps suivant la décision de la Cour.

Section II. — Que l'introduction dans tout Etat ou territoire, ou dans le district de Colombie, par tout autre Etat, territoire, le district de Colombie ou tout Etat étranger, ou l'exportation dans tout Etat étranger d'un produit alimentaire ou pharmaceutique falsifié, adultéré ou étiqueté avec l'intention de tromper, suivant le sens de la présente loi, est ici défendue ; et que toute personne qui exportera ou fera exporter d'un Etat ou territoire, ou du district de Colombie, dans un autre Etat ou territoire, dans le district de Colombie ou en pays étranger, ou recevra dans un Etat ou territoire ou dans le district de Colombie, d'un autre Etat ou territoire, ou du district de Colombie, ou d'un pays étranger, et, après réception, délivrera, en paquets originaux intacts, pour de l'argent ou autrement, ou offrira de livrer à toute autre personne un pareil produit ainsi falsifié ou sous de fausses étiquettes, suivant le sens de cette loi, ou toute personne qui vendra ou offrira à la vente, dans le district de Colombie ou dans les territoires des États-Unis, tels produits alimentaires ou pharmaceutiques ainsi falsifiés ou portant une étiquette trompeuse, ou qui les exportera ou offrira de les exporter en pays étranger, sera coupable de délit et pour pareille offense payera une amende ne dépassant pas deux cents dollars pour la première fois, et après conviction, pour chaque faute, une amende n'excédant pas trois cents dollars, ou sera condamné à une peine ne dépassant pas

un an de prison, ou aura à subir tout à la fois la prison et l'amende, suivant l'ordre de la Cour. Il est expliqué qu'aucun produit ne sera regardé comme indûment étiqueté ou comme falsifié, suivant les déclarations du présent acte, lorsqu'il sera préparé pour l'exportation à l'étranger, ou fabriqué et plié suivant les directions et les instructions de l'acheteur étranger, alors qu'aucune substance employée dans la préparation ou l'emballage n'est prohibée par les lois du pays étranger où ledit produit doit être exporté ; mais si ledit produit est réellement vendu ou mis en vente pour l'usage et la consommation de ce pays, la clause ci-dessus ne l'exemptera de l'application d'aucune des mesures de la présente loi.

Section III. — Que le secrétaire du trésor, celui de l'agriculture et celui du commerce et du travail, feront des règlements et prendront des mesures uniformes pour l'application de cette loi, en y comprenant la prise et l'examen des échantillons de produits alimentaires et pharmaceutiques, fabriqués ou mis en vente dans le district de Colombie ou dans un des territoires des États-Unis, ou mis en vente en paquets d'origine dans un État différent de celui où ils auront été fabriqués ou produits, ou qui seront reçus d'un pays étranger, ou destinés à être exportés en pays étrangers, ou pourront être examinés par les bureaux de santé, d'alimentation ou de produits pharmaceutiques de tout État, territoire ou du district de Colombie, ou d'un port quelconque soit dans ce pays soit au dehors, port duquel vient le produit offert au commerce entre les États, ou à l'exportation ou à l'importation faites entre les États-Unis et tout port ou tout pays étranger.

Section IV. — Que l'examen des échantillons de produits alimentaires et pharmaceutiques sera fait par le Bureau de chimie du Département de l'agriculture, ou sous la direction et la surveillance dudit bureau, dans le but de déterminer, au moyen de cet examen, si ces produits sont frelatés ou si leurs étiquettes sont mensongères d'après l'esprit de la loi ; et s'il advenait, à la suite de cet examen, que certains échantillons soient trouvés adultérés ou que leurs étiquettes soient trompeuses suivant l'esprit de la présente loi, le secrétaire de l'agriculture devrait avertir le négociant qui aurait fourni lesdits échantillons. Toute personne ainsi prévenue pourra donner des explications, d'après certaines règles

et mesures adoptées, ainsi qu'il est dit plus haut, et s'il est démontré qu'un des articles de cette loi a été violé par ladite personne, le secrétaire de l'agriculture rapportera de suite le fait au procureur des Etats-Unis du district, et lui fournira une copie des résultats de l'analyse ou de l'examen du produit incriminé, dûment signée par le chimiste analyste ou l'inspecteur qui aura fait l'examen, et sous leur serment. Le jugement de la Cour sera ensuite publié de la manière prescrite par les règlements susdits.

Section V. — Qu'il sera du devoir de chaque procureur de district auquel le secrétaire de l'agriculture annoncera une infraction à la présente loi, ou auquel un inspecteur d'hygiène, de produits alimentaires ou pharmaceutiques, ou un agent d'un Etat, d'un territoire ou du district de Colombie, fournira des preuves satisfaisantes d'infraction à la loi, d'entamer les poursuites convenables et de saisir les cours de justice des Etats-Unis sans délai, afin de faire condamner le délinquant aux peines encourues comme il est dit plus haut.

Section VI. — Que le terme produit pharmaceutique (*drug*), employé dans le présent texte, comprendra tous les médicaments et toutes les préparations indiqués dans la Pharmacopée des Etats-Unis ou le Formulaire national, pour l'usage interne et externe, et toute substance ou mélange de substances servant à guérir, à adoucir ou à prévenir la maladie chez l'homme ou les animaux. Le terme produit alimentaire (*food*), employé ici, représente toutes les marchandises destinées à la nourriture, les boissons, la confiserie, les assaisonnements nécessaires à l'homme et aux animaux, à l'état simple, mélangé ou composé.

Section VII. — Qu'aux fins de cette loi, un produit sera considéré comme falsifié :

En cas de produit pharmaceutique : 1° Si, lorsque le produit sera vendu sous un nom connu dans la Pharmacopée des Etats-Unis ou le Formulaire national, il diffère du degré de force, de pureté ou de qualité de ce qui est déterminé par les essais inscrits dans la Pharmacopée des Etats-Unis ou dans le Formulaire national au moment des investigations. Il est entendu qu'aucun produit pharmaceutique décrit dans la Pharmacopée des Etats-Unis ou dans le Formulaire national ne sera jugé adultéré, suivant cet article, si le degré de force, de qualité ou de pureté est claire-

ment marqué sur la bouteille, la boîte ou autre contenant, bien que ce degré puisse différer de celui déterminé par les essais décrits dans la Pharmacopée des Etats-Unis ou dans le Formulaire national ;

2° Si la force ou la pureté descendent au-dessous des degrés reconnus ou de la qualité suivant laquelle il est vendu.

En cas de confiserie : Si l'on y trouve des barytes, des craies, du talc, du jaune de chrome ou autre substance minérale, ou une couleur ou un parfum vénéneux, ou un autre ingrédient délétère ou dangereux pour la santé, ou une liqueur vineuse, ou alcoolique, ou tirée du malt, ou en composition, ou enfin un narcotique.

En cas de nourriture : 1° Si une substance étrangère a été mêlée et pilée avec elle, de façon à réduire, à abaisser ou à affecter d'une manière pernicieuse sa qualité ou sa force ;

2° Si une substance étrangère a remplacé en tout ou en partie l'article connu ;

3° Si un des principaux composants d'un produit a été éliminé en tout ou en partie ;

4° Si le produit a été mélangé, coloré, recouvert d'une poudre ou d'un enduit ou d'une peinture, pour cacher ses avaries ou sa qualité inférieure ;

5° Si dans le produit on a ajouté un ingrédient vénéneux ou dangereux qui peut le rendre nuisible à la santé. Il est entendu que lorsque, dans la préparation des produits alimentaires pour l'exportation, ceux-ci sont conservés au moyen d'une application externe, faite de telle sorte que cette dernière puisse être enlevée mécaniquement ou par un séjour dans l'eau ou autrement, et que les instructions nécessaires pour cette opération sont imprimées à l'extérieur du paquet, les stipulations de la présente loi seront regardées comme ne s'appliquant qu'au produit prêt à être consommé.

6° Si le produit consiste, en tout ou partie, en une substance animale ou végétale décomposée ou putréfiée, immangeable, préparée ou non, ou s'il provient d'un animal malade ou mort autrement que sous le couteau du boucher.

Section VIII. — Que les termes « muni d'une étiquette mensongère » ici employés, s'appliqueront à tous produits alimentaires,

pharmaceutiques, ou à tous produits entrant dans la composition des aliments, dont l'enveloppe ou l'étiquette présentera une déclaration, un dessin ou une explication au sujet de la marchandise ou des composants ou des substances qui seront contenus dans le paquet, et qui seraient faux ou mensongers dans une de leurs parties, et à tout aliment ou produit pharmaceutique indiquant faussement un État, un territoire ou un pays comme le lieu de fabrication ou de production. Que pour remplir le but cherché par cette loi, un produit sera aussi regardé comme faussement étiqueté.

Pour les produits pharmaceutiques : 1° Si l'article est une imitation d'un autre produit ou s'il est mis en vente sous le nom d'un autre produit ;

2° Si le contenu d'un paquet original en est retiré en tout ou partie et un autre produit y est substitué, ou si le paquet ne présente pas sur l'étiquette la mention des quantité et proportion d'alcool, morphine, opium, cocaïne, heroïn, A ou B eucaïne, chloroforme, haschisch, hydrate de chloral ou acétanilide, ou leurs dérivés et préparations diverses.

Pour les produits d'alimentation : 1° Si c'est une imitation d'un produit ou si le produit est offert à la vente sous le nom distinctif d'un autre article ;

2° S'il est étiqueté ou marqué de façon à tromper ou à induire en erreur l'acheteur, ou s'il paraît être un produit étranger alors qu'il ne l'est pas, ou si le contenu original d'un paquet est enlevé en tout ou en partie et un autre produit substitué dans le paquet, ou s'il ne présente pas sur l'étiquette l'exposé de la quantité ou proportion de morphine, opium, cocaïne, heroïn, A ou B eucaïne, chloroforme, haschisch, hydrate de chloral ou acétanilide, ou un dérivé ou une préparation de l'une des substances qui y sont contenues ;

3° Si une fois mis en paquet et le contenu indiqué en poids ou mesures, l'étiquette ne présente pas à l'extérieur, bien en vue et correctement, lesdits poids ou mesures ;

4° Si l'enveloppe porte une étiquette contenant une déclaration, une marque ou une composition au sujet des ingrédients ou des substances contenus dans le paquet et qu'elle soit reconnue fausse ou mensongère dans une de ses parties. Il est bien entendu que

tout produit alimentaire qui ne contient pas un poison ou un ingrédient vénéneux étranger à sa composition, ne sera pas regardé comme falsifié ou faussement étiqueté dans les cas suivants :

a. Dans le cas de mélanges ou de compositions qui peuvent dès maintenant et de temps en temps être connus comme produits alimentaires, sous leurs noms propres et distincts, et non une imitation d'un autre produit sous le nom duquel ils sont mis en vente, si le nom est accompagné sur la même étiquette ou marque d'une déclaration du lieu où ledit produit a été fabriqué ou manufacturé ;

b. En cas d'articles étiquetés, marqués, portant un signe de manière à bien montrer que ce sont des composés, des imitations ou des mélanges, et lorsque le mot « composé », « imitation » ou « mélange », suivant le cas, est bien imprimé, bien en vue sur l'enveloppe dans laquelle ils sont mis en vente, il est expliqué que le mot « mélange », ici employé, voudra signifier un mélange de substances semblables, sans en exclure des colorants sans danger ou des ingrédients parfumés servant à colorer et à parfumer seulement, et encore que rien dans cette loi ne permette de croire que l'on veut forcer les propriétaires ou fabricants de produits alimentaires ne contenant aucun ingrédient malsain étranger à faire connaître les formules de leur fabrication, excepté dans le cas où les articles de cette loi demanderaient l'interdiction des falsifications et de l'emploi d'une étiquette mensongère.

Section IX. — Qu'aucun marchand ne sera poursuivi, sous les stipulations de la présente loi, lorsqu'il pourra présenter un certificat signé par le négociant en gros, le courtier, le fabricant ou une autre personne résidant aux États Unis, à laquelle il aura acheté des marchandises, déclarant qu'elles ne sont pas falsifiées et ne portent pas des étiquettes mensongères, dans le sens de la présente loi, qui en donne la désignation. Ladite garantie, pour être efficace, devra contenir le nom et l'adresse de la personne ou des personnes livrant lesdits produits au marchand, et dans ce cas ladite personne ou lesdites personnes pourront être poursuivies, mises à l'amende, et subiront, en temps voulu, les autres peines encourues par le détaillant, suivant les instructions contenues dans la présente loi.

Section X. — Que tout produit alimentaire ou pharmaceutique

ou tout liquide falsifié ou muni d'une étiquette mensongère, d'après le sens de la loi, transporté d'un État, d'un territoire, du district de Colombie ou d'une possession insulaire dans un autre pour y être mis en vente, ou si, après avoir été transporté, il n'est pas déchargé, ni vendu, ou bien demeure en paquets originaux et intacts, ou s'il est vendu ou mis en vente dans le district de Colombie ou les territoires, ou dans les possessions insulaires des États-Unis, ou s'il est importé de pays étrangers pour être vendu, ou s'il doit être exporté à l'étranger, pourra être cause d'une action dans toute cour de district des États-Unis, dans le district où il aura été trouvé, et saisi et confisqué au moyen d'un procès-verbal de contravention et de confiscation. Et si ledit produit est déclaré confisqué, parce qu'il est adulteré ou étiqueté d'une façon mensongère, ou parce qu'il est vénéneux et dangereux pour la santé d'après l'esprit de loi, il sera détruit ou vendu, suivant le jugement de la Cour, et les sommes retirées de la vente, si celle-ci a lieu, moins le coût des frais et droits légaux, seront versées au Trésor des États-Unis ; mais ces produits ne seront vendus dans aucune juridiction contrairement aux prévisions de la présente loi ou des lois de cette juridiction. Il est entendu, cependant, qu'après paiement des frais de poursuites en contravention et l'exécution et la remise d'un certificat d'obligation en bonne et due forme à l'effet que lesdits produits ne seront pas vendus, ni autrement livrés, contrairement aux déclarations de la loi, ou des lois d'aucun État ou territoire, ou du district de Colombie, ou d'une possession insulaire, la Cour pourra ordonner que ces produits soient remis à leur propriétaire. Les poursuites de ces contraventions seront conformes, autant que possible, à celles de la Cour de l'amirauté, excepté que l'une et l'autre partie pourront demander à être jugées par un jury sur quelque décision que ce soit, et toutes ces opérations seront faites par les diligences et au nom des États-Unis.

Section XI. — Le secrétaire du Trésor remettra au secrétaire de l'agriculture, sur sa requête, de temps en temps, des échantillons de produits alimentaires et pharmaceutiques qui seront importés ou offerts pour l'importation aux États-Unis, et il en donnera avis au propriétaire ou au consignataire, qui pourra se présenter devant le secrétaire de l'agriculture et qui aura le droit

d'apporter ses témoignages ; et s'il apparaît, d'après l'examen des dits échantillons, qu'un produit alimentaire ou pharmaceutique offert à l'importation aux États-Unis est falsifié ou muni d'une étiquette mensongère dans le sens de la présente loi, ou qu'il est dangereux en quelque manière que ce soit à la santé publique aux États-Unis, ou est d'une matière dont l'entrée est défendue et dont la vente est interdite ou réduite dans le pays où il est fabriqué ou d'où il est exporté, ou s'il est muni d'une étiquette mensongère en quoi que ce soit, ledit produit ne sera pas reçu et le secrétaire du Trésor en refusera la livraison au consignataire et ordonnera la destruction des marchandises refusées lorsqu'elles ne seront pas réexportées par le consignataire dans les trois mois à partir de la date dudit refus, d'après les règlements que le secrétaire du Trésor jugera bon d'édicter. Il est expliqué que le secrétaire du Trésor pourra délivrer au consignataire lesdites marchandises en attendant l'examen et la décision des juges, sur l'exécution d'une obligation pénale pour le montant de la valeur de la facture entière desdites marchandises, y compris les droits de douane, et sur le refus de remettre lesdites marchandises, pour une raison quelconque, sous la garde du secrétaire du Trésor au cas où il les redemanderait pour les renvoyer de ce pays ou dans tout autre but, ledit consignataire perdra le montant total de l'obligation ; et il est expliqué, de plus, que tous les frais d'emmagasinage, de transport et de main-d'œuvre concernant les marchandises dont l'entrée ou la livraison seront refusées, seront à la charge du propriétaire ou du consignataire, et le défaut de paiement constituera un droit de gage contre toute importation future faite par ces derniers.

Section XII. — Que le terme « Territoire », tel qu'il est employé dans cet acte, comprendra les possessions insulaires des États-Unis. Le mot « personne », qui se trouve dans la présente loi, sera regardé comme signifiant le singulier et le pluriel, suivant le cas et comprendra les corporations, les compagnies, les sociétés et les associations. Dans l'interprétation et dans l'application des articles de la présente loi, l'action, l'omission, la faute de tout employé d'une corporation, compagnie, société ou association, pendant la durée de son emploi ou service, sera, dans tous les cas, regardée aussi comme l'action, l'omission ou la faute

dé ladite corporation, compagnie, société ou association en même temps que de cette personne.

Section XIII. — Que la présente loi entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1907.

SUISSE

LOI

du 8 décembre 1905.

Art. 1^{er}. — Sont soumis au contrôle institué par la présente loi :

a) Le commerce des denrées alimentaires.

b) Le commerce des articles de ménage et objets usuels, dans la mesure où ils peuvent être dangereux pour la santé ou la vie.

ART. 2. — Le contrôle est établi dans l'intérieur des cantons et à la frontière de la Confédération.

ART. 3. — Le contrôle dans les cantons est exercé, sous la direction du gouvernement, par :

1° Les autorités cantonales de surveillance ;

2° Le chimiste cantonal ;

3° Les inspecteurs cantonaux des denrées alimentaires ;

4° Les autorités sanitaires locales ;

5° Les inspecteurs des viandes.

ART. 4. — Chaque canton est tenu de pourvoir à l'organisation et à l'entretien d'un laboratoire (laboratoire cantonal), destiné aux analyses chimiques, physiques et bactériologiques des denrées alimentaires, ainsi que des articles de ménage et objets usuels.

Toutefois plusieurs cantons ont le droit de s'entendre pour l'usage commun d'un laboratoire.

Les communes importantes peuvent, avec l'autorisation du gouvernement cantonal, installer et entretenir leur propre laboratoire (laboratoire communal).

Ces laboratoires doivent être dirigés par un chimiste (cantonal ou communal).

Les analyses bactériologiques peuvent être confiées à des experts spéciaux.

Les cantons ont la faculté d'autoriser les laboratoires à faire d'autres analyses que celles prévues au présent article.

ART. 5. — Les cantons instituent des inspecteurs des denrées alimentaires en nombre suffisant.

Les attributions de ces inspecteurs sont fixées par les cantons, sous réserve de l'approbation du Conseil fédéral. Elles peuvent être dévolues, en tout ou partie, au chimiste cantonal ou à d'autres fonctionnaires qualifiés de son laboratoire.

ART. 6. — Les cantons pourvoient à l'établissement d'une autorité sanitaire locale pour chaque commune ou pour plusieurs communes groupées à cet effet.

Les autorités sanitaires locales sont subordonnées aux autorités cantonales de surveillance.

Elles peuvent charger un ou plusieurs de leurs membres ou des fonctionnaires spéciaux de procéder aux inspections et à l'examen préalable des denrées alimentaires (experts locaux).

ART. 7. — Un inspectorat des viandes est créé dans chaque commune. Le même inspecteur peut être nommé pour plusieurs communes voisines.

L'inspecteur doit être, autant que possible, un vétérinaire patenté. Il lui est adjoint un suppléant.

Est soumis à l'inspection tout animal de boucherie dont la viande est destinée à la vente ou doit être consommée dans les auberges et pensions.

Toutefois, si des animaux malades sont abattus, l'inspection de la viande doit toujours être faite.

Les cantons sont autorisés à rendre obligatoire l'inspection de toutes les viandes destinées à la consommation.

Les autorités sanitaires locales organisent une surveillance régulière sur les viandes et charcuteries, volaille, poisson, gibier, etc., qui sont importés ou mis en vente.

Le Conseil fédéral édictera, par voie d'ordonnance, des dispositions spéciales sur l'abatage et l'inspection des viandes, ainsi que sur l'examen des viandes et charcuteries, volaille, poisson, gibier, etc.

ART. 8. — Les analyses des laboratoires, ainsi que l'inspection des viandes, sont rétribuées selon le tarif cantonal ou communal.

Les tarifs des laboratoires sont soumis à l'approbation du Conseil fédéral.

L'analyse des échantillons transmis d'office par les fonctionnaires du contrôle est gratuite, sous réserve des dispositions des articles 19 et 48.

ART. 9. — Les membres des autorités et fonctionnaires chargés du contrôle cantonal revêtent dans l'exercice de leurs attributions la qualité de fonctionnaires de la police judiciaire.

Le Conseil fédéral détermine les aptitudes que doivent posséder les chimistes, les inspecteurs des denrées alimentaires et les inspecteurs des viandes.

Les cantons organisent des Cours d'instruction pour les inspecteurs des denrées alimentaires, les experts locaux et les inspecteurs des viandes.

ART. 10. — La Confédération contribue par un subside de 50 0/0 :

a) A la création et à l'installation de nouveaux laboratoires, ainsi qu'à la transformation et à l'extension de laboratoires existants, sous la condition que les plans soient approuvés par le Conseil fédéral ;

b) Aux frais d'entretien et d'exploitation des laboratoires, y compris ceux du service bactériologique ;

c) Aux traitements des chimistes, du personnel des laboratoires et des inspecteurs des denrées alimentaires ;

d) Aux frais des cours d'instruction organisés par les cantons.

ART. 11. — Durant les heures consacrées habituellement aux affaires ou pendant lesquelles les locaux sont ouverts au trafic, les fonctionnaires du contrôle peuvent vérifier l'état d'entretien des locaux, appareils, vases et installations servant à la fabrication, production, manipulation, conservation et vente des marchandises et objets soumis au contrôle.

Ils ont le droit de prélever, même sans examen préalable, en vue de l'analyse, des échantillons de la marchandise ou des matières premières.

Le droit de contrôle s'applique également aux marchandises et objets colportés ou mis en vente sur la voie publique.

ART. 12. — Les échantillons sont prélevés, emballés, scellés,

étiquetés et expédiés, conformément au règlement édicté par le Conseil fédéral.

Un récépissé des échantillons retenus est remis au propriétaire, avec l'indication de leur valeur ; s'il le demande, il lui est aussi laissé un échantillon, muni du sceau officiel.

S'il est reconnu que la marchandise n'est pas de mauvais aloi, le propriétaire peut exiger le remboursement de la valeur des échantillons.

ART. 13. — Sous réserve des cas attribués aux inspecteurs des denrées alimentaires et aux experts locaux, les échantillons sont adressés, avec un rapport écrit, au laboratoire compétent, qui répond dans le plus bref délai, en transmettant le résultat de l'analyse.

Le Conseil fédéral détermine par voie d'ordonnance les compétences techniques des inspecteurs des denrées alimentaires et des experts locaux.

ART. 14. — S'il résulte de l'analyse que la marchandise n'est pas de mauvais aloi, avis en sera donné au propriétaire.

Dans le cas contraire, l'autorité compétente sera immédiatement informée par écrit ; le procès-verbal de l'analyse sera joint à cette communication.

ART. 15. — Si les locaux, appareils ou ustensiles se trouvent dans un état défectueux, le fonctionnaire du contrôle fera rapport, par écrit, à l'autorité compétente.

ART. 16. — L'autorité compétente doit donner connaissance du rapport à l'intéressé avant de le transmettre au juge ou de prendre toute autre décision.

L'intéressé a le droit, dans un délai de 5 jours à partir de cette notification, de former opposition et de réclamer une surexpertise.

Dans le même délai l'intéressé peut former opposition aux constatations et décisions de l'inspecteur des viandes et réclamer une surexpertise.

ART. 17. — Si la constatation a été faite par un expert local ou par un inspecteur des denrées alimentaires (art. 13) la surexpertise sera confiée au chimiste cantonal ou communal.

ART. 18. — Si l'opposition est dirigée contre une constatation ou décision de l'inspecteur des viandes ou contre un rapport relatif aux locaux, appareils et ustensiles, la surexpertise sera confiée à des experts compétents.

Si l'opposition est dirigée contre le rapport d'un chimiste cantonal ou communal, la surexpertise sera confiée à des chimistes officiels ou à d'autres experts d'une compétence reconnue.

Pour les surexpertises prévues dans le présent article, l'intéressé a le droit de désigner un des experts ; s'il fait usage de ce droit, il sera nommé trois experts.

ART. 19. — L'opposant supportera tout ou partie des frais de la surexpertise, si elle lui est défavorable.

La demande d'une seconde surexpertise administrative est irrecevable.

ART. 20. — Lorsque les constatations dont le résultat est défavorable n'ont fait l'objet d'aucune opposition ou ont été confirmées par la surexpertise, l'autorité compétente prendra les dispositions voulues.

ART. 21. — Les marchandises reconnues défectueuses à l'examen préalable ou à l'analyse peuvent être séquestrées par les fonctionnaires du contrôle, même s'il y a opposition. Si elles sont manifestement nuisibles à la santé, corrompues ou falsifiées, elles seront séquestrées sans retard.

Elles peuvent être placées sous la garde de l'autorité.

Elles sont utilisées au mieux des circonstances, ou même détruites, si, en raison de leur nature, il est impossible de les conserver.

Les intérêts en cause seront sauvegardés autant que faire se pourra.

ART. 22. — Les appareils et ustensiles dont l'état est défectueux peuvent aussi faire l'objet d'un séquestre.

ART. 23. — Il est dressé procès-verbal du séquestre et des autres mesures qui seraient prises (art. 21 et 22).

ART. 24. — Les cantons sont responsables du dommage résultant du séquestre non justifié et ordonné par un de leurs fonctionnaires, sauf recours contre le coupable.

B. — *Contrôle fédéral.*

ART. 25. — Il est créé, au bureau sanitaire fédéral, une division spéciale qui sera plus particulièrement chargée :

1° D'exécuter les travaux préparatoires, d'ordre technique et expérimental, en vue de l'application de la loi ;

2° D'émettre les préavis et de faire les rapports et autres travaux, concernant l'analyse des denrées alimentaires et l'hygiène, qui lui sont demandés par l'autorité fédérale.

3° De recueillir, de contrôler et compléter par ses propres études les résultats des recherches scientifiques faites dans le domaine de l'analyse des denrées alimentaires.

ART. 26. — Le contrôle à la frontière de la Confédération est exercé :

- a) Par les bureaux de douane ;
- b) Par les vétérinaires sanitaires.

Des experts spéciaux peuvent être attachés aux bureaux de douane les plus importants.

ART. 27. — La Confédération organise les cours nécessaires pour les douaniers chargés du contrôle et les experts spéciaux.

ART. 28. — Les employés des douanes exercent, dans les bureaux de douane et entrepôts suisses, le contrôle des marchandises venant de l'étranger qui sont soumises aux dispositions de la loi et ne passent pas en transit.

Ils sont tenus de prélever des échantillons de la marchandise importée qui, à la suite de l'examen préalable ou pour tout autre motif, leur paraît suspecte ou dont la vérification est demandée par l'autorité sanitaire fédérale. Dans ce dernier cas, les échantillons sont envoyés à l'adresse indiquée par l'autorité requérante.

Acte de la prise de l'échantillon est donné aux intéressés, par mention sur la lettre de voiture ou de toute autre manière, s'il n'y a pas de lettre de voiture. La prise de l'échantillon ne doit causer aucune détérioration de la marchandise, ni en retarder le transport.

Une ordonnance fixera le mode de procéder au contrôle des marchandises, ainsi qu'au prélèvement et à l'envoi des échantillons.

ART. 29. — Le petit trafic de frontière réglé par les articles 7, litt. 0 et 17 de la loi sur les douanes du 15 mars 1903 est excepté du contrôle prévu à l'article 28 ci-dessus.

ART. 30. — Les bureaux de douane expédient immédiatement au laboratoire désigné par le canton du lieu de destination, et avec l'adresse du destinataire, les échantillons d'une marchandise

suspecte, accompagnés de l'indication de la nature et de l'importance de l'envoi, ainsi que des motifs de suspicion.

Les laboratoires procèdent aussitôt à l'analyse, dont ils transmettent le procès-verbal, avec le rapport des fonctionnaires des douanes, à l'autorité cantonale de surveillance, laquelle, à son tour, notifie le résultat de l'analyse au destinataire et pourvoit aux mesures que comportent les circonstances.

Le résultat définitif de l'analyse est communiqué par l'autorité cantonale de surveillance au département fédéral de l'intérieur, qui en donne connaissance au département des douanes.

ART. 31. — La Confédération répond de tout dommage quelconque ou de tout retard important qui résulte de la prise d'échantillons.

ART. 32. — Le propriétaire ou le destinataire d'une marchandise peut exiger du bureau de douane que les envois sur lesquels des échantillons ont été prélevés soient cachetés ou plombés. Les frais sont à la charge du requérant.

ART. 33. — Les bureaux de douane sont tenus de transmettre au laboratoire compétent (art. 30, al. 1^{er}), si possible avec un échantillon, le résultat des analyses qui sont faites en vue de la classification douanière d'une marchandise et peuvent intéresser le contrôle cantonal.

ART. 34. — Les viandes et la charcuterie importées en Suisse seront contrôlées, aux stations douanières et dans les entrepôts fédéraux, par les vétérinaires de frontière.

Le mode de procéder à ce contrôle sera déterminé par une ordonnance.

Cette ordonnance stipulera dans quelle mesure seront exceptés du contrôle, à la frontière, le poisson, le gibier, la volaille et autres denrées exposées à une prompte décomposition (art. 7, al. 6 et 7).

ART. 35. — Les marchandises manifestement corrompues peuvent être refoulées à la frontière.

II. — *Dispositions pénales.*

ART. 36. — Celui qui, pour tromper autrui, aura contrefait ou falsifié des denrées alimentaires destinées au commerce sera puni de l'emprisonnement jusqu'à un an et de l'amende jusqu'à 2.000 francs ou de l'une de ces peines seulement.

ART. 37. — Celui qui aura mis en vente ou en circulation, comme loyales, des denrées alimentaires falsifiées, contrefaites, corrompues, ou dont la valeur spécifique est altérée, sera puni :

S'il a agi intentionnellement, de l'emprisonnement jusqu'à un an et de l'amende jusqu'à 2.000 francs ou de l'une de ces peines seulement ;

S'il a agi par négligence, de l'amende jusqu'à 500 francs.

ART. 38. — Celui qui aura rendu dangereux pour la santé ou la vie, des denrées alimentaires, articles de ménage et objets usuels,

Celui qui aura mis en vente ou en circulation des denrées alimentaires, articles de ménage et objets usuels dangereux pour la santé ou la vie,

Sera puni, s'il a agi intentionnellement, de l'emprisonnement jusqu'à deux ans et de l'amende jusqu'à 3.000 francs, ou de l'une de ces peines seulement.

S'il a agi par négligence, il sera puni de l'emprisonnement jusqu'à six mois et de l'amende jusqu'à 1.000 francs, ou de l'une de ces peines seulement.

Demeurent réservées les dispositions du droit pénal relatives aux délits contre la santé et la vie.

ART. 39. — Celui qui aura intentionnellement détruit, modifié ou soustrait, par un moyen quelconque, des marchandises et objets séquestrés en vertu des articles 21 et 22, sera puni de l'emprisonnement (arrêts) jusqu'à 3 mois et de l'amende jusqu'à 500 francs.

ART. 40. — Celui qui intentionnellement aura empêché ou entravé l'exercice du contrôle sera puni de l'emprisonnement (arrêts) jusqu'à un mois et de l'amende jusqu'à 500 francs.

ART. 41. Celui qui intentionnellement aura enfreint les ordonnances édictées en vertu de l'article 54 sera, si les dispositions des articles 36, 37 et 38 ne lui sont pas applicables, puni de l'emprisonnement (arrêts) jusqu'à 3 mois ou de l'amende jusqu'à 1.000 francs.

Si la contravention résulte d'une négligence, la peine sera l'amende jusqu'à 500 francs.

ART. 42. — Les dispositions générales de la première partie du

Code pénal fédéral du 4 février 1853 sont applicables aux délits et contraventions prévus par la présente loi.

ART. 43. — En cas de récidive, le juge peut doubler les peines prévues.

Est en récidive légale celui qui après avoir été déclaré par un jugement définitif coupable d'infraction aux articles 36 à 41, en commet une nouvelle dans un délai de moins de trois ans après l'expiration de la peine.

ART. 44. — Dans les cas visés par l'article 38, la confiscation de la marchandise, ainsi que des objets et appareils qui ont servi à commettre le délit, doit être ordonnée par l'autorité à titre de peine accessoire ; elle peut être prononcée dans les cas prévus aux articles 36, 37 et 41.

La confiscation pourra être prononcée même s'il y a acquittement ou s'il n'est pas donné suite à l'action pénale.

ART. 45. — Les denrées alimentaires et objets dangereux pour la santé ou la vie qui auront été confisqués, seront détruits, s'ils ne peuvent être employés sans danger ou sans inconvénient. Les autres marchandises confisquées seront utilisées au mieux, sous le contrôle de l'autorité.

Le produit net servira à payer les amendes, les frais et les indemnités alloués aux personnes lésées ; le surplus sera restitué.

ART. 46. — Si l'un des délits prévus aux articles 36, 37, 38 et 41 a été commis dans l'exercice d'une profession ou industrie concessionnée, le juge pourra déclarer le délinquant déchu du droit d'exercer cette profession ou industrie, pour une durée d'un à quinze ans. La durée de la peine privative de la liberté n'est pas déduite du temps de la déchéance.

ART. 47. — Dans les cas prévus aux articles 36, 37, 38 et 41, et lorsque l'intérêt public l'exige, le juge pourra ordonner la publication du jugement aux frais du condamné, dans la feuille officielle cantonale, et s'il y a lieu, dans un ou plusieurs journaux :

1° Si le délit a été commis intentionnellement ;

2° Si le prévenu a agi par négligence grave et a déjà été condamné à réitérées fois.

Si la personne acquittée le requiert, le juge ordonnera la publication du jugement aux frais de l'Etat.

ART. 48. — Les frais d'analyse sont à la charge du condamné.

ART. 49. — La poursuite pénale et le jugement des infractions prévues dans la présente loi incombent aux autorités cantonales compétentes.

Le produit des amendes est attribué aux cantons.

ART. 50. — La répression pénale s'exerce soit au lieu où le délit a été commis, soit au lieu du domicile du prévenu. Un délit ne peut être l'objet de plusieurs poursuites pénales. Le for compétent est celui où a été ouverte la première instruction.

Les complices et auteurs du délit seront poursuivis en même temps et devant la même juridiction que l'auteur principal.

ART. 51. — Lorsqu'un délit a été commis dans plusieurs cantons, celui où l'instruction a été ouverte en premier lieu a le droit de requérir des autres la comparution et, s'il est nécessaire, l'extradition de tous les complices, pour qu'ils soient jugés en même temps, ou d'exiger de ces cantons l'assurance que le jugement sera exécuté.

Celui qui aura commis dans divers cantons plusieurs délits connexes sera, en vertu des principes ci-dessus, jugé en un seul et même procès.

ART. 52. — Le Tribunal fédéral connaît, comme Cour de droit public, des différends que soulève l'application des articles 50 et 51 de la présente loi.

ART. 53. — Si les infractions prévues aux articles 37, 38 et 41 sont de peu d'importance, la peine sera l'amende jusqu'à 50 francs.

La répression de ces infractions peut, à teneur de la législation cantonale, avoir lieu par voie administrative.

III. — *Dispositions finales.*

ART. 54. — Le Conseil fédéral édicte les dispositions propres à sauvegarder la santé publique et à prévenir toute fraude dans le commerce des marchandises et objets soumis au contrôle institué par la présente loi.

Il prescrira pour le commerce en gros et de détail des denrées alimentaires l'emploi de désignations précises qui rendent impossible toute erreur sur la nature et la provenance de la marchandise.

Il rendra obligatoire la déclaration des additions à l'exception de celles qui sont nécessaires ou usuelles et qui seront déterminées pour chaque denrée.

Le Conseil fédéral prendra aussi des mesures pour assurer le contrôle de la fabrication des succédanés et de leur mélange avec les produits naturels. Il exigera pour la vente de ces denrées, des indications claires qui préviennent toute confusion avec les produits naturels.

Lorsque le mélange d'un succédané avec un produit naturel est de nature à tromper l'acheteur, le Conseil fédéral pourra en interdire la fabrication et la vente à défaut d'autre moyen d'empêcher la fraude.

ART. 55. — Le Conseil fédéral édicte les règles à suivre pour l'analyse et l'appréciation des marchandises soumises aux recherches.

ART. 56. — L'exécution de la présente loi et des ordonnances du Conseil fédéral incombe aux cantons, sauf pour le contrôle établi à la frontière.

Les lois et règlements d'exécution édictés par les cantons sont soumis à la sanction du Conseil fédéral.

Demeurent réservées les dispositions de la législation fédérale concernant les spiritueux.

Les gouvernements cantonaux adressent au Conseil fédéral un rapport annuel sur l'application de la loi et les observations qu'elle a suscitées.

ART. 57. — Le Conseil fédéral surveille l'exécution de la loi et prend dans ce but toutes les mesures nécessaires.

ART. 58. — Sont abrogées les dispositions des lois et ordonnances fédérales et cantonales contraires à la présente loi.

ART. 59. — Le Conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant la votation populaire sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier la présente loi et de fixer la date de son entrée en vigueur.

Ainsi décrété par le Conseil des Etats.

Berne le 8 décembre 1905.

BELGIQUE

Code pénal.

ART. 454. — Celui qui aura mêlé ou fait mêler, soit à des comestibles ou des boissons, soit à des substances ou denrées alimentaires quelconques, destinés à être vendus ou débités, des matières qui sont de nature à donner la mort ou à altérer gravement la santé, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 200 à 2.000 francs.

ART. 455. — Sera puni des peines portées à l'article précédent :

Celui qui vendra, débitera ou exposera en vente des comestibles, boissons, substances ou denrées alimentaires quelconques sachant qu'ils contiennent des matières de nature à donner la mort ou à altérer gravement la santé ;

Celui qui aura vendu ou procuré ces matières, sachant qu'elles devaient servir à falsifier des substances ou denrées alimentaires.

ART. 456. — Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 100 à 1.000 francs, celui qui aura dans son magasin, sa boutique ou tout autre lieu, des comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires destinés à être vendus ou débités, sachant qu'ils contiennent des matières de nature à donner la mort ou à altérer gravement la santé.

ART. 457. — Les comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires mélangés seront saisis, confisqués, et mis hors d'usage.

La patente du coupable lui sera retirée ; il ne pourra en obtenir une autre pendant la durée de son emprisonnement.

Il pourra, de plus, être condamné à l'interdiction, conformément à l'article 33.

Le tribunal ordonnera que le jugement soit affiché dans les lieux qu'il désignera et inséré, en entier ou par extrait, dans les journaux qu'il indiquera ; le tout aux frais du condamné.

ART. 498. — Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 à 1.000 francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui aura trompé l'acheteur :

Sur l'identité de la chose vendue, en livrant frauduleusement une chose autre que l'objet déterminé sur lequel a porté la transaction ;

Sur la nature ou l'origine de la chose vendue, en vendant ou en livrant une chose semblable en apparence à celle qu'il a achetée ou qu'il a cru acheter.

ART. 500. — Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 50 à 1.000 francs ou d'une de ces deux peines seulement :

Ceux qui auront falsifié ou fait falsifier des denrées ou des boissons propres à l'alimentation, et destinées à être vendues ou débitées ;

Ceux qui auront vendu, débité ou exposé en vente ces objets, sachant qu'ils étaient falsifiés ;

Ceux qui, par affiches ou par avis, imprimés ou non, auront méchamment ou frauduleusement propagé ou révélé des procédés de falsification de ces mêmes objets.

ART. 501. — Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 à 500 francs, ou d'une de ces peines seulement, celui chez lequel seront trouvées des denrées ou boissons propres à l'alimentation et destinées à être vendues ou débitées, et qui sait qu'elles sont falsifiées.

ART. 502. — Dans les cas prévus par les deux articles précédents le tribunal pourra ordonner que le jugement soit affiché dans les lieux qu'il désignera et inséré en entier ou par extrait, dans les journaux qu'il indiquera ; le tout aux frais du condamné.

Si le coupable est condamné à un emprisonnement d'au moins six mois, la patente lui sera retirée et il ne pourra en obtenir une autre pendant la durée de sa peine.

ART. 503. — Les denrées alimentaires ou boissons falsifiées trouvées en la possession du coupable seront saisies et confisquées.

Si elles peuvent servir à un usage alimentaire, elles seront mises à la disposition de la commune où le délit aura été commis, avec charge de les remettre aux hospices ou au bureau de bienfaisance, selon les besoins de ces établissements ; dans le cas contraire, les objets saisis seront mis hors d'usage.

.....

ART. 561. — Seront punis d'une amende de 10 à 20 francs e

d'un emprisonnement d'un jour à cinq jours ou d'une de ces peines seulement :

1°... .

2°... Ceux qui auront vendu, débité ou exposé en vente des comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires quelconques gâtés, corrompus ou déclarés nuisibles par un règlement de l'administration générale, provinciale ou communale ;

3° Ceux qui, sans l'intention frauduleuse exigée par l'article 500, auront vendu, débité ou exposé en vente des comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires quelconques falsifiés ou contrefaits.

Les comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, nuisibles, falsifiés ou contrefaits, qui seront trouvés en la possession du coupable, seront saisis et confisqués.

S'ils peuvent servir à un usage alimentaire, ils seront mis à la disposition de la commune où le fait aura été commis, avec charge de le remettre aux hospices ou au bureau de bienfaisance, selon les besoins de ces établissements ; dans le cas contraire, les objets saisis seront mis hors d'usage.

.

Loi du 4 août 1890.

ART. 1^{er}. — Le gouvernement est autorisé à réglementer et à surveiller le commerce, la vente et le débit des denrées et des substances servant à l'alimentation de l'homme et des animaux, mais seulement au point de vue de la santé publique, ou dans le but d'éviter les tromperies et les falsifications.

Il pourra également, mais uniquement dans l'intérêt de la santé publique :

A. — Surveiller la fabrication ou préparation même des denrées alimentaires destinées à la vente ;

B. — Interdire l'emploi des matières, ustensiles ou objets nuisibles ou dangereux...

. . . (dispositions spéciales aux viandes).

Il n'est en rien préjudicié par les dispositions qui précèdent aux droits que les lois en vigueur confèrent aux autorités communales

en vue de s'assurer de la fidélité du débit des denrées alimentaires et de leur salubrité, ainsi que de réprimer les infractions aux règlements portés en ces matières par les dites autorités.

Les ordonnances de ces dernières ne seront en rien contraires aux règlements d'administration générale.

ART. 2. — Le bourgmestre et les agents du gouvernement qui auront mission de surveiller l'exécution des mesures ou des règlements, arrêtés, en vertu de la présente loi, pourront pénétrer dans les magasins, boutiques et lieux quelconques, affectés à la vente des denrées alimentaires ou médicamenteuses, pendant tout le temps qu'ils sont ouverts au public.

Ils pourront pénétrer aussi, pendant les mêmes heures, dans les dépôts annexés à ces magasins et boutiques, même lorsque ces dépôts ne sont pas ouverts au public.

Sont également soumis à leur visite, à toute heure, les locaux qui servent à la fabrication et à la préparation des denrées ou substances alimentaires destinées à la vente et dont l'accès n'est pas ouvert au public.

Ils constateront les infractions aux lois et règlements sur la matière par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Une copie du procès-verbal sera remise au contrevenant, dans les 24 heures, au plus tard, de la constatation de l'infraction.

Les procès-verbaux dont il est question au paragraphe précédent seront dressés conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1889 (1).

ART. 3. — Le mode ou les conditions de la prise d'échantillons, de même que l'organisation et le fonctionnement des laboratoires d'analyse, seront réglés par arrêté royal.

ART. 4. — (Relatif aux médicaments).

ART. 5. — (Modifie l'art. 461, § 2 et 3, C. pén.).

ART. 6. — Les infractions aux règlements portés en vertu de l'article 1^{er} et de l'article 4, paragraphe final, seront punies d'une amende de 1 à 25 francs et d'un emprisonnement d'un à sept jours ou de l'une de ces peines seulement.

En cas de récidive dans les deux années de la dernière con-

(1) La loi du 3 mai 1889 concerne l'emploi de la langue flamande en matière répressive.

damnation pour la même infraction, la peine pourra être élevée au double.

ART. 7. — Seront punis d'une amende de 50 à 200 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des peines ordonnées par les articles 269 à 274 du Code pénal, ceux qui se seront refusés ou opposés aux visites, aux inspections ou à la prise d'échantillons par les agents investis du droit de rechercher et de constater les infractions aux lois et règlements relatifs à l'objet de la présente loi.

En cas de récidive dans les deux ans de la dernière condamnation pour l'infraction prévue par le paragraphe 1^{er} du présent article, le tribunal pourra élever l'amende jusqu'à 500 francs et prononcer un emprisonnement de huit jours à deux mois.

ART. 8. — Tous les deux ans, le gouvernement fera rapport aux Chambres des mesures qu'il aura prises en exécution de la loi, ainsi que des effets que celles-ci auront produits.

TABLE ANALYTIQUE

	Pages
INTRODUCTION	1
Nécessité de réprimer la fraude sur les produits alimen- taires.	1
Les intérêts économiques	1
L'hygiène	5
Raisons qui ont retardé l'œuvre de la répression des frau- des	8

PREMIÈRE PARTIE

LES TEXTES

CHAPITRE PREMIER. — Historique	14
Aperçu rétrospectif ; la législation sur les fraudes depuis le Code pénal.	14
La dualité de régime (<i>boissons</i> opposées à <i>substances ali- mentaires</i>) jusqu'en 1855.	15
L'article 423 du Code pénal et la loi du 27 mars 1851 ; la si- tuation au moment du vote de la loi du 1 ^{er} août 1905	17-20
Les anciennes contraventions de l'article 475 du Code pé- nal ; le vide causé par leur disparition.	21
CHAPITRE II. — Les textes en vigueur.	23
Le texte général (la loi du 1 ^{er} août 1905)	23
Conditions dans lesquelles ce texte a été voté.	23
Les lois spéciales.	31

CHAPITRE III. — Les pouvoirs conférés à l'administration par la loi du 1^{er} août 1905 35

La loi du 1 ^{er} août 1905 n'a fait que préciser sur certains points et codifier les dispositions générales antérieures (art. 423 du Code pénal, loi du 27 mars 1851)	35
En quoi elle a profondément innové	36
Son article 11.	36
Les règlements d'administration publique; ce qu'ils sont. .	37
Ceux qui ont déjà paru	38
Ceux qui se préparent	38

DEUXIÈME PARTIE

LA PROCÉDURE

LE PRÉLÈVEMENT. — L'ANALYSE ADMINISTRATIVE. — L'EXPERTISE CONTRADICTOIRE.	39
--	-----------

CHAPITRE PREMIER. — Les délits de fraude et le droit commun 41

Ils peuvent être établis par toutes les voies de droit commun.	41
Mais en dehors des règles générales pour la constatation de tous les délits, une organisation spéciale contre la fraude est nécessaire avec une procédure et des garanties particulières	42

CHAPITRE II. — La procédure de prélèvement et la législation étrangère; origines de cette procédure en France. 44

Législation étrangère	44
Les organisations municipales contre la fraude, jusqu'au décret du 31 juillet 1906.	45-49
En quel sens une innovation était nécessaire	50
Comment elle fut réalisée.	51

CHAPITRE III. — Le décret du 30 juillet 1906, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 53

<i>Son texte comparé aux dispositions correspondantes en vigueur en Belgique</i>	<i>55</i>
--	-----------

CHAPITRE IV. — Observations générales sur la procédure nouvelle.	78
Les ministres compétents.	78
Le service central de la répression des fraudes.	78
Les pouvoirs de police judiciaire des préfets	83
Circulaire du 26 février 1907.	83
CHAPITRE V. — Le prélèvement ; son caractère : mesure de contrôle	92
Fonctionnement du service de prélèvement (circulaire du 12 mars 1907).	92
CHAPITRE VI. — L'analyse administrative	114
En quoi elle diffère d'une expertise.	114-121
Son but : triage sévère ; ses conditions de fonctionnement (délai, anonymat de l'échantillon, méthodes)	
Liste des laboratoires	122
Conditions d'agrément des laboratoires municipaux et départementaux.	125
CHAPITRE VII. — La transmission au parquet	129
Rôle du procureur de la République ; il a le choix entre trois solutions : le classement, la citation directe, l'instruction	131-135
Limites dans lesquelles il peut opérer une enquête, faire apprécier par expert les conclusions du laboratoire	130
CHAPITRE VIII. — L'expertise contradictoire.	135
Sauf en ce qui concerne l'expertise, l'instruction en matière de fraudes est soumise aux règles du droit commun.	136
Conceptions premières de l'expertise contradictoire (présence de l'inculpé lui-même à l'expertise).	137
Ce qu'elle doit être vraiment : collaboration scientifique.	137
La question du libre choix de l'expert par l'intéressé	138
Lorsque l'expertise a lieu, l'intéressé est déjà un inculpé ; pourtant la réalité d'un délit n'est pas encore établie ; critique.	142-146
Réforme proposée par M. Fleurent à la Chambre ; causes de son échec.	142 et suiv.
Les remèdes (l'expertise contradictoire ne peut-elle précéder toute inculpation ?)	146-153

CHAPITRE IX. — Conclusion sur la procédure fixée par le décret du 31 juillet 1906	154
Son formalisme et la jurisprudence.	154
Les municipalités ne peuvent plus organiser la recherche des délits de fraude, sans passer par l'intermédiaire de l'Etat.	157
Les lacunes du décret ; la commission chargée de les combler	160-164
Les premiers succès de la nouvelle organisation contre la fraude	164

TROISIÈME PARTIE

DE L'INTERVENTION DES SYNDICATS DANS LA RÉPRESSION DES FRAUDES

CHAPITRE PREMIER. — Considérations générales. . . .	167
CHAPITRE II. — Le droit de se porter partie civile. . .	169
Les origines	169
Comité disciplinaire de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine	171-176
Les syndicats viticoles réclament une interprétation du droit qui leur permettent de se porter partie civile dans toutes les affaires de fraude intéressant la viticulture. . .	176
Arrêt défavorable de la Cour d'appel de Paris.	176
La loi du 29 juin 1907 leur donne satisfaction : les autres syndicats demandent la même situation juridique	179
La Cour de cassation admet le principe ; une proposition de loi Cazeneuve adoptée par la Chambre reste en instance devant le Sénat (amendement Touron). Critique de cet amendement	181-189
CHAPITRE III. — Les syndicats veulent participer à la recherche officielle des fraudes. . .	189
Syndicat de producteurs de l'arrondissement d'Avesnes . .	190
Interprétation qui a permis d'agréer les agents des syndi-	

cats pour faire des prélèvements	191
Situation de ces agents vis-à-vis de l'Etat et du groupement qui les rétribue indirectement	192
Circulaire du 23 décembre 1907	193
Les syndicats veulent connaître la suite donnée aux affaires de fraude ; ils obtiennent satisfaction	198-201
CHAPITRE IV. — Les résultats acquis	201

ANNEXES A.

Textes spéciaux.

<i>Législation sur les beurres</i>	207
<i>Règlement sur les graisses et huiles du 11 mars 1908,</i>	221
<i>Législation sur les vins :</i>	
Loi du 29 juin 1907	223
Loi du 15 juillet 1907,	226
Règlement du 3 septembre 1907	228
Projet de circulaire sur ce règlement,	234
<i>Circulaire sur les prélèvements de boissons,</i>	236

ANNEXE B.

Législation étrangère.

Italie,	241
Etats-Unis	247
Suisse	256
Belgique	267

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
